DUCTION INTERDITE

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

## au « Monde », M. Balladur refuse l'« impuissance » de l'Etat

**EDOUARD BALLADUR ne vent** pas se résoudre au « conservatisme », réel ou supposé, des Français. « On ne peut pas conserver en l'état tous les droits acquis », affirme-t-il dans un entretien au Monde, alors que Jacques Chirac avait déclaré, le 12 décembre sur TF 1, que « ce n'est pas une bonne technique de mettre en cause les avantages acquis ». Après avoir combattu pour une baisse des impôts et une réévaluation du dollar par rapport au couple franc-mark, l'ancien premier ministre se fait l'apôtre d'un « assouplissement » du droit du travail, nécessaire, seion lui, à une relance de l'emploi. M. Balladur refuse par ailleurs que la mondialisation de l'économie aboutisse à « une sorte d'impuissance de l'Etat ».

# Le Conseil d'Etat conteste un article essentiel du projet sur l'immigration

Le texte examiné par l'Assemblée ne tient pas compte de cet avis



LE CONSEIL D'ÉTAT a émis un avis négatif sur une des dispositions essentielles du projet de loi Debré sur l'immigration dont l'Assemblée nationale devait commencer l'examen, mardi

inédite datée du 31 octobre, dont le gouvernement n'a pas tenu compte, la haute juridiction a estimé que la réforme des certificats d'hébergement porterait « atteinte à la liberté individuelle et à la vie 17 décembre. Dans une « note » privée de l'hébergeant ». Le projet

tions libérales de régularisation et des mesures répressives, devrait faire l'objet de surenchères de la part des « ultras » de la majorité.

## L'Etat frappe au cœur du nationalisme corse

Les dirigeants d'A Cuncolta accusés de racket

corse Marie-Hélène Mattei, principale avocate d'A Cuncolta Naziunalista (vitrine légale du FLNC-canal historique), et son compagnon, François Santoni, dirigeant d'A Cuncoita, étaient toujours entendus par les enquêteurs, mardi matin 17 décembre, à Paris où ils ont été transférés hundi.

Des charges précises pèsent sur Marie-Hélène Mattei, interpellée lundi à Bastia, dans le cadre d'une enquête de flagrance conduite par la section antiterroriste du parquet de Paris à propos de la tentative d'extorsion de fonds contre le golf de Sperone, en Corse-du-Sud. Les charges visant M Mattei reposent avant tout sur la plainte déposée par le PDG de la SA Golf de Sperone, Jacques Dewez, dont le témoignage a été recueilli à Paris par les enquêteurs de la division antiterroriste de la direction centrale de la police judiciaire. Il affirme que Mª Mattel l'a mis en contact avec André-Noël Filippeddu, qui lui a réclamé le versement de

LA MILITANTE nationaliste 4 millions de francs avant Noël Recherché après sa condamnation pour port d'arme, le compagnon de M. Mattei, François Santoni, secrétaire national d'A Cuncolta s'est rendu lundi à la police. Il est hui aussi nommément cité dans la plainte déposée par M. Dewez. L'« impôt révolutionnaire » a toujours été le principal moyen de financement des organisations clandestines corses. Celles-ci disent y avoir renoncé mais, en réalité, elles y ont toujous recours, notamment pour leurs achats d'armes.

Lundi, Alain Juppé a indiqué que « la détermination [du gouvernement] se marquera par l'identification et l'arrestation de tous ceux qui ont préféré la violence à la main que nous avons tendue ». « Je crois qu'on est enfin sorti de l'ambiguité en Corse », a ajouté le premier ministre. Deux gendarmeries de Haute-Corse ont été prises pour cible, dont l'une au lance-roquettes, mardi au petit matin.

Lire page 6

#### **■** Encore plus de chômeurs en 1997

L'insee prévoit une forte progression du chômage pour le premier semestre 1997, malgré un petit regain de crois-

#### Les « fascistes » israéliens selon Finkielkraut

Le philosophe dénonce les « fascistes » juifs qui compromettent la paix. p. 16

#### « Entre nous », Alain Juppé...

Dans son nouveau livre, le premier ministre privilégie les confessions privées, plutôt que l'analyse de son action. p. 8 et notre éditorial p. 15

#### « Vache folle »: Londres se soumet

Le gouvernement britannique se plie finalement aux exigences des Quinze sur l'abattage sélectif des bovins. p. 2

#### ■ L'espion d'Opel

L'histoire de José Ignacio Lopez, accusé d'avoir quitté General Motors pour Opel en emportant des secrets de fabrication.

#### Erectus le jeune

Homo erectus aurait connu Homo sapiens, l'homme moderne. p. 22

#### Cuisines exotiques Jean-Pierre Quélin reprend sa chro-

nique gastronomique. Cette semaine,

cuisines exotiques à Paris. p. 24

Alternagru, 3 DM; Amilies-Guyana, 9F; Austricha, 25 ATS; Beigique, 45 FB; Canada, 2,25 SCAN; Câte-d'Ivoire, 850 F CFA; Denemark, 14 KRD; Expagna, 220 PTA: Grande-Brasegne, 12; Gráca, 300 DR; Irlande, 1,484; Raila, 2500 L; Lucesnbourg, 45 R; Manne, 10 DH; Noroiga, 14 KRN; Pays-Bar, 3 FL; Pertugal COM, 250 FTE; Réundon, 9F; Sérégal, 850 F CFA; Suèda, 15 KFS; Suisse, 2,70 FB; Tunsie, 1,2 Din; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 E



## La résistance d'une bourgade tchèque aux chercheurs d'or canadiens

KASPERSKE HORY (République tchèque)

de notre envoyé spécial Sept ans après la chute du communisme, la République tchèque a quasiment achevé sa transition vers la démocratie et l'économie de marché. Le capitalisme et la logique de la « maximalisation des gains », chère à l'ultralibéral premier ministre, Vaciav Klaus, semblent triompher. Partout? Pas tout à fait. puisqu'une petite ville de Bohême du sud néd'or canadiens prêts à retourner terre et ciel pour quelques tonnes de métal précieux.

Devenue un Eldorado des « entrepreneurs », la Bohême recèle aussi dans ses sous-sols quelques réserves en or. C'est le cas des collines boisées et verdoyantes qui entourent la paisible bourgade de Kasperske Hory. Le combat de ses élus vient, après un an de mobilisation, de porter ses fruits. L'administration n'a pas prolongé au-delà du 31 décembre le permis de forer accordé à la société TVX Bohemia Duini, détentrice d'une concession pour prospection jusqu'en mars 1999. Mais Frantisek Stibal, le maire de Kasperske Hory, ne crie pas encore victoire.

< Ces messieurs ont obtenu une autre concession, quatre fois plus grande, à quelques kilomètres d'icl », soupire-t-il devant l'Impulssance des communes à bloquer une décision prise à Prague. « La loi communiste, qui excluait les municipalités des processus d'accord des concessions, sert aujourd'hui des intérêts privés contre l'avis des intéressés, comme si une révolution n'avait pas eu lieu », constate-t-il, amer, en évoquant les 42 000 signatures rassemblées sous une pétition contre l'extrac-

L'intérêt pour le métal précieux enfoui sous les collines de cette région protégée n'est pas récent. Des mines ont fonctionné jusqu'à la fin du XVIIII siècle. Dans les années 80, le régime communiste avait mené plusieurs campagnes de prospection sans se décider à creuser. L'affaire a commencé à devenir sérieuse lorsque l'Etat a cédé, en 1991, la concession à une société privée tchèque, et surtout après le rachat de celle-ci par le groupe canadien TVX Gold. La prospection s'est intensifiée, des galeries ont été creusées et il est devenu clair que l'entreprise chercherait à rentrer dans ses frais en exploitant les filons. TVX Gold a tardé à exposer son ambitieux plan: pour traiter les 30 à 50 tonnes d'or qui seraient sous terre, elle envisage de construire, sur les hauteurs de la ville, une usine utilisant un procédé à base de cyanure et, au fond de la valiée, un immense bassin de décantation pour les rejets.

La crainte de voir transformée une des dernières régions intactes du pays en deuxième Bohême du Nord, où l'exploitation intense du lignite a défiguré le paysage et détruit des dizaines de villages. La emporté sur les proassurances de TVX Gold sur le caractère « écologique » du bain de cyanure pour séparer l'or de la roche, la ville a engagé l'épreuve de force en portant l'affaire devant les tribunaux: TVX Gold, trop sûre d'elle, avait oublié de demander des permis de construire pour ses installations provisoires sur les terrains de la commune, eux-mêmes occupés sans baux de location. Soucieuse de chercher un compromis, la société a démonté sa foreuse et quelques cabanes en « attendant le printemps ». Le maire de Kasperske Hory, de son côté, espère que « l'hiver sera interminable ».

Martin Plichta

#### La colère des intermittents

EN CONCERT à Nantes, lundi 16 décembre, le chef d'orchestre et violoniste Yehudi Menuhin a donné la parole aux intermittents du spectacle, présents sur scène avec son accord. Avant d'être ovationné, il a invité les spectateurs à écouter « des choses Mobilisés pour la défense de leur régime d'assurance-chômage, les intermittents multiplient les actions à travers toute la France. Précurseurs dans la précarité de l'emploi, ils disposent d'un mode d'indemnisation qui, loin d'être un privilège, pourrait être un modèle à suivre. Ouvrant le dossier, « Le Monde Emploi » aborde les dimensions économiques, sociales et culturelles de leur combat.

> Lire notre supplément « Le Monde Emploi »

# DE GROUPE MAURICE COHEN EDITION 1997 du 12 novembre 1996

Vient de paraître

Le cinquantenaire des Comités d'entreprise a coîncidé avec une flambée inquiétante de licenciements collectifs et une vive réaction des tribunaux à l'égard des plans sociaux, présentés souvent à la legère aux elus du personnel,

Dédition 1997 de ce traité fait tout particulièrement le point sur la question des réductions d'effectifs, à la lumière de la jurisprudence la plus recente.

Maurice Cohen

EN LIBRAIRIE

1050 pages 540 F Renseignements: 01 44 41 97 10

L.G.D.I

## Le grand zapping des marchés financiers

« SI DES GENS comme moi peuvent faire chuter des gouvernements, c'est qu'il y a quelque chose de détraqué dans le système », alfirme le spéculateur américain George Soros, dans son récent livre Le Défi de l'argent (Plon, 205 pages, 118 francs). Cette critique émane de l'un des puissants acteurs et des meilleurs connaisseurs de ce genre de pratiques. Elle apporte un élément nouveau au débat sur la place prise aujourd'hui par les marchés financiers dans le fonctionnement de nos sociétés : outil de modernisation de l'économie mondiale pour certains, bras armé de la pensée unique » pour d'autres, instrument d'un pouvoir tout-puissant selon l'opinion publique. Selon un sondage paru en novembre dans La Vie, ce sont les marchés financiers qui « ont le plus de pouvoir aujourd'hui en France » (64% des personnes interrogées) devant « les hommes politiques » (52 %) et « les médias » (50 %).

Aux yeux de ses partisans, la vague de libéralisation financière des années 80 a amélioré le financement des entreprises en réduisant les coûts d'« intermédiation », facilité la rencontre des projets d'épargne et d'investissement et favorisé l'essor du commerce intermies de plus en plus ouvertes des capitaux parfaitement mobiles. Selon ses détracteurs, au contraire, elle a instauré une dictature sur la conduite des politiques économiques des Etats et, par là même, sapé le fondement des sociétés démocratiques tout en accroissant leurs maux (chômage, culte du profit, inégalités).

S'appuyant sur les progrès accomplis dans les technologies de communication et d'informatique dont ils sont des consommateurs effrénés, les marchés financiers opt connu, au cours des dix dernières années, un développement quasi exponentiel. Il s'échange aujourd'hui quotidiennement sur le marché international des devises 1 300 milliards de dollars, soit à peu près l'équivalent du produit intérieur brut annuel de la France. Le volume des transactions sur les produits dérivés, ces nouveaux instruments à « effet de levier » qui défravent régulièrement la chronique financière, a atteint en 1995 la somme astronomique de 327 600 milliards de dollars.

Pierre-Antoine Delhommais

Lire la suite page 15

## L'art dans l'histoire



CONSERVATEUR du Musée national d'art moderne, Jean-Paul Ameline est le commissaire général de l'ambitieuse exposition thématique « Face à l'histoire (1933-1996) ». Elle ouvre jeudi 19 décembre au Centre Georges-Pompidou, à Paris, et explore les relations entre l'art et la représentation de l'histoire.

Annonces classées. 23
Agenda 25
Abonnements, 25
Météorologie 25
Mots creisés 25
Culture X
Guide culturel 28
Communication 29
Radio-Télévision 30

gine de l'embargo imposé aux ex-

ministre de l'agriculture devait en effet présenter à ses homologues européens à Bruxelles, mardi 17 dé-

portations de produits bovins bri-tanniques depuis le mois de mars. Le cembre, un nouveau plan d'abat-tage plus conforme à ce qu'exige nir à Bruxelies une promesse de letage plus conforme à ce qu'exige l'Union européenne. • DÉSTABILISÉ par les défections et les tensions au sein même de son parti, le gouver-

nir à Bruxelles une promesse de levée progressive de l'embargo pour apaiser l'opinion publique. ● UNE NOUVELLE ÉPIDÉMIE récemment ap-

parue en Ecosse a déjà provoqué onze décès. Le commissaire européen à l'agriculture dénonce une faute de gestion de l'espèce bovine en

## « Vache folle » : Londres cède aux pressions européennes

En proposant un programme élargi d'abattage, John Major espère une levée prochaine de l'embargo. Il doit apaiser une opinion publique traumatisée par une nouvelle affaire de viande contaminée. La consommation de viande bovine aurait baissé de 11 % en 1996 en Europe

de notre correspondant

dans la City Acculé, le gouvernement de John Major consent finalement à se plier aux mesures qu'exigent de lui ses partenaires européens depuis le mois de juin pour maîtriser l'épidémie de la maladie de la « vache folle ». Le ministre de l'agriculture britannique, Douglas Hogg, l'a annoncé lundi 16 décembre à la Chambre des en informer ses homologues européens réunis à Bruxelles.

« Si nous ne nous engageons pas à un abattage sélectif, l'embargo mondial [qui frappe les produits bovins britanniques] restera en place dans un avenir prévisible », a déclaré M. Hogg. Le ministre n'a pas livré le détail de ce nouveau plan d'abattage, qu'il devait exposer ce mardi à Bruxelles, mais il a laissé entendre qu'il porterait sur

environ 100 000 têtes de bétail. En juin, M. John Major s'était enfaire abattre 147 000 bovins susceptibles d'avoir été contaminés par l'encéphalopathie spongiforme. Mais, fin septembre, son gouvernement avait unilatéralement décidé de suspendre ce pro-

#### EN RÉACTION À L'EMBARGO

Pour des raisons de politique intérieure, le gouvernement britannique ne peut plus supporter aujourd'hui ni l'embargo imposé à ses exportations de produits bovins ni la suspicion que nourrissent les consommateurs sur la façon dont il a jusqu'à présent géré la crise. Après l'épizootie dite de la « vache folle », voici en effet qu'a fait son apparition l'infection à la bactérie E. Coli O 157... Une nouvelle « grande peur » secoue le Royaume et déstabilise un peu

plus le premier ministre. Cette nouvelle épidémie, dont la source principale a été identifiée dans les produits vendus par un boucher d'une petite ville écossaise, a trouvé un écho dans l'enpar le maintien de l'embargo européen sur les exportations de bovins. Comme dans la controverse sur la « vache folle », le gouverne-

ministère de l'agriculture, face au nombre de décès, a été contraint de changer de cap et de mettre en place un sous-comité ministériel chargé de ce dossier.

#### Mortelle épidémie écossaise

Une importante épidémie due à une souche particulièrement vi-rulente (dite 0157 : h 7) de la bactérie Escherichia coli s'est déclarée fin novembre en Ecosse. Le bilan fait état à ce jour d'environ quatre cents personnes intoxiquées et onze morts. Plusieurs dizaines de personnes sont toujours hospitalisées et une infirmière a été contaminée au contact des malades. Une enquête épidémiologique a permis d'établir que le germe était contenu dans de la viande commercialisée par une Importante entreprise écossaise de boucherie située à Wishaw, dans le Lanarkshire. Ce germe déclenche chez les personnes qu'il infecte une série de troubles graves de nature hémorragique et rénale. Des épidémies de ce type semblent de plus en plus fréquentes, la dernière en date ayant été observée au Japon. La mortalité est généralement de 5 à 10 %. Une polémique se développe désormals en Grande-Bretagne, les autorités sanitaires étant accusées de ne pas avoir réagi suffisamment vite après la découverte des premiers cas.

ment a tergiversé et patangé dans « L'épidémie d'ESB et l'actuelle ses explications. Refusant, dans épidémie d'E. Coli en Ecosse renun premier temps, une enquête publique, sous le prétexte que forcent la nécessité de disposer d'un organisme indépendant, chargé de cette affaire était du ressort des l'alimentation, placé sous tutelle du autorités sanitaires régionales, le Parlement, dont la création sera

notre priorité des notre arrivée au pouvoir », affirme Gavin Strang, porte-parole du Parti travailliste pour l'agriculture et la pêche. A ses yeux la déréglementation poursuivie par les tories depuis 1973 et la baisse des normes d'hygiène constituent une sérieuse menace pour la crédibilité de l'ensemble de l'industrie alimentaire.

Ce nouveau scandale tombe mal pour John Major. Jugé plus proche des consommateurs que des producteurs, le Labour creuse son avance dans les sondages, alors que les élections doivent se dérouler avant l'été 1997, et que l'équipe conservatrice est désormais minoritaire à la Chambre des communes. Le gouvernement ne peut, notamment, se passer du soutien des neuf députés unionistes d'Irlande du Nord, qui lui demandent de faire le nécessaire pour que soit rétablie prioritaire-ment la possibilité d'exporter certaines variétés de viande irlan-

Marc Roche

#### Chute importante de la consommation de viande bovine

Avant la crise de la « vache folle », la consommation de viande bovine en Europe diminuait chaque année d'environ 1 à 2 % depuis 1990. Ce recui s'inscrivait dans le contexte d'une baisse générale de la consommation de viande quelle qu'en soit l'origine. Cette consommation avait notablement augmenté entre 1970 et 1980 (passant de 71 à 81 kg par an et par habitant) puis - après une chute - entre 1985 et 1990 (de 81 à 86 kg).

On précise auprès de la Commission européenne, à Bruxelles, que la diminution a été, en 1996, d'environ 11 % par rapport à 1995, passant de 7,5 à 6,7 millions de tonnes. Cette tendance se retrouve en France, notamment au niveau des indices sur la consommation alimentaire des ménages. La baisse n'est pas homogène et concerne plus les abats en-core autorisés à la consommation, les bas morceanz et les steacks hachés préparés à partir de viande reconstituée.

#### Franz Fischler, commissaire européen à l'agriculture

## « Il est clair que des fautes graves ont été commises en Grande-Bretagne »

BRUXELLES

de notre envoyé spécial « La crise de la « vache folle » est-elle, selon vous, un événement qui a à voir avec la fatalité ou est-elle la conséquence d'une faute dans la gestion de l'espèce bovine en Grande-Bretagne?

- Il est clair que des fautes graves ont été commises en Grande-Bretagne. Ces fautes ne résident pas tant dans les mesures sanitaires qui ont été prises face à cette nouvelle maladie que dans la facon dont ces mesures ont été exécutées et

contrôlées. - Pouvez-vous combien la crise de la « vache folle » a, depuis la fin du mois de mars, coûté à l'Union euro-

péenne ? - Il faut d'abord compter avec les dépenses générées par la politique d'abattage des bovins britanniques de plus de trente mois qui a déjà concerné plus d'un million d'animaux. D'autre part 850 millions d'écus (I écu équivaut à 6,5 francs) ont été demandés à la Commission en tant que compensation pour les éleveurs. Dans le cadre du budget 1997, 500 millions d'écus sont pré-

vus à cet effet. Il faut, en outre. ajouter que les coûts correspondant à 100 000 tonnes de viande d'intervention sont d'environ 200 millions d'écus. Et nous prévoyons dans l'ensemble environ 500 000 tonnes d'intervention. Enfin, il y a les dépenses correspondant au programme d'abattage des veaux et les interventions concernant les broutards. Au total, on peut dire que la crise de la « vache folle » aura coûté près de 3,5 milliards d'écus à l'Union européenne d'ici à la fin de

- Quelle analyse faites-vous du refus d'une large majorité des pays de l'Union européenne de suivre les recommandations sanitaires que vous préconisez, depuis maintenant plusieurs mois, concernant notamment l'interdiction de la consommation des abats de l'ensemble des ruminants adultes et l'amélioration des procédures d'équarris-

sage? - Il est impératif de prendre de nouvelles mesures préventives dans ce domaine et, en matière d'équarrissage, de procéder à une sélection préalable des tissus pouvant être utilisés pour fabriquer des farines animales. La France a d'ores et déjà pris dans ce domaine de bonnes mesures en ce qui concerne la protection de la santé publique. Ce sont les conclusions des scientifiques que nous cherchons à traduire dans les faits au niveau de l'ensemble des pays de l'Union. Or les membres du Comité vétérinaire permanent expriment plutôt la position des Etats membres. l'ajoute que l'ensemble des commissaires européens se sont exprimés en faveur de mes propositions.

La crise aura coûté près de 23 milliards de francs à l'Union européenne d'ici à la fin de 1997

Comment expliquez-vous le fait que vous soyez personnellement si proche de la position des scientifiques et des médecins,

tout se passant comme si vous précédiez dans ce domaine les responsables politiques en matière de prévention et de protection de la santé publique?

- Je travaille-beaucoup sur ce problème depuis plusieurs mois et l'essaie d'aborder toutes ces questions sans préjugé. Mon objectif prioritaire a toujours été de protéger la santé publique. Certains Etats membres défendent la position suivante: chez nous, il n'y a pas de maladie de la « vache folle » et pas de trembiante du mouton, nous ne sommes donc pas concernés par toutes les propositions que Bruxelles recommande. Cela est totalement contraire à la logique du

grand marché intérieur. - Précisément Croyez-vous que, si cette situation s'éternise compte tenu notamment de la position allemande, il y ait des menaces sur le marché intérieur de la viande?

- Oui. C'est pourquoi j'essaie par tous les moyens d'attirer l'attention des Etats membres sur l'existence de ces menaces. Nous savons aujourd'hui que la moindre insécurité sanitaire dans le monde alimentaire le problème et ne serait nullement



Deut avoir d'énormes conséquences économiques. Mais nous savons aussi ce qu'il faut faire pour réduire le moindre reste d'insécurité. Il faut donc impérativement le faire. C'est, entre autre chose, la seule manière que nous avons de regagner la confiance des consommateurs, C'est donc l'intérêt économique de

tous les partenaires. Abandonnerez-vous les fonctions que vous occupez si vous ne parvenez pas à vous faire entendre ?

- Je n'en vois ni la raison ni la nécessité. Mon départ ne réglerait pas

demanderal à la Commission d'imposer ces mesures. -L'histoire de la crise de la « vache foile » démontre à quel point il est essentiel pour PUnion européenne de disposer d'un corps de vétérinaires important et efficace. Ouels sont vos somhaits dans ce domaine?

de nature à rétablir la confiance des

consommateurs. J'ai la ferme inten-

tion d'utiliser toutes les possibilités

existantes pour que nos proposi-

tions soient mises en œuvre. Si le

conseil des ministres de l'agriculture

ne donne pas son accord, alors je

- Je souhaite que nous disposions d'un système de contrôle vétérinaire efficace. A l'heure actuelle, nous avons trop peu de personnel pour appliquer un tel système, et les contrôles vétérinaires restent pour l'essentiel, en pratique, du ressort des Etats membres. Cela n'est millement satisfaisant. Je vais faire des propositions, afin que les choses s'améliorent. Il faudra par ailleurs que le système de contrôle vétérinaire soit entièrement séparé des législations nationales et qu'il soit organisé de telle sorte qu'il dispose d'une complète indépendance.

- La crise de la « vache folle » pour effet de ralentir au sein de l'Union une consommation de viande qui est déjà depuis plusieurs années en régression. Certains observateurs évoquent une évolution progressive vers des modes alimentaires de type végétarien. Retenez-vous une telle hypothèse et, si oui, l'Union européenne doit-elle, selon vous, repenser à moyen terme

sa production de viande? - Rétablir la consommation de viande sera une entreprise de longue haleine. De nombreux experts craignent que nous ne reve-nions jamais à la situation antérieure à la crise de la « vache folle », de nombreuses personnes adoptant effectivement des modes alimentaires de type végétarien. En avril 1997, je soumettrai aux Etats membres une réflexion globale dans ce domaine. Il nous faudra aller beaucoup plus loin. L'une des questions essentielles qui se posent est celle de savoir ce qu'il nous faudra faire des parties de notre production que nous ne pourrons plus écouler au sein du marché intérieur, faudra-t-il les exporter? Nous devons plus largement repenser la conception de notre production à la lumière des engagements que nous avons pris à l'égard du GAIT. »

Propos recueillis pa

lean-Tyes Nas

Catherine Vincent

## Bruxelles devrait autoriser le mais américain génétiquement modifié



APRÈS AVOIR REÇU un avis positif de deux instances scientifiques spécialisées, la Commission européenne devrait, indique-t-on de bonne source, prendre, mercredi 18 décembre, la décision d'autoriser la commercialisation du mais américain génétiquement modifié.

Il y a quelques jours des militants de l'association écologique Greenpeace avaient mené plusieurs actions en Allemagne pour bloquer le transport de mais et de soja qu'ils estiment être génétiquement modifiés. A Hambourg, où une vingtaine d'opposants se sont enchaînés, jeudi 12 décembre, à un train de chargement de mais, les autorités portuaires ont indiqué que cette céréale, en provenance des Etats-Unis et destiné à la République tchèque, n'était qu'en transit dans l'Union européenne. Elles se sont refusées à préciser si ce chargement contenaît du mais génétiquement modifié, comme

· Nous n'avons aucune information selon laquelle il y a aujourd'hui du mais génétiquement modifié sur le marché de l'Union européenne », déclarait pour sa part Ritt Bjerregaard, commissaire européen, chargée de l'environnement, en

l'affirme l'organisation écologiste.

marge de la réunion des ministres de l'environnement des Quinze qui se tenait, lundi 9 décembre, à Bruxelles. Sur le marché, peut-être pas. Mais sur le territoire européen, très probablement. La même Commission a en effet récemment adressé une lettre aux autorités compétentes des Etats membres de l'Union les informant que «4 000 à 5 000 tonnes de mais sont entrées dans les pays de la communauté, chaque semaine, depuis le Iª octobre 1996, principalement par les ports d'Anvers, Rotterdam, Lisne et Barcelone ».

ARSENCE DE RÉGLEMENTATION

Précisant qu'une grande partie de ces importations proviennent des Etats-Unis, « où le mais génétiquement modifié n'est pas séparé du mais non génétiquement modifié », la Commission estime que ces cargaisons contiennent une proportion non négligeable de mais transgénique. Elle rappelle que ce mais génétiquement manipulé n'a, à ce jour, obtenu aucune autorisation de dissémination et de mise sur le marché européen, et qu'il revient aux différents Etats membres de veiller au respect de cette interdiction. Cette lettre d'information

ne serait que routine réglementaire si ce mais transgénique avait été purement et simplement interdit de diffusion dans les pays européens. Mais la situation est tout autre, puisque cette céréale, qui se presse désormais à nos portes, n'a en fait été ni interdite ni autorisée.

Alors que plusieurs plantes génétiquement modifiées (mais, tomate, colza, pomme de terre, courgette) sont d'ores et déjà cultivées et commercialisées aux Etats-Unis, la réglementation européenne relative à la dissémination des organismes génétiquement modifiés (OGM) continue de se heurter aux divergences d'opinion des différents pays de l'Union. C'est sur ce mais que semblent se cristalliser toutes les peurs - dont la plupart, affirment les scientifiques, sont injustifiées - suscitées par ces aliments de nouvelle génération, tant pour l'environnement que pour la

Cette variété de maïs a été mise au point par Ciba-Geigy. Elle a été dotée d'un gène de tolérance à l'herbicide Basta, d'un gène insecticide d'origine bactérienne dirigée contre la pyrale et, enfin, d'un gène de résistance à un antibiotique courant, l'ampicilline. C'est sur ce demier gène, pour l'essentiel, que se concentrent les plus fortes op-positions à la diffusion de cette variété. La crainte étant que cette résistance à l'ampicilline se propage aux bactéries du tube digestif du bétail, voire des hommes (Le Monde du 9 novembre).

Fin juin, les ministres européens de l'environnement n'ont pu trancher (seule la France, à l'origine de la demande de diffusion, s'y est déclarée favorable). Le 13 novembre, la Commission avait de nouveau repoussé sa décision jusqu'à ce qu'elle puisse disposer de toutes les évaluations scientifiques nécessaires. Ces évaluations ont été demandées à trois comités d'experts compétents en matière de pesticides, d'alimentation animale et d'alimentation humaine.

Au-delà de l'autorisation de la Commission, le problème posé par ces aliments transgéniques est renforcé par le refus des Américains de trier leurs productions entre vanétés « naturelles » et variétés manipulées - refus qui empêche à son tour toute réelle politique de trans-

The state of the s

Steries - French Son

## La justice serbe concède une nouvelle victoire à l'opposition aux élections municipales

Une délégation de l'OSCE a rencontré les dirigeants de la coalition à Belgrade

L'ancien chef de l'exécutif espagnol, Felipe Gon-zalez (socialiste), devrait participer à une en-quête sur les récentes élections municipales en Serbie, dont l'annulation partielle est à l'origine du mouvement de protestation de ces dernières semaines. Belgrade a accepté qu'une telle mis-politique en était lundi à son 28° jour.

LA JUSTICE SERBE - considérée par ses détracteurs comme étant très liée au pouvoir - a annulé, lundi 16 décembre, la victoire que le Parti socialiste (SPS) du président Milosevic s'était attribuée à Smederevska Palanka (25 000 habitants, à 70 km au sud-est de Belgrade) après avoir pris, la veille, une décision identique à Nis, la deuxième ville de Serbie, à 230 kilomètres au sud de la capitale. « C'est une très bonne nouvelle, a commenté un porté-parole de la coalition de l'opposition, mais nous ne sommes qu'à mi-chemin, car si les gens voient que leurs manifestations portent leurs fruits, on ne sait toujours pas si la commission électo-

role acceptero le jugement. » Cette nouvelle reculade intervient alors que l'opposition a reçu, hmdi, le soutien d'une délégation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'était rendue d'urgence à Belgrade pour s'entretenir avec des représentants de l'opposition « des perspectives de règlement de la crise ». La délégation a exprimé son « soutien aux processus démocratiques en Serbie » et a souligné que « les événements à Belgrade et dans d'autres villes de Serbie sont au centre de l'intêret de l'Europe ». Dans un communiqué, la coalition Ensemble a estimé que la future mission de POSCE « devrait avoir un mandat étendu et clair afin de pouvoir établir la réalité concernant l'ensemble de la procédure électorale » contestée, indique l'opposition. La délégation du Conseil de l'Europe a par ailleurs rencontré le nouveau président du Padement fédéral, Milomir Mibnic, et le vice-ministre fédéral des affaires étrangères, Zivadin Jovanovic. Ce dernier a informé la délégation « des priorités de la politique étrangère » de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), selon Pagence offi-Dans la capitale, 100 000 per-

sonnes, précédées de 20 000 étudiants, out une nouvelle fois manifesté contre le président Milosevic dans l'espoir de voir les résultats d'autres élections municipales, accaparés par le SPS, inversés en faveur de l'opposition. Forte de ses premiers succès, l'opposition, réurde au sein de la coalition Ensemble. a en effet exigé que toutes ses victoires soient recommes avant d'engager un dialogue avec les autori-

18 principales villes serbes, à Belgrade en particulier.

« Il n'y aura pas de dialogue tant que les résultats du 17 novembre n'auront pas été reconnus dans toutes les villes »

« Il n'y aura pas de dialogue, il n'y aura rien tant que les résultats du 17 novembre n'auront pas été reconnus dans toutes les villes, dans toutes les communes » de Serbie, a déciaré Vuk Draskovic, l'un des trois dirigeants de la coelltion. Il a souligné que l'opposition, qui boycotte déjà le Parlement yougoslave, ne participera pas non plus à une session de l'Assemblée serbe prévue pour mardi. « Nous refusons d'entrer

tés. Elle maintient que les dans le Parlement de Serbie comme municipales du 17 novembre lui ont dans celui de Yougoslavie [RFY-Serdonné la majorité dans 15 des bie et Monténégro] tant que notre victoire électorale ne nous aura pas été rendue », a-t-il déclaré, en ajoutant: «Le Parlement est là où est le peuple », dans une allusion aux manifestations de rue.

L'opposition n'a cependant pas réussi à gagner à sa cause la classe ouvrière, et un porte-parole du syn-dicat indépendant Nezavisnost a indiqué lundi qu'une grève générale en Serbie était impossible. En raison de la crise économique, de nombrenses usines ne travaillent détà plus depuis plusieurs années, a expliqué M. Milan Nikolic. La crise politique, qui en était lundi à son 28º jour, continue de provoquer des remous à l'intérieur de la Fédération yougoslave. Les députés du Parti démocratique des socialistes du Monténégro (DPS, au pouvoir) out accepté de consacrer, mardi, un débat au Parlement de cette République, à la demande de l'opposition monténégrine. Une décision d'autant plus significative que le DPS et le SPS de M. Milosevic sont alliés au Parlement fédéral yougoslave. - (AFR)

## Hervé de Charette assure qu'il n'y a aucune tension entre la France et les Etats-Unis

Le ministre a souligné l'amitié entre les deux pays

WASHINGTON

de notre correspondant Coup de torchon dans les relations franco-américaines? Oui, mais au sens propre; on efface tout! Il ne s'est rien passé, ou si peu et, de toute façon, «l'incident est clos ». Comment d'ailleurs, sur le fond des choses, pourrait-il y avoir entre les deux pays autre chose ou une a amitié aussi vieille que les États-Unis eta-mêmes »? Cela a été dit sur tous les tons, lundi 16 décembre, par Hervé de Charette, venu à Washington pour assister à la réunion du groupe des Amis du Liban.

Des deux côtés de l'Atlantique, la presse avait épilogué à propos de cet incident un peu ridicule de Bruxelles, les Américains accusant le ministre français des affaires étrangères d'avoir délibérément offensé son homologue américain, par son « absence » lors de l'hommage rendu à Warren Christopher, qui part à la retraite. Faute d'avoir eu, à Washington, «l'occasion» d'un vrai tête-à-tête avec le secrétaire d'Etat (sauf quelques mots entre « amis du Liban », le temps de se « dire des amabilités », selon le porte-parole du département d'Etat), M. de Charette a fait passer

son message... par la presse. Avec l'ambassadeur de France à Washington, François Bujon de l'Estang, il a reçu à déjeuner quelques journalistes américains, puis, devant la presse française, il s'est fait le pompier de la tension francoaméricaine, un exercice qui suppose - c'est la loi du genre - de recourir à la langue de bois. Donc, à propos de cet incident « venu d'on ne sait où », M. de Charette est comme tout le monde : il se « pose des questions ». Il s'interroge sur ce qu'un diplomate français, de haut rang appelait, avant le week-end, une « campagne de presse hargneuse » contre la France.

Finies donc, la « mauvaise foi », le « mensonge », la « fabrication », la menée par certains Américains pour

discrediter la position française dans l'OTAN » (le même diplomate) et place aux « propos apaisants » que. seion M. de Charette, la France n'a cessé de tenir. Paris n'a « nulle envie » de créer une tension avec Washington, a dit le ministre, qui a observé une « atmosphère très cordiale ». Les deux pays n'ont-ils pas une « vision partagée » du monde. les résultats ne sont-ils pas « excellents > lorsqu'ils travaillent en-

\* TRAVAILLER ENSEMBLE \* Une « victoire américaine » la bataille pour la succession de Boutros Boutros-Ghali? Comment donc! « Nous avons travaillé ensemble sur le choix d'un nouveau secrétaire général » des Nations unies. Un blocage, la question du commandement sud de l'OTAN? Disons qu'il n'y a « pas d'accord pour l'instant, mais attendons de voir, ce n'est pas une impasse ». Pourquoi ne pas envisager, par exemple, que la 6 flotte américaine basée en Méditerranée soit sortie de l'OTAN, et passe sous le « commandement direct d'officiers américains? » a suggéré, sur CNN, Hervé de Charette.

Une « compétition » entre les deux pays, au Proche-Orient? Ce n'est pas « la bonne vision des choses ». Bien sûr, la « volonté de la France d'exister provoque des irritations », mais les relations francoaméricaines sont plutôt bonnes. Peut-on imaginer de telles relations entre le ministre français et son nouvel alter ego américain, Madeleine Albright? « Je verrai partir Warren Christopher avec mélancolie et je me prépare à travailler avec M= Albright avec enthousiasme. »

Et Hervé de Charette, cecuménique, de conchire: « almons-nous, mais aussi comprenons-nous. Si nous nous comprenons et si nous nous regardons dans les yeux, on doit s'apercevoir que la quasi-totalité des problèmes sont susceptibles d'avoir une solution.... \*

Laurent Zecchini

#### La Banque centrale suisse admet avoir acheté de l'or volé par les nazis

BERNE

de notre correspondant

A son tour, la Banque nationale Suisse (BNS) a reconnu sa part de responsabilité dans les relations ambigués entretenues par Berne avec l'Allemagne nazie pendant la seconde guerre mondiale. Lors de leur conférence de presse de fin d'année, vendredi 13 décembre à Zurich, les dirigeants de l'institut d'émission ont admis que la BNS avait bel et bien acheté de l'or volé par les nazis dans les pays occupés. De 1939 à 1945, ont-ils précisé, la Reichsbank a vendu pour 1,21 milliard de francs suisses d'or à la banque centrale helvérique, qui en a netiré un bénéfice esti-mé à 20 millions de francs de l'époque.

« Nous avons de la peine à comprendre les actions de nos prédécesseurs qui n'avaient pas saisi financières avec le III Reich », a expliqué le président de la BNS, Hans Meyer. «Les dirigeants de l'époque devaient savoir qu'il était possible que l'Allemagne leur livre de l'or saisi dans les pays occupés », a ajouté le vice-président de la BNS. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne lui en out rence. Jean-Pierre Roth. Dès le début de 1943, a-t-il rappelé, les Alliés les avaient mis en garde, mais l'Allemagne et l'Italie réunies pour 1,36 milliard.

ils se sont retranchés derrière la neutralité, plutôt que de prendre « des mesures énergiques ». Toutefois, a-t-il fait remarquer, « rien ne permet de penser que la BNS ait su que l'or livré par la Reichsbank ait pu provenir des camps d'extermi-

Les dirigeants de la BNS ont tenté de justifier ces opérations avec le régime nazi par le souci de « préserver la Suisse d'une invasion ». Entourée par les puissances de l'Axe, la Confédération a été amenée à composer pour assurer son approvisionnement. Ils ont aussi fait valoir que, conformément à son statut de neutralité, elle avait entretenn des relations avec toutes les parties, et que le marché du franc suisse était demeuré ouvert à tous les beligérants, donc aussi à l'Allemagne.

alement, indique la BNS, les transactions sur or ont été plus importantes avec les, Alliés qu'avec les puissances de l'Axe. De 1939 à 1945, la Suisse a acheté pour 2,619 miliards de francs suisses d'or auprès d'autres banques centrales. vendu pour 1,758 milliard de francs suisses et

La Reichsbank a également transféré via la BNS à Berne pour 428 millions de francs d'or destinés à d'autres institutions, comme la Banque du Portugal, ou celle de Suède.

Les responsables de la BNS persistent à considérer que la question des opérations sur or a été réglée par l'accord de Washington signé en 1946 avec les Alliés, en vertu duquel Berne avait versé 250 millions de francs suisses de réparation et d'aide à la reconstruction de l'Europe. Mais les dirigeants de la banque se sont engagés pour la première fois à faire toute la lumière sur les agissements de leurs prédécesseurs durant la guerre. Ce changement d'attitude répond aussi à la volonté de transparence récem-ment affichée par les autorités fédérales, sous la pression des organisations juives et des États-Unis. Le Parlement helvétique vient d'ailleurs de donner son feu vert à la constitution d'une commission d'enquête qui, dès janvier, serait chargée de faire la vérité sur l'épineux dossier de l'or des nazis et des fonds juifs en déshé-

Jean-Claude Buhrer

## Le président argentin mis en cause dans une affaire de corruption

de notre correspondante Limogé en juillet dernier pour avoir dénoncé l'existence de « mafias » au sein du gouvernement de Carlos Menem, l'ancien ministre de l'économie, Domingo Cavallo, poursuit malgré tout sa croisade contre la corruption. Mais celui qui fut surnommé «l'artisan du miracle économique argentin » apparaît désormais comme un cavalier solitaire dans une guerre d'intérêts sans merci et qui pourrait même le conduire en prison. L'ancien homme fort du gouvernement doit en effet comparattre dans les prochains jours devaut la . justice, très dépendante du pouvoir politique, pour plusieurs causes relatives à des scandales de corruption et pour avoir traité un juge de la Cour suprême de « voleur » et de « corrompu ».

justice a prononcé, dimanche 15 décembre, une peine de prison préventive contre un des principaux hommes de confiance de l'ancien ministre. Gostavo Parino, ancien administrateur national des douanes, est poursuivi dans le cadre de l'enquête sur « la douane parallèle », qui porte sur une fraude de 10 milliards de dollars (Le Monde du 11 octobre 1996).

au courant des pots-de-vin, estipour informatiser la Banque de la santé et d'éducation était citée en nation. Quatre anciens respon- exemple dans toute l'Amérique la-

sables du principal établissement bancaire du pays sont poursuivis dégradation progressive du par la justice, mais aussi deux hauts responsables d'IBM en Ar-

C'est la première fois que M. Cavallo s'en prend directement à M. Menem puisque jusqu'à présent son doigt accusateur dé-signait le secrétaire général de la présidence et les ministres de l'intérieur et de la justice accusés de « manipuler » les juges. Face à l'avalanche de scandales qui restent impunis et au chassé-croisé d'accusations entre les hommes du président et M. Cavallo, qui a appartent pendant cinq ans et demi au gouvernement de M. Menem, l'opinion publique est totalement abasourdie et perçoit le gouvernement de M. Menem comme largement corrompu; la cote de popularité du chef de l'Etat est au plus bas.

Pourtant, même si les déconciations de M. Cavallo sont considérées comme vraisemblables, cela ne signifie pas pour autant qu'il soit populaire. Si l'homme de la rue lui est reconnaissant d'avoir sorti le pays du cauchemar de I'« hyper-inflation », il lui reproche de l'avoir plongé dans celui de l'« hyper-chômage ». Selon les derniers chiffres officiels, le chômage a atteint 17,3 % de la population active (et plus de 30 % avec la sous-occupation) en octobre contre 16,4 % il y a un an, ce dont le gouvernement rend M. Cavallo

responsable. La pauvreté est de plus en plus alarmante dans un pays où la malnutrition et l'analphabétisme étaient pratiquement inexistants et dont la qualité des systèmes de tine il y a encore vingt ans. Cette contexte social est perceptible dans les provinces de l'intérieur, et notamment celle de Buenos Aires, qui regroupe près de la moitié de la population avec un taux de chômage qui dépasse 21 %.

UNE TONNE ET DEMIE DE DROGUE De leur côté, les hommes d'affaires et les investisseurs étrangers se plaignent de l'insécurité juridique qui règne en Argentine et s'inquiètent de l'affrontement spectaculaire Menem-Cavallo, qui nuit à l'image du pays alors qu'ils se félicitent des bons résultats macro-économiques et de la timide relance. La plupart des analystes attribuent cette guerre à des intérêts économiques et politiques divergents entre deux hommes qui formaient, il y a encore un an, un duo qui semblait inséparable.

Plus rien ne surprend les Argentins: les employés du secteur public viennent d'apprendre qu'ils ne

treizième mois, en décembre, à cause du déficit budgétaire. Les problèmes de la vie quotidienne les empêchent même de sourire quand on évoque la découverte insolite d'une tonne et demie de drogue conservée au frais depuis plus de dix ans dans des coffresforts de la Banque de la nation, à Buenos Aires - une affaire qui a conduit, le 13 décembre, au limogeage de l'administrateur des douanes, Juan Carlos Tomasetti. La valeur du butin, composé principalement de cocaine, est estimée à 150 millions de dollars. La drogue salsie au fil des ans avait été confiée aux autorités douanières par la justice. Au lieu d'être détruite comme l'exige la loi, elle s'est accumulée dans un endroit considéré comme sûr, même si la personne chargée de la sécurité rentrait chaque jour chez elle avec

les clés des coffres dans sa poche!

M. Millon invite Washington à accepter « le fait européen » à l'OTAN

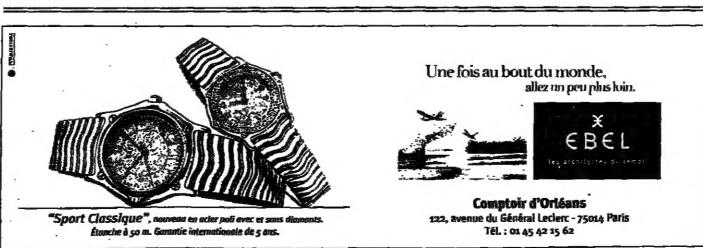
sance du fait européen », a déclaré, lundi 16 décembre, le ministre français de la défense. Charles Millon, devant les stagiaires, civils et militaires, de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). C'est, a-t-il ajouté en substance, à cette condition d'« un accord durable, profond et fructueux », entre Français et Américains que « notre pays prendra une place pleine et entière dans l'Alliance » et dans « l'instauration d'un partenariat euro-atlantique rénové ». Au-delà du « grand enjeu » nouveau sur la sécurité européenne, « c'est, selon Charles Millon, également la question du rôle et de la place des Etats-Unis en Europe qui est

PRINCIPE ESSENTIEL

«Un principe essentiel et assez peu rappelé, a déclaré le ministre, veut qu'une alliance collective soit la somme des contributions de chacun de ses membres. Une al-Christine Legrand liance dominée par la contribu-

« LES ÉTATS-UNIS doivent ac- tion d'un seul de ses membres ne cepter une véritable reconnais- serait plus une alliance, mais une vassalité organisée. Ce n'est fort heureusement pas le cas pour l'Ailiance atlantique, mais il faut que les Européens, qu'ils en soient membres traditionnels ou futurs membres, comprennent qu'ils doivent apporter leur pierre à l'édifice. Il serait trop facile de se placer confortablement sous la protection du plus fort, a-t-il ajouté, en abandonnant toutes ses responsabilités. »

Les propos de M. Millon s'inscrivent dans le différend qui oppose, à ce jour, les seize pays membres de l'OTAN - et principalement les Etats-Unis à la France - sur l'« européanisation » des commandements régionaux, en particulier l'attribution du QG de Naples à un officier général européen, et sur l'« élargissement » de l'Alliance. c'est-à-dire l'option offerte à des Etats de l'ex-« bloc » communiste en Europe centrale ou orientale, et contrecarrée par la Russie, d'adhérer de plein droit au Pacte atlantique.



familiar a substitution par  $(1+2^{n},2^{n},\ldots,1) \in \mathbb{N} \times \mathbb{R}^{n}$ 

Water Control of the William Section of the second The second The second secon 2031 1 10 11 11 11 11 the second of the second The second second second tan katalon katalon  $\frac{1}{2}\frac{k}{2\pi i}\frac{1}{2}\frac{1}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}$ 

Nagarita in the contraction

100 . . .

in the

Premier coup de semonce: la

D'un tempérament fougueux, M. Cavallo a contre-attaqué en évoquant une autre affaire retentissante. Au cours d'une conférence de presse, le 16 décembre, il a affirmé que le chef de l'Etat était més à 37 millions de dollars, qui auraient été versés à la firme américaine IBM dans le cadre d'un contrat de 250 millions de dollars

## M. Mobutu est accueilli en « sauveur » à Kinshasa après quatre mois d'absence

Le président zaïrois doit reprendre en main le pouvoir et tenter de reconquérir le Kivu

Le président zaîrois Mobutu Sese Seko s'est envolé, mardi 17 décembre, dans la matinée, de l'aéroport de Nice-Côte-d'Azur à destination de Kinshasa, au terme de quarante-quatre jours de convalescence passés dans sa villa de Roque-l'aéroport de Nice-Côte-d'Azur à destination de

cer de la prostate, à Lausanne, en août dernier. Il était attendu en « sauveur » au Zaïre après la ré-

cente rébellion dans l'est du pays.

LAVION SIEST MAIS C'EST ARRETE VOUS QUE H'ATTENDENT LES TURBULENCES! WIRE CEINTURE.

de notre envoyé spécial

KINSHASA

«Bienvenue papa maréchai notre sauveur ! »: quelques callcots sont apparus dans les rues de Kinshasa, lundi 16 décembre, à la veille du retour au pays du président Mobutu Sese Seko. Les Kinois sont plutôt satisfaits de le voir revenir au pays. Ils n'ont aucune confiance dans leurs institutions et vivent comme une humiliation la perte partielle des deux provinces du Kivu conquises par de prétendus « rebelles » zaīrois soutenus par le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda voisins. « Nous sommes très contents. Dès qu'il sera là, tous ensemble nous allons gagner la guerre, affirme un jeune vendeur de journaux. C'est lui qui peut donner des ordres à ses généraux. »

Cet élan de ferveur populaire devrait surprendre de la part des Kinois qui conspuaient le « dictateur » il y a peu de temps encore. Mais ils sont sincères. Le vieil homme est malade. N'a-t-on pas vu à travers le pays les Zaīrois prier dans leurs différentes églises pour son rétablissement? Et son plus ardent adversaire, Etienne Tshisekedi, le chef de l'opposition radicale, en personne, n'a-t-il pas dénoncé « les spéculations négatives » sur la santé du chef de l'Etat et appelé ses concitoyens à prier pour qu'il retrouve « la piénitude de ses movens » ? La fibre africaine. toute de compassion et de solidarité, a vibré spontanément une fois de plus.

ÉPOQUE RÉVOLUE

Le président Mobutu Sese Seko est un vieux chef africain. L'un des derniers du continent. Il en a les attributs, ceux qui conferent une belle autorité. La panoplie est complète, de la toque de léopard à la canne sculptée contenant divers gris-gris. Il avait même imposé naguère à ses compatriotes une tenue vestimentaire zaîroise: l'« abacost », contraction de « à bas le costume ». C'était au temps de la « zaïrianisation ». Il fallait alors impérativement faire « authentique » et local. Les Zaīrois s'appelaient « citoyens » et avaient troqué leurs prénoms chrétiens pour des noms aux sonorités plus africaines. Arthur était ainsi devenu Mushi et, pour que tout cela reste compréhensible au plus grand nombre, « Ci-

toyen Mushi, ex-Arthur ». Cette époque est révolue. Le président lui-même s'est réconcilié avec le complet-cravate et le citoven Mushi est de nouveau M. Arthur. Les Zaīrois n'ont pas été traumatisés outre mesure par l'expérience. Certains nourrissent même un brin de nostalgie. Ils regrettent surtout la grandeur du Zaire, un pays riche et reconnu, le porte-avions de l'anticommunisme en Afrique. Les Zaïrois s'accommodaient mai de la dictature du maréchal-président, mais ils travaillaient, touchaient des salaires et mangeaient à leur faim. Cette époque là aussi est révolue. Le Zaire a complètement som-

bré. L'économie est en capilotade. L'Etat n'existe plus. L'administration est fantômatique, et l'armée, discréditée, est devenue le plus grand prédateur du pays. La population, paupérisée à l'extrême, survit difficilement. La transition démocratique lancée en avril 1990 par le maréchal Mobutu traîne en longueur. Six ans de tâtonnements, d'atermoiements, de joutes et de ruses politiques n'ont toujours pas conduit aux premières élections pluralistes de l'histoire affaires par la conférence natiodu pays. Celles-ci devraient néanmoins être organisées en mai 1997, si l'on se fie aux déclarations du premier ministre, Léon Kengo wa Dondo, et à la voionté affichée du

Le maréchal regagne son pays

après quatre mois d'absence. Il a été opéré d'un cancer de la prostate en Suisse, le 22 août, et a suivi une longue convalescence dans le Midi de la France, où il possède une luxueuse villa à Roquebrune-Cap-Martin. Il restera deux à trois semaines au Zaire, où il passera les fêtes de fin d'année. Il repartira ensuite pour la Côte d'Azur, où ses médecins l'attendent. Son état de santé n'est pas brillant. C'est d'ailieurs un sujet d'inquiétude pour ses partisans et ses partenaires occidentaux, qui veulent le voir faire

campagne et gagner les élections de l'an prochain. Le maréchal Mobutu, au pouvoir depuis son coup d'État du 24 novembre 1965, almerait au fond se réconcilier avec les Zairois. Il leur en veut d'avoir été partiellement écarté de la gestion des nale souveraine, au début des années 90. Il s'était alors retiré sur le Kamanyola, son bateau, un paiais flottant sur le Zaire, pour des raisons de sécurité, avant de s'exiler à Gbadolite, son village natal dans la province de l'Equateur. C'est de

#### Le sommet des Grands Lacs s'achève plus tôt que prévu

Le nouveau sommet africain, consacré à l'ensemble de la crise dans la région des Grands Lacs, s'est terminé, mardi 17 décembre, dans la matinée, à Nairobi, bien plus tôt que prévu. Il aurait dû durer deux jours. Les autorités kenyanes se sont contentées d'indiquer que les discussions, commencées lundi en fin d'après-midi, s'étaient achevées dans la nuit et qu'un communiqué serait publié dans la journée. Le chef de l'Etat kényan, Daniel arap Moi, a regretté l'absence d'une délégation zalroise. Le Burundi n'avait pas été invité en signe de protestation contre le putsch militaire qui a porté le major Pierre Buyoya, issu de la minorité tutsie, au ponvoir le 25 juillet. Le sommet devait être notamment consacré aux problèmes des réfugiés au moment où une vague de Rwandais installés depuis deux ans et demi en Tanzanie regagnent leur pays, avec réticence pour beaucoup. Ils sont sommés par les autorités tanzaniennes de partir d'ici la fin de Pannée. En trois jours, environ 130 000 personnes ont repassé la frontière, a-t-on

là qu'il participait à la vie politique du pays, tenant des audiences et vivant entouré de conseillers et de courtisans qui ont plus profité de

lui qu'ils ne l'ont servi. Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga (littéralement: «L'homme qui vole de victoire en victoire et ne laisse rien derrière lui » ou encore : « Le cog de la basse-cour qui couvre toutes les poules ») veut être élu président de la république du Zaire et obtenir ainsi sa rédemption par les umes. Il est du reste le seul candidat déclaré. Ses adversaires politiques les plus sérieux savent qu'ils n'ont pas l'ombre d'une chance en entrant en lice contre lui. Aucun d'entre eux n'a encore fait acte de candidature.

PAS DE DROIT À L'ERREUR

Le temps presse. Les jours du président sont comptés. Il le sait, tout doit aller très vite. Les élections doivent impérativement avoir lieu avant la fin de 1997 pour que le maréchal Mobutu - une fois élu – ait le temps d'organiser - concrètement cette fois - la transition du Zaire vers la démocratie. Mais les préalables sont nombreuz. Il doit d'ici là profiter de l'état de grâce et faire un parcours sans faute en prenant toutes les bonnes décisions dans les quinze prochains jours. Et, avant tout, il doit d'abord nommer un nouveau chef d'état-major à la tête des Forces armées zaīroises (FAZ) suffisamment compétent et respecté pour organiser la reconquête rapide des territoires perdus et sécuriser les frontières du pays. Le général Makele Bo-

kungo Lieko devrait être cet

homme providentiel.

Le maréchal Mobutu doit également calmer le jeu politique et renouveler sa « confiance » au premier ministre qui sera vraisemblablement obligé de remanier son gouvernement pour en élargir la base. Le président sait qu'il sera jugé sur ces deux décisions. Il n'a pas le droit à l'erreur, il ne peut décevoir ni l'armée, ni la classe politique. D'autant que certains lui prêtent l'intention de mettre le Haut-Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT) entre parenthèses jusqu'à ce que la crise liée à l'invasion du pays soit résolue. Il serait alors, de facto, investi des pleins pouvoirs comme au temps du parti unique. Mais, dans ce cas de figure, il devra les utiliser avec sagesse et les restituer au moment opportun pour prouver aux Zairois que le dictateur autrefois honni est bien le sauveur qu'ils atten-

Frédéric Fritscher

## Les mutins centrafricains réclament leur solde et du « respect »

Les rebelles exigent le départ du président Patassé

BANGUI

de notre envoyé spécial Le capitaine Anicet Saulet, chef des rebelles de l'armée centrafiicaine, reçoit dans sa villa proche du camp Kasaï. C'est par ce saintcyrien, spécialiste des transmissions, que la tempête est arrivée le 15 novembre. La police et la gendarmerie ont tenté de l'arrêter et les soldats du camp voisin l'ont défendu, tuant un gendarme et déclenchant la troisième mutinerie de l'année 1996 en République centrafricaine.

Le capitaine Saulet, treute-huit ans, est un proche de l'ancien chef de l'Etat, le général André Kolingba, qui l'avait nommé directeur de la compagnie du téléphone, la Socotel. En 1993, après l'élection du président Ange-Félix Patassé, l'officier fut arrêté pour malversations : il est resté deux ans et demi en prison sans jugement, avant d'être libéré en mai dernier lors du sac de la prison de Bangui au cours de la seconde

Aujourd'hui, le capitaine est loin de ses soucis judiciaires. Il est à la tête du mouvement qui s'est juré d'obtenir le départ du président. Depuis que quelques chefs d'Etat mandatés par le récent sommet France-Afrique sout venus écouter ses revendications, « il s'y voyait déjà », dit l'un de ses anciens interlocuteurs. Il est vrai que lorsqu'on lui pose la question de son avenir politique, il répond d'un sourire énigmatique. Pour le reste, il défend la ligne des mutins: « Nous avons les preuves de la trahison du président. Il a fait distribuer des armes, il a fait venir des forces étrangères [des mercenaires tchadiens]. >

A la sortie de la villa, la garde du capitaine Saulet Interpelle les journalistes: « Vous, la France, vous foutez le bordel. Il faut partir », dit l'un, pendant qu'un autre accuse les éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO) ~ appellation donnée au détachement militaire permanent en Centrafrique - d'être un « arbitre totalement partial ». Ces soldats, sous-officiers et hommes du rang, se disent prêts à l'affrontement. Au fur et à mesure que le ton monte, certains affirment être doués de pouvoirs magiques et se vantent d'être capables de tirer sous l'eau, de se changer en pois-

Le lendemain marin, un pen rassérénés, ils expliquent longuement, précisément, leur malaise : tous originaires du Sud, recrutés sous le régime du président Kolingba, ils ont vu, à partir de 1993. leurs officiers supérieurs mutés

d'office, remplacés par des nordistes. Le climat de méfiance est allé s'aggravant lorsque les soldes (29 000 francs CFA - 290 francs pour un homme du rang) ont été payées avec du retard. Ils accusent aussi le camp présidentiel d'avoir fait distribuer des armes à ses partisans. « Comment voulezvous qu'un militaire puisse faire une remarque à un petit civil si Pautre a une arme ? Comment voulez-vous qu'on soit respecté? », demande un adjudant.

Certains font remonter leur malheur à «l'instauration de la démocratie pluraliste par la France en 1990 », tout en jurant ne pas vouloir remettre en cause le multipartisme. Cette armée d'environ 3 000 hommes était, d'après un observateur autorisé, mal équi-pée, peu disciplinée, mal structu-

#### « Bonne volonté » et sacs de sable

Au bout de trois jours de consultation dans tous les camps retranchés militaires et politiques de Bangui, le générai Amadou Toumani Touré s'est déclaré, hundi 16 décembre, « plus optimiste qu'en arrivant ». « Nous sommes encore à un stade où le retour à la raison est possible », a alouté l'ancien chef de l'Etat malien, chargé de diriger le comité de sulvi mis en place après la signature de la trève entre les mutins et le Monde du 16 décembre).

Le général Touré a rencontré longuement les mutins, qu'il a trotivés « de bonne volonté ». Cet optimisme n'est pas partagé par tout le monde : l'exode des habitants des quartiers contròlés par les rebelles s'est encore accentué, hundi, et la sécurité présidentielle a de nouveau recruté des jeunes pour rempiir des sacs

rée, malgré une longue coopération militaire franco-centrafricaine. Censée opérer sur un territoire de 640 000 kilomètres carrés, elle doit lutter contre les «coupeurs de routes» venus du Tchad, les braconniers soudanais et les contrebandiers zairois sans aucun moyen de transport aérien. Cette crise matérielle s'est doublée d'une crise de confiance face à un président qui « nous a traités d'armée ethnique ». Aujourd'hui, les mutins affirment que tout s'arrangera après le départ de M. Patassé, « même si c'est un Pygmée qui le remplace »...

Thomas Sotinel

#### **ESSEC**

#### **ADMISSION SUR TITRE** EN DEUXIÈME ANNÉE

Comme Léonard de Vinci, c'est grâce une double formation que vous aborderez votre métier avec passion et créativité. Que vous soyez ingénieur, médecin, pharmacien ou titulaire d'une maîtrise (lettres, droit, sciences...), vous pouvez intégrer l'ESSEC en 2' année par admission sur titre pour développer des compétences de généraliste du

Informations clés : cursus personnalisé à votre initiative,

 formation en alternance possible, date limite de candidature pour la session d'avril 1997 : le 15/02/97.

TEL: 01 34 43 31 26 Fax: 01 34 43 31 11 E-mail : dhalluin@edu.essec.fr ESSEC - Avenue Bernard Hirsch - BP 105

lournée portes ouvertes, le 18/01/97 de 10 à 15 h,

Demain, c'est vous qui montrerez le chemin

## La multiplicité de ses talents est la plus grande richesse du leader visionnaire

Nous aurions volontiers recruté Léonard de Vinci s'il s'était présenté à l'admission sur titre à l'ESSEC.

## L'Australie est secouée par une vague de xénophobie anti-asiatique

de notre envoyée spéciale Surgie sur la scène politique australienne comme un diable de sa boîte, l'ancienne gérante d'un « fish and chips » du Queensland (nord-est) ne s'attendait pas au succès et à l'écho que ses déclarations nationalistes et racistes ont rencontrés à travers le payscontinent, jusque-là plutôt connu pour son multiculturalisme. Depuis son premier discours au Parlement fédéral, le 10 septembre, Pauline Hanson, députée indépendante, a plongé le nouveau gouvernement libéral dans l'embarras: Canberra, qui doit sauvegarder à tout prix ses relations avec les pays asiatiques, ne peut pas ignorer le malaise social que le « syndrome Hanson » ré-

« Nous risauons d'être engloutis par les Asiatiques (...). Le gouvernement est scandoleusement généreux à l'égard des aborigènes (...). Une société multiculturelle ne peut être forte ni unie » : Pauline Hanson n'y va pas par quatre chemins pour dénoncer l'immigration asiatique, les « privilèges » des aborigènes et le multiculturalisme, cette politique de respect des cultures d'origine, présentée depuis les an-

nées 70 comme la clé de voûte de l'harmonie sociale australienne. Le « phénomène » Hanson ne s'arrête pourtant pas aux excès verbaux d'une mère de famille de quarante-deux ans, aigrie par une

vie triste et dure. Depuis son intervention, les exemples de racisme à l'encoutre de la communauté asiatique (4 % de la population) se sont multipliés. Les membres de la communauté chinoise seraient agressés «trois fois plus qu'auparavant », des troupes singapouriennes en exercice dans le Queensland ont subi « au moins cinq incidents racistes » (crachats, passage à tabac lors de sorties en villes, etc.), le courrier de lecteurs regorge de préjugés anti-asiatiques et des enfants de mariages mixtes sont traités de « bâtards » par un maire. Selon l'ancien premier ministre travailliste Paul Keating, «il s'agit d'un des développements les plus regret-

tables de notre histoire contempo-Pourtant, parce qu'elle faisait cavalier seul dans les couloirs très policés du Parlement de Canbetra, un fief du « politiquement correct », où elle n'avait ni parti ni ailié officiel, Pauline Hanson a d'abord été ignorée par ses pairs.

Mais les sondages la créditant des pays en voie de développed'un soutien populaire croissant, et le débat sur le racisme s'amplifiant rapidement, les deux principales forces politiques australiennes - le Parti travailliste et la coalition conservatrice au pouvoir (National et Libéral) - ont finalement mis au point une motion sur la « tolérance raciale », présentée le 30 octobre et adoptée unanimement par les deux Chambres.

#### DÉGÂTS ÉCONOMIQUES

Le texte réaffirme les bases d'une société égalitaire et non discriminatoire, l'importance de l'immigration, du processus de réconciliation avec la population aborigène et de la diversité culturelle du pays. Si cette initiative a été bien accueillie en Asie, où de nombreux journaux s'étaient faits Pécho inquiet du « racisme australien », il est encore trop tôt pour estimer les éventuels dégâts économiques que ce climat pour-

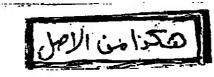
Sur le plan diplomatique, l'Australie se serait bien passée de cet épisode qui survient un an après sa non-admission au sommet Europe-Asie de Bangkok et six mois après l'annulation d'un programme d'aide aux infrastructures

ment, en particulier asiatiques. Cette demière affaire avait jeté un froid dans les rapports entre l'Australie et l'Asie. Le récent échec de la candidature de l'Australie à l'un des sièges tournants du Conseil de sécurité des Nations unies - revers d'autant plus amer que l'Australie s'était fortement mobilisée pour l'obtenir - a été analysé par certains commentateurs comme une preuve supplémentaire que l'Australie avait perdu le soutien qu'elle imaginait, en particulier en provenance des pays de la région...

Sans doute le sujet ne serait-il pas aussi sensible, ici comme en Asie, si l'Australie avait un passé différent. Or, le succès de Mm Hanson prouve que les fantômes de la politique de l'« Australie blanche » (White Australia policy), abolie il y a trente ans, ne sont pas loin de ressurgir.

L'angoisse du « péril jaune » demeure dans la conscience australienne, admettent les sociologues, et elle s'exprime à nouveau dans un contexte de montée du chômage où les immigrés jouent le rôle ingrat de bouc émissaire.

Florence de Changy



\*17.

Dance Volonte's

acs de sable

Burgar Burgar

BREAD CONTRACTOR CONTRACTOR

en se manga, le seu

TOTAL TO JOHN THE TANK

British Government to the state of A real for the months again B. Tana are are a de rieg.

eromen in the exp.

## L'Azerbaïdjan signe un quatrième contrat pétrolier

BAKOU. L'Azerbaidjan a signé avec un consortium de sociétés occidentales, samedi 14 décembre, un contrat de deux milliards de dol-lars pour l'exploitation de deux gisements de pétrole et de gaz en mer Caspienne. Les parts du consortium ont été réparties entre les compagnies américaines Amoco (30,% des parts) et Unocal (25,5 %), la saoudienne Delta (4,5 %) et la japonaise Itochu (20 %). Il s'agit du quatrième gros contrat signé par Bakou depuis 1994, et du seul où la Compagnie russe I ulcol pe figure pas Souciense de mérager les incompagnie russe Lukoil ne figure pas. Soucieuse de ménager les in-térêts de la Russie dans la région, la compagnie nationale des pé-troles azerbaidjanais (SOCAR, détenant 20 % des parts) prévoit ton-tefois de réunir, à terme, l'exploitation des deux gisements concernés par ce demier contrat à celle du gisement de Karabakh, dont l'exploitation avait été confiée en novembre 1995 à un consor-tium dominé par l'alcoil — (489) tium dominé par Lukoil. - (AFP.)

#### Libération conditionnelle d'un militant communiste tunisien

TUNIS. Un militant du Parti ouvrier communiste tunisien (POCT, interdit), Mohamed Hédi Sassi, a été mis en « liberté conditionnelle », samedi 14 décembre, a-t-on appris, hundi. M. Sassi avait été condamné en janvier 1995 à trois ans et un mois de prison pour divers délits, dont celui d'« appartenance à une association non autorisée ». Sa libération est intervenue en même temps que celle de l'avocat tunisien militant des droits de l'Homme, Najib Hosni, condamné à huit ans de prison. Par ailleurs, une candidate de l'opposition légale, Arbia Ben Ammar, a été éne, dimanche, à la chambre des députés. Il s'agissait de pourvoir au remplacement de l'ex-député du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), Khémais Chamari, déchu de son siège à la suite de sa condamnation le 18 inillet 1996, à cinci ares de prison pour d'implestion à condamnation, le 18 juillet 1996, à cinq ans de prison pour divulgation à l'étranger du « secret de l'instruction » dans l'affaire Mouada. Selon les chiffres officiels, la participation au scrutin a été inférieure à 5 %. - (AFP.

EUROPE

■ EURO: Otmar Issing, premier économiste de la Bundesbank, a déclaré, dans un entretien accordé au *Financial Times* publié mardi 17 décembre, qu'il n'était pas satisfait des modalités du « pacte de stabilité » adopté au sommet européen de Dublin. « Une automaticité sans li-mites n'aurait pas été possible, mais on ne peut se satisfaire d'un mécanisme décisionnel dans lequel des pécheurs en puissance jugent des

pécheurs de fait », a expliqué M. Issing.

ALLEMAGNE: l'activité sera trop faible pour prévenir une aggravation du chômage en 1997, a estimé hudi 16 décembre l'institut de conjoncture IFO. Selon l'institut, il ne faut pas compter l'an prochain sur un taux de croissance plus fort qu'au deuxième semestre 1996 (2,5 % en rythme annuel), et l'Allemagne comptera 4,1 millions de chômeurs, soit 10,7 % de la population active. - (AFR)

RUSSIE : près de 85 000 mineurs ont poursuivi leur mouvement de grève, hindi 16 décembre, paralysant 59 des 189 mines du pays, principalement à Rostov sur le Don (sud) et à Toula (200 kmau sud de Mos-cou). Selon le président du syndicat des mineurs, Vitali Boudko, l'Etat n'a versé jusqu'à présent que 20 % des arriérés de salaires. D'autre part

n'a verse jusqu'à present que 20 % des arrières de salaires. D'autre part 7 000 employés des usines thermiques de la région du Kouzbass (Sibérie) ont entamé, hundi, un mouvement de grève illimité. – (AFR)

■ POLOGINE: un consopritum infernational conduit par l'americain Merrill Lynch a octroyé un pric de 100 millions de dollars destine à financer en 1997, la membre, étape de la modernisation de la raffinerie de pétrole de Gdansk, l'une des plus grandes de Pologne. – (AFR)

■ ROUMANIE: le directeur général de la telévision d'Etat, Dumitru Propa a été dérnis de ses fonctions, hundi 16 décembre, par le nouveau Popa, a été démis de ses fonctions, hundi 16 décembre, par le nouveau

premier ministre, Victor Ciorbea, nommé après la victoire de l'opposition sux élections générales de novembre. M. Popa était considéré comme proche de l'ancien président lon fliescu. - (AP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAK : le fils aîné de Saddam Hussein, Oudai Hussein, devrait être prochainement hospitalisé en Suisse pour y suivre un traitement, a indiqué hundi 16 décembre le quotidien saoudien Al-Hayat, citant des sources arabes à Londres. Ondai Hussein a été blessé dans un attentat, jeudi 12 décembre, qui a fait plusieurs blessés, seion le journal trakien Al-Joumhouria.— (Reuter. )

■ LIBAN: la communauté internationale s'est engagée à verser plus de 3 milliards de dollars d'aide pour l'effort de reconstruction du Liban, lundi 16 décembre, à l'issue de la conférence dite des « Amis du Liban » réunie à Washington. Plus d'un milliard de dollars d'aide sera immédiatement versé, auquel s'ajouteront plus de 2,2 milliards de dollars répartis sur des programmes d'aide étalés sur plusieurs années. -(AFP.)

BIRMANIE: trente-neuf membres de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyl ont été arrêtés depuis le début de l'agitation étudiante à Rangoun, a annoncé un militant de la Ligue, hundi 16 décembre. Pour sa part, Mes Suu kyi est assignée à résidence depuis plus d'une semaine. - (AFP, AP) .

CORÉE DU SUD: la Cour d'appei de Séoul a assorti, hindi 16 décembre, d'un sursis de trois ans la condamnation à trois ans d'emprisonnement prononcée en première instance contre trois hommes d'affaires en vue, dopt Kim Woo-chong, président et fondateur du groupe. Daewoo. Les industriels avaient été condamnés pour avoir versé des pots-de-vin à l'ancien président sud-coréen Rob Tae-woo. - (Reuter.)

CUBA: Cuba et Haiti ont signé un accord-cadre qui va permetire de développer la coopération économique, culturelle et scientifique entre ces deux pays qui ne sont séparés que par le Canal du vent, un passage maritime de 70 kilomètres de large. L'accord a été signé ven-dredi 13 décembre dans la capitale cubaine, par Roberto Robaina, le ministre cubain des affaires étrangères, et son homologue haîtien, Pritz Longchamp, en marge de la deuxième réunion du conseil des ministres de l'Association des Etats de la Caralbe. – (Corresp.)

#### Problèmes d'organisation lors des élections législatives au Gabon

LIBREVILLE. Selon des résultats partiels et non officiels diffusés hundi 16 décembre, le premier ministre et plusieurs membres du gouvernement auraient été élus dès le premier tour des élections législatives. Le scrutin de dimanche, commencé avec retard, a commu de nombreux problèmes d'organisation, qui avaient justifié son report - il aurait dil avoir lieu le la décembre. Mais aucun incident majeur n'a été signalé. Le dispositif de sécurité était plus lourd que lors des élections municipales, en octobre, qui avaient été émaillées de troubles. Le second tour est prévu le 29 décembre. Ces élections, auxquelles l'opposition participe, s'inscrivent dans le cadre des réformes démocratiques prévues dans les accords conclus à Paris après les violences qui avaient suivi la réflection du président Omar Bongo en 1993. - (Reuter.)

## Washington s'irrite de la politique israélienne de relance de la colonisation

Huit anciens hauts responsables américains ont adressé une mise en garde à M. Nétanyahou

L'administration américaine vient de manifester son irritation après la décision du gouvernement de M. Nétanyahou de rétablir les incitations fis-

JÉRUSALEM

de notre correspondant On est encore loin d'une véritable pression, attendue par les pays arabes, mais il semble bien que l'administration américaine se montre de plus en plus irritée par la politique de Benyamin Nétanyahou, notamment la relance par son gouvernement de la colonisation des territoires arabes ocavait jugé, vendredi 13 décembre, « troublante » la récente décision Israélienne d'attribuer aux colons juifs de Cisjordanie d'importants avantages fiscaux. Lundi 16 décembre, tout en s'abstenant de répondre à une question directe concernant l'illégalité, au regard des conventions internationales, de la colonisation de territoires peuplés, et occupés par la force, le porte-parole de la Maison Blanche a usé du même adjectif :

« Troublante » fut, en retour, le terme employé lundi soir par le conseiller de presse de M. Nétasans précédent envoyée le même

américains au premier ministre israelien. Cette lettre ouverte, télécopiée à la presse internationale - et dont on n'est pas loin de amis, et nuirait aux intérêts améripenser à Jérusalem qu'elle a été téléguidée par la Maison Blanche - a le mérite de la clarté. « Nous sommes préoccupés par les actes unilatéraux comme l'expansion des cupés. Le département d'Etat colonies », écrivent les anciens secrétaires d'Etat James Baker, Lau-Vance, ainsi que cinq autres anciens dignitaires américains -Zbigniew Brzezinski, Frank Carlucci, Bent Scowcroft, Richard Fairbanks et Robert Strauss -, qui rappellent que tous, à des époques différentes et pour des

ciations de paix israélo-arabes. Ces actes unilatéraux, précontre-productifs pour la recherche d'une solution négociée. nyahou pour qualifier la lettre S'ils étaient mis en œuvre, ils pourraient donner un coup d'arrêt aux

jour par huit anciens secrétaires progrès enregistrés ces deux derd'Etat et hauts fonctionnaires nières décennies par le processus de paix. Un résultat aussi tragique menacerait la sécurité d'Israël, les Palestiniens, tous les pays arabes cains au Proche-Orient ».

« Ces gens n'ont jamais été des amis d'Israel, a commenté David Bar Ilan, citoyen américain et conseiller de presse de M. Nétanyahou. Nous sommes surtout encouragés par le fait que les "grands" anciens secrétaires d'Etat, amis d'Israel, comme Henry Kissinger, George Schultz et Alexander Haig aient refusé de signer cette troublante apostrophe. » Empêtré dans une bizarre affaire intérieure qui fait la blicains, ils ont été mêlés, « qu « une » des journaux - le premier nom des Etats-Unis », aux négo- ministre a affirmé dimanche, contre toute évidence, que les services de sécurité du pays lui cisent-ils. « seraient fortement avaient « conseillé » d'ouvrir le fameux tunnel de Jérusalem qui a abouti fin septembre à des affrontements meurtriers avec la police palestinienne -, M. Néta-

nyahou n'a pas trouvé le temps de répondre personnellement aux anciens dignitaires améri-

L'entretien téléphonique de quelques minutes qu'il a eu dimanche avec le chef de l'OLP et qui a été organisé, a-t-on appris lundi, à la suite des pressions américaines, a permis de reprendre les négociations concernant le redéploiement militaire hors de l'essentiel de la ville d'Hébron. Elles étaient stoppées depuis une dizaine de jours et personne ne s'en était vraiment rendu compte. Yasser Arafat, qui s'apprêtait à reprendre mardi son bâton de pèlerin pour une brève tournée européenne visant à expliquer « les dangers de la politique israélienne », a déclaré hindi soir que tout était « ouvert » et que tous les contentieux en suspens seraient traités. Côté israéque seule la question d'Hébron était, pour l'instant, à l'ordre du

Patrice Claude

#### PROFESSIONNELS DU DROIT

## Retrouver une aiguille dans une botte de foin? ...Quelques secondes suffisent!

NOUVEAU

Pour préparer vos dossiers et trouver des solutions, il ne suffit pas de connaître les innombrables textes. Il est vital d'accéder à la jurisprudence ou de connaître en matière fiscale, les points de vue de

l'administration. Quel que soit votre domaine d'intervention : social, responsabilité civile, immobilier, droit pénal des affaires ou fiscalité, vous disposez désormais d'outils thématiques

puissants sur CD-Rom. En queiques secondes, vous accédez à des informations difficiles à obtenir : les arrêts publiés ou non publiés des cours suprêmes des 10 dernières années, classés par pôle

- d'intérêt ainsi que la Documentation Générale des Impôts. Vous effectuez des recherches instantanées sur un ou plusieurs critères par thèmes, par références ou par dates.
- Vous disposez d'un abonnement afin d'actualiser votre documentation.

Avec les nouveaux Juridisques thématiques des Editions Lamy, vous gagnez un temps précieux et vous pouvez vous consacrer entièrement à la recherche de solutions.

Pour en savoir plus sur les formules d'abonnement aux Juridisques thématiques des Editions Lamy, téléphonez dès aujourd'hui au 01 44 72 12 12

Les nouveaux Juridisques thématiques Lamy : une gamme de 5 CD-Rom actualisés régul et regroupant 10 ans de jurisprudence et de réglementation.

Lamy le droit à tous les médias



CORSE Marie-Hélène Mattei et François Santoni étalent toujours interrogés, mardi 17 décembre dans la matinée, après avoir été transférés à Paris lundi et placés

en garde à vue. Avocate et personnalité d'A Cuncolta Naziunalista (« vitrine légale » du FLNC-canal historique), compagne de François Santoni, secrétaire national de ce

mouvement, Me Mattei a été interpellée lundi dans le cadre de l'enquête sur la tentative d'extorsion dont aurait été l'objet le golf de Sperone. TOUTES LES ORGANI- SATIONS nationalistes affirment avoir renoncé à prélever l'« impôt révolutionnaire ». En fait, elles continuent à financer ainsi leurs activités clandestines, notamment

leur armement. • ALAIN JUPPÉ a affirmé, lundi soir, sur TF 1, au sujet de ces développements : « Je crois qu'on est enfin sorti de l'ambiquité en Corse. »

## L'étau judiciaire se resserre autour des dirigeants d'A Cuncolta

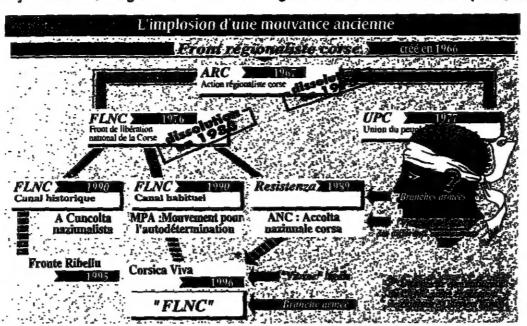
Des charges précises pèsent sur Marie-Hélène Mattei, dont l'interpellation est en relation avec la tentative de racket du golf de Sperone, en Corse-du-Sud. Le nom de François Santoni, dirigeant de la « vitrine légale » du FLNC-canal historique, qui s'est livré à la police, est également cité

L'AFFAIRE de Sperone constitue, pour les dirigeants d'A Cuncolta et de sa branche armée, le FLNC-Canal historique, une nasse judiciaire dont les effets devraient fortement peser sur l'évolution du nationalisme insulaire dans les prochains mois.

Tout indique en effet, mardi matin 17 décembre, que la principale avocate d'A Cuncolta, Me Marie-Hélène Mattei, est lourdement mise en cause dans le dossier judiciaire d'extorsion de fond concernant la SA Golf de Sperone. Son compagnon, François Santoni, secrétaire national d'A Cuncolta, qui s'est présenté lundi 16 décembre à la police après le placement en garde à vue de Me Mattei (Le Monde du 17 décembre), est lui aussi nommément cité dans la plainte déposée par le PDG de cette société gérant le complexe touristique de Sperone, dans l'extrème sud de l'île.

L'avocate et le responsable nationaliste ont tous deux ont été placés en garde à vue et transférés à Paris, lundi, dans le cours d'une enquête de flagrance conduite par la section antiterroriste du parquet de Paris. Ils devalent être déférés au parquet, mardi après-midi, avec les autres personnes impliquées dans ce dossier, en vue de la mise en examen et de l'incarcération de la piupart des

Les charges visant M' Mattei reposent avant tout sur la plainte déposée par le PDG de la SA Golf de Sperone, Jacques Dewez, dont le témoignage a été recueilli à Paris par les enquèteurs de la division antiterroriste de la direction centrale de la police judiclaire. Cet horame d'affaires continental affirme avoir été soumis, au début du mois de décembre, à une demande d'extorsion de fond émanant du FLNC-Canal historique. Plus précisément, il indique avoir été d'abord sollicité.



lors de l'un de ses séjours récents à Sperone, par plusieurs hommes (dont Dominique Rossi et Nicolas Gros, placés en garde à vue depuis vendredi) se recommandant de cette organisation clandestine. Cette délégation avait conseillé au PDG de se mettre en relation avec M. Mattel afin de prendre un rendez-vous. A cette fin. le numéro d'un téléphone portable sur lequel l'avocate des nationalistes pouvait être jointe, lui avait été communiqué. L'enquête a depuis établi que ce téléphone a bien été prêté à l'avocate par une tierce personne.

C'est lors d'un entretien téléphonique paire Me Mattet et M. Dewez. le 10 décembre, qu'un rendez-vous a été fixé au siège parisien de la société du PDG. L'avocate habituelle des nationalistes a fait ensuite le déplacement de Corse vers Paris.

toujours selon M. Dewez. Elle lui a recommandé un homme qui, répondant au surnom de « Monsieur Gulliver \*, devait prendre langue avec lui. De fait, « Monsieur Gulliver », un pseudonyme dissimulant le restaurateur corse André-Noël Filippeddu, s'est présenté au bureau du PDG. Il lui a réciamé le versement d'une somme de «4 millions de francs » avant Noël et a évoqué, de manière voilée, des menaces qui pourraient être dirigées contre les intérêts du PDG sur l'ile

de Beauté, Deux jours plus tard, le 12 decembre, un commando de cinq hommes armés at cagoulés ava débarqué en plein jour sur le site du golf international de Sperone et fait sauter la villa du gardien du complexe touristique. Ce qui avait décidé M. Dewez à déposer plainte,

le 13 décembre, pour extorsion de fond. Dans sa plainte, l'homme d'affaires indique avoir compris que les différents émissaires et intermédiaires croisés par lui dans cette affaire se sont présentés comme des mandataires de François Santoni, avec lequel il précise avoir eu des relations dans le passé. Le PDG n'indique toutefois pas s'il a, ou non, été précédemment soumis au versement de l'a impôt révolutionnaire » pour préserver les intérêts

La mise en çause de M. Santoni vaut au dirigeant nationaliste d'avoir été aussitôt placé en garde à vue dans ce dossier d'extorsion de: fond. La suite dira si le responsable de l'A Cuncolta se solidarise, ou pas, de Marie-Hélène Mattei dans ce dossier où la responsabilité de l'avocate paraît, à ce stade de l'en-

quête, engagée. Outre « Monsieur Gulliver », qui a recommu avoir demandé les quatre millions de francs pour le compte du FLNC-canal historique, quatre hommes soupconnés d'avoir participé à l'attentat de Sperone - Philippe Botti, Nicolas Gros, Dominique Rossi et Frédéric Stacchino - ont été placés en garde à vue par les enquêteurs dès le 13 décembre. La plupart d'entre eux font partie d'une équipe soupconnée par les policiers d'avoir, dans les mois précédents, participé à diverses opérations de plasticage. Après l'interpellation de Marie-Hélène Matrei, les policiers, accompaenés du chef de la 14 section du parquet de Paris, spécialisée dans les affaires de terrorisme, ont mené plusieurs perquisitions au domicile et au cabinet professionnel de l'avocate. Les recherches se sont, semble-t-il, avérées infructueuses. Seuls un fusil à pompe et un gilet pare-balles ont été saisis au domiclie de l'avocate.

RAPPORT DE PORCES

Les déclarations de M. Dewez pourraient apporter des révélations intéressantes, notamment sur les racket antérieurs qu'aurait pu connaître la société à Sperone. Certains enquêteurs n'oublient pas qu'en particulier en 1992, la rumeur indiquait que le golf de Sperone était sous l'influence du FLNC-canal habituel, la branche armée du Mouvement pour l'autodétermination (MPA). Le changement du rapport de forces intervenu, depuis quelques mois, entre les organisa-tions clandestines pourrait expliquer les prétentions actuelles du FLNC-carst listening

François Santoni, qui s'est rendu, lundi. était en fuite depuis le mols d'août, date de sa condamnation par la cour d'appel de Bastia à un an de prison dont quatre mois

fermes, pour utilisation et transport irrégulier d'une arme à feu. Lorsque Prançois Santoni et Marie-Hélène Mattei ont été conduits à l'aéroport de Bastia pour un transfèrement à Paris, de vifs incidents ont eu lieu autour du commissariat de Bastia entre des militants nationalistes et les représentants des forces de

La numeur de la possible interpellation de M= Mattei et de M. Santoni circulait pourtant en Corse depuis la veille. Difficile dans ces conditions d'imaginer que les personnes concernées n'aient pu être au courant. Dès lors, au-delà de ses raisons privées, à quel choix politique répond la reddition du secrétaire national de l'A Cuncolta ? Se ion certains militants nationalistes, sa mise à l'écart prochaine des responsabilités, du fait de son emprisonnement, permettra à François Santoni de revenir en force sur le terrain au moment où la course à l'élection territoriale de 1998 sera lancée. De plus, la situation actuellement bloquée, aura certainement été décantée sans que son autorité de chef en pâtisse.

Le poyau dur des nationalistes est-il pour autant atteint? Apparemment, les interpellations de militants connus ont tendance, sur place, à remobiliser une base plus facilement attirée par le thème de la solidarité que par celui du débat politique. Charles Pieri devrait prendre la direction d'A Cuncolta. La ligne stratégique de harcèlement quotidien par mitraillages et plastiquages d'édifices publics - notamment des gendarmeries - devrait être maintenue, voire renforcée, bar 12-4-130 - anal historique, dans l'attente de l'évolution de la situation actuelle.

> Michel Codaccioni et Erich Inciyan

## Racket et « impôt révolutionnaire »

#### BASTIA

de notre correspondant En Corse, l'extorsion de fonds sous la menace de violences diverses, c'est-à-dire le racket, plus pudiquement appelé « impôt révolutionnuire » par les clandestins, a toujours été la source essentielle du financement du FLNC. C'est aussi la cause véritable des graves discordes entre nationalistes depuis une dizaine

Le montant des sommes considérables collectées depuis vingt ans n'a jamais été communiqué. Tout juste peut-on estimer, par recoupements, le coût de fonctionnement et d'équipement d'un militant opérationnel à environ 20 000 francs par mois. Plusieurs centaines d'Individus seraient concernés par ces dépenses. Le hudget mensuel est donc probablement de plusieurs millions de francs. Il faut ajouter à cela les services non directement monnavés tels que la mise à disposition de moyens de locomotion ainsi que les héberge-

Avant la première scission du FLNC en 1989, seuls les cinq ou six chefs de l'organisation clandestine pouvaient connaître la réalité de la comptabilité des sommes reversées à la direction centrale par les micro-régions géographiques chargées de prélever l'« impôt ». Depuis l'implosion du FLNC en quatre branches, toutes se sont déclarées plus ou moins directe ment opposées au maintien du racket. L'ANC, proche de Resistenza, s'est prononcée des 1989 contre ce moyen de financement de la lutte. Le MPA, vitrine légale du FLNC-canal habituel, a dénoncé cette pratique au cours de l'été 1995. François Santoni, pour A Cuncolta, s'est déclaré au printemps favorable à l'arrêi prochain de ce mode de financement. C'était à l'époque de la montée en puissance du « processus de paix ». Dans un entretien publié par Le Nouvel Observateur (daté 4-10 avril), Francois Santoni ajoutait à propos de l'« impôt révolutionnaire »: « Nous ne le percevons plus,

alors que le Canal habituel et Resistenza (...) continuent à le faire, tout en disant qu'ils ne le fant plus. L'impôt révolutionnaire, je l'ai personnent défendu à l'époque de la lutte armée.

Il faut des fonds pour mener une lutte armée. » En fait, chaque organisation clandestine continue de lever cet « impôt révolutionnaire ». Seule l'autodissolution des mouvements clandestins pourrait véritablement mettre un terme à cette pratique.

Les victimes du racket sont essentiellement des entreprises aux activités saisonnières lucratives ou des sociétés de commerce générant de oros chiffres d'affaires à l'année. Certains particuliers concernés par des projets immobiliers touristiques figurent au nombre des « contribuables » involontaires. Les plastiquages de leurs résidences sont souvent synonymes de leur refus de s'acquitter de l'« impôt révolutionnaire ».

## Une gendarmerie a été attaquée au lance-roquettes

rie-Hélène Mattei et la reddition de François Santoni lundi, deux attentats, I'un au lance-roquettes, l'autre au fusil de chasse, ont été commis mardi 17 décembre au petit matin contre deux gendarmeries de Haute-Corse, à Calvi, sur la côte occidentale, et à Vescovato, sur la côte orientale. Dans les deux cas, les dégâts sont peu importants et il n'y a pas de blessés. Dès lundi après-midi, la gendarmerie de Bonifacio avait été mi-

traillée, sans qu'il y ait de blessés. C'est la deuxième fois en quelques mois qu'un lance-roquettes est utilisé contre une gendarmerie en Corse. Dans la nuit du 25 au 26 octobre, une roquette à charge inerte avait déjà été tirée contre une gendarmerie à Porto-Vecchio sans faire de blessés, mais deux gendarmes avaient été frôlés par le projectile. Cet attentat avait été revendiqué par le FLNC-canal historique.

LA MISE EN GARDE D'ALAM JUPPÉ Lundi sur TF 1, Alain Juppé a affirmé que « la détermination [du gouvernement) se marquera par l'identification et l'arrestation de tous ceux qui ont préféré la violence à la main que nous avons tendue ». « Je crois qu'on est enfin sorti de l'ambiguité en Corse », a ajouté le premier ministre, en soulignant que, « pendant des années et des années, on avait dit quelque chose à Paris et puis fait pas tout à fait la même chose sur le terrain ». « J'ai voulu que cela cesse, et le président de la République aussi », a dit M. Juppé, en faisant valoir que c'était « la première fois » que la « loi du silence » était « brisée » en Corse. « C'est ainsi que l'enquête a pu démarrer », a-t-il souligné.

Le premier ministre a réaffirmé sa volonté « de faire respecter

APRÈS l'interpellation de Ma- l'Etat de droit » en Corse, en mettant en garde « les terroristes qui défient l'Etat ». « Nous avons le devoir de faire respecter la loi (...). Nous ne faiblirons pas, et les menaces personnelles ou collectives n'y changeront rien », a assuré Alain Juppé, pour qui cette entreprise sera « longue et pas facile ».

Par ailleurs, sept députés, membres du bureau de la mission d'information parlementaire sur la Corse, sont arrivés sur l'Ile hundi pour leur première visite sur place, qui doit durer iusqu'à mercredi. Cette mission a commence ses auditions le 26 novembre. Elle devrait remettre ses conclusions au printemps 1997.

#### La loi du silence avait déjà été rompue

Contrairement à ce qu'a déclaré Alain Juppé, ce n'est pas la « première fois » que la « loi du silence » est brisée en Corse. En février 1983, une autre enquête importante avait été élucidée grace à l'aide de la population : l'assassinat d'André Schoch, un colffeur d'origine alsacienne, établi à Ajaccio depuis près de cinquante ans. M. Schoch avait été tué pour avoir résisté à des racketteurs qui se réclamaient du FLNC. Sa mort avait suscité une vive émotion sur l'ile. Un enregistrement des voix des raçketteurs avait été diffusé sur un répondeur téléphonique accessible au public. Plus de cinq mille personnes avait appelé ce numéro, ce qui avait permis d'identifier les coupables. L'enquête avait mis en évidence les liens entre certains « nationalistes » et le grand banditisme. D'autres victimes de racket s'étalent alors fait connaître.

#### REUSSIR **ADMISSIONS** PARALLELES Sur DEUG, DUT, BTS

Ecoles de commerce "Tremplin", "Profils", "Passerelle"...

En année de Licence HEC-ESCF-ESC SCIENCES-FO JOURNALISME (CFJ ESJ, CELSA .)

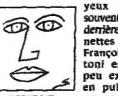
En année de Maîtrise EFB-CRFPA

**IPESUP** 

18 rue du Cloitre Notre-Dame 75004 Paris 01 43 25 63 30 3615 IPESUP

## La glace et le feu

BASTIA de notre correspondant En apparence, l'un est aussi glacial que l'autre est impétueuse. Grand, massif, l'allure sportive, yeux bleus



souvent cachés derrière des lunettes noires. François Santoni est très peu expansif en public. Il oppose

PORTRAIT souvent une mine impassible, voire tacitume, à l'interlocuteur étranger, alors que ses amis le disent au contraire très chaleureux et convivial. Marie-Hélène Mattei, elle, est fine et élégante. Sa passion pour sa cause déborde facilement, jusqu'à

la rendre intolérante. Agé de trente-six ans, François est instituteur de formation. Il dirige une entreprise privée de formation professionnelle pour adultes. Il n'a pas participé à la constitution du FLNC en 1976 mais a rapidement

épousé la cause nationaliste. En 1985, il est condamné pour une attaque commando FLNC contre la caseme Grossetti d'Aiaccio à huit ans de prison dont deux avec sursis. Depuis 1989, il est militant actif d'A Cuncolta. En 1991, il est attaché parlementaire du dirigeant autonomiste Max Simeoni, alors député européen. Depuis février, il est secrétaire national d'A Cuncolta pour la Corse-du-Sud, en même temps que Charles Pieri pour la Haute-

François Santoni ne cache pas qu'il a dirigé le FLNC-canal historique jusqu'à une époque très récente. Le 29 mai 1995, il échappe à une tentative d'homicide volontaire; son ami et garde du corps Stéphane Gallo est tué au cours de l'agression. François Santoni affirme avoir été visé par des militants du Mouvement pour l'autodétermination (MPA, vitrine légale du FLNC-canal habituel) qu'il aurait identifiés. Avant sa reddition, lundi, il était recherché par la police de-

puis le 16 octobre, après sa condamnation par la cour d'appel de Bastia à un an de prison dont quatre mois ferme pour utilisation et transport irréguliers d'une arme à feu en 1994.

Marie-Hélène Mattei est avocate au barreau de Bastia depuis le début de sa carrière, en 1975. Elle a toujours défendu la cause nationaliste. Elle fut la principale avocate du commando du FUNC-canal historique arrêté en flagrant délit de tentative d'attentat à Sperone le 18 octobre 1994. Tous les membres de ce commando ont été libérés avant leur jugement. Parallèlement à l'implosion de la mouvance pationaliste, Marie-Hélène Mattei a développé un engagement de plus en plus concret sur le terrain militant d'A Cuncolta. Elle fut membre de son exécutif jusqu'en 1994 et éluc nationaliste au conseil municipal de Bastia. Elle est la compagne de François Santoni depuis plusieurs

de exicapements: the exicapements of the exicapement of the exic

3.5 m 音(**80** )

**juettes** 

colta

LE MONDE / MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1996 / 7

# TPS, LA PLUS BELLE INVENTION DEPUIS LA TÉLÉVISION EST LANCÉE!

– (Publicité) –



TPS est la plus belle invention depuis la télévision : enfinune télévision qui vous permet de choisir vos programmes préférés en toute liberté! Avec 3 offres au choix :

TPS Cinéma pour 100 F/mois\*: 3 chaînes 100% cinéma proposant des films en exclusivité, des films récents et les grands classiques du cinéma.

TPS Thématique pour 90 F/mois\*: 12 chaînes proposant toute l'information et tous les sports en continu, la musique, la découverte, les dessins animés, l'histoire, les séries, les spectacles, l'aventure...

PS

Tout TPS pour seulement 130 F/mois\*\* : Cinéma + Thématique.

Avec en plus, la possibilité de paiement à la séance : l'accès aux grands événements sportifs et aux films diffusés en avant-première sur TPS. Et en cadeau à tous les abonnés, les chaînes nationales en qualité numérique, partout en France. Pour recevoir TPS, renseignez-vous au 0803803000. (1,50 F/minute)

hors terminal numérique, en vente ou en location (45 F/mois).
 offre de lancement valable jusqu'au 30.04.97, au lieu de 150 F/mois\*.

LA TELEVISION PAR SATELLITE.

## Le FN va lancer une campagne sur la « liberté syndicale »

BRUNO MÉGRET, delégué général du Front national, part en guerre contre l'amendement Perben, qui modifie les règles de la représentativité syndicale dans la fonction publique (Le Monde du 4 décembre). Lundi 16 décembre, M. Mégret a qualifié de «liberticide» cet amendement, voté par l'Assemblée nationale lors de l'examen du projet de loi sur l'emploi dans la fonction publique. Le parti d'extrême droite va lancer une campagne sur le thème de la « liberté syndicale ». Une autre campagne sera organisée contre les syndicats CGT, CFDT

#### Deux élections partielles

Canton du Portei (second tour). L, 13 110; V., 7 001; A., 46,59 %; E., 6 595. Yvon Duczon, PS, 3 465 (52,53 %)... ÉLU

Laurent Feutry, UDF-FD, m. du Portel, 3 130 (47,46 %).

Le socialiste Yvon Ducton remporte le second tour de cette élection orga cauton du Portel, créé en 1992 et regroupant Le Portel et une partie de Boulogne-sur-Mex Cette élection était organisée à la suite du décès du divers droite Jean Muselet, qui était également maire de Boulogne-sur-Mer. M. Ducron bat le maire (UDF-FD) du Portel, Laurent Feutry. Il a bénéficié d'un bon report des voix du communiste Florent Lepercq. Mals cet apport n'aurait pas suffi pour lui assurer la victoire sans une partie des voix provenant soit du FN Guy Molliens, solt du candidat indépendant Erik Ducrocq.

8 décembre 1996 : L, 13 110 ; V., 6 533 ; A., 50,16 % ; E., 6 213 ; Laurent Fentry, UDF-FD, 1973 (31,75 %); Yves Ducton, PS, 1726 (27,81 %); Florent Lepercy, PCF, 1271 (20,45 %); Erik Ducroog, div.d., 644 (10,36 %); Guy Mollens, FN, 597 (9,60 %).

29 mars 1992 : L. 13 153 : V. 8 007 : A., 39.12 % ; E., 7 487 ; Jean Muselet, div., m. de Boulogne-sur-Mer, 4 072 (54,38 %); Paul Barbarin, PS, m., 3 415 (45,61 %).]

Saint-André (premier tour) L. 20 725 ; V., 14 576 ; A., 29,76 % ; E., 14 179.

Liste d'union de la droite (Jean-Paul Virapoullé, UDF-FD, m.,d.), 8 348 (58,87 %), 31 élus ; liste d'union de la gauche (Claude Hoarau, PCR,d.), 5 831 (41,12 %), 8 étus.

(Le conseil d'Etar avait annulé l'élection de luin 1995 en raison de l'embanche de personnes sous contrats emploi-solidarité par le maire sortant, Jean-Paul Virapoullé (UDF-FD), dans les six mois qui avaient précédé le scrutin. Maire de Saint-André depuis vingtcinq ans, M. Viraponilé l'emporte aisément au premier tour face au député Claude Hourau, membre du PC réonionnais. Dès la ciôture du scrutin, M. Hoarau a contesté la régularité des opérations. Els député contre le secrétaire d'Etat à la francophonie, Margie Sudre, lors d'une législative partielle en septembre 1996, M. Hoarau accuse la préfecture d'avoir foit

11 juin 1995 : L, 20741 ; A., 19,27 % ; E., 16 444 ; Bate div.d. (Jean-Paul Virapoullé, UDF-CDS, m.,d.), 8 650 (52,60 %), 30 fins; liste un. g. (Claude Hoaran, PCR), 7 138 (43,40 %), 9 fins; liste div.d. (Eric Boyer, RPR), 656 (3,98 %).]

INETERBUTANIES IN ORT

## Alain Juppé estime qu'il serà premier ministre « jusqu'au terme de la législature »

Le chef du gouvernement justifie son action dans un livre-plaidoyer

Un ouvrage d'Alain Juppé, intitulé Entre nous et publié aux éditions Nil, est mis en vente mardi lacques Chirac il retire le sentiment d'être « in-

brutalement, dès le printemps 1995, à propos de mon appartement de la rue Jacob, j'ai eu tendance à me raidir. Cette attaque était aussi absurde qu'injuste. Je ne souhaite pas m'étendre sur le sujet; disons que ce procès d'intention m'a choqué et j'use d'un euphémisme. »

Arrogant : « Je suis impatient de nature. Je dois être parfois cassant. Pas "arrogant", comme on me le reproche, mais j'admets qu'on puisse faire la confusion. Je n'aime pas qu'un dossier traîne, qu'une déci-sion soit différée. Voilà bientât la période de l'année où l'on prend de bonnes résolutions. Je vais donc faire mon possible pour être plus disponible, plus ouvert au dia-

«Antre politique»: «Il y avait effectivement une autre politique possible au printemps 1995. (...) C'était un choix possible. Je ne l'ai pas fait. Il n'était pas conforme à ce qu'avait dit le président de la République pendant sa campagne. Je persiste à penser qu'il était mauvais pour la France. (...) Je n'en prendrai pas la responsabilité. A d'autres d'entraîner la France sur cette voie, qui est celle du déclin. Je souhaite aller de l'avant. Vers le haut, pas

Chômage: «Le soi-disant manque de lisibilité n'est qu'une formule du microcosme parisien. En

L'interprétation d'Anthony Hopkins

Paris Match

"Picasso était génial,

Le Figaro

rascha McElhone:

ranio Soir

Le Parisien

Natascha McElhone:

egarte, gracieuse, lumineuse"

athony Hopkins : parfaitement brillant

Natascha McElhone : la lumière du film"

Télé Poche

Mookins un monstre sacre

e délicate et sobre"

gue monumentale"

lvory l'est aussi"

est une fois de plus magistrale, ca sent l'Oscar.

ANTHONY HOPKINS

APPARTEMENT: « Attaqué vérité, ce sont les résultats qui changement, ils trouvent peut-être un exitoire à leur malaise en m'en manquent, et plus précisément les résultats en matière d'emploi. Sur le attribuant la cause. (...) Il faut du front des réformes, du rétablissecourage pour réformer en France, où les pulsions révolutionnaires ment de nos finances, de la marche rompent ponctuellement avec un vers la monnale européenne, de la solidarité avec les exclus, nous conservatisme foncier. » avons progressé. Pas sur le front du

Durée : « Je ne me satisferai pas

vesti » de la responsabilité de diriger le gouver- livre. (Lire aussi notre éditorial page 15.)

#### Une petite maison d'édition pour garder le secret

Le contrat du livre d'Alain Juppé a été signé début novembre. Le premier ministre avait appelé Nicole Lattès pour lui demander de venir le voir : « Il avait déjà commencé à travailler sur un texte personnel. Il voulait montrer aux Frunçais qu'il n'est pas le monstre froid que l'on voit en lui. Garder le secret n'était pas très compliqué. Personne n'était au courant. Mon équipe a été prévenue îl y a dix jours. Alain Juppé est un bon auteur, qui s'exprime mieux par écrit que pur oral. C'est un pudique. Ni froid, ni glacial, mais reservé. Comme disait Mallarmé: "Le monde est fait pour aboutir à un livre". » Jean-Claude Fasquelle, le président de Grasset, cher qui M. Juppé avait publié La Tentation de Venise, a été prevenu récemment par le premier ministre. « Il m'a appelé très courtoisement, dit M. Fasque et m'a donné les mêmes raisons que Jacques Chirac, qui avait publié Une nouvelle France égolement chez Nil : choîsir une petite maison d'édition pour assurer le secret. »

chômage. Or j'avais moi-même demandé à être jugé sur ce critère-là. (\_) Le chômage augmente. Notam-ment celui des jeunes. C'est ma croix. J'attends chaque statistique mensuelle dans l'angoisse. »

Conservatisme: «Les Français renacient devant le changement et, comme je m'efforce d'impulser ce

faut. Ce n'est pas dans ma nature un peu bravache, je le reconnais. Je suis disponible... dans tous les sens du terme. Le président et/ou la majorité parlementaire peuvent à tout moment décider de mon sort. C'est un des charmes du métier, quand on aime le suspense. »

Europe: « Je ne suis pas très doué pour la démagogie. Je ne sais pas taire ce qui est difficile, ce qui peut irriter, ce qui demande des efforts. Je vais donc parler de l'Union européenne parce qu'au plus pro-fond de moi-même, je crois que c'est très important. La raison en est

toute simple : l'union fait la force. » core parler, en cette fin d'année 1996, de chiraquiens et de bolladuriens? Tous ont leur place. Dans mon esprit, la page est tournée. (...) gouvernementale manque-t-elle de poids lourds? J'en connais, dedans, qui pèsent leur poids et, denors, qui sont plus légers

impopularité: « Il y a un an et demi, l'arrive à Matignon "tout feu, tout flamme", plébiscité par l'opinion qui voit en moi le premier ministre "idéai". (...) Aujourd'hui, je bats tous les records d'impopularité. Aurais-je failli ? Ai-je changé assez radicalement pour que les lauda-teurs de l'année dernière soient devenus les vitupérateurs d'aujourd'hui? Je ne le crois pas. (...) Cela me laisse-t-il indifférent? Assurément non. Dois-je avouer que cela me blesse ? (...) L'enthou-siasme, je l'ai. La souffrance, je l'accepte. (...) Ce qui est sûr, c'est que J'en prends piein la gueule : ma vie à Matignon est un long fleuve pas tranquille du tout. Cette navigation sur des éléments déchaînés n'est pas confortable. Vais-je m'en

Médias: «Le système médiatique fonctionne sur l'émotion, il réagit dans l'instant avec le carburunt de la violence. Ni l'ambiguité ni la complexité ne sont de son ressort. Il préfère l'artillerie lourde des paraxysmes et des superlatifs. C'est sa raison d'être, de déplorer, de contester, de dénoncer. C'est même son devoir. S'il me critique violemChez certains [journalistes], il y a peut-être encore un peu de dépit. Ils se sont trompés. La victoire de Balladur leur paraissait tellement assu-

Monnaie: « Il faut avoir le courage de ses opinions. Refuser la monnale européenne, c'est accepter la domination du dollar et la toutepuissance des marchés financiers. (...) Sans un pôle monétaire fort et stable, les entreprises susceptibles de créer des emplois n'investiront plus chez nous. (...) Nos amis allemands ne veulent pas, disent-ils, d'un "euro mou". Moi non plus. Ni d'un euro mou ni d'une croissance molle. Je veux un "euro juste", pour. avoir un emploi fort. J'affirme donc que ces questions ne doivent pas être laissées à la seule appréciation des gouverneurs de banques cen-

Rigueur: « On reproche souvent à ma politique de manquer de visibilité, de perpectives et de souffle. Parfois on la resume d'un mot qui paraît négatif: "rigueur". Je trouve ces critiques injustes. (...) La "rigueur" qu'on me reproche est douloureuse, mais on oublie que de lacques Delors à Pierre Bérégovoy, elle est apparue aux socialistes les moins démagagues comme une nécessité de survie. Je n'ai jamais prétendu que la rigueur est une polltique. C'est la condition de réussite de toute politique. »

#### « Mort au con ! », sans ou avec s

Après une brève introduction consacrée à l'attentat perpétré Gouvernement: « L'aime bien . dans la station Port Royal du mon équipe. il nous à falle un temps KER, le 3 décembre, Alain Juppé de rodage. J'ai souhaité qu'il soit expose la raison anecdotique bref et nous utons grante su moins du l'a poussé à écrire « Entre ce pari. Maintenant, plus je regarde nous ». Se promenant à Bor-les ministres travailler, plus je les deaux, rue Sainte-Catherine, Il apprécie. (...) On doute parfois que croise un jeune couple dont la ce gouvernement soit exactement femme crie « Mort au con ! ». Le représentatif de la majorité parle premier ministre transcrit mentaire ou présidentielle. Ce re- « spontanément » l'expression aucum doute. Jolle passante, j'ai eu envie de vous répondre... »

A la Libération de Paris, en août 1944, le général de Gaulle était tombé en arrêt devant la jeep du capitaine Raymond me, un grognard de la 2º DB dont la compagnie fut la pre-mière unité alliée à entrer dans la capitale. Officier assez peu conformiste, Dronne, qui deviendra député gaulliste avant de rompre avec le général sur l'Algérie, avait écrit sur son véhicule: « Mort aux cons. » Avec hamour, de Gaulle s'était contenté de lacher : « Vaste programme! »

Thomson: « ) ai dit un jour que les actifs de Thomson étaient inférieurs à ses dettes. N'importe qui en conchira que la valeur vénale d'une entreprise, dans cette situation, est pour le moins faible. On en a déduit que j'insultais la dignité des travailleurs grâce auxquels Thomson était trie. Alors que j'ai fait rayer la mention "franc symbolique" d'un communiqué officiel, parce qu'elle

me choquait. »

Xénophobie : « Les Français ont trop de noblesse et de générosité pour ne pas préférer une politique déterminée mais humaine à la démagogie zénophobe, laquelle alimente le racisme anti-français, qui est inacceptable comme toutes les

#### **"UN MÉCANISME MONÉTAIRE** AVEC L'EURO CONSTANT\*

MOYEN D'UNE POLITIQUE DE RELANCE

Proposé par le "Centre Jouffroy pour la Réflexion Monétaire" (fondé en 1974) 88 bis rue Jouffroy d'Abbans 75017 Paris P.U.F. - 125 pages - 100 Frs

En vente en librairie Condensé en 6 pages sur demande. Tél.: 01 46 22 10 50

Te de como egislature.

1950 G. 200 15 15 2 3 200 16 8

-

# « Nous ne sommes pas pieds et poings liés dans un monde qui s'imposerait à nous »

L'ancien premier ministre refuse de considérer qu'une « économie mondialisée » aurait pour conséquence « une sorte d'impuissance de l'Etat »

Les nouvelles prévisions économiques de rythme annuel à la fin du premier semestre 13 % au printemps de 1997, ce qui constides efforts d'adaptation aux effets de la la demière intervention télévisée du pré-

l'insee, publiées mardi 17 décembre, de 1997. Mais la tendance ne serait pas aslaissent espérer une consolidation de la sez marquée pour enrayer la dégradation croissance. De 1,3 % en 1996, celle-ci pour de l'emploi. Par ricochet, le taux de chôrait, en effet, atteindre près de 2,5 % en mage grimperait de 12,6 % actuellement à

nistre Edouard Balladur juge que la crise est due à une insuffisance ou à un retard

pôts, de l'assouplissement de la réglementation », affirme-t-il. Comme en réponse à

tuerait un record historique. Dans un en-mondialisation. « Il faut une stimulation sident de la République, M. Balladur ne tretien au Monde, l'ancien premier mi- supplémentaire venant de la baisse des im- veut pas se résoudre « à une sorte d'impuissance de l'Etat ». « Il y a aussi une part pour la volonté nationale », assure-t-il.

« Le pays, le gouvernement et sa majorité sont en butte à une série de difficultés. En matière d'emploi, l'insee prévoit, pour le premier semestre de 1997, un taux record de chômage de 13 %. Est-ce la preuve de l'échec du gouvernement?

- L'ensemble du monde n'est pas en crise. Il connaît, au contraire, une grande prospérité. La crise atteint les pays de l'Occident européen, et spécialement la France. La situation internationale est caractérisée par le libre mouvement des capitaux et des produits, ce qu'on ap-pelle la mondialisation. La question est de savoir si la France peut s'abstraire de ce mouvement et, sinon, si la crise qu'elle connaît n'est pas due à l'insuffisance on su retard de ses efforts d'adaptation.

» Ces efforts sont, certes, difficiles. Depuis des siècles, l'idée de réforme était associée à l'idée de progrès. Aujourd'hui, en revanche, les pays de l'Occident européen doivent se demander si l'on n'est pas allé trop loin dans la voie de la protection collective, des prélèvements et des redistributions.

entreprendre apparaissent souvent comme désagréables; dans un premier temps, avant qu'elles n'aient produit leurs effets heureux pour tous. Il faut, dès lors, expliquer qu'on ne peut conquérir d'avantages à long terme qu'au prix d'in-

convénients à court terme. La campagne présidentielle de 1995 a-t-elle préparé les Français à ce nouvel état d'esprît en vantant les vertus du volonta-



ÉDOUARD BALLADUR

- La politique peut faire beaucoup plus qu'on ne le croit souvent. Je ne voudrais pas, parce que nous sommes dans une économie mondialisée, qu'on conclue à une sorte d'impaissance de l'Etat. Je ne suis pas un ultra libéral. L'Etat peut agir, par exemple, par une politique fiscale mieux adaptée, par une organisation de l'enseignement et par un effort de recherche également mieux adaptés. Autrement dit, nous ne sommes pas pieds et poings liés dans un monde qui s'imposerait à » C'est pourquoi les réformes à nous. Il y a anssi une part pour la volonté nationale.

- Les Français ne peuvent-lis pas douter des avantages d'une transformation, au surplus douloureuse, qui altérerait la spécificité de leur mode de vie ?

 La vraie question est de savoir si la meilleure façon de ne pas être altéré, pour reprendre ce terme, est d'essayer, à toute force, de ne rien changer. On dit parfois que les Français sont conservateurs. Plus

pas. On ne peut pas, en tout cas, conserver en l'état tous les droits acquis. Aujourd'hui, par exemple, l'espérance de vie s'est considérablement allongée. Qui ne voit les conséquences que cet allongement a sur le régime des retraites?

- Pourquoi, depuis quelques semaines, êtes-vous monté en première ligne sur le thème dit de la « flexibilité» ?

- Parlons plutôt d'assouplissement, si vous voulez. Il s'agit de savoir si une protection excessive ne constitue pas une menace, y compris pour ceux qui en bénéficient, dans la mesure où elle entraîne des coûts et des impôts générateurs de chômage. Je crois le moment venu pour les représentants des salariés et des employeurs de se réunir pour étudier, et décider, par la voie contractuelle, quelles simplifications du droit du travail peuvent intervenir sans remettre en cause les protections essentielles.

 Que pensez-vous de la mise à l'étude d'une réforme destinée à assurer l'indépendance de la Justice?

- Il y a au moins trois choses qui ne vont pas dans notre système judiciaire. D'abord, le sentiment que la justice n'est pas égale pour tous et que que la politique influence la justice. En deuxième lieu, le fait que les libertés du citoyen ne sont pas suffisamment défendues : je pense notamment au secret de l'instructention préventive est une atteinte

limiter l'usage.

» Le président de la République a

problèmes devraient être mis à France au monde, mais dans le dial'étude. Rien n'est simple : l'indépendance du parquet permettraitelle une politique pénale homogène sur le plan national? Comment assurer le déroulement des carrières, qui est, pour l'indépendance de la iustice, un élément aussi important que de recevoir ou non des instructions? Comment éviter une organisation corporatiste de l'autorité ju-

Les Français sont conservateurs? Je ne sais pas. On ne peut pas, en tout cas, conserver en l'état tous les droits acquis

- Comment concevez-vous votre rôle au sein de la majo-

- J'ai défendu l'idée qu'il fallait abaisser les impôts pour redonner un peu d'air à l'économie. Sur le plan monétaire, j'ai dit que la prospérité de l'Europe dépend aussi du niveau des monnaies européennes par rapport an dollar. Il semble que j'aie été entendu. Maintenant, je propose de discuter de l'assouplissement du droit du travail.

» Je crois que la liberté est une idée neuve. Cette liberté doit agir que d'autres peuples? Je ne sais eu raison de décider que tous ces dans le sens d'une adaptation de la

logue et en essayant de respecter ce qui fait la spécificité de la société française. Nous nous sommes longtemps enorgueillis d'être un modèle pour le reste du monde. Pouvonsnous l'être encore, et comment? Pouvons-nous encore inventer cette conciliation entre la compétition et la protection, entre la liberté et la solidarité? Je suis certain que oui. C'est cela le défi français d'aujourd'hui

- Cela semble aussi correspondre à la volonté de mieux identifier les choix de la majorité par rapport à ceux de l'oppo-

-En effet, les Français out tendance à penser que, quelles que soient les équipes qui se succèdent, c'est toujours un peu la même politique qui est menée. Quel est le résultat? Pour exprimer leur lassitude, leur désarroi, voire leur colère, les Français sont tentés de voter pour les extrêmes. Il faut qu'on sache ce que chacun propose. D'anciens clivages, sur la République, la laïcité, voire sur la nécessité de l'Europe, sont, grace au ciel, un peu dépassés; mais sur des questions comme le rôle de la liberté, le rôle du dynamisme individuel, le rôle de l'Etat, la conciliation dans le couple protection-compétition, de vrais désaccords subsistent. Il ne faut pas

- Au sein même de la majorité, une clarification n'est-elle pas nécessaire?

- Dans toutes les démocraties qui ont un système binaire, les partis au pouvoir sont des coalitions. La ma-

mouvements, le RPR et l'UDF, mais plusieurs traditions s'entrecroisent : la tradition modérée libérale, la tradition gaulliste et la tradition démocrate-chrétienne. Elles sont unies par des convictions fondamentales, mais il y a des divergences d'appréciation sur l'Europe, le régime fiscal, la protection sociale. Cela a toujours été le cas depuis le début de la Vª République. Il revient au chef de l'Etat, président de tous les Français, mais aussi chef de la majorité présidentielle, de faire la synthèse. Sous son autorité, le gouvernement est l'arbitre de la majorité. La meilleure façon de vérifier l'harmonie d'une majorité est de regarder les votes du Parlement.

- Si le gouvernement est l'arbitre de sa majorité, ne devrait-il pas, aussi, en être le reflet le plus fidèle?

- Sans doute, mais ce qui compte, c'est la politique à mener afin de retrouver la croissance, pour faire diminuer le chômage. Cela suppose une confiance plus grande dans l'avenir. Elle ne reviendra que si chacun a le sentiment d'être davantage motivé qu'il ne l'est. J'approuve, vous le savez, la politique menée pour réduire les déficits et construire l'Europe, mais il faut une stimulation supplémentaire venant de la baisse des impôts, de l'assouplissement de la réglementation, entre autres. Je me réjouis que le président de la République ait incité

> Propos recueillis par Patrick Jurreau et Jean-Louis Saux

## Selon l'Insee, le taux de chômage pourrait atteindre 13 % en juin 1997

Les previsions Insee LES MÉNAGES ...

que le gouvernement essaie de combattre le scepticisme ambiant en assurant que la reprise économique est imminente et fera bientot sentir ses effets, notammeni sur l'emploi, l'Insee a publié, mardi 17 décembre, des nouvelles prévisions économiques qui sont loin de venir étayer cette thèse.

Elles laissent, certes, entendre que l'activité pourrait se consolider progressivement, mais le diagnostic est assorti de deux réserves importantes; d'abord ce redémarrage serait plus lent et plus tardif que prévu; ensuite \* l'accélération de la croissance n'exercerait qu'avec retard ses effets sur l'emploi ».

La petite note d'optimisme qu'apporte cette prévisison est donc contrebalancée par une estimation très préoccupante : le chômage atteindrait en juin 1997 le taux de 13 %.

Voici les principaux enchaînements sur lesquels repose cette prévision :

La croissance, Pour 1996, l'insee confirme que la hausse du produit intérieur brut (PIB) devrait avoisiner seulement 1,3 %, après 2,2 % en 1995 et 2,8 % en 1994. Après une forte activité économique au troisième trimestre (+ 0,9 %), la croissance devrait, en effet, être très faible au quatrième (+0,2%). Au total, le bilan de 1996 devrait donc être médiocre.

Pour le premier semestre de 1997, l'institut ne prévoit pas de véritable changement de tendance. « La croissance de l'activité, dit-il, devrait s'effectuer au même rythme que ceiui observé au second semestre de 1996. Le redressement de la demande des entreprises devrait en effet compenser la modération de la consommation des ménages. >

La croissance du PIB resterait donc très beurtée. En progression de seulement 0,2 %, à nouveau, au premier trimestre, elle pour-rait approcher 1,2 % au deuxième. Autrement dit, l'économie francaise atteindrait alors un rythme de croissance de l'ordre de ≈ 2,5 % en glissement annuel à la fin du premier semestre de 1997 ». Mais cela sufficalt-il pour que

prononce évidenment pas. Tout juste souligne-t-il que, dans l'hypothèse où ses prévisions se vérifieraient, l'acquis de croissance serait de 1,7 % à la fin du mois de Autrement dit, cette simulation laisse à penser que le gouverne-

ment a sans doute vu juste en construisant son budget de 1997 sur une estimation de 2,3 % de croissance. Le scénario de l'Insee suggère, au bout du compte, que l'activité serait un peu plus soutenue en 1997 qu'en 1996, sans que l'on puisse réellement parler de franche et nette reprise.

■ La consommation. En 1996, elle a finalement progressé beaucoup plus fortement qu'on ne le pensait: de l'ordre de 2,4% (en moyenne annuelle) après 1,8 % en 1997 soit une année plus faste que 1996? Dans le cadre de cette étude qui ne porte que sur le seul année, la pression fiscale a forte- teur pour la croissance.

de l'évolution de la consommation, beaucoup moins dvnamique que l'investissement. des entreprises, l'Insee ne parle d'ailleurs pas de «reprise» économiq mais de « consolidation : de l'activité.

prochain semestre, l'Insee ne se ment augmenté et le pouvoir d'achat des ménages a, par rico-chet, enregistré sa plus faible pro-

> de mystérieux : si les ménages ont à ce point consommé, c'est qu'ils ont fortement puisé dans leur épargne. Le taux d'épargne des ménages a ainsi fait une chute spectaculaire de 14,5 % à la fin de 1995 à 12,4 % à la fin de 1996.

vrait enregistrer une progression modeste, de l'ordre de 0,5 %. La consommation, elle-même, ne devrait donc augmenter que

gression (+0,3 %) depuis 1984. La tendance n'a pourtant rien

Or, pour le premier semestre de 1997, le miracle ne pourra pas se reproduire. Le taux d'épargne a sans doute atteint son point bas et, par ailleurs, malgré les baisses d'impôt, le pouvoir d'achat de-

sur un rythme faible, proche de 1995 et 1,4 % en 1994. Ce bilan 0,3 % sur le semestre. En clair, elle peut surpendre car, durant cette ne jouera pas un rôle d'accéléra-

 L'investissement. L'Insee laisse entendre que l'investissement des entreprises a reculé de 0,2 % en 1996. Mais, pour le premier semestre de 1997, la prévision est un peu plus encourageante: l'acquis de croissance pourrait atteindre 2,3 % à la fin du mois de juin.

C'est donc notamment sur cette inversion de tendance que l'Insee s'appuie pour déceler une consolidation de la croissance

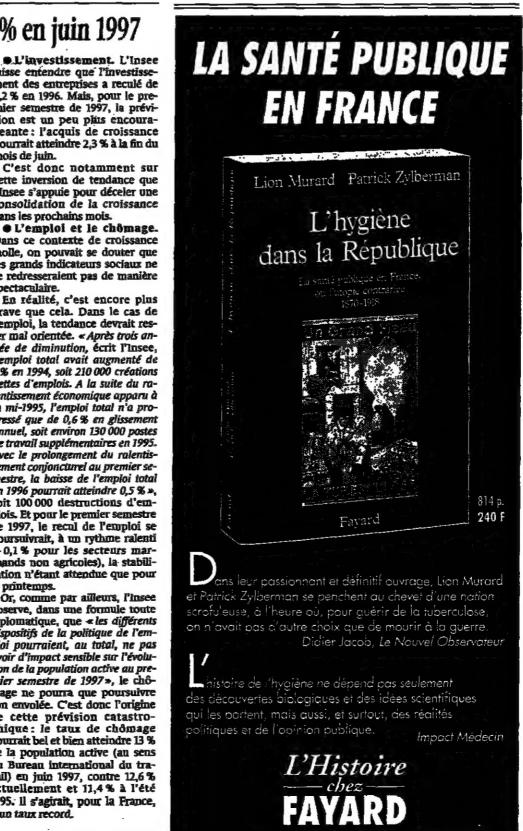
dans les prochains mois. · L'emploi et le chômage. Dans ce contexte de croissance molle, on pouvait se douter que les grands indicateurs sociaux ne se redresseraient pas de manière spectaculaire.

grave que cela. Dans le cas de l'emploi, la tendance devrait rester mal orientée. « Après trois année de diminution, écrit l'Insee, l'emploi total avait augmenté de 1 % en 1994, soit 210 000 créations nettes d'emplois. A la suite du ralentissement économique apparu à la mi-1995, l'emploi total n'a progressé que de 0,6 % en glissement annuel, soit environ 130 000 postes de travail supplémentaires en 1995. Avec le prolongement du raientissement conjoncturel au premier semestre, la baisse de l'emploi total en 1996 pourrait atteindre 0.5 % ». soit 100 000 destructions d'emplois. Et pour le premier semestre de 1997, le recul de l'emploi se poursuivrait, à un rythme ralenti (-0,1 % pour les secteurs marchands non agricoles), la stabilisation n'étant attendue que pour le printemps.

Or, comme par ailleurs, l'insee observe, dans une formule toute diplomatique, que « les différents dispositifs de la politique de l'emploi pourraient, au total, ne pas avoir d'impact sensible sur l'évolution de la population active au premier semestre de 1997», le chômage ne pourra que poursuivre son envolée. C'est donc l'origine de cette prévision catastrophique: le taux de chômage pourrait bel et bien atteindre 13 % de la population active (au sens du Bureau international du travall) en juin 1997, contre 12,6 % actuellement et 11,4 % à l'été 1995. Il s'agirait, pour la France, d'un taux record.

Lourent Mauduit

 $I_{\ell}$ 



man and the second 通りの数 かきの数 「新 ・ W.Y" ねっぽ er in a grand of the state. ≰ the rest of the substitute of adore in the Lindson Dr. man in which

NU BYECS

Acres - Marin Bright

ne salaun bedübtlich

建砂锅 化二二苯二丁二唑二甲基乙

A STATE OF STREET

An artist to the man for the Maria Com de Paris 1 \*\* \*\*\* \*\*\* \*\*\* wage of the part of the 佛 经复型分类 计二型电影线 Marie State Committee ter com on the part of made - Control of F

BRE BURNES A TRANS. (海海·安全等) 11 11 11 11 e de grant in harrie ante fill 🕶 e promo programa 🤻 ELEVER PROPERTY. A Marin Day of the 18th

2. 10 July 1. 14 医乳球性 医二甲甲酰胺

 $(K_{k}) = (k, k^{2})$ 

l'immigration présenté par le ministre

de l'intérieur, Jean-Louis Debré. Le

zeaud, président (RPR) de la commission des lois et rapporteur du projet, tente de modérer les ardeurs de ses collègues. • LE CONSEIL D'ÉTAT a

dispositions concernant les certificats d'hébergement, qui, selon lui, « por-teraient atteinte à la liberté individuelle et à la vie privée ». Indispensable à l'obtention d'un visa de court

séjour, la délivrance de ces documents fait déjà l'objet, dans de nombreuses villes, de pratiques illégales. Des associations appellent déjà à la « désobéissance dvile ». saterat se ré

# Le projet de loi sur l'immigration durcit le contrôle des flux migratoires

Le texte présenté par Jean-Louis Debré, dont l'examen à l'Assemblée nationale commence mardi 17 décembre, ouvre cependant la voie à des régularisations pour les étrangers non expulsables. Ces dispositions sont contestées par une partie de la majorité

PRÉSENTÉ par le ministre de l'intérieur comme un texte « équilibré », le projet de loi sur l'immigration, que l'Assemblée nationale devait commencer à examiner mardi 17 décembre, a subi les foudres du Conseil d'Etat à propos d'une de ses dispositions essentielles touchant les libertés publiques. Tout en donnant un avis globalement favorable au texte, la haute juridiction a refusé, lors de sa délibération du 31 octobre, de donner son aval à l'article premier, qui oblige toute personne accueillant un visiteur étranger astreint à visa à déclarer son départ à la mairie, sous peine de poursuites. Une telle réforme porterait « atteinte à la liberté individuelle et à la vie privée de l'hébergeant », a estimé le Conseil d'Etat dans une « note » restée confidentielle, dont le gouvernement a choisi de ne pas tenir compte (lire ci-dessous). Pas plus qu'il n'avait écouté l'avertissement de la Commission nationale des droits de l'homme soulignant que cette réforme des certificats d'hébergement risquait d'engendrer « des pratiques de délation ».

« SANS PARTI-PRIS IDÉOLOGIQUE » Trois ans après le vote des lois Pasqua, le gouvernement préfère voir dans cette nouvelle modificaquinzième en dix ans - un simple texte destiné à régler « sans partipris idéologique (...) les difficultés rencontrées dans l'application » des textes de 1993. L'hiver dernier, le ministre de l'intérieur avait préparé un avant-projet très répressif, relayé, en avril, par les propositions drastiques de la commission d'enquête parlementaire Sauvaigo-Philibert sur l'immigration

Le tollé suscité par ce document avait conduit le premier ministre à remettre aux calendes grecques les projets sur l'immigration. La pression persistante d'une partie de la majorité ainsi que l'occupation de l'église Saint-Bernard, à Paris, ont cependant amené le gouvernement à reprendre l'initiative. D'où le texte actuel, partagé entre des dispositions libérales de régularisation et des mesures répressives destinées à renforcer le contrôle

des flux migratoires. La décision de soumettre au Parlement un simple « texte d'ajustement » a cependant réveillé les ardeurs des élus, convaincus que leur survie électorale, en 1998, dépendra de la rigueur qu'ils auront affichée sur ce sujet. Ce souci est apparu lors de l'examen du projet par la commission des lois de l'Assemblée nationale. En dépit du rôle modérateur joué par le rapporteur du projet, Pierre Mazeaud (RPR), des amendements visant à accroître la répression et à restreindre le champ des régularisations ont été adoptés. En écho, plusieurs associations humanitaires (Cimade, Gisti, Amnesty international, MRAP, SOS-Racisme) ont dénoncé les risques d'atteinte aux droits de l'homme et l'insuffisance des régularisations. Côté socialiste, l'examen du pro-

jet Debré sera l'occasion d'affûter les arguments en vue de l'élaboration, début 1997, d'un programme sur l'immigration. « Le PS fait preuve d'une certaine timidité en la matière, car il est à la recherche d'une voie médiane entre les tenants d'une extrême générosité et les partisans d'une extrême sévérité », TCconnaît Julien Dray. Le député de l'Essonne, qui dénonce « les ambiguités d'un texte qui reste dans une logique ségrégationniste », veut



que les socialistes ne sont pas des « doux rêveurs ».

Soucieux d'éviter le renouvellement de drames comme celui de Saint-Bernard, le gouvernement a décidé de gommer une partie de la loi Pasqua en accordant des titres de séjour d'un an à certaines catégories de sans-papiers attachés à la France par leur famille ou la durée de leur séjour. Cette mesure n'a

transposer dans la loi l'avis du Conseil d'Etat, demandé par Alain Juppé à la veille de l'évacuation de Saint-Bernard. Seuls mille étrangers par an devraient en bénéficier, selon l'« étude d'impact » annexée au texte (Le Monde du 7 décembre). C'est insuffisant pour faire cesser les drames humains. assure l'opposition, qui s'inquiète aussi du caractère précaire – un an

tés de la majorité. Cette question divise l'UDF : le Parti républicain s'est opposé aux régularisations prévues par le texte tandis que les centristes ont défendu ce voiet du projet du gouvernement. En commission, certains « durs » de la majorité ont réussi à faire adopter un amendement excluant les personnes présentes en France depuis quinze ans de la régularisation prévue par M. Debré. Tranchant avec cette intransigeance, M. Mazeaud s'est opposé en vain à cet amendement : dans son rapport, il affirme qu'une solution « de bon sens » aurait consisté à régulariser « toutes les personnes non expulsables », sauf menace à l'ordre public, alors que le projet gouvernemental personnes ni régularisables ni expulsables, par exemple les parents d'enfants mineurs nés en France mais non français.

DES « DÉRIVES » POSSIBLES Les élus de la majorité réclament un renforcement de l'arsenal répressif prévu par le projet, qui, après intervention du président de la République, n'a pas retenu les remèdes de cheval probablement inconstitutionnels prônés par le premier projet Debré et la commission Sauvaigo-Philibert. Ainsi, le projet de loi n'allonge pas rien d'une opération générale de renouvelable - des papiers accor- la durée - dix jours maximum de profiter du débat pour montrer régularisation : elle se contente de dés. Mais c'est trop, selon les dépu- puis la loi Pasqua - pendant la-

pendant six heures avec l'accord du

conducteur ou, à défaut, avec

l'autorisation du procureur. En

étrangers en situation irrégulière.

● Travail illégal. Sur réquisition.

gendarmes pourront pénétrer sur

les lieux de travail pour contrôler

islation du travail. Înclu à

sur le « travail clandestin », cette

l'opposition, induit un amalgame

entre travail illégal et immigration.

M. Debré, ce qui, seion

l'identité des travailleurs « en vue de

vérifier » certaines dispositions de la

l'origine dans le projet de loi Barrot

mesure a été rattachée au texte de

outre, les policiers pourrout

confisquer le passeport des

d'un procureur, policiers et .

Il rabote cependant les droits des étrangers en autorisant, sous certaines conditions, le maintien en rétention jusqu'à la décision de la cour d'appel. Cette disposition, qui vise à améliorer le taux d'exécution

quelle un étranger en instance

d'éloignement forcé peut être pri-

vé de liberté, durée strictement li-

mitée par le Conseil constitution-

des reconduites à la frontière -28 % au premier semestre de 1996 -, aurait permis, selon le ministère de l'intérieur, de reconduire à la frontière les deux tiers des sanspapiers de Saint-Bernard, alors que senles treize des deux cent vingt décisions ont été suivies d'effet. Dans le même sens, la commission a approuvé un amendement de l'UDF rendant obligatoire la prise d'empreintes digitales de toute personne sollicitant un visa pour la France et de tous les étrangers en situation irrégulière. Cette disposition est destinée à faciliter l'identification des personnes qui font disparaître leur passeport afin d'échapper à l'avion du retour.

En choisissant d'ouvrir la boîte de Pandore de l'immigration, le gouvernement s'expose à une multiplication des amendements répressifs qui sera difficile à contenit. La commission des lois a déjà dû repousser des propositions extrêmes, comme l'expussion des m neurs, la remise en cause des lois sur la nationalité ou l'accès des sans-papiers à l'aide médicale. «J'ai peur de toutes les dérives », confie Jean-Louis Debré. Comment apaiser en effet les demandes radicales qui supposent une modification de la Constitution? Le ministre de l'intérieur a répondu qu'il n'était « pas raisonnable de se priver d'une expérience mesurée », respectant la Constitution, mais il n'écarte pas l'hypothèse d'un échec du projet et, plus générale-ment, « de toute solution à cadre constitutionnel constant ». Comme si la future loi Debré devait avant tout préparer le terrain à un futur bouleversement de la législation sur les étrangers.

Philippe Bernard et Jean-Baptiste de Montvalon

#### Les principales mesures du texte

 Régularisations. Le projet prévoit de délivrer une carte de séjour d'un an à certains étrangers que la loi Pasqua ne permettait ni de régulariser ni d'expulser : parents d'enfants français de moins de seize ans, conjoints d'un ressortissant français mariés depuis plus d'un an, « sans-papiers » présents en France depuis quinze ans, mineurs dont l'un des parents possède une carte de séjour, mineurs entrés en France hors regroupement familial avant l'âge de dix ans qui justifient ne pas pouvoir « poursuivre une vie

familiale effective dans[leur] pays ● Certificats d'hébergement. Ces documents, indispensables à l'obtention d'un visa de court séjour pour la France, seront plus difficiles à obtenir. Le projet donne aux maires une plus grande latitude pour refuser de les signer : la police pourra ainsi vérifier que les « normes » d'hébergement sont respectées. La personne hébergeant l'étranger sera en outre tenue de déclarer son départ à la mairie. S'il ne le fait pas, il pourra être poursuivi pour « aide au séjour

irrégulier ». Reconduites à la frontière. Le projet permet à la police de maintenir un « sans-papiers » en

rétention pendant quarante-huit heures au lieu de vingt-quatre, avant la saisine d'un juge. Il tente aussi de limiter les remises en liberté prononcées par le juge en permettant aux préfets d'obtenir que l'appel coutre une décision de remise en liberté del'étranger soit suspensif. Dans ce cas, l'étranger sera maintenu en rétention jusqu'à ce que la cour d'appei statue sur son sort. Contrôles policiers. Le projet autorise les policiers et gendannes à procéder à une « visite sommaire »

des véhicules autres que les voitures particulières circulant dans une bande de 20 kilomètres en decà. des frontières Schengen. Ils pourront immobiliser le véhicule

## Le Conseil d'Etat conteste les dispositions sur les certificats d'hébergement

« ATTEINTE à la liberté individuelle et à la vie privée de l'hébergeant. » Le verdict se voulait net. Porté en conclusion de l'avis remis le 31 octobre par le Conseil d'Etat sur le projet de loi de Jean-Louis Debré, Il venait sanctionner les nouvelles dispositions prévues dans la procédure de délivrance du certificat d'hébergement. Ces modifications « étendraient considérablement le pouvoir de refuser le visa du certificat d'hébergement déjà conféré au maire, et feraient peser sur l'hébergeant des obligations nouvelles assorties de véritables sanctions », ajoutait la haute juri-

Le gouvernement a décidé de passer outre. Comme la loi le lui permet, il n'a pratiquement rien changé au texte. « Il était impensable de renoncer à cela, confie-ton dans un ministère concerné. Les députés de la majorité auraient explosé. » Atteinte à la liberté individuelle et à la vie privée... A première vue, les changements introduits paraissent minimes. Comme aujourd'hui, le texte rappelle que les étrangers souhaitant rendre visite à leurs proches doivent, pour obtenir un visa de court séjour, disposer de ce fameux

« certificat d'hébergement ». Rempli par l'« hébergeant », ce document comporte l'adresse du domicile d'accueil, l'état civil de l'hébergeant et de l'hébergé, ainsi que l'éventuel lien de parenté qui les unit. Il est ensuite envoyé au visiteur, qui pourra le présenter au consulat de France pour obtenir le commencent les innovations. La loi actuelle prévoit qu'en cas de « doute sérieux » sur la réalité des conditions d'hébergement, le maire puisse faire appel à l'Office des migrations internationales (OMI) afin d'effectuer une visite de contrôle. S'il en ressort que le visiteur ne peut être hébergé dans des « conditions normales », le maire peut refuser d'apposer son visa.

Le projet Debré autorise dorénavant le maire à réclamer, par l'intermédiaire du préfet, une enquête de police ou de gendarmerie. Mais surtout, il hi permet d'exercer un contrôle sur le départ du visiteur. Tout hébergeant « doit informer la mairie de sa commune de résidence du départ de l'étranger accueilli ». Celui qui aura manqué à cette obligation pourra se voir refuser par le maire toute nouvelle visite pendant une durée de deux ans.

Malgré les demandes des députés de la majorité, le gouvernement n'est pas allé au-delà. Il n'a pas permis aux services municipaux d'effectuer eux-mêmes les visites domiciliaires. Il a également renoncé à la création de «fichiers départementaux des hébergeants » explicitement prévue dans l'avant-projet rédigé en février par le ministère de l'intérieur. Regroupant dans une seule et même base de données tous ceux qui auraient un jour accueilli un étranger sous leur toit, les exposant à l'accusation d'« aide au séjour irrégulier ». la mesure avait

soulevé un véritable tollé. Ce renoncement pourrait toutefois se révêler illusoire. Interrogé visa. Mais il doit auparavant avoir par la commission des lois, Jeanété signé par le maire. Là Louis Debré n'a pas caché que

chaque mairie pourra conserver ses propres fiches. « Le fichier des hébergeants est abandonné, l'archivage ne pouvant pas être assimilé à la constitution d'un fichier », a-t-il ainsi déclaré. Fichiers, archives : la subtile distinction ne semble pas avoir convaincu le Consell d'Etat.

- DÉSOBÉISSANCE CIVILE »

Par ailleurs, rien de ce que la loi actuelle contient d'injustices n'est supprimé par le texte. Les « conditions normales » de logement permettant d'accueillir un invité resteront flones. Une simple « note interne » de l'OMI, qualifiée d'« insatisfaisante » par ses propres responsables, fixe le régime en vigueur, à savoir un barème (taille/nombre d'habitants) aligné sur les conditions de regroupement familial. Autre injustice: la discrimination par l'argent. Déjà, les pays riches voient leurs ressortissants dispensés de visa. Mais parmi les pays pauvres, les personnes les plus aisées n'out pas non plus besoin de certificat d'hébergement. Pour peu qu'ils disposent d'une certaine somme d'argent, une simple réservation d'hôtel suffira à obtenir le précieux

En offrant au maire un nouveau pouvoir de contrôle, le gouvernement donne raison, a posteriori, à tout ceux qui violaient allègrement la loi. L' « atteinte à la liberté individuelle et à la vie privée », c'est au présent que Jean-Paul Nunez, un des responsables de la Cimade, la décline. Au terme d'un an d'enquête, l'association dispose d'un tableau édifiant des pratiques mud'hébergement. Avec les boutefeu, comme les RPR Jean Marsaudon à Savigny-sur-Orge (Essonne) ou Serge Lepeltier à Bourges (Cher), qui ne signent plus aucun certificat d'hébergement aux étrangers afin de « ne pas être complice de l'immigration clandes-

tine ». Mais aussi tous les autres. Sur les 900 communes étudiées, plus de 50 % seraient, selon la Cimade, hors-la-loi. Fiches de paie, carte de Sécurité sociale, relevés bancaires ou certificat d'imposition... On ne compte plus les pièces Mégalement réciamées par les mairies. D'autres communes - comme Berre (Bouches-du-Rhône) ou Marmande (Lot-et-Garonne) - envoient leur police municipale effectuer des enquêtes. Sans compter celles qui, à l'image de Colmar (Haut-Rhin), indiquent délivrer des certificats « pour les parents mais pas pour les arais ». Ces infractions sont le fait de maires de toutes les sensibilités politiques. A Décines (Rhône), le maire PS réclame ainsi depuis deux ans à l'hébergeant une déclaration du départ de son visiteur. « A défaut, je serai conduit à prendre les mesures qui s'imposent », précise-t-il.

Face à ces pratiques, la Cimade entend mener « une guérilla juridique », en poursuivant les maires mais aussi les préfets qui auront « laissé faire ». Dans un communiqué, cinq organisations - parmi lesquelles le Gisti et le MRAP - ont appelé, mardi 17 décembre, à « une campagne de désobéissance civile ».

Nathaniel Herzberg

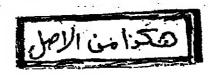
## Pierre Mazeaud, garde-fou d'un débat à hauts risques

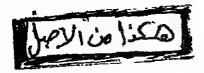
ÉTRE le rapporteur d'un projet de loi sur l'immigration à l'Assemblée nationale n'est pas une mince affaire. Lors de l'examen des lois Pasqua, en 1993, Jean-Pierre Philibert (UDF-PR, Loire) était parvenu tant bien que mai à tempérer les ardeurs d'une partie de ses collègues. Cette fois, M. Philibert a cédé sa place à Pierre Mazeaud. Soumis à de fortes pressions de ses amis du Parti républicain, M. Philibert se contente aujourd'hui de jouer le rôle de « modérateur » au sein de ses propres troupes. Ce qui, au vu de certains amendements que le député de la Loire a accepté de parapher, n'est pas gagné d'avance.

A quinze mois des législatives, le gouvernement avait besoin de 'appuyer sur un homme à l'autorité incontestée pour tenter, une nouvelle fois, d'éviter toute dérive autre que verbale sur le terrain de l'immigration. Très proche, jusqu'à sa mort, de Michel Debré, père de l'actuel ministre de l'intérieur, M. Mazeaud a accepté de relever ce défi, en dépit des réserves qu'il avait exprimées, lors de la publication des conclusions du rapport Philibert-Sauvaigo sur l'immigration clandestine, sur l'opportunité de réformer les lois Pasqua. Une fois n'est pas coutume : ce n'est pas le gouvernement, mais une partie de la majorité, qui devrait faire les frais des fameux « coups de gueule » de cette figure emblé-

matique du Palais-Bourbon. Dans cette affaire pour le moins délicate, le juriste Mazeaud a fixé une ligne à ne pas franchir : la jurisprudence du Conseil constitutionnel, malmenée par les propositions de certains de ses collègues. Législateur dans l'âme, le président de la commission des lois semble parfois défendre cet argument à son corps défendant. «L'autorité qui s'attache aux décisions du Conseil constitutionnel n'a jamais interdit de les commenter, note-t-il dans son rapport. Or, c'est bien un corset, pour ne pas dire un carcan, que le juge constitutionnel impose au législateur en matière de

rétention administrative. » L'examen du texte en commission des lois, le 5 décembre, a donné l'occasion à M. Mazeaud d'affûter ses armes contre les plus radicaux de la majorité. Sous l'œil quelque peu admiratif de Julien Dray (PS, Essonne), il est notamment parvenu à faire tomber une batterie d'amendements répressifs. Pace à d'autres propositions radicales, il n'est toutefois pas parvenu à obtenir gain de cause. Ain-si, a-t-il plaidé en vain contre un amendement excluant du bénéfice de la régularisation les étrangers présents en France depuis plus de . quinze ans. Quelques heures avant le début de l'examen du texte en séance publique, mardi, la commission des lois devait examiner les amendements déposés en demière minute. Ultime répétition avant un débat à hants risques.





## Le rectorat se réserve le droit de sanctionner trois enseignantes du lycée Racine

Ces professeurs refusent de faire cours à une élève de terminale portant le foulard islamique

Le directeur de l'académie de Paris, Jacques vant Loubna Boutekouk, leur rappelant leur Crémadeils, a mis en garde les trois professeurs obligation de service. Cette dernière suit désortant n'a pas écarté l'hypothèse de sanctions à la fin du deuxième trimestre.

trouvé au lycée Racine (Paris, 8º) pour régler la situation des trois enseignantes qui refusent de faire cours devant une élève portant le toulard islamique (Le Monde du 3 décembre), le rectorat de Paris souhaite attendre la fin du deuxième trimestre pour décider d'éventuelles sanctions à l'en-

the second de ces doc

contre des professeurs. Depuis quinze jours, Loubna Boutekouk, élève en terminale L, suit à présent avec le Centre national d'enseignement à distance (CNED) les cours de mathématiques, de français et de philosophie, que ses professeurs refusent de lui dispenser. Elle continue d'une assiduité sans reproches à

autres enseignements.

Lors d'une entrevue au rectorat, Jacques Crémadeils, le directeur de l'académie de Paris, « constatant les manquements » des professeurs à leur obligation de service, leur a deuxième trimestre, dans les ap-« officiellement et fermement rappelé leurs devoirs ». Durant deux semaines, contrairement à ce qu'impose la loi, ces trois enseignantes ont en effet refusé de faire cours devant Loubna Boutekouk. Pourtant, de l'aveu même des trois enseignantes, la jeune fille ne faisait preuve d'aucun prosélytisme, avait une attitude parfaitement correcte en classe et faisait preuve

cée Racine, où elle assiste aux satisfaisante » la solution adoptée avec le CNED, M. Crémadeils nous a indiqué qu'il veillera à ce que cette « scolarité à distance » soit bien intégrée dans les délibérations des conseils de classe du préciations prises en compte pour le baccalauréat et dans les bulletins scolaires de la jeune fille. Dans le cas contraire, il se réserve le droit de prendre des sanctions à l'encontre des enseignantes.

SOLUTION DE COMPROMIS Pour l'heure, selon l'académie de Paris, seuls les professeurs de français et de philosophie du lycée Racine out accepté de suivre la néarmoins d'être scolarisée au ly- leurs cours. Jugeant « à peu près » scolarité de Loubna en se faisant

Pour sa part, le professeur de mathématiques, Marie-Pierre Lombardo, refuse d'en tenir compte, Cette enseignante avait déclenché Paffaire en déclarant : « Je ne peux pas faire cours en présence d'une jeune fille portant un emblème religieux. C'est une atteinte à ma dignité de professeur laïque. »

Le CNED ne peut être qu'une solution de compromis, librement consentie par la jeune fille: tous les élèves régulièrement inscrits dans un établissement, s'ils ne commettent pas de manquements à leurs obligations, ont en effet droit à tous les enseignements qui y sont dispensés. Pour exclure définitivement un élève d'un cours, il faut qu'il y ait eu an préalable une décision du conseil de discipline de l'établissement. Ce refus d'enselgner à une élève qui n'a commis aucune faute au regard de l'Etat de droit, clairement signifié aux professeurs par le rectorat, avait déjà fait l'objet d'une discussion au lycée Racine, lors d'une mission de médiation effectuée à la demande du proviseur, avec l'accord de l'académie de Paris. Le 20 novembre, un « M. Bons Offices », l'inspecteur général Bernard Toulemonde, s'était rendu au lycée pour essayer de persuader les professeurs de renoncer à leur action et leur faire valoir qu'ils contreve-

Un secrétaire académique et un secrétaire national du syndicat Porce ouvrière (FO) avaient exisé d'assister à l'entretien avec le professeur de mathématiques, ellemême déléguée nationale de FO. et les professeurs de philosophie et de lettres. « Notre objectif majeur est de préserver la paix scolaire et de s'assurer que Loubna puisse réussir sa scolarité, son bac et accéder à l'université », assure-t-on au rectorat, où l'on ne cache toutefois pas l'embarras créé par cette situa-

naient au droit.

## Le lycée d'Albertville choisit la fermeté

CHAMBERY

de notre correspondant Il n'y a plus d'élèves voilées au lycée Jean-Moulin d'Albertville (Savoie). Vendredi 13 décembre, le conseil de discipline de cet établissement de mille deux cents élèves, qui compte une centaine d'enseignants, a en effet décidé l'exclusion d'Hind Kourrad, dix-neuf ans, la dernière des quatre jeunes filles réintégrées après un jugement du tribunal administratif de Grenoble, le 3 octobre demier (Le Monde des 8 et 30 novembre). Deux autres élèves avaient déjà été exclues, le 28 novembre. S'étant engagée à retirer son foulard dans l'enceinte du lycée, la sœur de Hind, Nabila Kourrad, dix-huit ans, avait alors échappé à la sanction. Mais la jeune fille, inscrite en terminale et plutôt bonne élève, n'est pas revenue au lycée depuis. Mercredi 4 décembre, les délégués des élèves ont lu devant leurs camarades une lettre qu'elle avait transmise. Nabila reconnaissait avoir pris l'engagement d'enlever le volle qu'elle portait depuis sept ans, mais avouait qu'elle ne parvenait pas à passer à l'acte. Elle laissait entendre qu'elle ne reviendrait pas dans l'établissement et remerciait les élèves de l'avoir acceptée comme elle était, « Cette lecture s'est déroulée dans un très grand stience. J'ai eu du mai à reprendre mon cours après », témoigne Chantal Mazens, l'enseignante de mathématiques qui l'avait autorisée.

Dispensée de gymnastique pour raison médicale, sa sorur Hind a été excine au seul motif qu'elle aurait perturbé le fonctionnement de l'établissement à cause d'une médiatisation excessive. « Ce sont des en-

seignants qui ont médiatisé cette affaire du foulard, pas les élèves. C'est un peu gros de reprocher cela », commente Lucien Carrel, responsable du SNES. Hostiles au port du voile mais militant en faveur d'« une loicité ouverte », la plupart des adhérents du SNES, comme ceux du SGEN-CFDT, étaient en effet favorables à un compromis, considérant que « la vocation de l'école n'est pas d'exclure a priori mais de former et d'éduquer ». Depuis deux mois, ils se heurtaient à la majorité de leurs collègues, partisans de sanctions exemplaires pour des raisons de principe, mais également à l'administration du lycée, encouragée par le ministère de l'éducation nationale à faire preuve de fermeté.

MEPUS D'UNII » LAÏCITE À «TÉCHNÉTIME VANIANLE» « Nous ne voulons pas d'une laïcité à géométrie va-

riable, plurielle, tolérante à toutes les agressions contre les valeurs fondatrices de la République, notamment celles du refus affiché de l'égalité des sexes et de la promotion des communautarismes », proclament ainsi Gilbert Maistre et Pascal Bouvier, agrégés respectivement d'histoire et de philosophie, dans un texte largement distribué. Membres de PO, mais surtout animateurs d'une liste autonome qui obtient depuis trois ans entre 40 % et 50 % des sièges au conseil d'admimistration du lycée, les deux enseignants étaient à l'origine de la manifestation silencieuse organisée, le 6 novembre, devant la sous-préfecture d'Albertville pour revendiquer un référendum sur la laicité.

## Selon l'Insee, 5 % des Français disent avoir été victimes de violences

CONTRAIREMENT aux statistiques officielles, qui comptabilisent les crimes et délits au sens strict, l'insee s'est attaché à recenser tous les actes « vécus comme des agressions », y compris les cas de violences verbales. Dans une étude menée en 1994 et 1995 auprès d'un échantillon de ménages habitant en France métropolitaine et rendue publique mardi 17 décembre, 5 % des Français de 25 ans et plus affirment avoir été victimes d'une agression ou de violences. Les actes de violence ordinaire, y compris entre membres d'une même famille ou d'un même ménage, ont été comptabilisés et étudiés. « La violence est davantage présente là où on l'attend peut-être moins, dans des endroits a priori plus familiers et protégés », indique Emmanuelle Crenner, auteur de

Contre toute attente, 13 % des personnes agressées l'ont été sur de l'agression dans un lieu sinistre,

dans leur logement - l'agresseur 10. Un tiers seulement des personnes atteintes dans leur intégrité physique ont le réflexe de porter plainte. Cette proportion décroft encore lorsque l'agresseur est connu. La plupart des victimes « n'en voient pas l'utilité », bien qu'elles jugent ces actes plutôt graves. L'insee précise que les personnes aux revenus les plus modestes sont les plus exposées aux violences entre familiers: elles comaissent donc plus souvent leur agresseur. A l'opposé, les agressions dont sont victimes les plus favorisés ne sont pas physiques, mais dirigées vers leurs biens (vois de voiture, vols à la roulotte, cambrio-

Ce travail fait tomber, au passage, quelques idées reçues. Celle

leur lieu de travaîi - l'auteur est par exemple : seules 4 % des at-comm dans 57 % des cas - et 10 % taques physiques out lieu dans des parkings. Par ailleurs, les victimes est alors identifié près de 9 fois sur ne sont pas principalement des femmes ou des personnes âgées, mais plutôt des hommes ieunes. L'Insee estime que la fréquence des sorties chez les jeunes gens n'est pas forcément en cause, mais peutêtre, et ceci reste une hypothèse, « le type des sorties et la nature des endroits fréquentés ».

> LE « SOUVENIR » DE L'ACRESSION Les cités, les grands ensembles, sont plus sévèrement touchés que les zones d'habitat individuel. « Les habitats collectifs étant concentrés dans les grandes villes, poursuit M= Crenner, c'est là que les agressions sont les plus fréquentes: 3 % des personnes habitant dans les zones rurales ont déclaré avoir été agressées, contre 5 % de celles habitant en agglomération, et 12 % des

rogées assurent avoir peur de sortir seules le soir, surtout lorsqu'elles habitent dans des agglomérations importantes et dans des ensembles d'immeubles. Mais la peur s'éprouve aussi à domicile : en ville comme à la campagne et « plus foiblement dans Paris intra-muros », sans doute parce que la concentration de témoins potentiels constitue un facteur de dissuasion dont sont conscients les habitants (Le Monde du 31 janvier). Logiquement, le semiment d'insécurité croft avec « l'exposition objective à la violence ». La peur augmente avec l'expérience de l'agression, chez la victime comme chez le simple-témoin. Elle semble en outre davantage toucher les plus démunis et les moins diplômés, alors que rien ne les désigne plus que les autres à subir la violence.

Aude Dassonville

## Les contre-indications au vaccin contre l'hépatite B ne seront pas élargies

LA DIRECTION GÉNÉRALE de fiques nouveaux quant à un lien de la santé et l'Agence du médicament viennent, pour la première fois, de prendre clairement position dans la polémique sur l'imo-cuité de la vaccination contre l'hépatite virale de type B. Depuis plusieurs mois, cette vaccination, qui connaît un très large engouement dans la population française, était tenue pour responsable de quelques rares incidents ou accidents de nature neurologique. On suspectait notamment ce vaccin de pouvoir provoquer des poussées de sciérose en plaques chez des personnes atteintes de cette maladie neurologique (Le Monde du

Au terme d'une analyse effectuée par les meilleurs experts franmis d'apporter d'éléments scienti-

causalité entre la vaccination contre l'hépatite B et la sclérose en plaques. « 106 atteintes démyélinisantes centrales (dont 69 poussées de scléroses en plaques, 27 marifes-tations ophtalmologiques et 10 myé-lites) ont été notifiées pour environ 17,5 millions de patients vaccinés contre l'hépatite B entre janvier 1989 et décembre 1996. Les fréplaques chez les vaccinés, compte tenu du sexe et de l'âge, ne sont pas supérieures à celles attendues dans la population générale », font valoir

les autorités sanitaires françaises. L'Agence du médicament a donc l'avis de la commission nationale seront pas élargies. Réuni le 13 déde pharmaco-vigilance, de mainte- cembre, le comité technique des cais, il apparaît que l'examen des nir le texte actuellement en vi-vaccinations a rappelé que le vaceffets neurologiques n'a pas per- gueur d'autorisation de mise sur le cin contre l'hépatite B concerne

1995, an chapitre des précautions d'emploi, que « toute stimulation immunitaire comporte le risque d'induire une poussée chez les patients atteints d'une sclérose en plaques. En conséquence, chez les malades atteints de sclérose en plaques et dont les examens sérologiques spécifiques montrent une ab-sence d'immunisation contre le virus quences observées de sciéroses en de l'hépatite B, le bénéfice de la vaccination doit être évalué en fonction des risques d'exposition au virus et du risque couru ».

En d'autres termes, les contrepris la décision, conformément à indications de cette vaccination ne

tite B. Ce texte précise, depuis adolescents ainsi que les professionnels de santé et les personnes appartenant à des groupes à risques (nouveau-nés de mère porteuse d'un stigmate de cette infec-tion, insuffisants rénaux, hémophiles, polytransfusés, membres de l'entourage familial ou partenaires sexuels de personnes infectées, vovageurs en zone d'endé-

> « Dans l'état actuel des connais sances, la vaccination contre l'hépatite B garde un intérêt majeur et justifie le maintien des programmes actuels de vaccination », fait valoir le ministère des affaires sociales, qui n'exclut toutefois pas, à l'avenir, d'agir contre certains excès dans les incitations publicitaires à la vaccination contre cette maladie

> > Jean-Yves Nau

## Extension de la prise en charge du dépistage de la trisomie 21

DÈS JANVIER 1997, le dépistage de la trisomie 21 sera remboursé à toutes les femmes présentant un risque, sans limite d'âge, a indiqué, hundi 16 décembre, le secrétaire d'Etat à la santé, Hervé Gaymard. Actuellement, le dépistage de cette malformation chromosomique est uniquement pris en charge chez les femmes âgées de plus de trentehuit ans (Le Monde du 13 décembre 1996). M. Gaymard s'est en outre engagé à offrir « un cadre d'insertion aux enfants trisomiques et, plus généralement, à tous les enfants et adultes porteurs de handicaps ». Les responsables de la santé ont retenu les recommandations formulées dans le rapport du professeur Jean-François Mattei, qui avait été rendu public le 11 décembre. L'amniocentèse, ce prélèvement destiné à déterminer le caryotype fœtal (la carte génétique du fœtus), costte de 2 500 à 3 000 francs. La prise en charge de cet examen sans limite d'âge, qui sera expérimentée pour une durée probatoire de deux ans, devrait entraîner un surcoût de 50 millions de francs par an. Selon les experts, il naît environ mille enfants trisomiques par an en France, dont les trois quarts chez des femmes de moins de trente-huit ans.

#### Nouvelle mise en examen pour Michel Mouillot

LE MAIRE (UDF-PR) de Cannes, Michel Mouillot, a été mis en examen, lundi 16 décembre, pour « corruption passive » dans l'affaire du Casino Riviera, situé dans les sous-sol de l'hôtel Noga Hilton de Cannes (Le Monde du 4 décembre). Le juge d'instruction Jean-Pierre Murciano, chargé de l'enquête sur les faits de corruption mis au jour dans le monde des casinos cannois, a interrogé M. Mouillot pendant deux heures au palais de justice de Grasse.

Il s'agit de la seconde mise en examen pour corruption passive du maire de Cannes, détenu à Draguignan (Var) depuis le 19 juillet. La première concernait un autre établissement de jeux, le Cariton Casino Club. Dans les deux cas, l'enquête porte sur des versements de potsde-vin en échange d'une autorisation municipale d'exploitation de machines à sous. Le juge Murciano devrait convoquer aux fins de mise en examen l'homme d'affaires suisse Nessim Gaon, président du groupe qui contrôle la chaîne d'hôtels Noga Hilton.

■ JUSTICE : le promoteur Dominique Bouillon et Sophie Deniau, ancien PDG de la société d'aménagement de la station de sports d'hiver Isola 2000 et belle-fille du garde des sceaux, Jacques Toubon, se sont présentés, mardi matin 17 décembre, dans les locaux de la brigade financière de Paris. Ils ont été placés en garde à vue à la demande du juge Eva Joly, qui enquête sur la déconfiture de la station, entre 1991 et 1995, qui a creusé un passif de 545 millions de francs (Le Monde du 13 décembre).

■ INCENDIE : une personne âgée est décédée et quatre autres ont été grièvement blessées dans l'incendie qui s'est déclaré dans une maison de retraite, à Nice, dans la nuit du 17 au 18 décembre. Le sinistre, dont les causes sont encore indéterminées, s'est déclaré peu après minuit dans l'une des chambres de l'établissement, qui abrite environ soixante-dix personnes sur les hauteurs de Nice.

■ CHERCHEURS : la séance publique hebdomadaire de l'Acadé mie des sciences a été interrompue, lundi 16 décembre, par la Confédération des étudiants-chercheurs, qui souhaitait dénoncer le manque de débouchés des thésards. La Confédération réclame notamment l'instauration d'un statut d'étudiant-chercheur ainsi qu'un taux de renouvellement des emplois de chercheurs tenant compte des nombreux départs à la retraite attendus dans les prochaines années. ■ ÉDUCATION : le collectif des non-titulaires de l'éducation nationale sans emploi sera reçu au ministère, rue de Grenelle, a affirmé, lundi 16 décembre, Prançois Bayrou. Cette déciaration est intervenue le jour où Annick Vesperini, maître-auxiliaire de quarante-cinq ans, a été hospitalisée à Toulouse après quatorze jours de grève de la

■ VILLE: Joël Thoraval, préfet de la région lle-de-France, préfet de Paris, et Michel Girand, président du consell régional, ont signé, hundi 16 décembre, le protocole d'accord État-région sur la mise en œuvre du pacte de relance pour la Ville. En lie-de-France, 160 zones urbaines sensibles, 60 zones de redynamisation urbaine et 9 zones franches sont concernées.

#### Contre le projet de loi Debré

La lettre suivante, adressée au Président de la République, a été rédigée après l'annonce de ce qui était à l'époque le projet de loi Toubon et l'avantprojet Debré. Elle a recueilli plus de 700 signatures émanant à quelques exceptions près d'universitaires et de chercheurs. Parmi elles, celles d'environ 200 professeurs des universités et directeurs de recherche, cinq membres de l'Institut, deux professeurs au Collège de France, de nombreux directeurs de laboratoires.

Après les événements de cet été, elle est plus que jamais d'actualité.

Inquiet et indigné devant l'annonce de mesures aggravant la répression contre les étrangers et ceux qui les aident, je déclare avoir hébergé des étrangers sans leur demander s'ils étaient en situation régulière ou non et affirme mon intention de continuer à le faire. Ce sont nos propres libertés de citoyens français que je défends ainsi.

Contact: M. Zerner, Association Droit d'Asile Urgence Absolue, 78 rue du Faubourg Saint Denis, 75010 Paris.

Du « Monde » au « Monde diplomatique », un journaliste exigeant et passionné

Decornov est décédé, lundi 16 décembre, à l'âge de cinquante-neuf ans. Jacques Decornov était un homme singulier, à nul autre pareil. Un « sacré caractère » selon les uns, un « écorché vif » seion les autres; un être entier, en tout cas, qui ne transigeait pas avec ses convictions et les valeurs auxquelles il était profondément attaché. Parmi celles-ci, le refus quasi janséniste de l'ostentation, le goût de la réserve, de la discrétion. Jusque dans la mort, sereine, entouré des siens. Depuis six mois, il affrontait ce qu'on appelle « une longue et douloureuse maladie » avec un courage qui a impressionné son entourage, à commencer par ses médecins. Méprisant sa propre souffrance, lacques a poursuivi, maigré la violence des traitements et des soins, ses projets de travall et ses échanges intellectuels, en particulier avec ses amis de la rédaction du Monde diplomatique. Refusant d'accepter que les contingences du corps dictent leur loi à sa souveraine liberté de l'esprit. Il débordait d'affection et de tendresse pour les siens. Doté d'un sens de l'humour vitriolesque, immensément cultivé, il s'intéressait à tout, collectionnait les livres, affectionnalt les voyages, aimait passionnément la peinture, adorait la musique.

N'était-ce l'exemple de Georges Bernanos, un de ses auteurs de référence, rien ne destinait au départ Jacques Decornoy, diplômé de l'institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole normale d'administration, au journa-

NOTRE CONFRÈRE Jacques lisme. Il entre au Monde, pourtant, dès sa sortie de l'ENA, en 1964, à l'age de vingt-sept ans, fasciné par le modèle d'information qu'y défend cet autre catholique intransigeant, Hubert Beuve-Méry. Sa courte expérience de vie, ses études à Pittsburg (Etats-Unis) et, surtout, son séjour en Algérie pendant l'atroce guerre d'indépen-dance lui font mesurer l'importance d'une information libre de toute dépendance à l'égard des pouvoirs politiques et des pulssances de l'argent.

MODÈLE DE PROFESSIONNALISME

Rédacteur au service étranger, Il sera chargé de l'Asie du Sud-Est, région alors la plus agitée de la planète, qu'il parcourt en tous sens et dont Il devient vite l'un des mellleurs connaisseurs mondiaux. Toute la région est alors pleine de soulèvements, de coups d'Etat, de massacres, et, depuis vingt-sept ans, la guerre fait rage au Vietnam. Un conflit à la fois anticolonialiste et anti-impérialiste, un affrontement non seulement militaire, mais aussi une dialectique polémique, où se joue intellectuellement le destin d'une génération. jacques Decomoy, envoyé spécial du Monde, sera i'un des rares journalistes à enquêter aussi bien au Vietnam du Nord qu'au Vietnam du Sud. Ses reportages, écrits avec passion et vivacité, mélent avec intelligence la vision du terrain à la vision d'état-major; ils apparaissent comme des modèles de professionnalisme, et imposent leur auteur comme l'un des meilleurs journalistes de son temps.

Aussi, c'est naturellement que, en 1972, Jacques devient chef de la rubrique Asie, avant d'être nommé, en janvier 1977, chef du service étranger du Monde, fonction prestigieuse. C'est d'ailleurs tout aussi naturellement que lacques Decornoy se porte, fin 1979, candidat à la succession de Jacques Fauvet à la direction du Monde, lors d'une période (1980-1982) difficile du quotidien. Bien que nommé membre de l'équipe de direction de la rédaction, Jacques se sent mal dans la nouvelle atmosphère qui règne au journal. Il démis-

sionne en 1983, Commence alors une période qu'il va vivre, comme toujours, intensément. Dans la foulée de la réorganisation de TF1, alors chaine publique, Jacques Decornoy devient d'abord rédacteur en chef chargé du service monde. Puis, en 1984, il est nommé coordinateur des magazines d'information auprès de son grand ami, et comme lui ancien du Vietnam, Roger Pic. Jacques apporte à la télévision son exceptionnelle rigueur professionnelle, son exigence journalistique implacable, et redonne au reportage ses lettres de nobiesse. En peu de temps, le magazine bimensuei « infovision » devient une référence ; ses enquêtes, dosslers et reportages sont partout

Toutefois, il sent à la télévision le poids des pressions, politiques et commerciales, que son caractère entier, son ascétique conception de l'information nationale ne supportent pas. Il choisit la liberté et rejoint, dès novembre 1987, la pe-

tite équipe du Monde diplomatique, mensuel qui connaît alors une forte expansion.

CARNET

Jacques Decornoy y retrouve une atmosphère intellectuelle complice, un ton pugnace, une sensibilité sociale, bref, une famille d'esprit au sein de laquelle ses qualités professionnelles et humaines vont donner toute leur mesure, Son enthousiasme, son honnêteté, il les met au service de combats qu'il juge, en cette fin de siècle, prioritaires: une économie de la frugalité, les dangers de la techposcience, la défense de l'environnement, la protection des enfants et une inlassable dénonciation de toutes les intolérances.

Ignacio Ramonet

La mort est toujours inacceptable. Celld'un ami l'est plus encore, jacques lucamanit le Journalisme de conviction. Que sa fem Denise, qui partage cette exigence profes siouvelle, et qui est ai précionse au service da Monde et de ses personnels, et ses filles, Myriam et Noémie, reçoivent lei l'expressio de notre plus grande tristesse. - J.-M. C.)

■ JEAN-PAUL ELKANN, ancien président du consistoire central israélite de France, est décédé, samedi 23 novembre, des suites d'une longue maladie, à l'âge de soixante-quatorze ans. Né à Paris le 28 décembre 1921, Il avait fait l'essentiel de sa carrière professionnelle, en France et aux Etats-Unis, dans l'industrie et dans la banque, creant, en 1987, son propre établissement, la Compagnie financière Jean-Paul Elkann,

Giuseppe Dossetti

Symbole de la Démocratie chrétienne italienne

GIUSEPPE DOSSETTI, l'un des ni la sécurité . Mais, très vite, Glupères de la Constitution italienne et une des figures les plus marquantes du catholicisme engagé, est décédé, dimanche 15 décembre, à l'âge de quatre-vingttrois ans. Tous les dirigeants politiques italiens ont salué celui qui fut vice-secrétaire général de la Démocratie chrétienne, mais, pardessus tout, la conscience religieuse et morale de toute la classe politique de l'après-guerre avant d'entrer dans les ordres, en 1959, et de jouer un rôle actif lors du concile Vatican IL

L'« onorevole di Dio », c'est ainsi que l'on a appelé cet bomme politique, ancien, député qui, toute sa vie, a associé son combat pour la démocratie à une lutte en faveur

d'un catholicisme humaniste. Né à Gênes, en février 1913, ce disciple de Jacques Maritain joua un rôle important dans la commission des soixante-quinze qui mit sur pied la Constitution de 1947. Au moment de la guerre froide, il fut un opposant du pacte atlantique qui, à ses yeux, ne garantissait « ni la jutisce rachetée depuis par la Société financière de participations. Président du consistoire israélite de

Paris de 1967 à 1982, Jean-Paul El-

kann avait été, de 1982 à 1992, un

président, actif et discret, du

consistoire central israélite de

France. Il avait été très affecté par

sa défaite aux élections consisto-

riales de 1992, où il avait été battu

par Jean-Pierre Bansard. Il était

également vice-président de la

fonde, celle d'un religieux. Dès 1953, il fonde à Bologne, sa région d'origine, un centre de documentation pour les études religieuses. L'année suivante, il crée une communauté monastique, La Piccola Famiglia dell'Ampunziata et, en janvier 1959, il prononce ses vœux. Ayant beaucoup voyagé, notamment au Moyen-Orient, où il implanta sa communauté, il

seppe Dossetti, souvent qualifié de

« moine politicien », s'est réorien-

té vers ce qui était sa vocation pro-

rompit son long silence après les élections de mars 1994 pour mettre en garde la classe politique contre les déviations constitutionneiles et, un peu plus tard, pour accuser le catholicisme italien d'avoir « gravement failli au cours des deux dernières décennies ».

Sorte de sentinelle placée au carrefour de la politique et de la religion, il aurait, selon ses amis, fait un merveilleux pape. Un pape critique, mais relativement conformiste, qui « cherchait Dieu au sein de l'Eglise ». Avec cet ermite qui « a su lire l'Histoire à partir de l'Evanglie », selon les paroles du cardinal de Milan, Carlo Maria Martini, l'Italie perd un homme qui faisait non seulement une quasi-unanimité mais représentait le symbole de la Démocratie chrétienne aujourd'hui disparue. Giuseppe Dossetti restalt un point de 💆 référence que l'actuel président du conseil, Romano Prodi, croyant et humaniste, a toujours considéré comme un exemple.

Michel Bôle-Richard

### AU CARNET DU « MONDE »

Camille de SINGLY Adrian SCHUBERT

Nous sommes heureux de vous en faire

Chantal et François de Shagly. 42, rue de Sèvres. 75007 Paris. Marina et Lenhart Schubert

5 Boniface Drive, Rochester, NY 14620 (USA).

Décès

- Au nom de sa famille et de ses amis M= Claire Schwartz. See outants et petits-outants. ont le grand chagrin de faire part de la

M= Michel ANSKY,

née fise-Hélène KRALITER. survenue le 14 décembre 1996, à Buenos

44. uvenue des Piliers,

- M= Clara Balassiano,

Les familles Balussiano. Chamia Soumenkoff.

ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur époux, neveu, cousin et beau-frère,

Raphaēl BALASSIANO,

survenu le samedi 14 décembre 1996.

On se réunira au cimetière parisien de Bagneux, entrée principale, mardi 17 décembre, à 15 h 15.

- Frédéric et Martine Gèze. leurs enfants. Isabelic Gèze, Nowzar Tayyeb et leur fils Raymond et Najla Gèze,

Les familles Gèze, Durand-Delga, Schaifner et familles alliées ont la douleur de faire part du décès de

Bernard GÈZE. membre de l'Académie d'agricultum professeur honoraire de géologie à l'Institut national agronomique, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 8 décembre 1996, dans

Les obseques ont eu lieu dans l'intimité, à Terssae (Tarn), le 12 décembre.

11, rue Vauquelin.

Mª Pierro-Nicolas Bertholle.

Michelle Remi-Bertholle, Luc et Mireille Bertholle, Nicolas et Annick Bertholle.

Sea cinq petits-enfants, Michalet Aimés Bertholle son frère et sa belle-sœur,

M™ Plems-Charles Bertholle.

Les families Bertholle, Chevillard, Palempin, Jorant, Marty, Novak et Tanti, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre-Nicola BERTHOLLE, officier de la Légion d'honr sous-directeur honoraire au ministère de l'intérieur, membre des Vieilles Tiges, président de l'Association

survenu en son domicile parisien, le 13 décembre 1996, à l'âge de soixant

Un office religieux sera célébré le mercredi 18 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4".

NI fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

 Le conseil d'administration, Et les membres de l'Association

ont la tristesse de faire part du décès subit

M. Pierre BERTHOLLE, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre de la République tunisienne, sous-directeur honoraire

survenu à son domicile, le 13 décembr

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 18 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Paul, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4°.

- M<sup>∞</sup> Dardour, son épouse. Ses enfants et leurs conjoints, Samuel, Léonor. Romain, Julien, Julie Fanny, Sophie. Nadège, Stéphanc.

ont la douleur de faire part du décès de Gilbert DARDOUR.

survenu le 15 décembre 1996, dans sa Il a toujours su que nous l'aimions et le

THESES Tarif Etudiants 65 F la ligne H.T. - Limoges, Nandat

et les siens, Marie-Thérèse et Nicolas Rossi-Dumas. Tome sa famille. Ses amis,

Les fidèles de la Société Mycologique M. Michèle Bureloux, M. et M. S. Gonzales.

font part du décès de Alexandre DUMAS, battant volontaire de la Résistance,

médzillé combattant volonta de la guerre 1939-1945. « Ce sont amis que vent emporte.

sont emportés. .

La Complainte Rutebeuf.

Selon sa volonté, que soit témolgnée sa

gratitude aux docteurs Fiere. Vienne, Magnin et Moreau pour l'efficacité de leurs soins et leur soutien moral

st que soient rappelés à votre souvenir son

Denise. et son petit-fils,

Jean-Alexandre.

Les obsèques out eu lieu dans l'intimi-té, à Nantiat, le lundi 16 décembre 1996.

71, rue Beaumarchais, 87000 Limoges,

> - Eliane et René Wallstein, Chantal et Gérard Duboscq Beryl et Jean Richebé et leurs enfant Patrice et Monique Gondines et leur fils,

Marie-Sygne Gondinet, ont la tristesse de faire part du décès de M= Louis GONDINET.

le 15 décembre 1996, dans sa quatre-

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithonard, Paris-7-.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Libourne (Gironde).

 Son épouse, Sa famille, Ses amis,

ont la grande douleur de faire part du décès, le 15 décembre, de M. Marcel GRESLE,

officier des Palmes académiques. ancien résistant. < Où sont des morts les ûmes [singulières, L'art personnel, les phi

- Nous avons la tristesse de faire pert

M= Annick KRAEUTLER,

et, le 9 décembre 1996, de son époux,

M. Guy KRAEUTLER.

Leurs familles et leurs amis.

- Pont-de-Saint-U2e (Dröme).

Ses cafants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingi-huitième année, de

M= Elisabeth LECOMTE, né= SIRAND,

et rappellent à votre souvenir son époux,

Maurice LECOMTE, ingénieur BCP, ancien directeur des Etablissements Camille-Dumont, de turbires hydrauliques.

- Jenupe Moret-Bailly. 82 Mère, Laurent et Danièle Moret-Bailly, Claire et Peter Knudson,

Isabelle Moret-Bailly, ses frère, sœurs, beau-frère et belle-cour, Nils, Julie, Shane, Léa, sos neveux et nièces, ont la douleur de faire pert de la mon

François MORET-BAILLY, substitut général près la cour d'appel de Lyon,

le 15 décembre 1996, à l'âge de quan J. Moret-Bailly.

50, rue Descartes,

75005 Puris.

- Marie Toulouse-Controt, SOE épouse, Jean et Mary, Nicholas, Sonja, Alexis, Stefan Toulouse, Marie-Anne et Nabil Noujaira,

ses enfants et petits-enfants. Les familles Toulouse et Coutrot, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques-Yves TOULOUSE, survenu à Paris, dans sa soixante-dix-

Jean-Baptiste et Cassie, Zoé, Ella Tou

La messe sera dite autour de lui, le vendredi 20 décembre, à 17 h 30, à Paris, en l'église Notre-Dame-des-Champs, sa paroisse, 91, houlevard du Montparnasse.

samedi 21 décembre, à 14 heures, en l'église Noure-Dame, à Sablé-sur-Sarthe. suivie de l'inhumation au cimetière de Juigné-sur-Sarthe. Ni fleurs ni couronnes.

La messe d'obsèques sera célébrée le

chambre de commerce France-Israël. La Rondation pour la mémoire de la Déportation

Marie Chude VAILLANT-COUTURIER, sa présidente d'home résistante déportée à Auschwitz et à Ravenst

andeur de la Légion d'house

Elle s'est dévouée toute se vie à pérelitiés la mémoire de la Déportation.

La Fondation pour la mémoire de la Déportation contribuera à l'hommage qui

lui sem rendu prochaine (Le Monde du 13 décembre.)

M= Paul Vasserot, Mª Marie-Antoinette Vasserot, M. et M= Olivier Vasserot, Caroline et Anne, Les familles Reorda et Paoli, ont l'immense peine d'informer du décès. à quatre-vingt-quatre ans, de

M. Paul VASSEROT, chevalier de l'ordre

survenu brotalement à Marseille, le

Les obsèques our eu lieu dans l'Intimité avenue Contini.

13006 Marseille. 14, rue Saint-Jacques, 13006 Marseille. 156, rue Nordmann. 75013 Paris.

Remerciements - M. Hanck Dondon et sa famille. très touchés par les nombres de soumen témoignées lors du décès de

Anais DONDON. remercient tous ceux qui se sont

- Dans l'impossibilité de répondre aux

nombreuses marques de sympathie témoignées lors du décès de

Michel TOPIOL Mª Bronia Topiol,

M. et Ma Jacques Topiol, ses frère et belle-sœur, prient toutes les personnes ayant assisté exprimé leurs sentiments de ndoléances, de trouver ici, avec leurs nerciements émus, l'expression de leur

naires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Moude », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence. Hommages

Guy, Clément, Jean LECERCLE, artism töller-carrossier.

Son file, sa fille, son gendre, son petit

Conférences Conférences au temple de l'Etoile. • Dieu et l'homme. » Avec A. Houziaux, S. Oberkampf et L. Pemot, pasteurs. Six

marcredis à 20 h 30 : mercreus à 20 h 30 :

Le 8 janvier : le création du monde.

Le 15 janvier : les miracles de Jésus.

Le 29 janvier : les paraboles de Jésus.

Le 29 janvier : la mort, la résurrection et la vie correcte.

Le 19 février : la foi, l'espérance et

A l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Le 26 février : qu'est-ce que le

A l'Oratoire, 145, rue Saint-Honoré, Libre participation aux frais.

Communications diverses - Maisons de l'hébreu : XV, XX. Pour lire en un cours, dialoguer et mairi-ser le langage modeme/biblique en stages express individuels: 01-47-97-30-22/ 06-60-43-45-78

CO.

- 12

- --

Soutenances de thèse - Amina Lafrance soutiendra 🎻 vendredi 20 décembre 1996, à 14 henres, au Cerege, Europòle méditerranéen de l'Arbois, Aix-Marseille-III, sa thèse de

doctorat intitulée :

« La zone frontale des Mis méridionales », - Lithostratigraphie, sédimentologie et volcanisme du bassin paléozoïque inférieur de Kiffa et sa structuration varisque (Mauritanie, Mali).

Spécialité: géosciences de

Sous la direction du professeur Pierre Choukrome. CARNET DU MONDE

21) bis, rue Claude-Remax 75242 Paris Godes 05 01-42-17-29-94 **98 29-96 от 38-42** Кејескрет . **01-42-17-21-36** 

Tarif de la ligne HLT. Toutes rubricemen Abornés et actionnaires ...... 95 F Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de dent lignes. Les lignes en blanc sont chilipstoires et facturées. Minimum 10 lignes.

du Centre d'expérimentation du Paci- taine de légionnaires pour contrôler fique (CEP), où la France a procédé à le niveau de la radioactivité et les son dernier essai nucléaire le 27 janvier, a commencé. • À PARTIR DE LA

COMPENSER le manque à gagner in- SION, un temps envisagée, des îlots

10 millions de francs par an. ● POUR nésie française. ● LA RECONVER-

francs vont, au total, être déboursés duit par la fermeture du CEP, l'Etat de Mururoa et de Fangataufa - en pour démonter les installations; la versera, chaque année pendant dix villages de vacances notamment – a surveillance du site coûtera, elle, ans, 980 millions de francs à la Polylement, des investissements trop

## L'atoll de Mururoa retourne à l'état sauvage

Le Commissariat à l'énergie atomique et les armées auront démantelé leurs infrastructures avant la mi-juin 1998. Aucune autre activité - ni scientifique ni touristique - ne viendra remplacer le centre d'expérimentation nucléaire

MURUROA (Polynésie française)

de notre envoyé spécial \* Mururoa, atoll propre. \* Le siogan s'étale en lettres de couleur verte - celle des mouvements écologistes - sur les bâtiments et sur les véhicules de l'atoli de Mururoa où la France a achevé, le 27 janvier, ses expériences nucléaires. Aujourd'hui, on plie bagages. Les premiers à partir, dès la fin de cette. année, sont les techniciens du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui laissent derrière eux, dans le basaite des deux atolis de Mururoa et de Fangataufa, distants d'une quarantaine de kilomètres, quelque cent quarante puits creusés dans la couronne de corali ou dans le lagon intérieur et renfermant des produits radioactifs.

Les militaires, en revanche, devront avoir quitté Mururoa - l'atoll de Fangataufa, déjà déserté, est de nouveau fréquenté par les seuls fous de Bassan et par les bemardl'hermite – à la mi-1998. Dès lors, il n'y awa phis à Miximoa qu'une trentaine de légionnaires qui se relaieront tous les deux mois pour contrôler l'environnement radiologique et les évolutions géologiques de l'atoli grâce à une dizaine de stations automatiques d'enregistrement de mesures à distance. Dans un centre du CEA, à Bruvères-le-Châtel (Essonne), des spécialistes de la surveillance expioiteront ces données qui leur anront été transmises par satellite.

pile, puis on rembarque ce qui mérite de l'être on ce qui n'est pas trop cher à ramener en France. Il y taires qui retransmettront les mea ainsi pas moins de 20 000 tonnes de ferraille à renvoyer. Pour le formations du massif de l'atoll, les reste, on promet de céder les matériels et les équipements au Terri- corail ou la hauteur des vagues nétoire de la Polynésie, aux cessaires aux contrôleurs de communes de Tahiti et des îles voisines ou à des associations déclarées d'utilité publique qui en exprimeraient le besoin. Déjà, les quatre barges, qui servaient à forer les puits de tir, ont été reprises par un prospecteur australien de diamants, lequel s'est empressé d'en revendre deux - en passant - à Singapour pour la recherche pétro-lière.

DIS LÉGIONNAIRES EN SOUTHE

Dans la partie nord de Mururoa, le CEA et les armées ont pris soin de creuser deux nouveaux trous, à quelque 1 500 mètres de profondeur. On y a descendu les moyens de nettoyage des trains de tige qui avaient été en contact avec la cavité, où eurent lieu les expérimentations nucléaires, et qui annaient pu être contaminés par les émanstions de l'explosion.

ici ou là, on a replanté des cocotiers. Mais dans ce nouveau décor, Il demeurera, probablement à vie, trois blockhaus sur Mururoa - les vestiges du poste de commande des tirs et des deux postes d'enregistrement avancé - et un quatrième sur l'angetaufa : des case-En attendant, à Mururoa, on mates pharaoniennes de 60 000 casse, on concasse, on démonte, tonnes chacune, aussi indestruc-

ginot. Sur le toit de l'une d'elles ont été érigées les antennes satellisures sismiques, les éventuelles dédéplacements millimétriques du Bruyères-le-Châtel.

Le général Michel Boileau, directeur des centres d'expérimentations nucléaires (Dircen), évalue à 130 millions de francs le démantèconcerne. Jacques Bouchard, le didu CEA, estime le sien à 5 millions de francs. Quant à la surveillance, à partir de 1998, des sites de Muroroa et de Fangataufa, elle coûtera, chaque année, 10 millions.

Après quoi, l'essentiel du dispo-450 kilomètres au nord-ouest. Là, nées, en effet, les années et leurs

on démolit, on démantèle, on em- tibles que les abris de la ligne Ma- non loin d'un village polynésien d'un millier d'habitants, quelque 500 hommes du 5º régiment étranger constitueront la base-arrière à partir d'un port et d'une piste d'avion de 3 400 mètres de long, l'une des plus importantes du Pacifique. De ses amis politiques à Paris, Gaston Flosse, député (RPR) de Polynésie et président du gouvernement du Territoire, a obtenu ce que bien des élus locaux en métropole auraient apprécié de se voir accorder : un soutien logistique délement des installations qui le sintéressé d'une unité de la Légion pour divers travaux de génie sur recteur des applications militaires des atolls avoisinants. Ces chantiers viendront en déduction du montant - 980 millions de francs par an - de l'aide financière sur dix ans que Jacques Chirac a promise à M. Flosse pour compenser le déclin de l'activité militaire en Polysitif sera replié sur Hao, un atoll à nésie. Depuis une trentaine d'an-

essals nucléaires représentaient le tiers de la part de l'Etat dans le produit intérieur brut, qui devrait se monter à 21 milliards de francs

DÉCTALAGE ÉCONOMBQUE À RAO

A Hao, les armées fournissent l'eau, l'électricité et les soins médicaux gratuits. L'adjoint au maire, Joseph Lau, qui a travaillé vingtquatre années à la météorologie des essais nucléaires, reconnaît que « les nouvelles générations devront se bouger et apprendre à se débrouller sans l'armée ». En revanche, comme l'admet Paul Roncière, le haut-commissaire en Polynésie française, « on peut envisager le décollage économique » de Hao, dont plus de la moitié de la population travaille pour la défense et le reste cultive la perle noire ou récoite le coprah.

il n'en est pas de même à Muru-

roa, qui risque de retourner à son état sauvage antérieur - exceptée la radioactivité piégée dans le socle de l'atoll. En juillet 1995, à l'annonce que la France arrêterait ses tirs après une ultime salve, on s'était pris à rêver. Pourquoi pas un village de vacances, un site d'essais de fusées ou une université de la pêche? Finalement, la réalité s'est imposée. A 18 000 kilomètres de la métropole et à 1200 de Papeete, l'atoll est loin de tout. Mais, surtout, la seule nécessité d'y maintenir la vie, sous la forme de sa centrale électrique et de son usine à dessaler l'eau, revient à y investir 100 millions de francs par an, L'addition en a fait reculer plus d'un. Mururoa a des chances de demeurer « l'atoli du grand secret », selon la signification de son nom polyné-

Jacques Isnard

## Des élus socialistes réclament « iustice » pour l'Ouest

À L'INTITATIVE de Louis Mexandeau, député du Calvados, des élus socialistes se sont retrouvés, hundi 16 décembre à Rennes, pour réclamer «justice pour l'Ouest» et dénoncer une « panne généralisée de l'aménagement du territoire ». Arsenaux, télécommunications, restructuration de Moulinex ou du Crédit iyonnais, crise de la « vache folle », réduction de la flotte de pêche, retard dans la modernisation des lignes SNCF et de la « route des estuaires » : les maires et premiers adjoints de Brest, Fougères, Lorient, Nantes, Rennes, Saint-Brieuc, Rezé et le président du conseil général des Côtes-d'Armor ont égrené les maux qui frappent « le Grand Ouest à l'abandon ».

M. Mexandeau s'est plaint des « investissements mossifs » envisagés à l'est. Citant notamment le TGV Est, les autoroutes alpines Grenoble-Sisteron et Annemasse-Thonou, l'ancien ministre s'en est pris particulièrement au canal Rhin-Rhône comme symbole de ce déséquilibre « inéquitable ». – (Corresp. rég.)

#### La délocalisation du Cnasea à Limoges remise en cause

LE CENTRE POUR L'AMÉNAGEMENT des structures des exploitations agricoles (Cnasea) sera-t-il délocalisé d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) à Limoges (Haute-Vienne), comme l'avait promis, en 1992, Edith Cresson et confirmé, en 1994, le gouvernement d'Edouard Balladur? Rien n'est moins sûr. Les craintes exprimées dans le Limousin viennent d'être ravivées par la réponse du ministre de l'agriculture, Philippe Vasseur, à une question du maire (PS) de Limoges, Alain Rodet. « Le projet de transfert, écrit Philippe Vasseur, doit être examiné dans sa configuration comme dans ses modalités de mise en œuvre. » La municipalité a offert et viabilisé un terrain du centreville. Le permis de construire a été délivré en 1994, et le Chasea à embauché 80 salariés - résidant dans le Limousin - pour remplacer ceux des 350 employés parisiens qui refusent leur transfert. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ MIDI-PYRÉNEES : la Société des autoroutes du sud de la France (ASF) a fait savoir, hundi 16 décembre, qu'elle allait instaurer, au profit des chômeurs, un système d'abonnement gratuit au péage - très contesté - de Roques-sur-Garonne, à la sortie sud-ouest de l'agglomération toulousaine. L'expérience sera menée pendant un an avec le concours financier de la ville de Toulouse et du conseil régional de Mi-

di-Pyrénées. ~ (Corresp.) ■LYON: la majorité de droite du conseil municipal de Lyon a adopté, hindi 16 décembre, le budget de la ville pour 1997. D'un montant de 3,186 milliards de francs (dont 550 millions d'investissements), Il ne progresse que de 1,4 % par rapport à 1996. Comme le maire, Raymond Barre, s'y était engagé, les impôts n'augmenteront que de 3 %. La gauche, qui détient trois des neuf arrondissements, a voté contre, car « la rigueur présentée renforce les forts et affaiblit les faibles ».

- (Corresp. rég.) ■ PARIS: les défaillances d'entreprises (au nombre de 4211) ont progressé de 6 %, de janvier à août 1996, par rapport à la même période de 1995. L'Observatoire des entreprises en difficulté de la chambre de commerce et d'industrie de Paris estime « à environ 15 000 le nombre des emplois qui ont disparu au cours du premier semestre du fait de ces défaillances, soit un peu plus de 1 % de l'effectif salarié parisien ».



#### Offre Publique d'Échange

Après le 18 décembre 1996, si vous n'avez pas apporté vos titres à l'offre, vous ne pourrez plus bénéficier de l'avantage du certificat de valeur garantie.

AXA garantit une valeur de 157 francs par action UAP au 1° juillet 1999 ÷ dans le cadre de l'Offre Publique d'Echange proposée aux actionnaires de l'UAP. Ce montant est à comparer au prix d'achat des actions UAP de 152 francs lors de la privatisation.

Cette valeur fait ressortir au 1º juillet 1999 \* une prime globale de 51 % sur le cours récent de l'action UAP (moyenne des trois mois précédant le dépôt de l'offre auprès des autorités de tutelle).

#### - Modalités de l'Offre Publique d'Échange 🗕

- Concrétement, il est proposé aux actionnaires de l'UAP d'échanger 5 actions UAP contre : 2 actions AXA
- plus 2 certificats de valeur garantie AXA.
- Ouverture de la période de l'offre : 21 novembre 1996.
- Clôture de la période de l'offre : 18 décembre 1996. ■ Période de cotation du Certificat de Vaieur Garantie : la cotation du certificat Interviendra dans les 5 jours suivant la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire (prévue fin janvier 1997) devant se prononcer sur l'augmentation de capital et l'émission des certificats de valeur garantie, et durera jusqu'au 1º juillet 1999.
- Une note d'information (Visa COB N° 96-531 du 20 novembre 1996) ainsi que le document de référence AXA. enreaistré auprès de la COB sous le rif R-96-060 et le document de référence de l'UAP enreaistré auprès de la COB sous le n° R-96-062 sont tenus sans frais à la disposition du public thez les intermédiares financiers et au slège d'AXA: 23, avenue Matignon 75008 Paris, ainsi qu'au siège de l'UAP: 9, place Vendôme 7500 l' Paris.
- Contactez dès à présent voire banquier ou voire intermédiaire finander habituel pour bénéficier de cette offre. \*Le 1º juillet 1999, si le cours d'AVA est inférieur à 392,50 francs (moyenne des cours d'ouverture pour les 30 derniers jours de Bourse précédant le 1º juilles), soit un équivalent de 157 francs par action UAP apportée à l'offre, chaque certificat donnera droit au paiement en numéraire de la différence, dans la limite de 80 francs (soit 32 francs par action UAP); si, à

cette date, le cours d'AXA est inférieur à 312,50 francs, le montant versé pour chaque certificat sera plafonné à 80 francs. N° Vert 0 800 139 139





Les actions et les centricais de valeur garante AVA qui seron émis dans le cadre de cette opération mbnt pas fait l'objet d'un enrequirement tet que val par le Securios Act de 1933 des Étais-Unis d'Amérique. L'offre des actoris et des certificats de Valeur garantie AVA ne sera pas faite aux Stats-Unis d'An

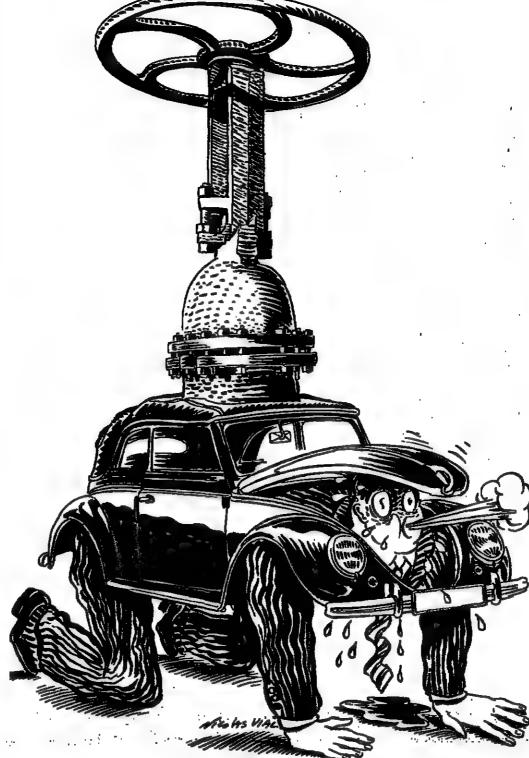
Après trois ans et demi d'enquête, la justice accuse José Ignacio Lopez d'être parti de chez General Motors pour VW avec des dizaines de disquettes confidentielles concernant Opel. Sous la pression des tribunaux, le constructeur allemand doit lâcher son directeur « coupeur de coûts »

16 mars 1993. La direction de General Motors (GM) est dans tous ses états. José Ignacio Lopez de Arriortua, le directeur des achats, a quitté le navire la veille, sans prévenir, sous la forme des bonus et surpour rejoindre Wolfsburg, le siège de Volkswagen (VW) comme directeur des achats et de la production. Le bureau du traître est vide. Tout comme celui de son plus proche collaborateur, José Manuel Gutierrez, qui a disparu depuis quelques jours et qui réapparaîtra à Wolfsburg. Toutes les armoires sont vides.

Une semaine plus tard, six de ses collaborateurs donneront leur démission pour « raisons personnelles » et rejoindront à leur tour Volkswagen. M. Lopez a-t-il trahi? Est-il coupable de la plus im-

a renoncé au poste de numéro deux du premier groupe mondial. Qu'a bien pu lui proposer M. Piech en contrepartie? # Il lui aurait offert un salaire quatre fois supérieur à celui qu'il aurait eu à Détroit », dit un cadre de GM. On parle de 9 à 10 millions de francs par an. Possible, mais GM lui offrait aussi beaucoup d'argent tout des stock-options.

Y a-t-il eu un coup de foudre entre M. Piech, petit-fils du fondateur de la dynastie Porsche, et le Basque espagnol? Même gaba-rit, même maigreur: ils se ressemblent. Ingénieurs tous les deux, véritables « rouleaux compresseurs », ils sont réputés pour être semblablement rongés par l'ambition. Dès leur première rencontre, mi-novembre 1992, l'accord est profond sur la vision d'une industrie automobile européenne gravement menacée par les Japonais. Pour sauver l'indusportante histoire d'espionnage trie européenne, il faut faire vite



que l'affaire relève de la loi antimafia (loi Rico, comme Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act). Les dirigeants de Volkswagen sont soudainement susceptibles d'être condamnés pour « association de malfai-

A Wolfsburg, on commence à se demander si la publicité désastreuse de l'affaire Lopez ne nuit pas aux projets nord-américains de la firme. VW joue gros sur le premier marché du monde. Après s'être écroulées pendant les années 80, les ventes dans la région des Jetta, Golf et autres Audi restent anémiques maigré une embelile ces derniers mois (191 500 véhicules vendus en 1995). Une « nouvelle Coccinelle » bientôt produite au Mexique doit être commercialisée dès 1998 aux Etats-Unis, où son ancêtre se vendait, en pleine période, à près de 500 000 exemplaires chaque

N outre, la loi Rico auto-rise la justice à multiplier par trois les dommages et intérêts réclamés par les plaignants. Même si GM ne donne encore aucune estimation du préfudice subl, les évaluations parues dans la presse américaine et agitées comme des épouvantails en Allemagne oscillent entre 400 millions et 4 milliards de dol-lars. Multipliez par trois et le constructeur aliemand, avec 1,140 miliard de francs de bénéfices en 1995, se retrouve dans le rouge. Dans la pire des hypothèses, l'affaire pourrait anéantir les efforts de redressement entrepris par MM. Lopez et Piëch.

VW change de ton. « Les dirigeants du groupe, notamment MM. Piēch et Lopez, ont sous-estimé l'importance de l'affaire et la détermination de leurs adversaires », dit Jürgen Pieper, analyste à la Deutsche Bank. Le constructeur allemand semble soudain avoir transigeance et il courbe l'échine. « VW fait des concessions inimaeinables voici quelques mois », juge un syndicaliste, membre du conseil de surveillance de l'entreprise. La direction du groupe cherche un accord à l'amiable

## industriel du XX siècle ? Pendant Ferdinand Piëch est alors pa-Les secrets avec GM meme si, officiellement, d'Opel dans les tiroirs de Volkswagen

mande, les luges de Detroit, le FBI américain, le cabinet d'audit privés peinent à élucider l'énigme. La justice allemande répond aujourd'hui : elle a mis M. Lopez en accusation pour avoir emporté avec lui une quantité considérable de documents confidentiels, sous forme écrite et informatique, sur les coûts et les modèles

Traître? Le 10 mars 1993, M. Lopez donne sa démission, pour rejoindre Volkswagen. Le patron de GM, Jack Smith, va tout faire pour retenir son poulain : il lui offre sur un plateau le poste de numéro deux du groupe. Il cède même à ses caprices. «L'inquisiteur » aura son laboratoire, son « usine de reve », construite dans sa ville natale au Pays basque espagnol. M. Lopez pourra y expérimenter toutes ses idées eπ matière de réduction des coûts. Que démander de plus? M. Lopez reprend sa démission le

Deux jours plus tard, jack Smith convoque les journalistes pour leur annoncer que, contrairement aux rumeurs persistantes, le « gourou » de la productivité reste et moute en grade. Une demi-heure avant de prendre la parole devant la presse, il trouve sur son bureau une lettre manuscrite de M. Lopez. Stupéfaction, humiliation: l'Espagnol a finalement préféré partir à Wolfsburg. « Lopez avait parlé à Ferdinand Piech [président du directoire de VW] dans la matinée, raconte un cadre de GM. Il est parti comme un voleur, sans prévenir. Le lendemain, il assistait à un conseil de surveillance de Volkswagen. » Jack Smith arrivera à la conférence de presse, le visage empourpré par la colère. Il п'oubliera jamais.

1" janvier 1993, il doit prendre les rênes du groupe VW, qui perd' KPMG et même les détectives alors des milliards, avec pour privés peinent à élucider l'énig-mission de sabrer dans les dépenses. C'est justement la spécialité de M. Lopez, le « grand inquisiteur » des achats, la terreur des fournisseurs. Chez les équipementiers comme chez les constructeurs, on parle de la « méthode Lopez ». Avec « ignaki », fini les relations consensuelles de long terme. L'homme n'hésite pas à se débarrasser des fournisseurs qu'il trouve trop chers, au profit de concurrents, peut-être moins réputés mais plus agressifs. Au siège d'Opel, filiale européenne de GM, il gagne son surnom, « l'étrangleur de Rûs-

NTRE cette première rencontre et le départ de M. Lopez à Wolfsburg, s'écoulent quatre mois pendant lesquels l'Espagnol et son équipe vont collecter un nombre important de dossiers sur Opel. Les réunions entre M. Lopez et la direction de Volkswagen vont également se multiplier. Y a-t-il eu préméditation ? M. Lopez a-til agi seul ou en collaboration avec M. Piech? Qui a eu l'initiative, lui ou son nouvel employeur?

Le parquet de Darmstadt vient d'apporter un début de réponse en mettant en accusation M. Lopez, le 6 décembre, pour « recel et livraison de secrets industriels et commerciqux ». La mise en accusation concerne également José Manuel Gutierrez, et deux autres collaborateurs de M. Lopez chez Seat. Selon le communique du parquet, ils se sont procuré, « en vue de leur passage chez VW, des documents des divisions recherche, planification, produc-L'Espagnol, en allant chez VW, tion et achat qui pouvaient avoir

tron d'Audi, filiale de VW. Le un intérêt pour une utilisation uité-1992. Ils ont gardé ces documents après leur changement d'employeur « pour les utiliser dans leur travail chez VW » et « ensuite les détruire, du moins en partie ». Le parquet à estimé, en revanche, qu'il n'y avait pas de « preuves suffisantes que quelqu'un du côté de VW ait agi de concert » avec M. Lopez et ses « guerriers ».

Pendant ce temps, les contacts rieure ». Et cela dès novembre avec la direction de Volkswagen se multiplient. Le 9 mars, M. Lopez signe son contrat à Francfort. Le lendemain, après un détour à Rüsselsheim, où il demande que lui soient envoyés en Espagne d'ultimes renseignements, il embarque pour Detroit. Il quittera la ville cinq jours plus tard.

General Motors est en émoi. Une guerre juridique éclate im-Le 2 décembre 1992, l'Espagnol médiatement entre les deux

#### A Wolfsburg, on commence à se demander si la publicité désastreuse ne nuit pas aux projets nord-américains de la firme

demande à GM Europe de lui envoyer la liste EPOS, 90 000 pages sur disquette d'informations sur les sous-traitants et les prix facturés à Opel. Le 3 février, M. Lopez est à Rüsselsbeim, à l'occasion d'une réunion qu'il a lui-même provoquée chez Opel. Cette fois encore, il demande des détails sur les achats de GM Europe et son plan produit. Ce même jour, il demande à Dino Martinez, l'un de ses collaborateurs d'Opei, de vider son ancien bureau de Rüsselsheim et d'envoyer les documents en Espagne, chez un ami. Le 5 février, il se rend, de manière impromptue, à la toute nouvelle usine d'Opel à Eisenach, en ex-RDA. Là encore, il ne repart pas les mains vides : Il se fait remettre des dossiers sur la structure de coûts, particulièrement basse, et l'organisation de l'usine. Le 8 mars, il est de nouveau à Rûsselsheim, où il obtient une pile de dossiers sur la future stratégie internationale du groupe. De son côté, Jorgé Manuel Gutierrez, à Detroit, ramasse des informations stratégiques sur Opel.

groupes. Le 30 avril 1993, Opel porte plainte auprès du tribunal de Darmstadt pour espionnage industriel. Arno Bohn, l'ancien PDG de Porsche, évincé par M. Piëch, rappelle qu'il accuse ce dernier d'avoir pillé le bureau d'études du constructeur de luxe lorsqu'il est parti chez Audi. Le 22 juin, les enquêteurs trouvent aux domiciles de deux collaborateurs de M. Lopez quatre boîtes pleines de renseignements « top secret » sur la future petite voi-ture d'Opel. Ces documents ont été placés là par des manipula-

tettrs, affirme VW. Le 14 juillet 1993, le département américain de la justice annonce l'ouverture d'une enquête sur sa propre initiative. En août 1993, le quotidien allemand Der Spiegel révèle que douze stagiaires de Volkswagen auraient entré des centaines de données confidentielles sur Opel dans les ordinateurs de Wolfsburg. Cette opération commando aurait eu lien en mars, après la fermeture des bureaux, sous l'étroit contrôle des hommes de l'Espa-

claré, dans une lettre au parquet de Darmstadt, avoir passé à la broyeuse tous les documents sur son ancien employeur.

En avril 1994, ce que l'on appelle désormais « l'affaire Lopez » connaît un nouvel épisode. Le parquet de Darmstadt indique que certains des documents saisis dans le bureau de M. Lopez à Wolfsburg présentent des « éléments de correspondance » avec certaines études confidentielles d'Opel. Depuis, l'enquête a montré que les plans d'usine pour le projet « usine X » sont largement inspirés de ceux d'Opel pour l' « usine B ». M. Lopez s'est-il contenté de faire travailler sa mémoire? Pas si sûr: certains dossiers saisis par le parquet portent la mention «GM: confidentiel». L'enquête démontrera que pendant plusieurs jours les « Lopez boys » se sont enfermés dans les bureaux de Volkswagen pour préparer des projets « avec l'aide de documents emportés de chez GM », seion le parquet de Darms-

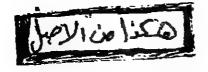
Malgré tout, M. Piech tout comme le conseil de surveillance de Volkswagen ne cessent de réexprimer leur soutien à M. Lopez, dont le recrutement était apparu comme un coup de maître. M. Piech dénonce le mauvais procès intenté par GM. Le constructeur allemand évoque la « guerre économique entre l'Allemagne et les Etats-Unis », pour expliquer les accusations. L'enquête allemande s'enlise. GM s'impatiente. Le 8 mars 1996, le constructeur de Detroit porte plainte devant le tribunal de Detroit contre VW, sa filiale transatlantique mais également M. Piech, pour « conspiration criminelle ». La pression monte grandement. Le juge américain chargé du dossier, Nancy Edmunds, décide, fin novembre,

gnol. M. Lopez avait pourtant dé- les deux rivaux démentent tout effort de conciliation. Le président du conseil de surveillance de VW. Klaus Liesen, aurait rencontré en toute discrétion, à Detroit, John Smale, le chef du conseil d'administration de GM, pour l'inviter à négocier. Des hommes politiques essaient de jouer les intermédiaires, comme Gerhard Schröder, le ministreprésident de Basse-Saxe : le Land détient 20 % du capital de VW. Certains réclament la médiation d'Helmut Kohl. Même le concurrent Mercedes-Benz et l'américain General Electric se seraient proposés pour jouer les bons offices.

> La direction de Detroit pose ses conditions. La première d'entre elles, la démission de M. Lopez. Elle l'obtient le 29 novembre. « J'en suis personnellement affecté », déclare M. Piech à la remise des trophées de l'Automobile magazine à Paris, début décembre... Deuxième concession de VW: le 9 décembre, M. Piech formule des regrets lors d'une intervention sur la télévision allemande publique ARD. Des regrets qui, s'ils ne sont pas les excuses demandées par GM, n'en marquent pas moins un complet revire-ment. M. Piēch propose, en guise de dommages et intérêts, d'acheter des pièces détachées à une centrale de GM et de laisser des marges de manœuvre au groupe américain sur certains marchés en développement.

GM refuse encore ces trop maigres compensations. Lopez parti, la guerre s'achève entre les deux géants. Dans l'industrie aussi, les espions sont sacrifiés à la

> Virginie Malingre et Philippe Ricard (à Cologne)



e Monde est édité par la SA Le Mondé SIÈGE SOCIAL: 21 Mr. RUE CLAUDE-BERNARD - 75042 PARTS CEDEX 65 TRL: 68-42-77-28-08. Télécsoless: 08-42-77-28-22 Télex: 206 806 F

### Le grand zapping des marchés **financiers**

Suite de la première page

Parallèlement, les banques se sont adaptées à cette nouvelle donne, créant de nouveaux métiers et construisant des salles de marché aux dimensions de halls d'aéroport. Une nouvelle catégorie sociale, enfin, est née, avec l'émergence des golden boys, jeunes opérateurs de marché souvent issus des grandes écoles d'ingé-

Les chercheurs, à l'aide de travaux économétriques complexes, ont tenté de mesurer l'impact réel de l'expansion des marchés financiers sur la croissance économique. Faute, en partie, d'un échantillon de pays et d'une européen devenu trop rigide, période d'étude suffisants, leurs travaux n'ont abouti - jusqu'à présent - qu'à des résultats ambigus et souvent contradictoires. Les conséquences positives d'une meilleure allocation des ressources financières seraient compensées par une instabilité et une incertitude accrues. Encore celle-ci ne fait-clie pas l'objet d'un consensus. La volatilité des cours ne serait pas supérieure, selon certaines études, à celle qui pouvait être observée au siècle dernier.

Seule certitude: la déréglementation et l'internationalisation des marchés financiers ont eu pour conséquence de placer sous une étroite surveillance les politiques es des P

FINANCIÈREMIENT CORRECT-

Qu'une orientation budgétaire les inquiète, qu'une hausse des salaires des fonctionnaires leur paraisse excessive, qu'une mesure d'aide à l'emploi ou à la consommation leur semble dispendieuse et inefficace, et la sanction tombe. En quelques instants les investisseurs de Tokyo, Singapour, New York, Londres, Francfort on Paris, alertés en temps réel par leurs écrans Reuter, expriment ieur méfiance et leur désapprobation en vendant les obligations, les actions ou la devise du pays concerné et transfèrent leurs fonds vers un autre pays jugë financièrement plus correct.

Ces retraits de capitaux présentent des effets économiques destructeurs, dont le principal est d'augmenter la prime de risque du pays délaissé : les taux d'intérêt remontent, ce qui alourdit la charge de la dette publique, augmente le coût de financement des entreprises et des ménages et, au bout du compte, freine la croissance économique et fait progresser le taux de chômage.

Impossible pour les Etats d'échapper à cette surveillance de tous les instants, surtout lorsque, comme en France, les gouvernements out profité de l'internationalisation du marché de la dette publique pour laisser filer les budgets, assurés qu'ils étaient de pouvoir financer à bon compte, auprès des gérants américains ou japonais, les dépenses engagées.

Reste à savoir si les marchés sont de bons juges de la qualité des politiques économiques. L'histoire financière est certes riche en épisodes de bulles spéculatives, dans lesquels des phénomènes de myopie ou de mimétisme des opé-

#### RECTIFICATIF

LIONEL PORTIER Le dessin de la page Horizons-Analyses du Monde du samedi 14 décembre a été attribué par esreur à Daniel Portier. L'auteur en est Lionel Portier. Nous prions celui-ci

et nos lecteurs de nous excuser.

rateurs out conduit à des situations de grave déséquilibre. Ainsi les actions américaines, en 1987, ignorèrent-elles la remontée des rendements obligataires, jusqu'à ce qu'un krach s'ensuive.

Pour autant, les grandes crises monétaires des dernières années semblent avoir en leur origine dans la sphère économique réelle et non dans la sphère financière. La chute historique du dollar, au printemps de l'année 1995, avait pour cause principale le déséquilibre des échanges commerciaux entre le Japon et les Etats-Unis, en partie corrigé depuis. C'est l'important déficit de la balance courante mexicaine qui provoqua la

chute du peso, en décembre 1994. Les décrochages de la livre ster-ling, de la lire italienne ou de la peseta espagnole, à l'automne 1992, auraient été moins brutaux al leurs cours n'avaient pas été aussi longtemps maintenus, de façon artificielle, à des niveaux trop élevés à l'intérieur du système monétaire

SURVEILLER LIES SURVEILLANTS

De la même façon, l'idée seion laquelle les marchés financiers chercheraient à imposer, partout dans le monde, un modèle ultralibéral standard ne se vérifie ni dans les faits ni dans les cours. L'Allemagne et son modèle social ont longtemps profité d'une cote inégalée auprès des investisseurs. Le Royaume-Uni ilbéral de M. Major, si l'on en juge d'après le niveau de ses taux à long terme, bénéficie d'un traitement moins favorable que la Suède social-démocrate. La victoire du socialiste Italien Romano Prodi a été accueille avec enthousiasme par les gestionnaires liste et homme d'affaires Silvio Berinsconi avait dil affronter les attaques incessantes des opéra-TOTAL S

Les gestionnaires des fonds de pension japonais on américains, qui sont des intervenants bien plus puissants sur les marchés que les spéculateurs professionnels, ne sont pas plus de gauche que de droite. Leur seul souci est d'assurer aux souscripteurs qui leur confient des fonds le versement de leur retraite future. Dans cette optique, et contrairement aux idées reçues, la sécurité à long terme du placement importe davantage que sa rentabilité à court terme. Peu importe l'étiquette politique des dirigeants, pourvu que ceux-ci respectent les grands équilibres (endettement public raisonnable, comptes extérieurs sans distorsions graves, inflation contenue) et offrent à leur pays des structures réglementaires permettant d'assurer une croissance économique durable et suffisante pour éviter des troubles sociaux ma-Jeurs et des crises politiques aigues.

Sans doute conviendrait-il que les Etats s'emploient à mieux « surveiller leurs surveillants ». Ils pourraient chercher à renforcer la coopération internationale pour mieux contrôler l'usage des produits dérivés qui, de l'avis même de M. Soros, mettent en danger le système tout entier. Mais l'expansion de l'industrie financière est probablement, selon la phipart des observateurs, un mouvement irréversible, lié à la perméabilité croissante des économies, à la mobilité accrue des biens, des services, des hommes et des informations.

Les gouvernements vont devoir apprendre à vivre avec ce nouvel environnement, avec cette ronde incessante et vertigineuse des capitaux internationaux, avec cette situation de déséquilibre permanent, à mieux comprendre le. fonctionnement de ce grand zapping financier, aussi déroutant et éprouvant soit-il, afin d'en retirer, pour les économies de leur propre pays, le meilleur profit.

Pierre-Antoine Delhommais

## Le Monde

#### OMMENT ne pas apprécier la tentative d'un homme public de se mieux faire connaître de ses compatriotes? A première vue le bref essai du premier ministre - Alain Juppé par lui-même - a un côté sympathique et inattendu. Donc, le chef du gouvernement l'écrit, il est « moins sec et mo blindé qu'on ne le loisse entendre dans les salons et les journaux » et, assuréme<u>n</u>t, il n'est « pas un monstre d'indifférence ». Tout cela est bel et bon, mais est-il bien sûr que l'exer-

l'Etat, passe par un genre qui mélange al-lègrement confessions et convictions, privé et public? Avant d'être un fivre, Estre nous est une opération de communication. Au plus bas dans les sondages, M. Juppé a choisi d'oppo-ser à cette impopularité non pas sa poli-tique, mais sa personne. Il s'homanise par la dume pour faire aimer son action publique. à travers l'aveu de ses doutes et de ses blestures privés. Au désamour de l'opinion visà-vis de l'action collective de son gouvernement, li oppose le chemin de croix d'un homme seul qui, en souffrant de ne pas être aimé, assumerait la rédemption de la

cice difficile de la gestion politique, surtout

pour ceux qui sont aux commandes de

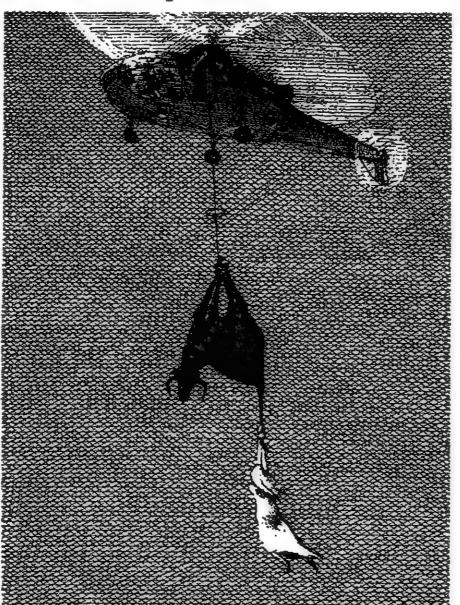
**Privés** de politique

« Pour être énarque, on n'en est pas moius homme », affirme ainsi M. Juppé, sans qu Fon sache s'il s'adresse aux lecteurs ou à Jacques Chirac, qui, pendant sa campagne, n'eut pas de mots assez durs pour cette élite dont il est lui-même issu. Peut-on ajouter que, pour être premier ministre, on est, avant tout, homme politique? Sortir un tel livre avec des ingrédients qui ressemblent étrangement à ceux utilisés par M. Chirac dans deux ouvrages, au moment où il était au plus bas dans les sondages, vise à at-teindre le même résultat. La gestuelle chira-quienne a donné à cette production littéraire, largement médiatisée, un rôle déterminant dans le redressement spectaculaire opéré par l'ancien matre de Paris, à trois mois de la présidentielle. Si elle s'inmanise, la politique se grandit-elle dans ces

opérations de communication ? Rien n'est moins sin Lassés des promesses non tenues, de la gauche à la droite, les Français vondraient croire encore en la politique, incarnation d'une espérance collective. Alors qu'ils attendent des explications et des actes, le pouvoir leur propose successive-ment un aven d'impuissance – ce fut l'inter-vention télévisée de Jacques Chirac –, puis une confession intime – c'est le livre de son premier ministre. A trop privatiset l'espace public, les hommes politiques décrédibi-lisent, en la désacralisant, leur action. Déjà, la fin délétère du second septennat de Prançois Mitterrand avait été marquée par cette irruption du privé au cœur du public, l'ancien président n'hésitant pas à faire bouclier de son cancer quand les Prançais hui demandaient des comptes sur son passé.

Par essence, le terrain de l'émotion ne souffre guère ni débat ni contestation. Il clôt la discussion, avant même de l'ouvrir. Les Prançais seront peut-être touchés par ce livre à la première personne. Cela ne les fera pas omblier pour autant les difficultés de leur vie quotidienne. M. Juppé assure que le chômage est sa « croix ». Si loyale soit la confession, ce n'est pas un livre qui y changera quelque chose.

### Détournement par Leiter



#### DANS LA PRESSE

THE WASHINGTON POST

■ Il est curieux de constater à quel point les relations entre les Etats-Unis et la Prance, par ailleurs sûrs et solides alliés, peuvent se tendre à l'occasion. La situation actuelle est inhabituellement aigre. Le gouvernement américain se comporte comme se comporte habituellement un gouvernement américain, avec une certaine maladresse et un peu d'arrogance, mais sans être pour autant à l'affût des conflits. Le gouvernement français, en revanche, semble se démener pour soulever de petites querelles tout autour du globe.

Les Français semblent parfois se persuader eux-mêmes que l'Amérique est une puissance étrangère, impériale et inculte. Au Proche-Orient et en Afrique, par exemple, il ieur arrive de mener une diplomatie provocatrice qui paraît davantage destinée à rebausser leur propre image qu'à résoudre les problèmes qui se posent. Mais cela vaut quelquefois la peine de rappeler qui sont les Français : de très vieux amis travaillant dans les mêmes institutions, ayant les mêmes intérêts au sens large et partageant les mêmes valeurs démocratiques. Même si la température est un peu élevée en France ces jours-cl, les Américains peuvent s'attendre à ce que cette fièvre passe.

Michèle Cotta

Qu'est-ce au juste que cet opuscule, signé Alain Juppé, cet objet littéraire non identifié, confession? Un plaidoyer? Une psychanalyse bâciée ? Un programme politique ?

Tout cela à la fois, sans doute. D'où le trouble dans lequel cette sorte de longue dissertation, parfois immature, plonge dès les premières lignes son lecteur. Faut-il s'étonner de ces déchirements juvéniles d'un homme meurtri, qui souffre mille morts d'être incompris, qui s'étonne de susciter tant de haines, tandis que lui, bien sûr, ne rêve, n'espère, ne vit que pour le bien des autres? Faut-Il sourire de la naiveté dont peut faire preuve le premier des ministres, qui a dépassé la cinquantaine et qui découvre, à mi-vie, la dureté de l'âme humaine?

Diable, que croyait-II, Alain Juppé? Dans quel cocon politique a-t-il vécu pour que l'adversité du pouvoir lui soit, à ce point, intolé-

### Idéologie totalitaire par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

PUISQUE, à en croire le chef de l'État, la plu-part des Français bloquent toute réforme en ne pensant ou'à casser, à prendre le pays en otage, et à faire payer par l'Etat leurs conservatismes. oni donc, en Prance, se montre soucieux d'autrui, de l'argent public et de l'avenir national?

On a cru comprendre que les patrons seraient du nombre, à condition qu'on les détaxe et qu'on les laisse pratiquer l'emploi précaire - en évitant le mot «flexible», trop explicite. Ont également échappé aux fustigations : les penseurs de « toutes sensibilités » qui voux réfléchir un de ces jours à la rupture, promise avant chaque élection, du lien entre chancelletie et

Mais encore? Quelle catégorie de citoyens n'a pas été montrée du doigt, le 12 décembre, et mérite donc d'être dounée en exemple? On ne voit guère que la poignée de rentiers et d'artistes en train d'exfler massivement leurs capitaux. Seuls ces milliardaires échappent au hideux conservatisme, puisque l'Etat les exempte non seulement de critiques, mais d'une part d'impôts, preuve suprême d'un patriotisme non violent dont routiers et syndicats feraient bien

de s'inspirez. Si cette déduction semble absurde et provocarote, ce n'est pas à cause des propos tenus ou tus, la semaine demière, par le président, mais à cause du salmigondis des questions posées par des stats du coq-à-l'âne, et à cause des images censées y préparer. Dès lors que le problème de la violence, pour ne prendre qu'un exemple, est introduit par un clip mélangeant des Corses cagoulés, des chauffents en colète et des bribes de

in the same of the first of the same of

fiction saignante, un tel amalgame confusionniste, s'il est efficace pour doper un marché de lessive on rythmer une chanson, devient impropre à un échange civique de réflexions mûres, loyales et dignes.

Cette dictature du n'importe-quoi pur de toute pensée ne procède pas forcément d'un calcul. Elle relève d'une « logique » à l'œuvre en toutes occasions, d'une sorte d'idéologie du «moderne ». Il y a peu de temps, une chaîne, je ne sais laquelle, est venue m'interroger sur la «lecture». Connaissant la hâte maniaque des questionneurs à couper la parole et à rendre l'antenne, j'avais préparé quatre ou cinq phrases bien senties, ramassées comme un testament... C'était encore trop. Le réalisateur m'a coupé aussitôt. Quinze secondes kui suffisaient. Il meublerait avec des plans de sa façon, en artiste dans le vent.

Pendant deux heures, fai dû enlever mes lunettes, les remettre, me lever, me rasseoir, cocher une page, le tout en silence, « pos un bruit s'il vous plait, vous verrez, ce sera très chouette, très mode, très hip-hop (?), les gens veulent que ça bouge, que ça crache, sinon ils zappent ailleurs, on fait un métier d'image, OK?... » J'ai voulu protester : et la lecture, dans tout ça ? La questionneuse n'avait pas pu placer un mot, elle non plus. Du fond de la pièce, elle faisait de jolis signes d'impuissance. Il failait laisser le maître s'exprimer. La séquence a-t-elle seulement été diffusée ? Ou importe.

La Grande Bibliothèque de Tolbiac est inaunous en aura coûté pour être mis au courant de gie totoiénire ! »

l'événement? Sept millions de francs, Le chiffre s'expliquerait par la nécessité d'appater les mécènes avec du papier glacé, et de rappeler le contenu de l'établissement - les livres -, les architectes ayant dépensé au moins autant pour vanter le contenant, dont la masse doit « évoquer la petitesse de l'homme » (sic).

Messages politiques tronçonnés, mâchonnés, ridiculisés; événements évalués en termes de « couverture » payante ; règne du flash, du vrac, du choc, de la non-réflexion garantie ; prière de s'émouvoir, de saliver, d'acheter, de zapper, de cliquer, tout, sauf penser! Bravo M. Pilhan! Bravo les concepteurs offensifs! Bravo les annonceurs qui cognent! Ni vu, ni connu, je t'embrouille! Presque toutes les affaires de corruption prennent naissance dans des esbroufes de faire-savoir. Et alors? Plus ça communique et moins ça communique? Raison de plus pour passer la monnaie, augmenter les budgets de lancement, les relances, les retapes, les frais d'image, les colloques sur péniches, les coupons-réponses, les cocktails de prestige, les concerts-réciames, les débats d'intellectuels médiatisés! Gare au prochain siècle, que dis-je? au prochain millénaire, nous y sommes déjà!

Patrons progressistes, ouvriers conservateurs, sovez chic-choc-clip-zap-top model-hit paradebest of-équipez-vous numérique, crachez au bassinet des vendeurs de vent, soyez dans le coup, bordel!

M. François Barré, directeur de l'architecture au ministère de la culture (à Beaubourg, le 29 gurée cette semaine. Savez-vous combien il novembre): «La publicité est la dernière idéolo-

7 (76) 3 + 57

. 4-1

 $A_{i,j}, A_{i+1,j}$ 

Prairie de

40.00

1000

1.5.7

 $\tau = (1, \frac{1}{2}, \dots, \frac{1}{2}, \dots)$ 

18.00

3000

12 70

22.4

300

3000 20

To store

. . . . . .

4.6 %

14.9%

 $(-a_{n+1})^{k(n)} = a_{n+1}$ 

المرجانات والجار

a . "

in i

Part the "

-: - -

7977

A POST - The

4.0

1 95 . .

٠, ٠

چ جن د = =

A CONTRACTOR

Ţ-- · · ·

baine ou un providentiel alibi.

le refus juif de la paix contre les

territoires. Le grand courage d'itz-

hair Raidin & de Shimon Pérès n'est

pas sculement d'avoir pris le risque

de négocier avec un ennemi dont

on ne sera jamais sûr qu'il se soit

fait pour de bon à l'existence d'Is-

rael : c'est d'avoir pris le risque

d'une confrontation violente avec

une partie des Israéliens. Ce risque,

Rabin l'a payé de sa vie. Il en avait

une conscience si aigué que, mal-

gré le traumatisme général provo-

qué en Israel par la tuerie de Hé-

bron, il n'a pas osé, alors, ordonner

le démantèlement de la colonie

juive qui vit là-bas, dans la haine et

sur le pied de guerre. Il n'est pas interdit de penser que le pragmatisme de Benyamin Néta-

nyahou lui souffie d'abord de ne

pas entrer en conflit avec ceux qui

hésiteraient d'autant moins à re-

courir à la violence, si par hasard il

revenalt sur ses promesses électo-

raies, qu'ils auraient le sentiment

Rien n'indique d'ailleurs qu'il ait

même songé à choisir cette voie. La

relance spectaculaire de la coloni-

sation juive dans les villes ou les

quartiers arabes ainsi que les me-

sures massives d'expropriation

prises par son gouvernement ont

pour effet, sinon pour but, de

poir, c'est-à-dire, un jour ou l'autre,

à la lutte armée. Si la confrontation

succède à la négociation et la fu-

reur meurtrière à l'esprit du

compromis, certains, en Israël ou

en France, se retourneront triom-

phalement vers ceux qu'ils ap-

pellent défà les belles âmes : « Vous

voyez bien, diront-ils, qu'il serait sui-

Tout en soutenant l'aspiration

cidaire pour nous de permettre l'édi-fication d'un Etat polestinien ! »

des Palestiniens à la souveraineté.

Favais du mai, naguère, à m'identi-

d'israël. La préférence n'exclut pas

et, même si je comprenais le sens

soi que l'on appelle le racisme pour

comprendre de l'intérieur leur dé-

tresse et leur découragement. Le

sionisme n'est pas contradictoire avec la volonté que justice soit ren-

La solidarité avec Israël change

rait, au contraire, de nature si elle

acceptait, sans coup férir, que le

demier mot revieuse aux cow-boys

à mitraillette et à kipa. Mais devant

la montée du mécontentement en

Cisjordanie et à Gaza, la chute des

investissements en Israël et la me-

nace d'une déstabilisation régio-

nale on parle de plus en plus de la

constitution d'un gouvernement

On compte sur une administra-tion américaine libérée de l'hypo-

thèque électorale pour l'imposer,

sur le fameux pragmatisme de Be-

nyamin Nétanyahou pour s'y ré-

soudre, et sur la considération dont

bénéficie Shimon Pérès pour cal-

mer, par son retour aux

affaires, les appréhensions arabes.

demière chance pour le processus

de paix. Peut-être. Mais il est pos-

sible aussi que la neutralisation ré-

ciproque du Likoud et des travail-

listes finisse par ruiner le crédit de

ces derniers auprès de l'OLP et

conduise au renforcement du camp

du refus en ajoutant à ceux des Pa-

lestiniens qui n'ont jamais voulu le

compromis et à ceux qui n'y out ja-

mais cen cenx qui, après plusieurs

années d'atermolements, de blo-

cage, de concessions minimales,

auront cessé d'y croire. Loin de

sauver la paix, la stratégie du

moindre mal risque fort, au bout du compte, de favoriser la logique

du pire.

C'est, dit-on, le scénario de la

dats étaient des enfants.

due aux Palestini

d'union nationale.

ousser les Palestiniens au déaes-

d'avoir été trabis.

par Alain Finkielkraut

U soir des élections législatives israéliennes, je me suis couché, comme tout le monde, avec la certitude que Shimon Pérès l'avait emporté ; j'ai appris le lendemain la courte victoire de Benyamin Nétanyahou. Ce réveil fut brutal et douloureux, non pas simplement parce que la droite avait battu la gauche : de telles choses arrivent partout sans porter à conséquence et il y a belle lurette que je me suis guéri de l'idée que la rauche représente, face aux possédants, le parti de l'humanité. Ma déception et ma tristesse n'étaient pas que politiques. J'avais le sentiment de vivre une catastrophe spi-

Sentiment confirmé quelques heures plus tard, à l'écoute de Radio- Shalom. C'était une émission interactive : les auditeurs étaient conviés à s'exprimer, à interroge et, s'ils le souhaitaient, à interpelle les journalistes de la station. Ce qu'ils firent en masse pour communiquer leur joie, pour reprocher à la presse nationale et aux radios Juives leur partialité et pour affirmer que le scrutin n'avait pas été serré, car, affirmaient-ils l'un après l'autre, si l'on compte le vote juif (et le vote juif est le seul qui compte dans un Etat juif), près de dix points séparent les deux candidats. Ce qui va sans dire allant encore mieux en le disant, certains auditeurs conclusient que Shimon Pérès aurait été, s'il avait gagné, l'élu des Arabes, c'est-à-dire un premier ministre légal mais nulle-

Avec la victoire de Benyamin Nétanyahou, en d'autres termes, le langage de l'apartheid sortait de la clandestinité ou de la marginalité et revendiqualt flèrement sa place au soieil.

Pour le dire plus crûment encore. Il y a aujourd'hui des fascistes juifs en Israel, mais aussi en Amérique ou en France, des fascistes qui, tel le président du Likoud hexagonal lors d'une réception donnée à l'Aquaboulevard en l'honneur de l'un des chefs de l'extrême droite israélienne, puisent sans vergogne dans le grand répertoire antisémite des années 30 pour décrire le visage de Yasser Arafat. Des fascistes qui viennent à la manifestation organisée au Trocadéro après les attentats du Hamas à Jérusalem et à Tel-Aviv, avec une banderole où l'on peut lire : « Processus de paix = Auschwitz », et qui vociferent leur haine à l'égard des autres juifs présents sur le parvis des Droits-del'Homme. Et ce sont eux qui ont exulté et savouré leur revanche lorsqu'ont été contrus les résultats des élections en Israél. Voilà pourquoi on est fondé à parier de catas-

trophe spirituelle. Certes, il ne faut pas noircir le tableau : tous les électeurs de Nétanyahou ne sont pas des idéoiogues; ils n'ont pas tous non plus succombé aux passions basses. Sans les attentats à répétition de février 1996, il y a fort à paner que les Israéliens auraient majoritairement renouvelé leur confiance, non pas seulement dans la paix ~ tout le monde veut la paix, même les partisans les plus fanatiques du Grand Israel - mais dans l'idée qu'il n'y a pas d'autres moyens pour établir la paix que de céder des ter-

Avant les accords d'Oslo, l'affrontement israélo-pasiestinien avait lieu en Cisjordanie ou à Gaza et la sécurité régnait à l'intérieur des anciennes frontières d'Israël. Depuis que la paix est en marche, la violence a été portée au coeur d'Israel. C'est ce paradoxe insupportable qui a conduit beaucoup d'Israéliens à désavouer in extremis le principal artisan du processus de paix. La peur, et une peur bien compréhensible, a dicté leur choix. ils n'ont pas voté pour les extrémistes, ils out voté pour la sécurité. Cette nuance est importante. Mais est-elle rassurante? Après tout, les terroristes n'ont pas frappé n'importe quand. Adversaires enragés du compromis, ne haïssant rien tant qu'un ennemi modéré et prêt à la négociation, ils sont intervenus, par les bombes, dans la campagne electorale. Ils ont tendu un pièce. Ils ont délivré des consignes de vote. Il n'y a aucune raison de se réjouir qu'ils aient été si docile-ment obda.

La solidarité changerait de nature si elle acceptait, sans coup férir, que le demier mot

Mais, dira-t-on, la campagne

Le pragmatisme, c'est le sens des tés. Or, il y a une réalité forte avec laquelle doivent compter tous les gouvernements israéliens: les colons et tous ceux qui les soutiennent. Ces cow-boys à mitraillette et à kipa n'accepteront pas sans broncher un transfert de souveraineté réelle sur la Cisiordanie, Tout le monde sait cela en israél et tout le monde, à droite comme à gauche.

colons. Tellement effrayé que l'in-

The second secon

# Les sciences

N futpr grand dictionnaire de la sociologie, en cours de réalisation, va comporter un nombre incroyable de concepts. C'est dire la richesse du vocabulaire des sciences humaines puisque, de la sociologie, tout le monde en fait. Au moment où triomphe le règne da mot-clef, c'est aussi la preuve d'une indétermination des frontières professionnelles autant que des méthodes d'analyse. Curicusement, les disciplines semblent se reserrer derrière leurs limites institutionnelles et ce sont les dictionnaires qui maintiennent une certaine transversalité du savoir.

La prolifération des concepts peut être prise pour une catastrophe épistémologique ou pour une contagion souhaitable des idées. Dans les deux cas, la crainte qu'elle inspire tient au risque d'une mort annoncée des sciences sociales. Tous les phénomènes de société font l'objet d'une conceptualisation si achamée que le réel n'a plus rien d'accidentel ou d'événementiel. La distribution du sens est si bien organisée que les interprétations sont déjà construites avant

que les événements n'adviennent. Après avoir longtemps manifesté la volonté de jouer un rôle critique contre le pouvoir des institutions, ies sciences sociales, même si elles s'en défendent, finissent par exercer une fonction d'aide implicite à la gestion de la crise sociale. Plus l'angoisse collective de l'avenir grandit et plus le discours « catastrophiste » des années passées semble indécent. Cette chasse au « négativisme » ne laisse pas pour autant apparaître un nouvel idéalisme qui permettrait de croire en une transformation positive de la société. L'idéalisme lui-même est devenu objet de suspicion : il rappelle la naïveté malencontreuse d'une soumission aux idéologies

Ser à leur combat. Serte difficulté ne procédait pas seniement de mon souci princitaire pous le destin tennes pour définites.
Les sociologues déviennent désormais des thémpesius du social. Ils pratiquent la compréhension inl'impartialité. C'est même le tersubiective oui est la garantie de contraire. J'étais simplement heurleur fonction sociale. L'Autre n'est té par le double langage de l'OLP pas un objet observé, mais un sujet canable d'objectiver ce que le sopolitique de l'Intifada, je ne trouciologue théorisera. Le sociologue vals, à l'inverse des médias, rien d'héroique mi même d'attendrisse refuse à conceptualiser la réalité en partant de son seul point de vue; il partage dans une situation sant dans une guerre dont les solintersubjective le moment d'une Tout a changé avec l'actuelle objectivation des rapports sociaux qui lui garantit la légitimité scientipolitique israélienne : il faut souffrir de cette inaptitude à sortir de fique de sa démarche. Grâce à cette opération, plutôt démagogique, il n'y a plus de différence entre la sone pas, anjourd'hui, se mettre à la place des Palestiniens et ciologie et le travail social.

Les anthropologues proposentils d'autres solutions ? Rentrés définitivement des anciennes colonnies, ils ont beau jeu d'observer leurs proches comme ils le falsaient avec les «sauvages». Ils utilisent l'exotisme en perspective inversée pour traquer parmi nous, les « nouveaux » primitifs. Les groupes, les institutions deviennent des tribus dont les membres pratiquent d'innombrables rituels dans leur vie quotidienne. Il suffit tout simplement de considérer comme étrange ce qui semble être le plus proche de nous pour dévoiler la richesse symbolique des sociétés modernes.

AU COURRIER DU « MONDE »

GUERRE D'ALGÉRIE

Le Monde du 12 novembre 1996 a consacré une place très importante à l'inauguration par le président de la République, le 11 novembre, d'un monument dédié aux « victimes et combattants morts en Afrique du nord 1952-1962 », boulevard de l'Algérie, à Paris (...). Bien que saluant le courage des combattants, le chef de l'Etat n'a employé à aucun moment le mot « guerre », alors que le 18 septembre demier, répondant au souhait que l'exprimais, il se décla-rait favorable à substituer l'expression « guerre d'Algérie » à l'expression « opérations de maintien de l'ordre en Algérie » dans les discours et les textes officiels, dans la mesure où une telle évolution ne ferait que mettre le langage officiel en conformité avec le langage courant. Nous regrettons vivement qu'il n'en ait pas été ainsi dans son propos du 11 novembre !

Alain Finkielkraut est phi-Władysias Marek, président national de la Fnace

Tantôt, c'est tout le patrimoine des traditions locales qui reste l'objet privilégié d'une observation préoccupée par la mise en valeur des liens entre le passé et le présent, tantôt c'est au sein même du fonctionnement actuel de la société que la découverte des rituels fait figure de catalyseur sémantique pour l'avenir. Le maître-mot,

Voulez-

c'est le rituel. Quand les institutions manquent de cohésion interne, l'anthropologue sera en mesure de repérer le « déficit de rituel ». Il pourra même se présenter comme un « concepteur de rites » pour combler les déficiences des relations symboliques dans un groupe. En somme, l'anthropologie peut se prévaloir de jouer un rôle de « sauvegarde du symbolique » contre les excès de la modernité. L'effervescence des recherches, confirmée par une masse de publications, semble annoncer l'accomplissement idéal d'une rationalisation de la société. Et c'est dans l'expectative de proposer des solutions de rechange positives à la crise des sociétés modernes qu'un tel pouvoir de réflexion trouve sa légitimité. Chaque phénomène de société fait l'objet de discours qui le circonscrivent à tel point qu'il n'offre plus aucune résistance : Il est conforme à ce qui est dit de lui. La réalité sociale devient le miroir indéformable des discours qui la rationalisent.

Les sociologues deviennent désormais des thérapeutes du social

Tout discours concernant la question du « lien social » inclut d'emblée un répertoire de concepts (la proximité, l'exclusion, la fracture sociale...) hors duquel plus rien ne devrait exister. Au nom de la crise des sociétés contemporaines, toute aventure de la pensée passe pour une perte inutile de temps. Elle est le signe indubitable d'un gaspillage. N'est-ce pas « l'univers spéculatif » dont pariait Guy Debord qui se donne alors en spectacle? Tandis que les journalistes interprétent chaque jour ce qui se passe dans le monde, les sciences sociales leur apportent la matière de leurs recherches, pour animer la procession des débats.

L'adoption d'une position moraliste se présente également comme une réponse idéale aux impératifs d'un pragmatisme gestionnaire. Afin de préserver la tonalité humaniste du discours spéculatif, toute théorie du social a d'emblée une visée éthique, ne serait-ce qu'en préparant les solutions possibles pour construire un « monde plus juste ». La misère sociale est prise comme la matière première de la réflexion, l'expression de sa violence est captée par les sciences sociales qui légitiment ainsi les conditions mêmes de leurs constructions théoriques.

On peut toujours penser qu'un sociologue ou qu'un philosophe doit avoir une « position morale », et que c'est même son rôle dans une société, mais le jugement moral est aussi un refuge de la pensée. En s'engouffrant dans une conceptualisation moraliste, les sciences sociales ne risquent-elles pas d'occulter la singularité du réel ? Car le réel ne se plie pas toujours au concept ; il le défie en provoquant le plus souvent une inversion ironique du sens qu'on croyait lui avoir donné

L'abondance de l'interprétation ne limite pas ce jeu du sens. Au contraire, n'est-ce pas des excès de la théorisation que peuvent naître d'autres perspectives? De même que le syncrétisme culturel fait apparaître de nouvelles formes de culture, la contagion des idées ouvre un jeu incontrôlable des possibles. Bouleversant la référence sacrée à la scientificité, elle entraîne peut-être cette « cotastrophe du sens » qui est si nécessaire aux métamorphoses de la théorie... comme de la poésie.

Henri-Pierre Jeudy est so-

### sociales en déroute transigeance palestinienne a long-temps été vécue comme une aupar Henri-Pierre Jeudy Le refus arabe permettait de re-pousser aux calendes le heurt avec

revienne aux cow-boys à mitraillette et à kipa

électorale est une chose, la responsabilité gouvernementale une autre. Paisons confiance au pragmatisme de Benyamin Nétanyahou. Lui qui parle anglais encore mieux que l'hébreu n'ira jamais usqu'à défier la Maison Blanche! N'a-t-il pas affirmé qu'il tiendrait les engagements signés par le gouvernement précédent à Osio et à

effrayé par la détermination des

Le Monde

tion, moreov 2º édition

### « L'invention d'une démocratie » Moscou – Saint-Pétersbourg

du samedi 1º an jeudi 6 mars 1997

Pour mieux comprendre les aspects politiques, économiques et culturels de la Russie,



Le voyage que vous propose Le Monde a été conçu avec Jean-Marie Colombani et les meilleurs spécialistes et correspondants du journal en

Russie. Dans les deux villes, des visites originales, des rencontres avec des personnalités politiques, économiques et culturelles et des étudiants vous seront proposées.

Le Monde affrète un avion : « l'avion du Monde ».

ltinéraire proposé : Jour 1 : Paris - Moscou Dîner débat «La perspective historique en Russie ».

Jour 2 : Moscou visites insolites – soirée au Bolchol.

Jour 3 : Moscou lieux politiques Débat : « Dirigeants et op-

position ». Jour 4 : Moscou visites d'un monastère, d'une usine. Débat : « Perspectives économiques ». Départ en train

pour Saint-Pétersbourg Jour 5 : Visite de Saint-Pétersbourg Musée de l'Ermitage.

Jour 6 : Saint-Pétersbourg - Paris.

Prix de base: 10 850 F TTC par personne.

Pour tout renseignement, téléphonez à Catherine Savary au 0!-46-05-44-33

Avec - licence nº 092-95-00-28

Voulez-vous tout savoir sur le nouveau groupe bancaire européen, leader du financement des équipements collectifs ?



Le Crédit local de France et le Crédit communal de Belgique s'allient et donnent naissance au groupe bancaire européen Dexia.

Le Crédit local de France est le premier partenaire financier des collectivités locales françaises. En fusionnant avec le Crédit communal de Belgique, la banque du secteur local belge, il réalise aujourd'hui une mutation d'envergure

en changeant d'échelle et de nature, pour mieux servir ses clients et ses actionnaires.



Toutes les révélations demain dans Le Monde.

fonctionne sur son rythme de croi-

1º janvier, bénéficiant de la bonne santé des marchés financiers. Il avait cédé 25 milliards de françs en 1995. O DER-NIÈRE GRANDE OPÉRATION de désinvestissement prévue cette année, la

vente de la société de services informatiques Sligos, via une fusion avec Axime, vient de recevoir l'aval de la Commission de privatisation. 

DE-PLIS SA MISE EN PLACE à l'automne

1995, le CDR a peu à peu affuté ses procedures de vente. Il espère bien aujourd'hui mettre fin aux critiques qui ont pu lui être adressées sur son gede l'homse set pas exclu

# Le CDR a cédé 40 milliards de francs d'actifs hérités du Crédit lyonnais

Le Consortium de réalisation a atteint en 1996 son rythme de croisière et affiné ses méthodes. Il espère avoir vendu les deux tiers de son portefeuille d'ici à la fin de 1998

LE CONSORTIUM de réalisation (CDR), la structure chargée de céder les actifs sortis du bilan du Crédit lyonnais, boucle une bonne année 1996. Les cessions ont atteint leur rythme de croisière. Demière grande opération de désinvestissement prévue, la vente de la société de services informatiques Sligos, via une fusion avec Axime, vient de recevoir l'avai de la commission de privatisation. L'OPA d'Axime sur les titres Sligos va pouvoir débuter dans les prochains jours.

« Une quarantaine de milliards de francs d'actifs au moins devraient être cédés en 1996, sur 158 milliards de francs dans nos comptes au 1º janvier 1996 », se félicite François Lemasson, directeur général du CDR. En 1995, le Consortium avait vendu environ 15 % de son portefeuille, soit un peu plus de 25 milllards de francs d'actifs. « Il y a donc une accélération assez vigoureuse. Le CDR est en ligne avec les objectifs affichés par son président, Michel Rouger, à savoir avoir réduit le portefeuille des deux tiers fin 1998 », ajoute-t-IL M. Lemasson reconnait avoir « bénéficié de marchés financiers plutôt actifs cette année, même si le marché immobilier reste toujours

très dégradé ». Indissociable de l'évolution du marché, le rythme des désinvestissements est aussi question de méaffuté la sienne. En révélant ses transparence, le consortium espère

pu lui être adressées (Le Monde dané du 24 juillet). Les méthodes du CDR évoluent ainsi en fonction de la nature des actifs. « Il faut distinguer ou moins quatre catégories : les créances, les biens immobiliers et les participations Industrielles majoritaires et minoritaires », explique le directeur géné-« Nous avons

bénéficié de marchés financiers plutôt actifs cette année, même si le marché immobilier reste toujours très dégradé », explique-t-on au CDR

Dans la catégorie « créances », la holding vient ainsi de céder au groupe américain GE Capital un portefeuille de crédits immobiliers de plus d'un milliard de francs de valeur faciale, à l'issue d'un appel d'offres organisé par Bankers Trust. L'opération a duré plus de six mois. thode. Et depuis sa mise en place à le temps de tirer chaque dossier au l'automne 1995, le CDR a peu à peu clair, mais a permis d'attirer une trentaine d'investisseurs, dont cinq pratiques et en insistant sur la retenus en finale. Restent toutefois encore dans les soutes plus de bien mettre fin aux critiques qui ont 16 milliards de francs de créances

immobilières ainsi qu'une quarantaine de milliards d'autres crédits. En ce qui concerne les immeubles, hôtels ou autres terrains détenus par CDR immobilier, une autre méthode fontionne depuis le 1 octobre : chaque actif en état d'être vendu, après avoir été restructuré et loué par les équipes du CDR, est confié à un opérateur chargé d'ouvrir un appel d'offres public. Une douzaine d'immeubles ont été mis en vente de cette manière. « Nous avons ainsi une programmation trimestrielle glissante des cessions », 🕮plique Prançois Lemasson. Elle ne peut toutefois pas s'appliquer aux dossiers les plus difficiles, comme la vente des résidences bôtelières Rocher Soleli (ex-Pelège) à Pierre et Vacances, bouciée début décembre

après de logns mois de procédure. Côté industriel, le CDR a plusieurs approches et met en exergue l'opération Sligos pour souligner la méthode de gestion de ses participations majoritaires. Quitte à se voir reprocher leur lenteur ou un certain immobilisme, les équipes du CDR avaient ainsi décidé d'interrompre le processus de cession de Stigos lancé par le Lyonnais il v a deux ans, pour permettre à la société de retrouver, avec une nouvelle direction, une rentabilité plus conforme à celle de son secteur.

L'étape s'est révélée bénéfique puisqu'en apportant Sligos à Axime, le consortium devrait sortir de cette participation en plus-value. Ce qui n'était guère envisageable il y a deux ans. A l'issue de l'OPA sur les titres Sligos, la part du CDR dans le capital de la nouvelle entité devrait être ramenée à moins de 15 %, et pourra être cédée sur le marché progressivement. « C'est une opération intéressante sur le plan industriel, mais elle correspond surtout à notre objectif de valorisation des actifs. Nous n'avons pas juit de Meccano industriei pour le plaisir d'en faire et nous n'en ferons pas à

l'avenir », martèle Prançois Lemasson. Demière méthode de cession : celle qui concerne les participations minoritaires. « Les débouclages de pactes d'actionnaires nous ont permis de céder certaines participations, comme celle dans Total, ou plus brutalement et dans de moins bonnes conditions dans la Compagnie de navigation midte. Nous avons aussi cédé au fil de l'eau d'autres participations comme celle dans Lagardère », explique-t-on an CDR. Et souvent en dégageant des plus-values dans un marché porteur en 1996. «Le taux de récupération sur les opérations traitées en 1996 ne sera donc pas gé-

#### Le plan de privatisation a été transmis à l'Etat

Les discussions entre l'Etat et le Crédit lyonnais sur le « plan de préparation à la privatisation » de la banque vont pouvoir commencer. Après avoir terminé les négociations sur son troisième plan social, la banque a transmis à Bercy son « business pian », lequel projette les perspectives d'activité pour le Lyonnais pour les deux années à venir, définit le périmètre qui doit permetire à la banque d'être privatisée dans de bonnes conditions, ainsi que le montant de la recapitalisation nécessaire. Lorsque l'État et le Lyonnais auront finalisé ensemble ce plan, ils devront le présenter à Bruxelles. La Commission (qui remet par afficurs en question l'évaluation du Lyonnais dans l'opération Thomson) doit alors donner son avis sur la recapitalisation et sur l'engagement de l'Etat de couper tous les liens entre la banque et la structure qui a recueilli ses mauvais actifs. Les modalités qui permettront de couper ces liens ne sout pas encore arrêtées.

néralisable », prévient le CDR. D'autant que le Consortium doit envisager des techniques plus astucieuses pour poursuivre ses ces-sions industrielles. Se heurtant à la difficulté de céder rapidement des participations dans des PME pour lesquelles il n'y a pas de marché, le CDR a décidé de les regrouper « en bouquet » des 1997.

Le CDR affiche donc son souci de transparence, à la fois vis-à-vis du marché pour faire jouer la plus grande concurrence sur les prix, et vis-à-vis des organes chargés de le contrôler. Une transparence d'autant plus nécessaire que, même si 1996 a été une bonne année pour les cessions, elle se solders tout de même par de loundes pertes. A elle seule, la cession de la MGM pèse pour plus de 7 milliards de francs. A ce stade, on ne peut donc pas être pius optimiste sur le montant souvent évoqué de 80 milliards de francs de pertes latentes au sein du CDR. «Le montant des pertes ne peut être apprécié et défini qu'en fonction du mode et de la vitesse de traitement des actifs que nous arrê-tons avec notre tutelle », explique-ton au CDR, et aujourd'hui encore mil ne connaît à 10 milliards près le montant de l'addition finale.

Sophie Fay

20.00

2 - - -

- -

\_ - .-- .

#### Organisation et contrôle du consortium

 Consortium de réalisation : le CDR a recueilli fin 1995 200 milliards de francs d'engagements (plus de 150 milliards d'actifs) qui lui ont été transférés du bilan du Crédit lyonnais. Il est subdivisé en 5 pôles : CDR Entreprises, CDR Participations, CDR Immobilier, CDR Créances et CDR Finance, qui conserve un agrément bancaire. Etablissement public de financement et de réalisation : l'EPFR est l'établissement public

chargé d'assurer le financement du CDR et de se prononcer au moins

une fois par an sur les orientations stratégiques, le plan de trésorerie et de cession du CDR. Il est ku-même financé par un prêt du Crédit lyonnais.

 Le Comité consultatif de contrôle : composé de cinq membres désignés par les grands corps de l'Etat, ce comité émet un avis sur chaque opération réalisée par le CDR.

♥ La Commission de privatisation : elle donne son avis en cas de cessions de participations majoritaires

#### Les Bourses chinoises emportées par la baisse PÉKIN sourd aux exhortations à la non-ingérence

de notre correspondant

Le brusque tassement enregistré, lundi,16 et mardi 17 décembre, par les Bourses de Shanghaî et de Shenzhen - de l'ordre de 10 % chaque jour - révéle les particularités du système capitaliste chinois. Il traduit une certaine propension au syndrome de la « roulette russe » également perceptible à Hongkong.

Ce fléchissement est intervenu pour une raison totalement étrangère au monde strictement boursier : le régime de Pékin venait d'annoncer qu'il entendait agir pour empêcher la création d'une bulle financière sur ces places d'une importance somme toute minime, de manière que les mois qui viennent, avant la réunion cruciale du 15º congrès du Parti communiste, à l'autonne 1997, ne soient pas dominés par une atmosphère «spéculative». Le gouvernement chinois faisait ainsi savoir que, pour des raisons politiques, il n'avait pas l'intention d'intervenir sur les places financières du continent pour soutenir

es marchés. Inversement, le même gouvernement prodame depuis des semaines sa ferme détermination d'intervenir à Hongkong pour soutenir la Bourse en cas de problème. Il veut y démontrer une volonté de réussir la transition du règne colonial au régime « un pays, deux systèmes ». Le régime est pour l'heure resté dans les affaires boursières de Hongkong. Sur le continent, Pélán se dit « non-interventionniste » par souci de pureté idéologique. A Hongkong, c'est le phénomène contraire.

Des bruits concernant une imminente reprise en main des activités boursières sur le continent avaient déjà causé un premier fléchissement de la Bourse de Shanghai quelques jours auparavant. Il s'agissait de la possibilité que les autorités introduisent une certaine transparence dans les transactions portant sur les actions en principe réservées aux investisseurs étrangers. Il eût été génant qu'y apparaissent trop visiblement des investisseurs

Pourtant, le risque existe : le néocapitalisme chinois est alimenté en partie par des fonds d'origine continentale qui ont transité par des places extérieures (en particulier Hongkong) avant d'être rapatriés sous étiquette « étrangère ». Une étiquette commode pour l'évasion fiscale. Mais, si le tassement intervenu à Shanghaï et à Shenzhen répond à une certaine logique interne, on ne peut pas en dire autant pour l'incident qui vient de se produire à la

Bourse de Hongkong. Le 11 décembre, le Stock Exchange avait fermé à la cote de 13 189,60 pour l'indice Hang Seng. Un chiffre reflétant l'optimisme général qui entourait la nomination, le matin même,

du prochain chef de l'administration, Tung Chee-bwa, pour l'ère post-britannique. Le lendemain à 10 heures du matin, stupéfaction ! L'indice accuse une chute de près de 4 %. Panique... Les investisseurs professionnels sont rapidement au fait qu'il s'agit d'un calcul erroné dû à des données inexactes transmises par informatique. Mais les investisseurs privés commencent à brader. Certains titres sont échangées à 50 % de leur valeur de la veille. Radio et télévision aidant, l'anomalie fait boule de neige.

Pendant quelques minutes, CNN répercute la nouvelle dans le monde entier. On commence à se demander si la manière musciée employée par Pékin pour prendre le contrôle du territoire n'est pas en train de provoquer la secousse boursière que tous exdualent if y a encore quelques heures. Vingt minutes plus tard, les informaticiens ramènent l'indice virtuel réellement erroné dans le monde réel du capitalisme virtuellement infaillible. La Bourse de Hongkong au « Jour 1 » de la fin de transition n'accusera finalement qu'un léger fléchissement par rapport à la veille. Virus? Sabotage? On entrevoit en tout cas ce que des individus peu scrupuleux pourraient accomplir à l'aide d'un simple fichier er-

Francis Deron

## Les taux de base bancaires ont été réduits à leur plus bas niveau depuis 1972

françaises (Société générale, BNP, Crédit lyonnais, CCF, CIC...) ont annoncé, lundi 16 décembre en début d'après-midi, une baisse de leur taux de base (TBB). Il a été ramené de 6,55 % à 6,30 %, son plus bas niveau depuis le 11 septembre 1972. La précédente réduction du TBB remontait au 20 septembre 1996, date à laquelle il avait été

Le taux de base bancaire ne joue plus aujourd'hui un rôle essentiel dans le mode de financement de l'économie française. Il sert de reférence à seulement 15 % des crédits consentis aux entreprises (principalement de petite tallie pour leur trésorerie et leur équipement). Depuis le processus de déréglementation financière achevé à la fin des années 80, le TBB a perdu beaucoup d'importance, les sociétés avant désormais la possibilité de recourir directement au marché monétaire et obligataire sans passer par l'intermédiaire des

Parallèlement, seuls 4 % des prèts accordés aux particuliers sont indexés sur le niveau du TBB. Celui-ci n'influe pas sur le taux des crédits immobiliers qui dépendent de l'évolution des rendements

La baisse du TBB, dont le calcul - complexe et gardé secret par les banques - prend en compte une gamme de taux d'intérêt allant du

LES GRANDES BANQUES très court terme à des échéances plus éloignées, entérine l'assouplissement de la politique monétaire française. Depuis le début de l'année, la Banque de France a réduit à dix reprises le taux de ses appels d'offres, ramené de 4,45 % à 3,20 %. Dans le même temps, les rendements à trois mois ont reflué de 4,70 % à 3,35 %, ceux à deux ans de 5 % à 3,50 %. En comparaison le TBB a été réduit à quatre reprises et il a été diminué de 1,20 %. L'écart entre le TBB et les taux de marché s'est donc légèrement creusé (il s'établit désormais à 2,90 %), ce qui a permis aux banques françaises de reconstituer leurs marges.

La baisse du TBB armoncée lundi reflète la confiance des milieux bancaires dans le fait que les taux d'Intérêt resteront durablement bas en France dans un avenir proche. Même en l'absence de détente monétaire supplémentaire en Allemagne, la Banque de France dispose eucore d'une petite marge de baisse de ses taux directeurs. Le niveau de ses appels d'offres s'inscrit à 0,20 % au-dessus de celui des prises en pension (repo) de la Bundesbank. Les experts estiment que cet écart pourrait être ramené à 0,10 % au cours des prochaines semaines si le franc continue à s'apprécier face

Pierre-Antoine Delhommais

au deutschemark.

#### La banque des PME proposera 10 milliards de francs de crédits à partir du 1<sup>er</sup> janvier

JEAN-PIERRE RAFFARIN, ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat, devait annoncer, mardi 17 décembre, le démarrage de la Banque de développement des PME (BDPME), dont la création avait été décidée, il y a un an, dans le cadre du plan PME. Le 1º janvier 1997, seront accessibles aux entreprises les quatorze directions régionales et la cinquantaine de guichets de cette banque de place (1 000 salariés environ) appelée à travailler en coopération avec les autres éta-

blissements bancaires.

«Nous avons voulu réagir à l'incompréhension grandissante entre les PME et le monde bancaire, explique M. Raffarin. D'un côté, les PME manquent de crédits et n'ont pas assez de fonds propres pour rassurer les banques, mais il arrive qu'elles soient infidèles à leur banquier, ce qui ne facilite pas la confiance. De l'autre, les banques reconnaissent qu'elles ne sont pas assez attentives à la création ou au développement des PME. » Le ministre estime qu'il fallait faciliter l'accès au crédit pour un montant annuel de 10 milliards de francs, «ce qui est peu rapporté soit à l'épargne nationale, qui avoisine 1 400 milliards par

an, soit par rapport au marché total du crédit aux entreprises à moyen terme, qui est évalué à 200 milliards

de francs ». Il a donc été décidé de regrouper, au sein de la holding BDPME, le Crédit d'équipement des PME (CEPME) et la société de garantie Sofaris afin de mettre leurs réseaux en cohérence. L'Etat a affecté an nouvel ensemble 30 milliards de francs de Codevl. Il a recapitalisé le CEPME pour 700 millions de francs et pris à sa charge la moitié des 300 millions de francs de recapitalisation de Sofaris. Jacques-Henri David a été nommé au début de 1996 patron du nouvel ensemble. Un plan social supprimant cent cin-

quante emplois a été mis en place au CEPME. Les produits que la BDPME offrira aux entreprises en partenariat avec les banques concernent quatre domaines. Le premier est la création et la transmission d'entreprises, pour lequel des crédits seront mis en place en plus grand nombre grâce à une garantle portée de 50 % à 70 % du montant du pro-jet. Dans ce cadre, la banque ne pourra prendre d'hypothèque sur la résidence principale du chef d'entrensise et les cautions personnelles

ne pourront excéder la moitié du montant ou de la durée du prêt.

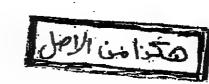
Le deuxième domaine d'interention est le développement de l'entreprise de plus de trois ans d'âge. Le partage des risques - en garantie comme en financement (entre 40 % et 70 %) - entre la BDPME et les autres banques permettra d'offrir aux PME un domaine élargi d'interventions. Il est bien spécifié que la Sofaris garantira des prêts autres que ceux

« SOUTIEN EXCEPTIONNEL » Le troisième secteur est intitulé soutien exceptionnel ». Lorsqu'une PME aura à se lancer dans un pari technologique ou à l'exportation, elle souscrira un « contrat de développement » de six ans comportant un crédit dont le taux de départ pourrait être inférieur de 2 points par rapport au taux du marché mais prévoyant un rappel d'intérêts en cas de réussite du projet. Pour conjuguer les expertises et les financements, la BDPME travaillera là en partenariat avec la Coface et

avec l'Anvar. Quatrième et dernier domaine d'intervention : les marchés publics. Compte tenu des retards de palepubliques, la BDPME proposera aux entreprises un financement de leurs créances au taux de 5,5 %, alors que les taux couramment pra-

tiqués excèdent 10 %. Que ce soit pour la création, la transmission, le développement des entreprises ou les aléas de la vie des affaires, « les PME ont désormais un guichet spécifique et un recours dans le cas où elles ne se sement pas assez soutenues par le système bancaire », conclut Jean-Pierre Raffarin, qui parie sur la réussite de la BDPME: « Nous savons que le système actuel de financement ne marche pas, déclare-t-il. En revanche, nous savons que les garanties Sofaris et le capital développement en régions fonctionnent. Nous connaissons les crédits dont les PME ont besoin. Pour peu qu'elle travaille de façon décentralisée, très régionalisée et en partenariat avec les autres banques, la nouvelle BDPME a donc les meilleures chances de combler les manques que nous déplorons actuellement. » Et de contribuer à réduire la mortalité des entreprises, dont la moitié disparaît, en France, dans les cinq ans suivant leur création.

Alain Faujas



offre publique de vente (OPV) pour la privatisation de Thomson-CSF, la filiale d'électronique de défense et professionnelle, plutôt qu'une procédure de vente de gré à gré. Elle l'a laissé entendre, selon plusieurs sources, au cours des conseils d'administration de Thomson-CSF et de Thomson SA qui se sont tenus lundi 16 dé-

« Si les représentants de la direction n'ont pas dit ouvertement préférer une offre publique de vente, ils ont déclaré que l'OPV est la procédure qui permet d'aller le plus vite, avant d'indiquer, peu après, qu'il est important d'aller vite », expliquent des administrateurs.

## d'ici à fin janvier

La direction de Thomson-CSF a Thomson a retardé les négo-

fuse à tout commentaire. La Lettre, de l'Expansion du 16 décembre assure, quant à elle, que Marcel Roulet, le président de Thomson SA et

LA DIRECTION du groupe Thomson SA semble souhaiter une vernement et au Conseil d'Etat. vernement et au Conseil d'Etat, dans laquelle il plaide pour une OPV. Le capital de Thomson-CSF est contrôlé à 58 % par Thomson SA. Les 42 % restants sont cotés en Bourse.

Le gouvernement a annoncé, le 11 décembre, qu'il renonçait à une vente en bloc de Thomson SA pour privilégies une vente séparée et décalée dans le temps de Thomson-CSF et de Thomson Multimédia. l'autre filiale du groupe, spécialisée dans l'électronique grand public. La vente de Thomson-CSF devra se faire « au cours des premiers mois de 1997 », a précisé le ministère de l'économie et des finances, qui a également indiqué qu'une part du

capital sera réservée au personnel. La vente de Thomson Multimédia interviendra après une recapitalisation de 10 milliards de francs, sur laquelle la Commission européenne devrait se prononcer, après enquête, d'ici à mars 1997 - et la mise en œuvre d'un plan de res-

Avant d'annoncer les modalités de la vente de Thomson-CSF, le gouvernement a indiqué qu'il attend d'obtenir l'avis du Conseil d'Etat. L'hypothèse d'une mise sur le marché semble cependant étudiée avec beaucoup de précautions. «La direction note qu'elle pourrait poser des problèmes juridiques », souligne un administrateur, citant de possibles actions ultérieures des actionnaires minoritaires.

Une mise sur le marché pourrait aussi être synonyme d'atomisation du capital de Thomson-CSF, ce qui ne serait pas compatible avec la volonté du gouvernement d'inscrire cette privatisation dans la restructuration de l'industrie de défense nationale. « Avec une OPV on cherche avant tout à vendre, pas à construire », fait remarquer un analyste financier.

Philippe Le Coeur

# Les partenaires d'Airbus tardent à trouver

Le projet de fusion entre les américains Boeing cembre, les actions des deux partenaires d'Air- Pourtant, la transformation en société du consortium européen est en panne, l'accord sur

et McDonnell Douglas pourrait avoir des vertus bus cotés en Bourse, British Aerospace et Daim-pédagogiques pour l'Europe. Lundi 16 dé-ler-Benz Aerospace, ont nettement progressé. les nouveaux statuts ayant été reporté sine die.

tuts du GIE. Le 8 juillet 1996, ils avaient pourtant promis « de parvenir à un accord définitif d'ici à la fin 1996 ». Certes, il n'est pas facile de créer, à partir d'un GIE commercial de 2 000 employés, la première société européenne employant 35 000 salariés dans une quinzaine

d'usines de quatre pays différents.

#### ACCR FRATION

Mais, au moment même où les Européens arrêtaient leurs travaux au bout de huit heures, sans fixer de nouveau rendez-vous, les Américains poursulvaient les négociations pour annoncer la fusion de Boeing et de McDonnell Douglas dimanche midi... Selon le Financial Times du 17 décembre, Boeing aurait accéléré les négociations après avoir appris que McDonnell Douglas voulait racheter l'électronique de défense de Hughes, mise en vente par General Motors (Le

Monde du 11 décembre). Allemands et Anglais voudraient constituer au plus vite une entreprise unique dans l'aviation commerciale. Les Français, eux, sonhaitent d'abord achever la restructuration de leur industrie aéronautique et de défense, dont le président de la République, Jacques Chirac, a donné le coup d'envoi en février. Elle consiste à constituer un pôle électronique de défense, à l'occasion de la privatisation de Thomson, et un pôle aéronautique, avec la fusion de l'avionneur privé Dassault et de l'entreprise publique Aerospatiale. Alors que les modalités de cette fusion devraient être connues dans les prochains jours, certains observateurs se demandent s'il ne faudrait pas passer, dès maintenant, à l'étape ultérieure, à savoir le regroupement des pôles aéronautique et électronique. Yves Michot, président d'Aerospatiale, a ainsi à nouveau marqué son intérêt devant la commission des affaires étrangères du Sénat, jeudi 12 décembre, « pour que, compte tenu des liens industriels très denses entre Thomson, Aerospatiale et Dassault, Aerospatiale prenne une part active dans la restructuration de l'industrie de défense, si telle était la volonté du gouvernement ».

Christophe Jakubyszyn

# une riposte aux restructurations américaines

La France privilégie les regroupements nationaux

## Thomainfor sera vendue

indiqué le 16 décembre, selon les syndicats, que la vente de Thomainfor, filiale spécialisée dans la maintenance de matériels informatiques (1 500 personnes, 850 millions de francs de chiffre d'affaires), à la firme américaine Libra Global Service (LGS) devia être bouclée d'ici à fin janvier 1997. Le principe de cette cession. a été annoncé le 20 septembre. LGS est une bolding qui contrôle la société de leasing Gemini (qui gère un parc informatique évainé à près de 15 milliards de francs). L'accord fistal devait être concin en novembre. La privatisation de

La direction de Thomson se re-PDG de Thomson-CSF, a adressé

Vabre, William Saurin, Delacre, Perrier.

précisé un porte-parole du parquet.

DÉPÉCHES

Intermarché est condamné

pour des ristournes indues

à « une ristourne supplémentaire », ont estimé les juges.

LE GROUPEMENT de grandes surfaces indépendantes Intermarché a

été condamné, le 25 novembre, par le tribunal de commerce de Paris,

à la suite d'une plainte du ministère de l'économie, à rembourser

55,3 millions de francs de ristournes déguisées et discriminatoires à

sept de ses fournisseurs : Rivoire et Carret, Panzani, Buitoni, Jacques

Ces derniers avaient participé, en 1990 et 1991, au financement d'un

catalogue Intermarché, «L'Argus de la distribution», rapidement

abandonné par le groupement. Les sommes versées n'offraient, des lors, plus de « contreparties réelles » et pouvaient donc être assimilées

M DAIWA BANK: Toshihide Iguchi, Pancien « trader » de la suc-

cursale new-yorkaise de la banque japonaise, dont les transac-

tions non autorisées sur le marché obligataire américain avaient cau-

sé des pertes de 1,1 milliard de dollars (6 milliards de francs), a été

condamné, lundi 16 décembre, à quatre ans de prison et à 2 millions

de dollars d'amende par un tribunal fédéral de Manhattan. M. Iguchi,

qui plaidait coupable, devra également restituer 570 000 dollars, a

ANTITRUST : le groupe de luxe LVMH a saisi, aux Etats-Unis, la

Commission fédérale du commerce (FTC) à propos de son projet-

d'acquisition de 58,75 % du groupe de boutiques hors-taxe DFS. La

FTC a trente jours pour se prononcer sur la conformité de l'opération

■ FFSA: Denis Kessier a été réélu président de la Fédération

française des sociétés d'assurances. Pour briguer ce troisième man-

dat de deux ans, M. Kessler avait posé ses conditions : une réévalua-

SPIE-BATIGNOLLES: les salariés de la filiale BTP du groupe

Schneider ont l'intention de verser 280 millions de francs pour sous-

crire au capital de leur société, selon un communiqué interne de la di-

rection. Spie-Batignoiles, qui fait l'objet d'un RES (rachat d'entreprise par les salariés) en association avec le groupe britannique AMEC,

■ ELF ET TOTAL : les deux compagnies pétrolières françaises ont

signé, en fin de semaine dernière, avec les autorités trakiennes des

contrats d'achat de pétrole brut pour trois mois, dans le cadre de l'ac-

cord « pétrole contre nourriture ». Pour Total, l'accord porte sur

■ TRW : l'équipementier automobile américain et son concurrent canadien Magna viennent de conclure une alliance stratégique dans

les systèmes de sécurité en Europe. TRW va acquérir, pour un peu

plus de 2 milliards de francs, 80 % des actions de deux filiales alle-

mandes de Magna, spécialisées notamment dans les coussins gon-

flables (airbags). TRW et Magna vont également construire un centre

■ STET: le Trésor italien a annoncé, le 16 décembre, qu'il va ra-

cheter a l'IRI pour au moins 14 530 milliards de lires (49,7 milliards de

francs) les 61,27 % qu'elle détient dans le groupe de télécommunica-

30 000 barils/jour ; pour Elf, aucun détail n'a été donné.

technique européen commun.

tions STET, qui doit être privatisé.

avait lancé une opération de présonscription close le 13 décembre.

tion de sa rémunération et la possibilité de partir avant l'échéance.

LES EUROPÉENS, pris de vitesse ropéen Airbos, a, quant à lui, réciapar la fusion entre Boeing et mé davantage d'aides publiques McDonnell Douglas, seront-ils capour l'aéronautique en Eurone. pables d'accélérer leur propre pro-« Cela signifie, par exemple, une aide cessus de restructuration de l'aéroà la recherche technologique comme nautique et de l'industrie de la reçoivent nos concurrents améridéfense? Les investisseurs semcains, mais aussi des subventions blaient croire, hindi 16 décembre, comme ils en recoivent indirectement à travers de grands projets militaires », a-t-il expliqué.

Le député Robert Pandraud (RPR), auteur du rapport d'information «L'Europe et son industrie aérospatiale » affirmait pour sa part que « le rapprochement des deux principaux constructeurs américains souligne la disproportion croissante de taille entre les entreprises des deux côtés de l'Atlantique » et « la nécessité de rechercher des sy-nergies entre inclustries civile et mili-

Vendredi 13 décembre, les quatre partenaires d'Airbus, le français Aerospatiale (37,9 % du GIE), l'allemand Daimler-Benz Aerospace (37,9 %), le britannique British Aerospace (20%) et l'espagnol CASA (4.2 %), réunis en conseil de surveillance, se sont séparés sans parvenir à un accord sur l'évolution des sta-

## Les compagnies aériennes japonaises découvrent la concurrence

OSAKA

aux vertus pédagogiques de la fu-

sion américaine sur l'industrie en-

ropéenne. Les actions des deux par-

tenaires européens cotés d'Airbus

progressaient nettement: plus de

1% pour British Aerospace et près

de 3% pour Daimier-Benz Aero-

Les bonnes intentions, certes, ne

manquent pas. «Airbus Industrie et

ses partenaires doivent se mettre

d'accord le plus vite possible sur une

structure optimale, qui permettra à

Airbus de s'opposer efficacement à la

concurrence américaine, en tant

qu'entreprise européenne intégrée

responsable de ses produits, de ses

coûts et de ses résultats », a sonligné,

kındi 16 décembre, Günter Rexrodt,

le ministre de l'économie allemand.

Manfred Bischoff, le président de

Daimler-Benz Aerospace, le parte-

naire allemand du consoctium eu-

de notre envoyée spéciale Dix ans après l'introduction de la concurrence sur les lignes aériennes intérieures japonaises, les compagnies accusent le choc. à commencer par la première d'entre elles, All Nippon Alrways. Depuis le 1º janvier 1995, la compagnie a lancé un plan de redressement qui devrait se poursuivre jusqu'au 31 mars 1998. Son objectif est d'accroître le chiffre d'affaires de 15 %, d'augmenter l'utilisation des avions de 10 % par an et de ramener les coûts salariaux à 20 % du prix de revient du siège/kilomètre. Mais pas de licenciements dans un pays où l'on les effectifs en envoyant certains employés dans les filiales. ANA a également décidé de restructurer les salaires et d'embaucher 35 % des hôtesses à moitié prix avec des contrats d'un an minimum. Une réforme mai acceptée. Les pilotes de Boeing 767 omt fait grève le 15 dé-

Pas question pourtant de revenir en arrière, quand la baisse des prix

érode les résultats : ils n'ont pas

progressé au premier semestre, une compagnie devrait voir le jour tandis que le chiffre d'affaires n'augmentait que de 5 %. En mars 1996, Tokyo a, en effet, mis fin à l'encadrement des prix du transport aérien intérieur, qui n'avaient pas bougé depuis douze ans. All Nippon Airways, qui dispose avec sa filiale ANK de plus de 50 % du marché japonais devant JAL (23 %) et Japan Air System (21 %), a été le premier à présenter ses nouveaux tarifs, en juin. Les japonais sont conviés à payer moins cher en vovageant aux heures creuses ou en réservant leurs billets à

NOUVEAU VENU

un cap supplémentaire avec l'arrivée d'une nouvelle compagnie aérienne à bas coûts, Skymark Airlines. Son promoteur, HIS, une agence de voyage spécialisée dans le discount, veut mener l'offensive sur trois destinations intérieures très fréquentées, dont Tokyo-Sapporo. Mais il faudra pour cela attendre l'ouverture d'une nouvelle piste à l'aéroport de Tokyo-Haneda, actuellement saturé. Cette fu-

d'ici deux ans, précise-t-on au ministère des transports. Quelque 70 millions de Japonais empruntent chaque année les lignes intérieures, ce qui fait du Japon l'un des marchés nationaux les plus grands du monde, après les Brats-Unit

Jusqu'en 1986, All Nippon Airways bénéficiait d'une situation privilégiée sur ce marché, JAL était tournée vers l'international et Japan Air System vers la desserte des lignes intérieures secondaires, il y a dix ans, le gouvernement a permis à JAL et à JAS de se développer sur le marché national, tandis ou'ANA était autorisée à se tourner vers Washington DC ont été ses premières destinations. Mais, en dix ans, ses parts de marché intérieur

ont reculé d'environ 10 points. Le développement international n'a pas suffi à compenser ce recul, même si ANA a bénéficié, comme d'autres, des ouvertures de lignes vers l'étranger rendues possibles par la création de l'aéroport international de Kansai à Osaka, le plus cher au monde. La compagnie, qui

continue à perdre de l'argent sur son réseau international, cherche des partenaires pour partager les frais par des accords dits « de partage de code », notamment sur l'Asie. « Le marché asiatique est très important pour nous, particulièrement la Chine, qui se développe vite. Mais nous ne pouvons pas tout faire par nous-mêmes », estime Kazuhisa Shin, responsable du réseau et des

alliances. Aux Etats-Unis, ANA estime avoir trouvé un partenaire avec Delta Airlines, mais la conclusion d'un accord reste suspendu aux négociations bilatérales entre Tokyo et Washington sur le transport aérien. En Europe, la compagnie British Airways entre Kansai et Heathrow, a été éconduite. La compagnie japonaise tente désormais de séduire l'allemand Lufthansa. Les liaisons européennes génèrent 34 % du chiffre d'affaires d'ANA à l'international, contre 22 % pour les Etats-Unis. Mais là aussi la concurrence et ses résultats se détériorent. Avec le nouveil aéroport de Kansai, les compagnies européennes sont, elles aussi, montées en puissance, et leurs capacités ont augmenté de 20 % entre l'Europe et le Japon au premier semestre 1996.

#### Martine Laronche

■ CONTINENTAL: la compagnie aérienne a fait savoir à ses salariés, la semaine demière, qu'elle n'était plus en négociation avec Delta Airlines. Pendant quelques semaines, les directions des deux compagnies américaines avaient envisagé de fusionner.



BRUXELLES

de notre correspondant Le 18 décembre, la Commission européenne doit se prononcer sur la demande du gouvernement régional de Wallonie d'accorder de nouvelles aides aux Forges de Clabecq, contrôlées majoritairement par la Société wallonne de sidérurgie, émanation du gouvernement régional. Un pré-rapport établi par les services de Karel van Miert, commissaire européen à la concurrence, et révélé par le quotidien fla-mand De Standaard, ne laisse pas beaucoup d'espoirs aux dirigeants wallons et au personnel de cette entreprise sidérurgique fondée en

Non seulement la Commission s'opposerait à l'octroi d'une nouvelle dotation en capital de 1,5 milliard de francs belges (250 millions de francs) pour combler ses déficits accumulés au cours des derniers exercices (4,4 milliards de francs beiges en quatre ans). Mais elle se prononcerait également pour le remboursement, avec les intérêts, de 700 millions de francs belges injectés dans l'entreprise depuis 1992 par le gouvernement de Nauror. Ces aides sont considérées comme constitutives d'une « distorsion de concurrence » au détriment des autres entreprises européennes.

2 150 personnes à Tubize, dans le 1998.

Brabant wallon. «Le dépôt de bilan paraît inévitable », estime Michel Capron, sociologue à l'université catholique de Louvain, auteur d'une étude sur les Forges de Clabecq. « C'est la seule solution qui permettrait, après restructuration, de conserver l'activité du laminoir. Celui-ci pourrait traiter les demiproduits fournis par le hollandais Hoogovens, qui va prendre le contrôle des Usines Gustave Boël (UGB) de La Louvière».

Cette solution, qui maintiendrait environ 700 emplois sur le site, est pour l'instant la seule envisageable, après l'échec, annonce le 4 décembre, des discussions de fusion entre UGB et l'autre groupe sidérurgique wallon, Cockerill Sambre, en raison de « l'absence de complémentarité de synergies économiquement valable entre les deux entre-

MORELSATION SYMPICALE

Un rapport présenté en mai 1996 an gouvernement wallon par Jean Gandois, président du CNPF et PDG de Cockerill Sambre, concluait à l'impossibilité de maintenir à Tubize une sidérurgie intégrée (hauts-fourneaux, aciérie, coulée continue, laminoir) et proposait de ramener Pemploi à 1400 personnes en deux ans. Ce plan né-Ces décisions sonneront vrai- cessitait tout de même un investissemblablement le glas d'une entre-sement de l'ordre de 750 millions prise qui emploie actuellement de francs pour la période 1996-

On en n'est même plus là. Même si le chef du gouvernement wallon, Robert Collignon, affirme qu'il ne se « place pas dans l'hypothèse d'un dépôt de bilan de Clabecq », on voit mal comment pourrait être évitée une restructuration dans la douleur d'une sidérurgie wallonne qui, pour des raisons de rivalités histotiques entre ses entreprises, a laissé passer à plusieurs reprises le train de la constitution d'un pôle sidérurgique wallon de dimension eu-La mobilisation des syndicats, à

Clabecq comme à UGB, fait courir le risque d'une flambée sociale de grande ampleur dans une région déjà fortement touchée par le chômage. Le gouvernement belge va chercher à gagner du temps, en faisant appel de la décision de la Commission devant le conseil eu-ropéen des ministres de l'industrie. On évoque, pour se donner de l'espoir, l'exemple d'Irish Steel: le conseil, à l'unanimité, avait autorisé, en 1994, une recapitalisation du sidérurgiste irlandais mais dans la perspective d'une privatisation. Un feu vert du conseil européen sera. cette fois-ci, d'autant plus difficile à obtenir pour la Belgique que les partenaires européens allemands. français et britanniques ont déià manifesté leur opposition résolue à l'octroi de nouvelles aides publiques à leurs concurrents belges.

Luc Rosenzweig



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé en baisse, mardi 17 décembre, au terme d'une séance irrégulière. L'indice Nikkei a cédé 8,58 points, soit 0,04 %, à 20 413,46 points.

L'OR a ouvert sur ses niveaux de la veille, mardi, sur le marché international de Hongkong. L'once de métal fin s'échangeait à 368,20-368,50 dollars, contre 368,10 dollars lundi en clôtura.

CAC 40

A

■ LE DOLLAR était en légère baisse face au yen en fin de séance sur le marché des changes de Tokyo. Le dol-lar s'échangeait à 113,74 yens, contre 113,85 yens la veille à New York.

MIDCAC

7

LES COURS DU PÉTROLE BRUT ont terminé en nette hausse, lundi, sur le marché à terme new-yorkais. Le baril de référence, livraison janvier, a grim-pé de 1,27 dollar à 25,74 dollars.

ILA BANQUE DE FRANCE a maintenu lundi ses taux directeurs, et laissé inchangée la liquidité du marché, lors d'une opération d'appel d'offres effec-tuée au taux de 3,20 %.

MILAN

**→** 

LONDRES

1

NEW YORK

DOW JONES

FRANCFORT

7

DAX 30

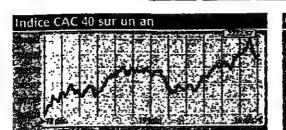
#### LES PLACES BOURSIÈRES

#### Rechute à la Bourse de Paris

LA REPRISE enregistrée la veille tournait court mardi à la Bourse de Paris, en raison notamment d'une tension sur les taux d'intérêt américains et une baisse du dollar. En repli de 0,54 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure un quart plus tard une perte de 0,36 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises se repliaient de 0,51 % à 2 211,32 points. Le montant des échanges atteint 1,2 milliard de francs sur le compartiment à règlement mensuel dont 700 millions de francs sur les valeurs de l'indice CAC 40.

Aux Etats-Unis, les marchés financiers se montraient nerveux. Wall Street a cédé 0,58 % lundi et les taux à long terme sont remontés à 6,62 % contre 6,57 % vendre-

En France, les divers instituts de conjoncture ou de statistiques font un bilan économique de l'année 1996 et des pronostics pour 1997. Selon l'Insee, l'économie redémarre lentement avec une hausse de 0,9 % du PIB au second



semestre ainsi qu'au premier semestre 1997. L'investissement des se reprendre, remarque l'Insee. pour qui ce poste constitue le

principal aléa de la prévision. Parmi les titres en hausse sensible, on entreprises a par ailleurs du mal à relevait Rexel +3,9 %, Dassault Systèmes à +1,7 % et Groupe André à + 1,4 %.

CAC 40

A

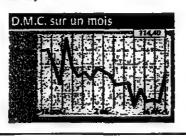
**CAC 40** 

¥

#### DMC, valeur du jour

LES PROPOS tenus par le président de DMC au journal des flnances, samedi 14 décembre, ont nettement profité au titre lundi 17 décembre à la Bourse de Paris. Il a gagné 6,02 % à 114,40 francs. Jacques Boubal a notamment déclaré prévoir un retour à l'équilibre d'ici deux ans. Pourtant, en dépit de ce rebond, les analystes restent très partagés. Pour certains, il ne s'agit que d'un simple rebond technique d'un titre qui a beaucoup chuté et que les restructurations

engagées mettront du temps à faire sentir leurs effets. Depuis le début de l'année, le titre affiche un recul



NEW YORK

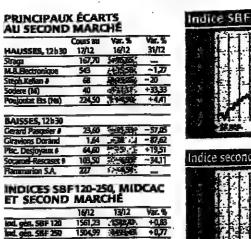
Les valeurs du Dow-Jones

# PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

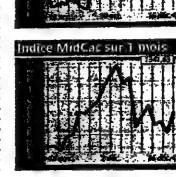


Sélection de valeurs du FT 100

LONDRES







#### La morosité persiste à Tokyo

LE MOUVEMENT de reprise amorcé lundi ne s'est pas poursuivi à la Bourse de Tokyo. Mardi, les valeurs japonaises ont renoué avec la baisse au terme d'une séance hrégulière. L'indice Nikkel a terminé la séance sur un repli de 8,58 points, soit 0,04 %, à 20 413,46 points.

La veille, Wall Street a terminé dans le touge, déprimée par une remontée des taux d'intérêt à long terme et par des prises de bénéfice dans le secteur de la haute technologie. L'indice Dow Jones a fini en baisse de 36,52 points, soit 0,58 %, à 6 268,35 points. IBM et intel ont été les principales perdantes de la séance, chutant respectivement de 3 3/4 dollars et de 5 1/8 dollars.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en hausse. L'indice Footsie s'appréciait en clôture de 21,4 points par rapport à vendredi

solr, soft une hausse de 0,53 %, à 3 993,8 points. Cependant, le vohume d'échange est resté faible en raison de l'approche des vacances de Noël. La Bourse de Francfort s'est, pour sa part, très nettement ressaisie, l'indice DAX gagnant 2 % à 2 855,79 points. A la veille du weeck-end, les valeurs allemandes avaient terminé sur un recul de

MDICES	MONDIAM	ж
	Cours au	G
	1489	

×

	Cons an	Cours au	Var-
	16/12	13/12	en %
Paris CAC 40	2222,09		+0,84
New-York/Dj Indus.	6331,78	6904,87	+0,42
Tokyo/Nikkei	20422	20047 (40	+0,39
Londres/FT100	3985,70	-1974.ep	+0,33
Francion/Dax 30	2855,79	7799,71	+1,96
Frankfort/Commer.	982,39	. 明代,路	+1,06
Bruxelles/Bel 20	2225,16	J21036	+0,65
Bruxelles/General	1860,19	180777	+0,67
Milan/MIB 30	969	969	-
Amsterdam/Ge. Cbs	416,80	ALT	+1,22
Madrid/lbex 35	408,76	和辞	+1,38
Stockholm/Affarsal	1788,42	1783.R2	
Londres FT30	2753,70	2736.38	+0.63
Hong Kong/Hang S.	12937,50	12764,20	+1,19
Singapour/Strait t	2183,26	43 PL 34	+0,19

->

Échéances 16/12

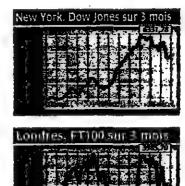
39,12	39
9,12	9,12
	96,75
74,87	76,12
83,12	62,12
48,12	47,87
69,37	70.37
91,50	91,37 79,37
79	79,37
94,50	94,75
55,37	56,62
95,25	96,75
	49,37
148,62	152,37
39,37	39,75
94,75	93,87
62,37	52
76,12	77,37
81	87,50
109,12	111,50
105,25	105,25
45,12	46,75
	96,25
40,12	40,50
64	64,25
17,87	17,75
22,12	23,25
	101,12 74,87 83,12 48,12 48,12 48,12 49,150 79 94,50 75,53 95,25 49 146,62 39,37 76,12 81 109,12 105,25

Section 1	91	01,50	I CHARGEST OIL
	109,12	111,50	Reuters
e C	105,25	105,25	Saatchi and St
Co	45,12	46,75	Shell Transpor
	97	96,25	Tate and Lyle
	40,12	40,50	Univeler Ltd
	64	64,25	Zeneca
C	17,87	17,75	
	22,12	23,25	
FRANC		ANCFORT	
LEGIST	יים ומיטי	ANCIONI	
1 =1	11	27	LES N
		▼ 1	

# FRANCFORT Les valeurs du DAX 30 DT. Lufth Man AG

7

¥





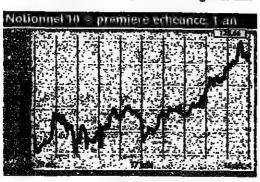
¥

1

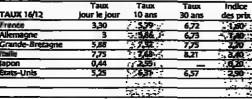
#### **LES TAUX**

#### Net recul du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATTE, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse sensible, mardi 17 décembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre cédait 26 centièmes, à 128,22 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait à 6,82 %, soit 0,05 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire amé-



LES	TAUX	DE	RÉFÉREN	CE
			Taux	7



MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	I BUA	1 044	WHILE
TAUX DE RENDEMENT	au 16/12	au 13/12	(base 100 fin
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,36	- 4,27	102,67
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,20	5,05	105,27
Fonds d'État 7 à 10 ans	5,67	551	106,09
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,06	5,92	105,24
Fonds d'État 20 à 30 ans	6,66	6.51	107,51
Obligations françaises	5,95	. S.E2.:	106,17
Fonds d'Etat à TME	- 2,32	-2,76	102,69
Fonds d'État à TRE	-2,05	.≻3 <b>9</b> 90	102,15
Obligat franç, à TME	-1,93	T,88	101,75
Obligat franç à TRE	+0,09	+0,07	100,47

ricain s'était replié, affecté par la forte hausse de la pro-duction industrielle. Le rendement de l'emprunt à 30 aus s'était inscrit en clôture à 6,63 %. Dans son rapport mensuel de décembre publié mardi matin, la Bundesbank a estimé que les taux d'intérêt directeurs paraissaient adaptés à la situation de l'économie en Allemagne. La Banque de France a laissé inchangé, mardi, à 3,31 %, le taux de l'argent au jour le jour.

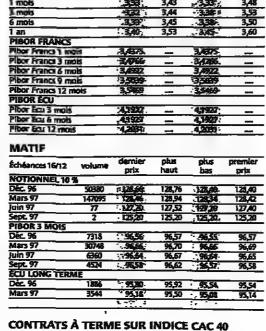
LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

NEW YORK

7

NEW YORK

Achat 13/12 Achait 16/12 vence 16/12 Vente 13/12

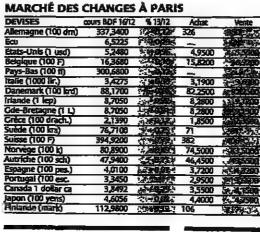


#### VIONNAIES

Rebond du deutschemark

LE DOLLAR S'INSCRIVAIT EN BAISSE, mardi matin 17 décembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5452 mark, 5,2175 francs et 113,75 yens. Le billet vert avait été affecté, la veille, par le recul du marché obligataire américain après l'annonce d'une hausse plus forte que prévu de la production industrielle aux Etats-Unis en novembre (+0,9%). Sur le

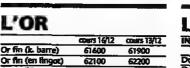
4,52 4,49 13,49 13,43



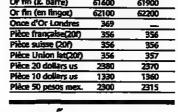
marché des devises européennes, le deutschemark regagnait un peu de terrain au lendemain du sommet de Dublin. Il cotait 3,3758 francs et 987 lires. Dans un entretien au Financial Times, le premier économiste de la Bundesbank Otmar Issing déclarait qu'il n'était pas satisfait du « pacte de stabilité », ce qui semble exclure une baisse des taux directeurs de la banque centrale allemande, dont le conseil se réunit jeudi 19 décembre.

7





cours 16/12 cours 13/12

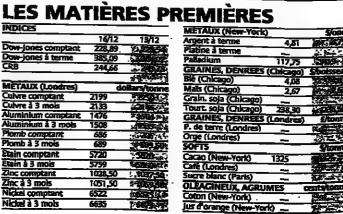


LE PETROLE

En dollars

Brent (Lond

# tain à 3 moi



MPTANT

Tables

COND MCHE

et FCP

MEMIERES

FINA	NCES ET MARCHÉS • LE MONDE / MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1996 / 21
CAC 41   C	467.50
COMPTANT	COURS   Prance LAR_D   1006   298   Sofial   34,20   278   ETRANGERES   précéd.   COURS
SECOND	Pochet
SICAV et FCP	Commercial Commercia

plus longtemps qu'on le pensait jus-qu'alors. • DATANT DE 30 000 À 50 000 ANS, les fossiles en font même le contemporain de l'homme de Neandertal et de Homo sapiens

sapiens. l'homme actuel. Une étude, publiée dans la revue Science, remet en cause le schéma selon lequel l'homme moderne serait apparu simultanément dans plusieurs parties

bies par erectus: si les deux hominidés ont vécu à la même époque, cette théorie est entachée d'anachronisme. • CES DATATIONS, effectuées

du globe, à la suite de mutations su- à l'aide de méthodes imparfaitement maîtrisées, et portant sur un site dont la stratigraphie complexe a déjà dérouté les paléontologues,

## Erectus aurait croisé Sapiens à Java voilà 30 000 ans

Selon de nouvelles datations, l'inventeur du feu aurait cohabité avec l'homme moderne dans le Sud-Est asiatique, 250 000 ans après sa disparition supposée. Mais ces travaux sont contestés

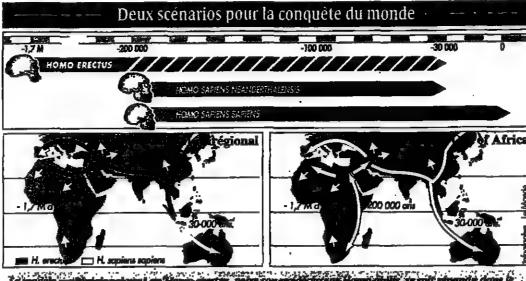
L'INVENTEUR du feu, Homo erectus, a-t-il été le contemporain de l'homme moderne, Homo sapiens? On croyait jusqu'ici que cet hominidé, au front fuyant, à la nuque large et aux arcades sourcilières en forme de visière, avait disparu il y a environ 200 000 ans, des dizaines de milliers d'années avant que l'« homme sage » envahisse le monde. Mais une étude publiée le 13 décembre dans l'hebdomadaire américain Science remet en cause cette chronologie, et bouleverse une nouvelle fois le tableau de famille des hominidés.

De nouvelles datations, indirectes, tirées de deux sites javanais, indiquent qu'erectus serait vieux de 30 000 à 50 000 ans seulement. Réalisée à partir de dents de bovin prélevées au bord de la rivière Solo, dans des couches où avaient été trouvés dans les années 30 plusieurs spécimens d'erectus, cette étude, menée par des chercheurs américains et indonésiens, suggère que cet hominidé aurait survécu à java, sur les sites de Ngandong et Sambungmacan, 250 000 ans après sa disparition dans le reste de l'Asie, voire un million d'années après son départ d'Afrique. « java a constitué une sorte de refuge, soutient Carl Swisher III. géochronologiste à l'université de Berkeley et premier siséparée du continent à la suite d'une montée du niveau des océans. et erectus s'v est trouvé isole. » Homo sapiens, capable de concevoir des embarcations, aurait débarqué sur Java Il y a 40 000 ans seulement planté, ajoute-t-il. Il aurait ensuite rejoint l'Australie.

Mais si cette colonisation a donné lieu à une « guerre primitive » entre les deux familles Homo, le sous-sol n'en a pas gardé la mémoire. Susan Anton, anthropologue à l'université de Floride et coauteur de l'étude, penche plutôt

pour une hypothèse démographique classique : sapiens était plus « intelligent », avec une capacité crânienne de 1450 cm en moyenne, contre un litre de matière grise chez son parent « dressé ». Cela et son outillage plus diversifié (lames, perçoirs, aiguilles..., quand erectus se contentait de bifaces et de hacheraux) auraient facilité son adaptation et assuré sa suprématie.

Un phénomène similaire aurait causé la disparition de Néandertal, dont on a désormais la certitude qu'il cohabita pendant quelques millénaires avec Cro-Magnon, l'archétype du sapiens sapiens. On a ainsi retrouvé dans la grotte d'Arcy-sur-Cure (Yonne) les restes d'une « industrie » de la pierre intermédiaire, probablement issue des échanges entre ces deux populations et datant de 34 000 ans (Le Monde du 29 mai). Trois populations d'hominidés - sapiens sapiens, neandertalensis et erectus auraient donc existé en même temps, et peut-être même partagé un même espace. Ces nouvelles datations battent



l'homme moderne. Celui-ci serait hominidés fossiles retrouvés sur apparu récemment et simultanément dans plusieurs zones du globe à partir de souches « ho-mo » plus primitives. Dans cette optique, certains paléontologues, tel Milford Wolpoff, de l'université en brèche le modèle multirégional, censé expliquer l'origine de du Michigan, considèrent que les

Erectus, sans doute le premier hominidé à possèder une réalle maîtrise du feu, le protégeait par des foyers de galets. Il le portait même sur ses terrains de chasse pour cerner le gibler, rapportent Germaine Petter et Brigitte Senut dans leur Lucy retrouvée (Flammarion). Le premier fossile en fut découvert à Java, en 1891, par un jeune médecin militaire hollandais, Eugène Dubois, qui cherchait en Asie le fameux chaînon manquant, censé relier le singe à l'homme. Son homme-singe redressé, Pithecanthropus erectus, rebaptisé Homo, a depuis été retrouvé au Kenya, où il serait apparu il y a 1,7 milllon d'années, mais aussi en Afrique australe, dans l'Atlas et en Chine. En France, on en a trouvé la trace à Tautavel et à Montmaurin (~ 500 000 ans). Il travaillait les galets pour en faire des bifaces. Il fut aussi le premier à développer des rituels identifiables : des calottes craniennes portant des fractures similaires ont été retrouvées à Java et en Afrique. Cette pratique reste inexpliquée.

les sites de Ngandong et Sambungmacan sont intermédiaires entre d'autres erectus javanais, tel que Sangiran 17, datant de 780 000 ans, et les premiers aborigènes australiens, de robustes sapiens apparus il y a seulement 30 000 ans.

Les travaux de Swisher et de ses collègues balaient cette théorie, cêtre et contemporain de sapiens, sur un même territoire. Ils illustrent au contraire le modèle baptisé Out of Africa, selon lequel Homo sapiens serait apparu en Afrique il y a moins de 200 000 ans et aurait plus récemment encore supplanté en Europe et en Asie les autres populations hominidées, plus archaiques.

Le débat devrait cependant rebondir, car les datations avancées par les Américains ne font pas l'unanimité. Elles sont indirectes, le possesseur des fossiles d'hominidés, Teuku Jacob, de l'université

Gadjah Mada de Java, ayant refusé de s'en défaire, même temporairement. Face à cette attitude peu confraternelle - quoique courante -, les paléontologues out donc dû se rabattre sur des dents de buffle trouvées sur le même site, ou'ils ont soumises à des datations à l'uranium-thorium basées sur la décroissance de ces éléments

#### LE VERDICT DU CARBONE 14

Ces mesures, précises et concordantes, peuvent cependant thaliens et même à des hommes comporter des biais. « Elles s'ap-puient sur des méthodes pionnières, qui reposent sur des paramètres fixés en fonction de l'état du terrain, soutigne François Semah, responsable d'un programme de fouille à Java dépendant de l'Institut de prehistoire humaine (IPH) à Paris. Il est parfols difficile de déterminer quel événement est daté. » L'incorporation d'uranium dans les osse-

ments dépend ainsi de la circulation de l'eau, de la porosité du terrain, de son érosion, de l'état de conservation du fossile, des divers « lessivages » ou des enfouissements multiples qu'il a pu subir au fil des millénaires.

Or chacun s'accorde à considérer les abords de la rivière Solo comme extrêmement difficiles à caractériser. Si bien que l'équipe de Swisher a dû mettre au point deux modèles différents d'intégration de l'uranium. « Il y a quelques années, rapporte François Semah, un directeur de recherche au CNRS, le professeur Yuji Yokoyama, avait procédé à la datation de deux crânes provenant de Ngandong et Sambungmacan, par la même mê-thode. Verdict: 350 000 ans. » Un thésard marocain de leur équipe a procédé à une nouvelle expertise. et trouve, lui, un âge de... 150 000

Cette diversité laisse perplexe. Les fossiles d'erectus ont-ils pu migrer, à l'occasion d'une inondation. vers une strate plus réceute, ont-ils été rejoints au contraire par des restes de buffles plus jeunes apportés par l'océan? L'équipe de Swisher doute que ces mouvements alent pu concerner simultanément douze crânes dans deux sites différents. Elle s'oppose aussi à la thèse sejon iaquelle les fossiles raient été mai référencés. Il est vrai qu'on a cru tour à tour que ces crânes avaient appartenu à des tieres, à des singes, à des néandermodernes J

Face aux sceptiques, qui considérent qu'il a enterré trop vite la théorie de la « continuité régionale », Swisher promet de retourner sur place pour procéder à une datation au carbone 14. Les plus critiques suggèrent qu'il aurait pu commencer par là...

Hervé Morin

## Un mécanisme fondamental de la genèse des maladies neurodégénératives d'origine héréditaire a été découvert

GROUPANT des chercheurs du CNRS et de la Harvard Medical School (Boston), une équipe franco-américaine révèle, dans le dernier numéro des célèbres Comptes rendus de l'Académie nationale américaine des sciences (daté du 10 décembre), avoir réussi à élucider un mécanisme moléculaire capable d'expliquer un processus de dégénérescence impliqué dans sieurs maladies d'origine héréditaire. Ces chercheurs, dirigés par Philippe Djian et Howard Green, expliquent en substance que les lésions neurologiques observées dans ces pathologies résultent de la formation d'agrégats protéiques toxiques conduisant à la mort plus ou moins programmée des cellules neuronales.

Cette découverte résulte des travaux menés il y a peu à partir des concepts et des techniques de la biologie moléculaire. Ces travaux ont permis de démontrer qu'une anomalie génétique unique est retrouvée dans six maladies humaines neurodégénératives, parmi lesquelles figure la plus fréquente d'entre elles, la chorée de Huntington, qui touche environ six mille personnes en France et qui se caractérise par l'apparition progressive d'une démence irréver-

L'anatomopathologie avait établi la nature et le siège des lésions cérébrales (destruction neurologique majeure au niveau des noyaux gris de la base du cerveau et du cortex). Mais la génétique moléculaire devait par la suite préciser, grace notamment à d'importants travaux américains et français, que cette affection se caractérisait par une mutation spécifique du patrimoine héréditaire

Les mutations des gènes impli-quées dans les six maladies se définissent par une multiplication anormale des structures qui dirigent la synthèse d'un acide aminé particulier : la glutamine. Un seul exemplaire anormal des deux gènes présents sur le patrimoine héréditaire est suffisant pour provoquer l'apparition de ces affections, ce qui laisse penser que ces dernières ne sont pas la conséquence de la disparition de la protéine normale (puisqu'elle demeure présente et active), mais bien l'apparition d'une protéine anormale, conséquence de la trop grande production de glutamine.

« La traduction thérapeutique de notre travail ne peut pas être espérée à court terme »

L'originalité du travail francoaméricain tient au fait qu'il se situe déjà en aval des anomalies du gène. On passe ici, en d'autres termes, du champ diagnostique à des perspectives thérapeutiques

Un tel travail a cherché à vérifier l'hypothèse émise par le profes-seur Green concernant l'interaction pathologique pouvant exister entre la protéine anormale et une enzyme particulière de l'espèce humaine (la transglutaminase). Dans cette hypothèse, la mort des cellules neuronales serait la consé-

quence d'une accumulation d'agrégats protéiques au sein des cellules nerveuses, ces cellules dont on sait ou'elles ne peuvent, à la différence des autres cellules de l'organisme, se renouveler.

Cette hypothèse a pu être véri-

flée au moyen d'un modèle biochimique complexe reproduisant ce qui se passe in vivo. Ce travail, qui a été soutenu par le CNRS, l'Association française contre la myopathie, la Fondation pour la recherche médicale et l'Institut national américain du cancer, permet d'envisager, selon M. Djian, l'« utilisation d'agents thérapeutiques inhibiteurs de la transglutaminase ». « Je ne veux pas, en disant cela, laisser les victimes de ces affections dramatiques nourrir de faux espoirs. a déclaré M. Djian au Monde. La traduction thérapeutique de notre travail n'est pas à espérer à court terme. Pour autant, l'industrie pharmaceutique a déjà développé, à d'autres fins, des molécules de cette famille, dont on peut penser qu'elles ont une action à de faibles concentrations. Il va désormais falloir établir l'innocuité et l'efficacité théra-

peutique de ces substances ». La mise à jour de ce mécanisme fondamental lève un volle sur la nature des processus physiopathologiques, qui demeuraient jusqu'à présent mystérieux. Outre qu'elle témoigne de la puissance et de la cohérence de la génétique et de la biologie moléculaire, une telle découverte laisse espérer que des mécanismes similaires pourraient être impliqués dans la genèse des autres affections neurodégénératives de l'espèce humaine, au premier rang desquelles la maladie d'Alzheimer.

lean-Yves Nau

### SOS rennes sur la rive russe du détroit de Béring

LES MOSCOVITES ont poussé un soupir de soulagement, dimanche 15 décembre : enfin tombait la neige, de bons gros flocons qui tenaient au sol. Jamais, depuis 1879, date de la création des archives météorologiques de Moscou, il n'avait tant fallu l'attendre. A l'autre bout de la Fédération de Russie, pile sur le cercle polaire arctique et non join des rives du détroit de Béring, un drame se joue, dû lui aussi aux caprices de la météorologie. Les Tchouktches, habitants de cette presqu'île éloignée à laquelle ils ont donné leur nom, mènent depuis quelques jours un combat contre les éléments pour tenter de sauver ceux qui les font vivre, les rennes.

Les pluies abondantes qui se sont abattues en novembre sur cette contrée, aussitôt suivies d'une vague de froid, ont formé une carapace de glace qui recouvre 70 % des terres. Ce phénomène exceptionnel empêche les ongulés de la toundra, habitués à gratter la neige pour trouver à manger, de brouter les lichens et les graminées séchées qui constituent l'essentiel de leur nourriture en cette saison.

« Ces animaux parviennent à vivre dans des conditions extrêmes de température, explique Antoine Sempéré, chercheur du CNRS basé à Moscou. Dans cette région, l'hiver dure huit mois, d'octobre à mai. Cependant, en raison du froid, il y a très peu de prédateurs et aucun insecte ne vient assaillir les rennes durant l'été. Ceux-ci peuvent donc s'alimenter toute la journée en toute quiétude et ils accumulent une incroyable quantité de graisse qui les aide à passer l'hiver suivant. »

Toutefois, les rennes n'hibernent pas et leurs réserves ne sont qu'un complément d'énergie. Un mois après l'apparition de la couche de glace, les premiers effets de la famine se font sentir : en une semaine, près de 5 000 rennes sont morts de faim et

les autorités locales estiment que 150 000 autres, sur une population totale de 240 000, sont menacés. « Des troupeaux entiers ont succombé, a annoncé Igor Cheston, directeur pour la Russie de l'association World Wildlife Fund (WWF). Bien souvent, les rennes ont cassé la glace avec leurs sabots et se sont retrouvés collés par le gel et incapables de se sortir de ce piège

Afin de sauver leur principal moyen de subsistance, les Tchouktches, malgré la température de moins 20 °C et la pénurie d'essence, se sont armés de tracteurs tirant des poutres de béton pour tenter de briser la pellicule de glace. D'autres éleveurs, à l'aide d'appâts, ont essayé d'attirer leurs bêtes vers des zones moins touchées. Un troupeau de 3 500 têtes a ainsi pu être mené des montagnes gelées vers les rivages de la mer de Béring, où les animaux ont trouvé de la nourriture. Dernière solution mise en œuvre dans cette région où routes et infrastructures sont rares, le lächer de fourrage par hélicoptère.

En dépit de ces secours, le mal est peut-être déjà fait. Comme l'explique Michel Tranier, qui travaille au laboratoire de zoologie du Muséum national d'histoire naturelle, « les femelles sont gestantes pendant l'hiver, ce qui est déjà une gageure en temps normai. Elles risquent de mourir d'épuisement avant de mettre bas ou bien de ne pas pouvoir allaiter. Ce sera probablement une très mauvaise saison de reproduction. La catastrophe écologique de cet automne aura

des répercussions démographiques l'été prochain. » A Moscou, loin de la presqu'île des Tchouktches, des aubépines ont fleuri la semaine dernière dans un parc de la ville.

Pierre Barthélémy

■ ASTRONOMIE : Ganymède, l'un des quatre satellites galiléens de Jupiter, possède un champ magnétique et une puissante magnétosphère, révèlent les dernières mesures prises par la sonde Galileo. Ces informations, analysées par des chercheurs américains dans la revue Nature du 12 décembre, suggèrent aussi que Ganymède a une structure interne bien différenciée : un noyau riche en fer, d'un diamètre compris entre 400 et 1 300 kilomètres, un manteau rocheux riche en silicates, et une couche externe de glace épaisse de 800 kilomètres.

■ ESPACE : la première moisson de l'espace a été récemment réalisée par l'Américain John Blaha, dans la station orbitale russe Mir, a annoncé la NASA. Le projet «Serre» a permis pour la première fois de faire croître des plantes en microgravité jusqu'à la formation des graines. Les trente-deux plants de blé, d'une variété super-naine, ont pu se développer à une vitesse de croissance notmale. (AFP)



9, rue de la Pompe, 75116 PARIS Tél.: 01.42.88.73.59 Fax: 01.42.88.40.57

# En marge du Vendée Globe, Thierry Dubois poursuit son périple pour faire partager son idéal

« Pour-Amnesty-International » devait repartir du Cap, mardi 17 décembre, après avoir changé de gouvernail

Désormais hors course, en raison de son escale, tuellement la flotte des autres concurrents, me-Thierry Dubois veut terminer le Vendée Globe. Il née par un Christophe Auguin souverain. A Ra-

doit rejoindre les mers du Sud où se trouve ac- monville, près de Toulouse, à l'initiative

d'Amnesty International, des collégiens suivent la course de Thierry Dubois et prennent

IL LUI FAUT toujours un nou- venait de réussir à réduire de Thierry Dubois semble ne jamais pouvoir se satisfaire d'un rang modeste. C'est pour éviter



1. 1

 $\mathbf{e}_{\mathbf{j}}^{(i)} = (i_{\mathbf{j}} - 2)_{i}$ 

-54 C

25 5 5

 $w_{1}=w^{\alpha}$ 

....

 $\leq \epsilon^{\frac{1}{2}(n-1)} \leq \epsilon^{\frac{n}{2}}$ 

\$44 P

1000

6-20-34

254 (47)

and the property

200

2000

 $\mathcal{G} = \{\{u^{(i)}, u^{(i)}\}^T\}$ 

m, in

1000

5 100

April 1999

d'avoir à poursuivre le Vendée Globe hors classement que son premier réflexe, vendredi 6 décembre, avait

été de faire demi-tour. A l'instar d'Isabelle Autissier une semaine plus tôt, et quelques heures seulement avant Yves Partier, Thier- de retourner vers Le Cap pour réry Dubois venait de sentir la parer son gouvernail. Arrivé dibarre de son bateau tourner dans le vide. Avec rage, il s'était alors vu dans le club prestigieux des « safrans cassés » : piètre consolation pour ce battant qui n'a que safran, explique-t-il. Et puis,

la course pour se faire connaître. Thierry Dubois a commencé par refuser la fatalité de l'escale en Afrique du Sud, synonyme de mise hors course. « Je ne vais pas en plus courir encore un mois après les autres, j'abandonne! », disait-il, la voix brisée par d'énormes regrets. En quatre semaines exactement, le navigateur donc repartir « pour le plaisir. »

vel horizon pour se motiver. mostié son retard sur les derniers concurrents. Sa folle coursepoursuite était entamée depuis le 9 novembre. En tête après une journée de course, il avait été le premier à faire demi-tour à cause d'une fortune de mer. Victime d'une voie d'eau, il payait un iourd tribut à la tempête qui avait secoué les seize concurrents dans le Golfe de Gascogne.

> TAME ACITE CONTINE FORMULA Maudissant encore ces épaves qui polluent toutes les mers, le navigateur a finalement accepté manche 14 décembre, il devait repartir mardi. « Je ne pouvais pas décevoir une équipe qui avait tout mis en œuvre pour changer mon quand j'entends les récits de ceux qui ont poursuivi leur route sous les 40°, j'ai vraiment envie d'aller dans les mers du Sud. J'ai aussi voulu courtr le Vendée Globe pour cette aventure-ià. » Celui qui a connu, en 1993, une première consécration, à vingt-six ans, en remportant la Mini-Transat, va

décidé, se dessine aussi le portrait d'un idéaliste. Pour-Amnesty-International, le bateau que Thierry Dubois va conduire dans les dangers du Grand Sud, ne porte pas n'importe quel nom. C'est même le seul à afficher une idée - « Une voile contre l'oubli »

 plutôt qu'une marque commerciale. L'association de défense des droits de l'homme ne lui a rien apporté du gros million de francs nécessaire à sa course. L'argent vient de sociétés qui ont accepté de s'effacer derrière cette grande idée.

Thierry Dubois ne cherche pas pour autant à se poser en militant. Il a fait preuve de réalisme en donnant à son bateau les couleurs de l'association : «La voile est ma passion et mon métier. J'al envie d'aller plus loin, au moins jusqu'au Boc Challenge 1998, la course autour du monde en solltaire avec escales. Pour acheter l'ancien bateau de Pierre Folienfunt et pour le rendre compétitif, je savais que je ne pouvais pas trou-ver le budget chez un seul partenaire, dit-11. J'en ai donc trouvé plusieurs auxqueis j'ai proposé de

Pour une belle cause aussi. Car se regrouper derrière la bannière derrière le jeune homme carré et d'Amnesty International. Tous ceux que i'ai contactés ont accepté avec un certain enthousiasme. Ils se disent fiers de défendre une telle cause, et utilisent plutôt la course pour leur communication interne que pour se faire connaître à l'extérieur. »

Thierry Dubois laisse aux responsables d'Amnesty International le soin d'utiliser son aventure. Les bénévoles qui luttent pour la défense des droits de l'homme peuvent ainsi s'adresser à toucher jusqu'à présent. La course de Pour-Amnesty-International est suivie dans des centaines de classes à travers la France (lire ci-dessous). C'est pour ces enfants aussi que Thierry Dubois va poursuivre sa route. au milieu des icebergs des mers du Sud. Discrètement sans doute. Car si le skipper a bien compris et utilisé les secrets de la communication pour accomplir son projet, il comprend mal que l'on s'intéresse à lui pour autre chose que pour ses résultats sportifs.

Alors, comme depuis son premier retour dans le Vendée Globe, Thierry Dubois continuera à répondre en maugréant aux questions qu'on va encore lui poser sur sa vie à bord. Hors classement, il estime qu'il vole des parcelles de gioire à ceux qui les méritent vraiment : ceux qui restent dans la course. Pour lui, son retour sur la mer ne vaut que par ce nouveau rendez-vous avec lui-même: « Toutes les grandes décisions de ma vie, je les prends sur mon bateau. »

Christophe de Chenay

## Frank Williams sera jugé en Italie pour la mort d'Ayrton Senna

IL AURA FALLU TRENTE MOIS POUR ARRIVER À CE PROCÈS Frank Williams, patron de l'écurie de formule un qui porte son nom, sera jugé pour homicide involontaire à partir du 20 février prochain à Imola. Cinq autres personnes seront dans le box, à ses côtés, pour répondre de leurs responsabilités dans la mort accidentelle du Brésilien Ayrton Senna. Le triple champion du monde des pilotes avait trouvé la mort pendant le Grand Prix de Saint-Marin. en mai 1994. Sa monoplace avait percuté un mur, à plus de 200 km/h, dans la courbe Tamburello.

L'enquête technique ordonnée par le parquet de Bologne avait conclu à la rupture de la colonne de direction de la voiture à la suite d'une modification. « Nous récusons catégoriquement ces accusations », a déclaré Roberto Causo, avocat de Frank Williams, de Patrick Head, son directeur technique, d'Adrian Newey, son concepteur en chef et du Belge Roland Burynseraede, le directeur de la course. Sont également poursuivis l'Italien Federico Bendinelli, directeur de la piste d'Imola et Giorgio Poggi, un ancien commis-

#### George Weah est suspendu pour six matches en Coupe d'Europe

à un public qu'ils n'arrivaient pas L'ATTAQUANT FRANCO-LIBÉRIEN DU MILAN AC, George Weah, a été condamné, lundi 16 décembre, par la commission de discipline de l'UEFA, à six matches de suspension en compétition européenne - soit au moins jusqu'en décembre 1997 - pour avoir donné un coup de tête au capitaine du FC Porto, Jorge Costa, le 20 novembre, à l'issue du match FC Porto-Milan AC (1-1), comptant pour la Ligue des champions. Le Joueur portugais avait eu le nez

L'UEFA n'a pas tenu compte des propos racistes et les actes provocateurs de Jorge Costa invoqués par le Milanais pour expliquer son geste (Le Monde du 30 novembre). En revanche, pour cette sanction considérée comme modérée, le jury a retenu l'« habituelle conduite de gentleman » de George Weah. Celui-ci n'a reçu que trois cartons jaunes ces cinq dernières années dans les compétitions européennes. De plus, le jouer recevra, le 20 janvier à Lisbonne, le Prix du fair-play de la FIFA, non pas pour son attitude sur les terrains, mais pour son action en faveur de son pays, le Liberia.

#### DÉPECHES

■ SKI ALPIN: les Autrichiens ont dominé le Super-G de Vald'Isère, lundi 16 décembre. Après Fritz Strobl, la veille dans la descente du Critérium de la première nelge, c'est Hans Knauss, vingtcinq ans, qui s'est imposé devant son compatriote Gunther Mader. Le Suisse Steve Locher a empêché un nouveau quarté autrichien en s'emparant de la troisième place devant Patrick Ortileb (4°) et Christian Mayer (5°). Le premier Français, Luc Alphand, a terminé

■ BASKET-BALL: Yann Bonato et Cyril Julian ne joueront pas avec l'équipe de France la prochaine rencontre des éliminatoires des championnats d'Europe, mercredi 18 décembre à Besançon, contre la Suisse. Pour pailler l'absence des deux blessés, l'entraineur Jean-Pierre De Vincenzi, n'a fait appel qu'à un seul joueur,

#### Escale à Ramonville, pour la bonne cause

de notre correspondant C'est un hangar échoué comme beaucoup d'autres dans ce parc technologique de la banlieue toulousaine. A Ramonville, au bord du canal du Midi, on vient y rêver de vent et d'océan, toucher du doigt une voile ou une boussole, et peutêtre même – au-delà de la solitude du coureur des mers ~ appréhender le soirt de tous ces êtres privés de liberté de par le monde. Les groupes toulousains d'Amnesty-International offrent au public la possibilité de suivre la course de Thierry Dubois quasiment en temps réel, avec l'espoir de sensibiliser davantage de monde pour leur cause. Et ça marche. Près de quatre cents collégiens de la région auront défilé depuis le début de

Au sol, les contours du bateau sont dessinés. Les deux classes ont pris place dans l'emplacement du cockpit. Au mur, un portrait géant du bateau et une carte du monde. Les petits drapeaux qui y sont piantés ne figurent pas la disposition des concurrents du Vendée Globe, mais les pays où Amnesty a déclenché une « action urgente » depuis le début de la course. Sous la voile pendue au plafond, un petit bureau d'écolier : c'est la table à cartes de Thierry, à l'échelle

Les questions fusent : comment Thierry fait-il pour manger, pour dormir? Combien coûte un tel bateau? Jacques, le retraité bénévole d'Amnesty rassure: «Ce n'est pas Amnesty qui paye, c'est trop cher ». Il explique les arcanes du mécénat et la démarche originale de Thierry Dubols (lire ci-dessus). En l'absence, ce matin-là, des bénévoles de l'Association nautique du bateau libre qui assurent d'ordinaire les explications techniques, Jacques se débrouille « sans assistance et sans escale », et amène les collégiens à bon port. Il les aide à trouver les réponses au questionnaire préparé en classe avec les professeurs.

Pour mener à bien l'opération, les bénévoles toulousains d'Amnesty ont dû intégrer des rudiments de voile, et apprendre, à leur tour, à boucler un budget grâce aux sponsors. « En tout, on n'aura pas dépassé onze mille francs » estime Guy Molenat, le coordinateur de l'association qui a su arrimer le Vendée Globe à Ramonville.

Tout est parti d'une idée de Thierry Dubois, qui passe régulièrement dans une entreprise locale, Accastillage-diffusion, pour acheter des matériels. Il a ensuite fallu convaincre le maire de Ramonviile de prêter le local, négocier avec des exposer du matériel, mais aussi avec Philippe Jeantot, l'organisateur de la course. Pour des raisons d'exclusivité, le centre de Ramonville ne donnera les informations que vinot-quatre heures après le PC officiel de la course.

Inauguré le 17 octobre par Thierry Dubois et le président d'Amnesty International, le centre de sulvi est ouvert chaque samedi et dimanche après-midi au public, sans interruption, malgré les avaries qu'a connues le bateau. « Quand j'ai appris que Thierry avait heurté pour la deuxième fois une épave, je n'ai pas dormi de la nuit », témoigne Guy Molenat. Même s'il est disqualifié par le règlement après son escale au Cap, Thierry Dubois est toujours poussé par les encouragements qui s'affichent sur les murs du centre de suivi. « Réalise ton rêve et dis-toi au'il y a beaucoup de gens qui l'aiment très fort », lui ont par exemple écrit trois collégiennes de Castelsarrasin. Un fax ponctué de « gros bisous ».

Stéphane Thépot

(1,29 Film) RECHERCHE

VENDEUR/SE GALERIE

Salson montagne hiver 96/97. Disco de suita. 25/35 a. env. escu. colaie excel, présentation obligat. Angl. courant, Word/Windows utiles. Mobilité exigée.

Ecrire au Monde Publicité agus no 9060 183, av. des Chamos-Elvsées 75409 Paris Cedex 08

Urgent recharche COURSIER ÉQUIPÉ

Tél.: 01-46-58-03-50 Nous chérchons pour le merché trançais un professionnel de la versie comme agent libre.

Notre grande gamme d'articles de bricolage/quincalilerie s'adresse aux grands magasins. de plus amples informations, veullez prendre contact avec

TECHNOP SA, 8.P. 260, CH-9424 Rheineck (Suisse) • Pour assurer le développement de son secteur presse adulte TOULOUSE

**JOURNALISTES** Professionnels

MILAN PRESSE rech.

manuscrite à :

MALAN PRESSE

Ref. PA 1196

300, rue Léon-Joulin

81101 TOULOUSE CEDEX 1

- REPORTERS - SECRÉTAIRES DE REDACTION pas expérimenté pas motivé s'abstenic. Adt. CV, photo, lettre

compagnent. » Tony Bullimore (Exide Chalbien, le bateau aussi. »

J.F., 23 ans, IEP + DEA droit DEMANDES

Angl. esp. mobile 4 ans exp. cotal, marketing sectaur emballege agroeilm Bonne culture. Tech. cherche poete reapons, dans société

Tél.: 01-47-38-19-56, Rén. INGEWEUR Automaticien/électronicien ch. place en R.D. ou product.

TEL: 01-45-87-86-07

Architecte d'Intérieur. 7 ans expér, planche à dessir + CAO, ch. emploi/mission, réo, Paris. Barbara TAI FOURNIER Tel.: 01-42-62-90-66

01-44-74-65-82 (rép.) « Avocate, maîtrise de peychologie, actuellement études de droit, cherche minuffort Paris Tél.: 04-67-59-49-38 •

niale ort Word Excel

Dame 53 a. D.E. Infirmière ch. place gouvernante

ou etr. T.: 04-68-35-58-61 Pera, expér., sér, et Organisée. RESP. COMM. EXPORT

OU RESP. COMPTAB. :lients, recouvreme PARIS ou SUD-OUEST

eso, projets, Automatis MG Tolane, bon contact coal, dynemique, edaptation rapide Cursus professionnel

01-60-79-02-19 RESPONSABLE **COMMUNICATION/PRESSE** J.F., 30 ana, 7 ans d'exp., souhaite intégre

structure dynamique (agence ou entreprise) pour valoriser ses qualitat ridactionnelle et relationnelle. Mobilité géographiq Tel.: 01-47-49-57-01 (rép.).

J.F. exp. prête assistance difigeant, entreprise colate, communic, domaine internat. BAC+3, angl. crt, dépl. poss Tal.: 01-43-64-74-22 rds.

## Christophe Auguin creuse l'écart

• Christophe Auguin (Géodis), à 12 753 milles de l'arrivée, lundi 16 décembre : « J'ai franchi la longitude du Cap Leeuwin, à l'extrême ouest de l'Australie, dimanche à 22 heures. Contrairement à ce qu'on peut imaginer, pour réaliser de bonnes vitesses moyennes et éventuellement pour battre des records, le vent ne doit surtout pas être trop fort et la mer pas trop formée. la stabilité de vent en force et en direction est surement le paramètre essentiel. Je n'ai pas vraiment pu fêter mes trente-sept ans, le 9 décembre. Il y avoit trop de met ce jour-là. Mais ces dates, comme Noël et le jour de l'an qui arrivent, ne prennent un

• Gerry Routs (Groupe LG), à 866 milles: « Quei hameur de voir le grand Sud à la fois fascinant et inquiétant. Cette longue houle qu'on ne rencontre nulle part ailleurs est

sens que si on les partage. »

 Marc Thiercelin (Crédit im-« l'ai vu le plus beau coucher de soleil de ma vie. Le ciel était orange et sais pas si je vais rentrer, la vie est si oux dents.»

● Yves Partier (Aquitaine-innovations), à 1 449 milles : « J'ai fait le plein d'eau alors qu'il ne me restait que cinq litres et au moins dix jours de mer avant d'atteindre l'Aus-

tratie\_ > ● Hervé Laurent (Groupe LG-Traitmat), à 1 454 milles : « Dès que la mer est formée, je ne peux pas dépasser 10 nœuds au vent arrière, sinon le bateau part dans tous les sens sur les déferlantes.» -

Bertrand de Broc (Votre nom-Pommes Rhône-Alpes), à 1604 milles: « Les tempêtes dans le golfe de Gascogne, c'est vraiment de la rigolade à côté de celles des mers du Sud. J'apprécie vraiment le calme entre deux dépres-

» C'est moins dur physiquement et cela permet de ranger un peu le bateau. Le moral connaît des hauts et des bas. il suit un peu la courbe du

● Eric Dumont (Café Legal-le mobilier de France), à 1 396 milles : goût), à 2 036 milles : « J'ai trop de problèmes techniques pour être à 100 % dans la course. L'avais réussi à la mer avait la même couleur. Je ne bien réparer le trou dans la coque, mais maintenant ce sont des probelle... si ce n'étaient mes douleurs blèmes électriques qui me handi-

■ Raphaël Dînelli (Algimouss), à 2 460 milles, non classé officiellement: « l'ai décoré le bateau pour Noël, c'est sympa pour le moral. D'autant que j'ai une fuite à l'avant du bateau qui m'inquiète. \*

• Patrick de Radignès (Afibel), à 2 516 milles : « Je veux tellement finir cette course. Quand je vois ceux qui sont contraints de s'arrêter, je me dis que pour moi le rêve pourrait s'arrêter aussi très vite. J'ai dû me mettre à réparer pendant toute une nuit une grand-voile qui avait été déchirée par un coup de vent. Je fais tout par plaisir et dans le vendée Globe, je suis comblé même si c'est parfois difficile. »

• Pete Goss (Aqua-Quorum), à 2 688 milles: « Il fuit très froid. La neige tombe toujours. C'est encore plus dur quand il n'y a pas de vent. » Catherine Chabaud (Whirlpool-Europe 2), à 2 770 milles : « Je me mets à barrer quand le vent dépasse 25 nœuds. C'est un vrai plaisir d'aller de plus en plus vite. C'est le grand bonheur en permanence, sur-

lenger), à 3 982 milles: « Je vais

tout avec les albatros qui m'ac-

## Tél. ; (16-1)40-30-22-96 (rén.)

VINS ...

Pour les têtes

Directement du vigneron

A votre table

un vin à découvrir

MONTLOUIS-SUR-LOIRE

A.O.C.

BIJOUX BLIOUX BRILLANTS Le plus formidable chobi. Que des affaires exception nelles ! . Tous bljoux or, toutes pierres précieuses allances, baques, arcente

ACHAT - ÉCHANGE BLIOUX PERRONO OPERA

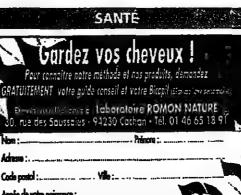
Angle boulevard des Italiens 4, rue Chaussée-d'Antin 37, avenue Victor-Hugo. Autre grand choix

Sec, demi-sec, moelleux. Méthode champenoise.

Ouvert les lundis 9, 16 nt 23 decembre.

Plus. millésimes dispon. Tarits sur demande

L CHAPEAU 15. r. des Aitres-Husseau 37270 Montlouis-sur-Loire Tel.: 02-47-50-80-64



## VACANCES!

SKI DE FOND près (Métabiel) frontièm suisse 3 h de Paris par TGV en cleine zone nordicue. Chambre en pension ou

demi-pension chez ancien sélectionné olympique. avec salle remise en forme cours, matériel, etc. Passervation: 03-81-49-00-72

BODY LINE

Pour votre forme votre ligne

venez profiter des cours step., aerobic, streching culture physique... cardio training boxe française saune-hamman

Ouvert tous les jours

25-27, rue de la Croix-d'Eau 94170 LE PERREUX Tél.: 01-48-72-10-40

## **Fiction** exotique

#### **Deux restaurants** parisiens dans le vent, où l'on peut voyager loin sans se déplacer beaucoup

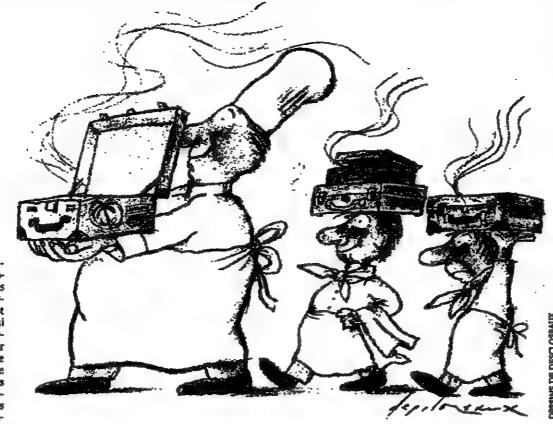
INTERLOPES pour les raisonnables, infréquentables pour les esprits forts, sans intérêt pour les autres, les endroits à la mode nourrissent leur succès de tout un petit monde d'achamés éclairés qui premient la promotion de leur dernière découverte comme un devoir et sa fréquentation comme un acte de foi. A Paris, sortis de la pochette surprise de l'été, voici deux de leurs champions dont l'arrogance est encore intacte et dont les syucopes nerveuses qui les ont vu naître tou-Jours autant d'actualité.

Le premier flotte à la hauteur de l'avenue de New-York, port Debilly, dernière position connue du Nomadic, un ancien transbordeur de passagers de la Cunard Line, solide raflot qui, depuis son lancement à Belfast, en 1911, en aura supporté des vertes et des pas mûres avant de se voir reconverti en restaurant et club de nuit.

Sans complexes, l'endroit se fait appeler Le Colonial, enseigne au vocable douteux, mais que l'on comprend mieux dès que l'on pénètre plus avant dans le décor, conçu manière véranda, avec palmes cocotières et osier tropical, l'ensemble rehaussé d'une bande-son vitriolée au rhum agricole. On croit apercevoir des pirogues venant se ranger contre le bastingage; il n'y a que des bateaux-mouches qui passent. Mais le la ville, rompez vos amarres, tous en route vers les alizés! Ce vendredi-là, le Nomadic faisait escale à La Havane; à 23 h 30, une « Noche cubana » allait démarrer qui promettait du chavirement à 80 francs la consommation. On lisait sur un carton: « Invitation pour un couple ou

Bon zigue, le client se dit qu'il est aussi bien là qu'entravé aux bancs des gaières de TF 1. Un gros public hmocent, joyeux et débraillé, qui ne volt rien venir, qui ne s'alarme de rien. Brut de divertissement. La guinguette en croisière trace son sillage et s'amuse. Tout va bien à bord.

La carte est à l'image du lieu. On tangue d'une terrine de pot-au-feu à un tagine d'agneau aux pruneaux,



d'un chausson de petits gris à un poulet sauce au miel, de farcis niçois à l'aumônière de crèpe fourrée. Unecuisine expédiée à l'astucieuse, coiorée et incertaine, mais sans remords.

Que l'on ne se méprenne pas : il aura failu beaucoup de moyens et de longues heures de chaude gamberge pour amener les Parisiens à se laisser séduire et à s'installer au tanntam du bouche à oreille, avant d'afficher complet à partir de 21 heures et de commencer à croire à la réussite. La concurrence est rude et l'aventure mortelle pour qui n'aurait pris garde de cerner les contours de l'époque et d'en prévoir les futurs émois autant que les dangereuses

L'autre restaurant qui ne laisse pas curieux se découvre dans les profondeurs du 8 de la rue Boissy-d'Anglas, à égale distance entre le point sellier de chez Hermès et la batterie de brandebourgs du portier de l'hôtel Crillon. Depuis la mi-septembre, on loue du coude et de la recommandation particulière pour aller s'affaier de bonheur sur les banquettes et aux tables du Buddha-bar. Atroce comme engouement.

Nous ne sommes plus ici dans le vaudevillesque middle-class du Coionial, mais dans une cuve d'eau chaude où viennent se refaire une santé des personnages que l'on devine importants pour notre avenir. On y trébuche sur des représentants de tribus diverses, mais tous fardés de cette molle assurance de regard. qui est la marque des grands déci- ce jours passés aux Maldives à ne sionnaires et des importants tragiques. Avec un aménagement à roulettes, le lieu pourrait facilement se transformer en salle de conseil d'administration, en atelier de création publicitaire, en studio de télévision ou en bourse volante.

Un bouddha magistral sert de bibelot précieux à cette imposante taverne souterraine au mobilier sombre et à la lumière dangereusement mordorée. Du borgne façon classe affaires, Macao place de la Concorde, pour faire trissonner les dames un peu tard le soir. Le discjockey entretient la confusion en inondant ses victimes de mélopées descendues de hauts plateaux incertains mais sûrement lointains ; et en ne lésinant pas sur la dose. Personne ne s'entend et tout le monde se l'axe, et surtout de ne faire aucun commentaire sur la sono qui permet avant tout de dialoguer en impasse, chose très nécessaire au babillage

mondain. De quoi peut-on se nounir dans un engin parell? Et est-ce encore le. propos? Mais oui, ca ciape de partout, de partout ça tortore, c'est de la mandibule courageuse entre deux 🛪 Le Colonial, port Debitly, entrée fines roublardises marketing et quin-

rien faire, je te jure, à ne nen foutre, tu me connais, je prends le plaisit où je le trouve, sans limites, no deadline.

No deadline... Nous si. Alors: un. sashimi sauce de sésame et de ponzu, un éminoé de boeuf aux épices et confiture d'oignons, et une bière japonaise. « Mais certainement, monsieur », fait le serveur, habillé révolution culturelle revisitée rive ganche. Le premier plat arrive dans des temps records. Avec assurance et habileté, le jeune homme en noir ne quittera plus son client, pas mécontent de voir la commande se laisser investir sans remarques ni com-

mentaires particuliers. Canard laqué aux fruits confits, choux farcis de pigeon fiamé au thé, travers de porc glacés aux primes, croquants de calle sauce à l'orange. est ici la marque de fabrique: une cuisine mutante, ni orientale ni française; vaguement française et vaguement orientale. Eurasienne, comme l'endroit. Une nouvelle syntaxe gastronomique pour un futur encore non identifié.

Jean-Pierre Quélin

en face du 26 de l'avenue de New-York, 75016 Paris, Tél.: 01-53-23-98-98. Fermé le samedi micii et le dimanche soit. Menus: 150 F à midi. 200 File soit

\* Buddha-bar, & rue Boissy-d'Anglas, 75008 Paris. Tél.: 01-53-05-90-00. Fermé le dimanche midi. Carte: de 250 F à 400 F. Bar libre, ouvert jusqu'à 2 heures.

Cette surperposition d'onctueux,

de croquant et de moelleux est à

son mieux dans ? entremets au

chocolat, le Carrières. Un idecnir brownie fondant avec des morceaux de noix en son centre, le tout nappé d'une crème au chocolat amer. Il est viul que pour s'initer aux mystères de la surgélation du cacao, Pierre Hermé, grand spécialiste en chocolat, était aidé

d'un autre des meilleurs chocolatiers français, l'Albigeois Michel Belin. Quatre à cinq fois moins cher que la pâtisserie fraîche vendue place de la Madeleine, la rme Fauchon aurait été une parfaire diemative à la sempitemelle bûche glacée. On regrette qu'il faille attendre janvier pour en 200ter. Les animaux domestiques sont mieux lotis en matière de luxe et de froid. Dog Ice, la première glace pour chien, parfumée au lait ou

Gulllaume Crouzet

★ Desserts surgelés Fauchon-Pilpa, de 40 à

à la viande, n'est-elle pas déjà en vente (en

marché test, li est vrai) dans les régions

#### **TOQUES EN POINTE**

#### **Bistrots**

■ Odette et Philippe Pilmis out repris cette bodegu sans façons où les tupos et le fameux jambon « Jabugo » de Sanchez Romero Carvajal font merveille, pour un apéritif à l'espagnole. L'on n'a guère l'habitude – et l'occasion pour tout dire – de trouver à Paris un tel lieu typé et relative-ment authentique dans son ambition de faire partager tous les poncifs de la table basco-espagnole, morue à la luzienne, gambas à la plancha, poulpe en salade, piperade, paella, escortés d'aimables vins d'Espagne. L'accuell est ici une seconde nature des patrons, par ailleurs vrais professionnelle la company de l sionnels. Le moment de détente qu'on y passe est dépaysant et guère ruineux. Menu: 145 F. A la carte, compter 180-200 F. \* Paris. 117, boulevard de Grenelle (75015). Tél.: 01-47-83-39-71. Tous

LE GRILL

■ Le Grill du George-V, avec sa formule (2 plats) à 155 F, est la bonne affaire du quartier. La cuisine de Jacki Joyeux, un tantinet routinère, est franche et classique, comme le vol-au-vent de fruits de mer dieppoise ou le foie de veau poété à la vénitienne pour évoquer l'Orient-Express. La carte du Grill s'adresse aux hommes d'affaires à l'appétit mesuré (salade de poulet au cerfeuil et vinaigrette de noisettes concassées) comme aux gournands (fricassée de volaille au vin jame). En décembre, la Grande-Bretagne est à l'honneur, son breakfast et ses plats de tradition hivernale. Service rapide et courtois. Formule à 155 F. Menu: 195 F. A la carte,

\* Paris, 31, avenue George-V (75008). Tel.: 01-47-23-54-00. Tous les

#### **Brasseries**

■ Un cadre lumineux, malgré un plafond laqué rouge sombre, d'astucieux jeux de miroirs fumés, ouvert sur les jardins de Pariy II, un vestige de la gloire des « trente glorieuses » et une cuisine classique et sage, menée par le chef Georges Torès, au gré des saisons. Voici celle de la chasse et les poissons de petits bateaux - comme le bar à l'unitatéral au beurre de genièvre -, agrémentés d'une touche personnelle. La brouillade d'orufs et de saint-jacques aux aromates, ou bien les intitres de Marennes-Oléron, belles et appétissantes, et encore le filet de daurade braisé au citron safran et cumin, ont fort bonne mine, comme le lièvre farci, juste de goût, accompagné d'une sauce délicate. Memu brasserie : 90 F. Menu-carte: 168 F.

\* Le Chesnay. 24, rue Pottier (78150). Tél.: 01-30-54-01-01. Fermé dimanche soft et lund.

**AU PETIT MARQUIS** 

■ De 5 h 30 du matin jusqu'à 23 heures pour les nuiteux, fonctionne un des vieux établissements de la place du Marché, à Versailles : vieilles poutres plus réelles que nature, plantes vertes de circonstance et cachepots en cuivre, giaces au mur, et - fort heureusement - la bonhomie charmante du patron. Le casse-croîte des marchands sera servi les jours se sur le zinc : un vrai ceuf mayonnaise, les poireaux vinai ou bien la soupe de légumes, la bavette su bleu ou encore l'entrecôte grillée frites. Et de bons petits plats pour les autres en soirée, avec nappe et courtoisie : foie gras de canard mi-cuit, ou bien cassolette de pétoncles à la provençale, et aussi le magret de canard à la poire pochée, jus de bourgogne aux airelles, servi avec gratin dauphinois, ou bien le dos de saumon rôti sur sa peau à l'embeurrée de choux verts aux lardons. Pormule à 58 F au déjeuner. Le soir, deux menus à 80 F et 130 F.

\* Versailles. 6, rue André-Chénier (78000). Tél.: 01-39-50-14-18. Fermé Donal in education

#### Gastronomie

LA MARÉE

■ Le bâtiment de haute mer, résistant aux tempêtes, que rien à ce jour ne paraît dévier d'une route assurée, continue son chemin. On a rénové la salle, avec soin et discrétion, et aussi la cuisine. L'établissement est maintenant ouvert le samedi soir, et la ciientèle rajeunit! La Marée reste une de ces maisons à l'ancienne dont le premier talent du propriétaire est de s'entourer d'un équipage solide et d'un bon chef. Bernard Pinaud connaît ses classiques : belons au champagne, bar « Marie-Do » et farandole des desserts, selon les prescriptions de Marcel Trompier, le fondateur de la maison. Plats impossible à supprimer de la carte, reconnaît Eric, son fils, L'andace devra donc cohabiter avec la tradition. La tradition, c'est la bisque, le homard à l'américaine, le merian en gondole, la brandade nimoise ; l'audace : le filet de barbue à l'acidulé de tomates, le cabillaud poèlé au macis. Les langoustines rôties aux carottes fondantes, le parmequet de saumon au tourteau, deux plats délicieux, et tout le savoir-faire nouveau de l'équipe de cuisine. La carte est surtout poissonnière, mais l'on y débusque aussi du gibier, un foie de canard poèlé au raisin ou bien un pigeon rôti aux figues. Spiendide carte des vins, dont l'une des plus belles collections de fiquoreux. Parfait accueil et service d'importance; addition également : environ de 500 F à 600 F.

\* Paris. 1, rue Daru (75008). Tel. : 01-43-80-20-00. Fermé samedi midi et dimanche (voiturier).

Jean Claude Ribaut

RESTAURANTS DÉGRIFFÉS

■ Fondateur des voyages vendus à prix réduits par le service télématique 36 15 Dégnitour, Francis Reversé n'est jamais à cours d'idées. Après les vols, les séjours, les théâtres à Paris, il propose désormais sur Minitel une sélection de restaurants. Les « grandes tables », choisies par son partenaire Gault-Millau (notées trois on quatre toques dans le guide), ne bradent pas leurs cartes mais cherchent plutôt à remplir leurs salles en début de semaine. Bernard Loiseau (La Côte-d'Or à Saulieu, Côte-d'Or), Georges Blanc à Vonnas (Ain), Jean Bardet à Tours (Indre-et-Loire), Roland Durand (Le Pré Catelan, Paris) et quelques autres proposent « des menus tout compris... à des prix très doux ». Une réduction d'environ 20 % permet aux gastronomes de découvrir la cuisine des chefs à condition de s'inscrite par Minitel.

#### Fauchon, rayon surgelés

Le *Fauchon* n'appar<del>elle</del>ra pas. Ce yacht de 36 mètres, affrété aux couleurs de la fameuse épicerle parisienne, avait été annoncé il y a elques mois comme devant offrir le nec plus ultra de la croisière de loxe. Las l'Paute d'inscriptions suffisantes pour ces petites virées nautiques en Méditerranée, le navire a déjà été

Mais, rassurez-vous, au lieu des 350 000 francs qu'il vous en aurait coûté pour réserver une sernaine le bateau et sou équipage, vous pourrez bientôt vous offrir dans tous les supermarchés de l'Hexagone du Fauchon pour seulement 40 francs. Le kuxe va-t-il se relever d'un tel

Pour la première fois, la digne maison parisienne de la place de la Madeleine vient en effet de s'acoquiner officiellement avec un industriei de l'agroalimentaire. C'est avec la société Pilpa, un giacier qui n'a pas trente ans, que le mariage a été consommé. Une gamme de trois entremets et deux tartes surgelées est née de cette union. Le père de cette progéniture ? Pierre Hermé. Le chef pátissier de la maison Fauchon est deversu une oSchrite. Son récent transfert ches

Ladurée, dont il devient le directeur, à fait l'obiet de dévêches sur le fil des agences de presse le 24 octobre, comme # B

s'était azit de l'avant-centre de l'Inter de Milan. Il a fallu dix-huit mois à Pierre Henné pour signer ce qui sera sans doute son ultime collection sous le nom de Pauchon. Des huit recettes originales, seules cinq se retrouv en janvier dans les bacs frigorifiés des hypermarchés. Si l'épicerie fine s'encan sûrement à se vendre ainsi, elle ne se galvande

pas pour autant. Les desserts, réalisés dans une petite usine du Pays basque, surprennent par leur aspect et surtout par leur texture. Parmi les deux tartes, sur pâte sablée (« Le femilieté se prête mai à la surgilation », constate Pierre Hermé), celle aux abricots, au turron et aux pistaches est spectaculaire. La tarte aux pourmes et aux pignons pêche peut-être un pen par excès de

Contrairement à la piupart des desserts surgelés, les trois entremets offrent au sein d'un même gâtean une étourante diversité de textures.

<u>PARIS 14</u>• L'Escargot Montorgueil

LE FLAMBOYANT sa cuisine antillaise l'ermé le dimanche soir, le kindi toute la journée et le mardi mkd. 11 rue Boyer-Barret - 75014 Paris **2** 01.45.41.00.22

PARIS 17º

L'Afrique Noire à l'Etoile. Un nouveau lieu, avec ses cockails uniques et les saveurs de sa table. Cadre chic, ambiance feutrée. 150 à 180 F par personne.

- LE DIAM TANN -1. rue des Coloneis-Renard 75017 PANTS - W 01 15.74.88.60





6 PLATEAUX 80° à 244° LA CHAMPAGNE CHEZ HANSI **GRANDE HA** 3. Place du 18-Juin-1940 - 75006 Par Tél. 48 74 44 78 - Fax 42 80 63 10 LA GASTRONOMIE dans "LE MONDE" c'est chaque mardi daté mercredi,

Sur nos plateaux, c'est elle la star

pour vos annonces contactez le : 2 01.44.43.77.36 - (Fex : 01.44.43.77.30)

Publicate

Midi Bistro 180 F. Menu de suison 250 F Carte de tradition – Tous les jours 38, rue Montorqueil - 01,42,38,83,51 PARIS 8º UN PATRO UNDOUT un calmo des Ch. Elysi

Montorgueil

PARIS 1er

FLORA DANICA COPENHAGUE PARTS CHIRACULE MENU 240 F (holssen comprise SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.

142, avenue des Ch-Rysées - 01.44.13.86.26



SAINT-SYLVESTRE sous les Étolles à 200 mètres d'ALTITUDE ! face à la plus belle vue de Paris Menu tout au champagne animation compris TOUR MAINE-MONTPARNASSE 56 étage 33, avenue du Maine 75015 Paris rens. et réserv. Tél.01 40 64 77 64/01 40 64 77 67-Fax 01 43 22 58 43

PROMOTION

FRUITS DE MER

4. MEMENTS ENEM

mics

2 36: 176"

بالهجا

Section Sections

· Physical Co.

Same of the same o

121' - 152'

Tel. 45 48 96 42 - Fax 45 44 65 48

A 45.00

# Des températures plus douces

ENTRE les hautes pressions des frontières belges. Ces préde l'Europe centrale et la vaste cipitations se décaleront peu à zone dépressionnaire du sud de l'Islande, persiste un flux perturbé de secteur sud. Un front froid ondulant intéressera les régions de l'ouest et le flux de sud donnera des entrées maritimes pluvieuses sur le Languedoc-Roussillon. Les températures se radoucissent par rapport aux jours précédents.

Mercredi matin, le ciel sera encore couvert et pluvieux près



Prévisions pour le 18 décembre vers 12h00



peu hors des frontières. En Bretagne, en Normandie, dans les Pays de la Loire et le Poitou-Charentes, il pleuvra également. En Languedoc-Roussillon, les nuages seront nombreux et donneront des pluies faibles sur le relief. Partout ailleurs, nuages et éclaircies alterneront. Dans l'aprèsmidi, les pluies persisteront en Languedoc-Roussillon. Les pluies des régions atlantiques progresseront vers l'est et se situeront de l'Aquitaine au Poltou-Charentes, au Centre, à l'Ile-de-France, à la Normandie et au Nord-Pas-de-Calais dans la soirée. Quelques éclaircies reviendront sur la Bretagne et seront entrecoupées d'averses. Ailleurs, le temps sera variable avec davantage d'éclaircies dans l'Est. En Corse, le soleil brillera.

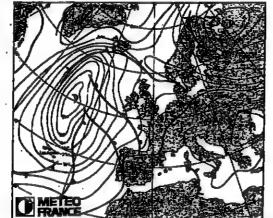
Les températures matinales seront douces sur l'Ouest, entre 5 et 10 degrés, ainsi que près de la Méditerranée. Allleurs, le thermomètre ne dépassera pas 5 à 7 degrés, avec des gelées locales encore possibles. Dans l'après-midi, le mercure montera jusqu'à 8 à 11 degrés dans le nord et le nord-est, 11 à 13 sur le nordouest et 11 à 16 dans les régions méridionales.

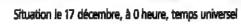
Dans la journée de jeudi, le front ondulant progressera vers l'ouest. Les températures reste-

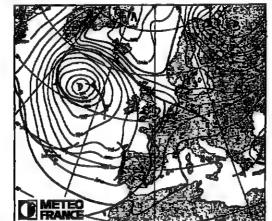
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-











LISBONNE 15/15
LONDRES 7/4
LOS ANGELES 22/9
LUSEBBOURG 5/-1
MADRID 15/15
MARRAKECH 21/12
MEXICO 23/8
MILAN 44
MONTRÉAL 2/2

MARRAKECH MEXICO MILAN MONTRÉAL MOSCOU MUNICH NAIROBI NEW DELHI NEW YORK PALMA DE M. PEKIN PRAGUE

Prévisions pour le 19 décembre, à 0 heure, temps universel

#### IL y a 50 ans dans Le Monde Les prisonniers de guerre

LE PROBLÈME des prisonniers de guerre est un de ceux que les Alilés n'ont pas résolus après la ces-sation des hostilités. Sans doute ont-ils pensé qu'ils n'avaient pas de décision à prendre, que tout se réglerait suivant les conventions et les usages internationaux. La convention de Genève n'a-t-elle pas fixé un délai après lequel les prisonniers doivent être rapatriés?

Malheureusement ce délai part de la signature des traités de paix, qui, dans des conditions normales, suivent d'assez près la fin de la guerre. Ces conditions, aujourd'hul, n'existent plus. Vingt mois après que l'ennemi a déposé les armes, il n'est pas question d'un traité dans un avenir prochain. Avec qui serait-il signé, l'Allemagne n'ayant pas de gouvernement, le problème du gouvernement central allemand a même été écarté de l'ordre du jour de la réunion des Quatre, prévue pour le 10 mars.

Pour des raisons d'ordre moral et pratiques tout à la fois, les Alliés n'auraient-ils pas dû faire connaître dès les premières se-maines de la paix le nombre des prisonniers qu'ils détenaient et sur-tout leurs intentions à leur égard? Ces prisonniers fournissaient une main d'œuvre sur laquelle certains pays comptaient pour leur reconstruction. S'ils la faisaient entrer dans leurs calculs, il eût été bon de savoir pour combien de temps ils en disposeraient.

Mais il va sans dire que les Alliés, conformément à leurs principes, ne pouvalent traiter les prisonniers, à la façon des Allemands, comme un simple « matériel humain ». Ils se devaient de les libérer dans un délai raisonnable. Il eût été souhaitable que ce délai fût fixé par avance. C'est parce que ces précautions n'ont pas été prises qu'il nous faut faire face aux difficultés ac-

(18 décembre 1946.)

#### MOTS CROISÉS PROBLÈME Nº 6975

П

Ш

IV

V

VI

VII

УШ

IX

X

HORIZONTALEMENT

 $\mathcal{L}^{(n)}(M_{\mathbb{R}^{n}}) \geq 0$ 

. e-9 \*

4.0

Argarit

age of

74 7 3

Carage of

 $\sup_{t \in \mathcal{T}_{k}(S_{k})} || \mathbf{v}_{k}^{T}(S_{k})|| \leq C_{k} + C_{k}^{T} + C_{k}^{T} + C_{k}^{T}^{T} + C_{k}^{T}^{T}$ 

10°

SOS Jeux de mots:

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min)

Protection pour un moliusque. - V. Qui concerne un peuple germanique. - VI. Au bout de la ligne. - VII. Le ETATS-UNIS. Les principales dessous des cartes. Qui a besoin de repos. - Vill. Lointaine ancêtre. Découverts à marée basse. - IX. Dieu. Pour boucher un trou: - X. Pour l'alimentation du

bétali. Une réponse vague. – XI. Pas retenus.

VERTICALEMENT

1. La maison du père. - 2. Elément d'une nappe. Ne se fend pas facilement. - 3. Qu'on aurait vite fait d'effeuiller. Un corps simple très léger. - 4. Ville de Turquie. - 5. Asile de nuit. Honorer comme un patron. -6. Donnalent le mauvais exemple. L'ensemble. - 7. Lutta contre le culte des idoles. Instrument à corde. -8. Un psychiatre qui s'est mis à la tache. – 9. Où il n'y a rien à enlever. Sur la Ruhr.

#### SOLUTION DU Nº 6974

HORIZONTALEMENT L Non-retour. - II. Youyous. - III. Méilsse. - IV. Pll. Elues. – V. Hase. – Vl. Muiette. – VII. Amas. Ruer. – VIII. Cet. Ami. – IX. Erébus. Be. – X. Elseneur. – XI. Su.

VERTICALEMENT 1. Nymphéacées. - 2. Oô. La. Merlu. - 3. Numismates. - 4. Rye. Eus. Bec. - 5. Eole. Aune. - 6. Tuilier.

Le Monde

01-42-17-20-00

3615 code LE MONDE

#### LE CARNET DU VOYAGEUR

compagnies aériennes américaines vont installer, à partir de 1997, des détecteurs de fumée dans les soutes à bagages de quelque 3 700 appareils civils. – (Bloomberg, AFR)

■ CARAIBES. Air France ouvrinouvelle escale à Sainte-Lucie. L'ile sera desservie deux fois par semaine, les vendredi et dimanche, au départ de la Martinique, en prolongement du vol AF 550 qui relie Roissy - Charlesde-Gaulle et Fort-de-France. – (AFR)

■ AFGHANISTAN. Balkb Airlines, compagnie aérienne du général Abdul Rashid Dostom, dirigeant afghan, va accroître ses vols internationaux. La compagnie, qui dessert déjà au départ de Mazar-i Charif, au nord de l'Afghanistan, Peshawar (Pakistan) et Mashad (iran), va ouvrir des liaisons avec Istanbul, Moscou, les Emirats arabes unis et trois grandes capitales d'Asie. - (AFP.)

■ VIETNAM. Près de cinq cents hôtels, restaurants et bars de karaoké de Ho Chi Minh-Ville ont été fermés par les autorités depuis le déclenchement, en janvier 1996, d'une campagne contre la prostitution. - (AFP.)

MOSCOU. La visite du Kremlin sera bientôt payante. L'argent récolté servira à financer les travaux de restauration de l'édifice, situé entre la place Rouge et la Moskova. L'entrée restera gratuite pour les anciens combattants et les retraités. - (Reuter.) ■ INDE. Les quelque trois mille conducteurs d'autobus privés de New Dehli ont entamé une grève illimitée, lundi 16 décembre, privant de transport plusieurs dizaines de milliers d'habitants de la capitale. Ils entendent ainsi protester contre une offensive de la police visant les lignes privées de transport en commun, responsables depuis trois ans de la mort d'environ six cents personnes. De couleur rouge lors de leur mise en service, les bus privés avaient été en vain repeints en bleu, îl y a deux ans, pour échapper à leur réputation de Tel.: 01-44-43-76-00; fax: 01-44-43-77-30 tueurs. - (AFP.)

#### PARIS **EN VISITE**

Jeudi 19 décembre

PRETORIA 28/16
PABAT 20/15
RIO DE JAN. 32/23
ROME 18/6
SAN FRANC 12/9
SANTIAGO 30/15
SEVILLI 13/13
SEPCIES -4/-11
STOCKHOLM -3/-10
STONEY 25/30
TUNIS 19/11
VARSOVIE 2/-8
VIENNE 8/-1

■ L'ILE SAINT-LOUIS, 10 h 30 (50 F), 2, rue d'Arcole (Paris autrefois); 15 heures (50 F), sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du

LE PANTHÉON (50 F + prix ra, le 3 janvier prochain, une d'entrée), 10 h 30, devant l'entrée, côté place du Panthéon (Odyssée). MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée): les antiquités grecques, 11 h 30; Le Couronnement de Marie de Médicis, de Rubens, 12 h 30 ; les coutumes funéraires en Egypte ancienne, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ MUSÉE JACQUEMART-AN-DRÉ (55 F + prix d'entrée), 12 h 30, 158, boulevard Haussmann (Mathilde Hager).

(45 F), 14 h 30, place Saint-Sulpice, devant l'église (Monuments histo-

LE FAUBOURG SAINT-AN-TOINE (50 F), 14 h 30, au pied des marches de l'Opéra-Bastille (Découvrir Paris).

(50 F), 14 h 30, sortle du métro Temple (Paris pittoresque et inso-

■ MUSÉE DES MONUMENTS FRANÇAIS: le cycle de la Nativité à travers la sculpture du Moyen Age (40 F + Drix d'entrée), 14 h 30devant la caisse (Approche de l'art).

■ LE PALAIS DE JUSTICE en activité (55 F), 14 h 30, devant les grilles du Palais (Europ explo). LES SALONS DE L'HÔTEL GOUTHIÈRE et le Musée de l'éventail (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 6, rue Pierre-Bullet (Didler Bouchard).

■ GRAND PALAIS: exposition Picasso (34 F + prix d'entrée), 15 heures, hall d'entrée (Musées nationaux).

■ MUSÉE CARNAVALET (30 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la VIIIe de Pa-

■ L'ÉGLISE SAINT-SULPICE ■ L'HÔTEL DE VILLARS, devenu la mairle du 7º arrondissement (45 F), 15 h 30, 116, rue de Grenelle (Monuments historiques).

MUSÉE DU LOUVRE: exposition Barye (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, sous la Pyramide, devant l'accueil des groupes (Institut ■ LE MARAIS DU TEMPLE culturel de Paris).

#### i. Fait avancer à coups de pied. - II. Chemin qui Sel. - 7. Ossu. Tua. Ut. - 8. Septembre. - 9. Rues. Erié. donna à la mouche du coche l'occasion d'intervenir. -III. Composée dans des lieux humides. - IV. Pronom. ABONNEMENTS ROS LE MUNDE CODE ABO Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service ab 24, avenue do G" Leclerc - 69646 Chantilly Cedex - Tél.: 01-42-17-32-90. Je choisis Rance Soisse, Belgique, Anires pays touce suivante Rance Lanembourg, Pays-Bai de l'Union entropéesme

: □lana	. 1890 F	2 086 F	2960 F
□ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
□ 3 mois	536 F	572 F	790 F
문을 75M2 Parts Cader 95	,Prance, périodicais periago ER : Send address changes to expensive aux ISA : OXTERNA	nae at M.V Ray 1931, (Thomas)	THE LEAST VACUUM NAME AND
Nom:	P	rénom :	
		le :	601 MO 001
Pays: Ci-joint mon rè postal ; par Cart	element de :	FF par chèq	ue bancaire ou
Signature et date o	bligatoires		

 par écrit 10 jours avant votre départ. PP. Paris DTN par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.) Renseignements: Portage à domicile 

Suspension vacances. Tarif autres pays étrangers • Paiement par puélévements automatiques n
331 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du handi au vendredi.

Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

#### LES SERVICES Monde DÜ

Adresse Imamet : http://www.lemonde.
Documentation 3617 LMDO sur minitel ou 08-38-29-04-5
LE MONDE sur CD_ROM 01-44-08-78-3
Index et microfilms: 01-42-17-29-3
Films à Pans et en province : 08-36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/ma
Ce Thomate est tobé par la SA Le Monde, a ciété anchyme avec directors conseil de suveillance.
La reproduction de tout article est interdite sat l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publication nº 57 437. ISSN: 0395-203

PRINTED IN FRANCE & Marie

Gérerd Morax 133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08

Dominique Aldus

Directeur général :



culture et de la communication du Mali, ont joué un rôle essentiel dans la reconnaissance de la photographie du continent noir. Ainsi, les œuvres des Maliens Seydou Keita et

par les principales capitales européennes et New York. • BAMAKO, capitale du Mali, est aussi durant une semaine un lieu de dialogue

Malick Sidibé ont été découvertes entre photographes kenyans et ivoiriens, entre Africains du Sud et Maliens. • L'ANTHROPOLOGUE Jean-François Werner s'élève contre une certaine exploitation, toute oc-

cidentale, de la photographie de studio. Il estime nécessaire de pré-server la dimension globale des collections et d'en laisser le contrôle

# Bamako consacre la photographie africaine

Les Rencontres de la photographie africaine dans la capitale malienne réunissent les professionnels d'un continent qui se découvre enfin lui-même. Depuis deux ans, les expositions qui se sont succédé dans le monde ont accru l'intérêt pour ce mouvement

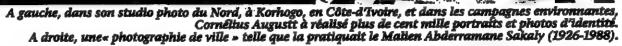
(I\* RENCONTRES DE LA PHO-TOGRAPHIE AFRICAINE Palais de la culture Amadou-Hampaté-Bå et Centre culturel français, Bamako, Mali. Expositions jusqu'au 31 décembre.

#### BAMAKO

de notre envoyé spécial Il y a deux ans, les premières Rencontres de Bamako marqualent la reconnaisance sur son continent de la photographie africaine. Au prix d'un détour par l'Europe. Depuis, les expositions se sont succédé dans le monde. Elles ont accéléré le mouvement de découverte, d'archivage et d'exploitation d'images enregistrées dans un proche passé, retenues juste au moment où elles risquaient de disparaître. « Après la rétrospective du Guggenheim, estime le photographe Bernard Descamps, il était impensable d'organiser une exposition thématique, sur le portrait par exemple, sans intégrer des Africains. » Dans ce mouvement emmené par les Maliens Seydou Kelta et Malick Sidíbé, promus « trésors vivants », les photographes de studio, porteurs d'un patrimoine de quelques décennies, se sont trouvés embarqués dans l'affrontement des nostalgiques et des esthètes, des africanistes et des occidentacuiateurs. Ils en ont tiré la certitude qu'ils étaient à la tête d'une œuvre dont la valeur dépassait largement la commande originelle. Tous

toujours active quoique en fin de course, Bamako consacre encore une large place. Les organisateurs ont eu la bonne idée de confronter





appuyées, à peine changées depuis trente ans, à celles de l'Afrique de l'Est. A Addis-Abeba, sous l'influence arménienne, et au prix de savantes retouches - parfois en A cette mémoire des studios, couleur, - les Ethiopiens adoptent les poses glacées d'austères

L'événement des Rencontres réside dans la présentation de la proles traditions de l'Afrique de duction de Comélius Yao Augustt

us mises en scène Azagio, véritable synthèse de la 1997. Il évite la simple reconstitu- semble l'avoir pratiqué aussi systé photographie en Afrique de l'Ouest depuis l'indépendance. D'emblée, elle a conduit à un débat houleux sur les enjeux de sa reconnaissance par l'Europe (lire ci-dessous). Né au Togo en 1924, de nationalité ghanéenne, établi à Korhogo (Côted'Ivoire) en 1955, Cornélius Augusti a vu défiler toute la ville et les

campagnes alentour devant son

objectif durant quarante ans. La majeure partie de sa production consiste en des photos d'identité et en des portraits, mais il a aussi effectué des reportages (mariages, décès, visites officielles, faits divers). La qualité de son travail permet des glissements surprenants d'un genre à l'autre, comme le montre l'ouvrage que viennent de lui consacrer les Editions de la Revue noire (96 pages, 90 F). Le scé-nographe Jean-Paul Augry a réalisé une sorte d'écorché du studio de Cornélius Augustt, dont on espère tion et engage d'emblée le visiteur dans un parcours documenté sur la chaîne de production, restituant les objets les plus humbles et les photos dans leurs altérations même.

#### **BELLES PERSPECTIVES**

Ce parti didactique et etimographique, de déconstruction et comme révélateur des autres photographies de studio), préserve de belles perspectives plastiques, notamment dans les grands formats carrés (1,20 mètre), sélectionnés par Cornélius Augustt, qui devraient au minimum interroger ceux qui voudraient ne retenir qu'une dimension documentaire à ce fonds.

Autre photographe de studio, le Malien Adama Kouyaté, qui présente une série de photographies de bébés dans une mise en scène qu'il estime lui appartenir. De fait,

matiquement ni aussi longtemps (trente ans) que lui. Dans une société pratiquant la polygamie, la photo de l'enfant dans le salon de chaque épouse est un trophée qu'il convient d'arborer au plus tôt. Comment maintenir le bébé seul et droft à un âge où il se tient difficilement assis sans que la mère appad'analyse (qui joue également raisse? En recouvrant celle-ci d'un pagne, pendant qu'elle tient le petit. Le même tissu efface et souligne la mère tout en installant le bébé en majesté. La série mèreoreiller, mère-coussin, mère-fauteuil, mère-fantôme est d'autant plus étrange que l'enfant est en

pleine lumière. Les photographes de studio prenaient leur temps, et nous le restituaient. Toute multiplication des poses était un luxe. Chaque image voiée au quotidien devait ramener la lumière des projecteurs au foyer, avec les emblèmes d'une certaine si on la retrouve à l'occasion en réussite sociale. A l'autre bout du

la Sud-Africaine Jean Brundrit redécouvre le besoin de lenteur et de travail en studio. Via la conception occidentale du sujet. Elle affiche le tourment de soi à travers de grandes épreuves utilisant la technique du sténopé, exposant des fragments de son propre corps et redessinant ses épreuves. Blanche et femme, elle s'investit dans la problématique du « politiquement juste », qui lui interdit, pense-t-eile. au nom de la « propriété des su-jets », d'entrer dans le monde nots. Elle ne se veut cependant rien d'autre qu'Africaine. En témoigne la manière dont elle intégre à l'une de ses séries la Charte des droits sud-africains – dont l'application serait révolutionnaire pour le

L'Afrique du Sud d'Andrew Tshabangu, originaire de Soveto, ressemble à celle que l'on croit connaître. Le jeune nomme s'est engagé sur les traces de Delgado plongeant pour des séjours de longue durée dans les villages les plus démunis. Il appartient à cette nouvelle génération de photographes, par qui l'Afrique commence à parler à la première personne. Là gussi, Bamako a joué depuis deux ans son rôle, et peut afficher pour partie à son compte les progrès effectués dans la réappropriation par le continent de ses propres images, maigré les censures, les pressions et les violences. Et même si manquent encore trop souvent les supports ou les lieux d'exposition, qui contraignent au

détour par l'Europe. Le photojournalisme noir s'est accordé au rythme de l'Occident: vitesse et consommation. On admirera la santé des Kenyans fonçant au grand angle sur le motif. Pour eux, «il est aussi important d'avoir de bonnes jambes pour courir que des appareils robustes ». Ils risquent aussi bien d'être battus par la police que pris à partie par la foule. Devant les 24 x 36, l'Afrique entre dans l'histoire des grands drames collectifs. De la Somalie au Rwanda, le Zimbabwéen Alexander Joe, en poste à l'AFP à Nairobl et que l'on pourrait revoir cet été à Perpignan, témoigne avec force des mille plaies d'un continent à mille lieues des douceurs et des nostalgies des studios.

11 (元科)。

Sec. 3. %

فهوا ويدادي

- 1 mark 5"

on the state

and the second second second

1 44

5000

n en inge

.:

\* \*\*\*\*\*

· \* \* \* \* \* \* \*

Jean-Louis Perrier

#### Quatre années décisives

● 1992. Photographes africains présentés par la Revue noire au Centre Wallonie-Bruxelles à Paris. ■ 1993. Sevdou Keita aux Rencontres photographiques de Normandie à Rouen, puis aux Rencontres d'Aries. ● 1994. Seydou Keita à la Fondation Cartier à Paris.

Premières Rencontres de la photographie africaine à Barnako. • 1995 Reprise des Rencontres de Bamako dans les galeries de la

Fnac. Malick Sidibe à la Fondation Cartier. Samuel Fosso au Centre national de la photographie à Paris. Africa 95 à Londres. ● 1996. Images of Africa, à Copenhague, Photographes

africains, de 1940 à nos jours, au Musée Guggenheim de New York. Festival des Trois Continents à

## qu'il sera repris par la FNAC dans si on la retrouve à l'occasion en réussite sociale. A l'autre bout du l'exposition prévue pour février d'autres pays d'Afrique, nul ne continent et dans un autre temps, Une région vue et mise en scène par les Africains eux-mêmes

2 THEATRES EN FETE



THEATRE DE LA VILLE

DIM. 22 ET 29 DEC. 15H Roméo

nouvelle version 1996

pour 24 danseurs



THEATRE DE LA VILLE LES ABBESSES 31 RUE DES ABBESSES PARIS 18

DU 16 AU 28 DEC. 20H30

opera de Pekin

BAMAKO de notre envoyé spécial Anthropologue à l'Orstom (Institut français de recherche scientifique pour le développement et la coopération), Jean-François Werner travaille sur les toxicomanes à Dakar au début des années 90. Il découvre qu'ils out tous des albums de photos et qu'ils y attachent une extrême importance. Il entreprend alors une recherche sur la photographie de familie. En 1993, une bourse de la fondation Hasselblad lui permet d'étudier plus systématiquement les conditions de prises de vue en Côted'Ivoire. Il commence une tournée dans l'intérieur du pays, cherchant dans chaque bourg le photographe de studio le plus âgé. C'est ainsi qu'il fait la connaissance de Cornélius Yao Augustt Azaglo à Korhogo, au nord du pays.

« Dès le premier entretien, ça a fait tilt, dit-iL Je n'avais jamais vu des négatifs d'une telle qualité, dans une telle quantité et aussi remarquablement archivés. Cornélius a travaillé sans interruption de 1958 à aujourd'hui. Il lui reste plus de cent mille négatifs (les trois quarts en 6×6, le reste en 24×36) bien conservés grâce au climat sahélien de la région. C'est une chance: s'il existe encore des centaines de milliers de négatifs dans les studios à travers les images que les Africains d'Afrique de l'Ouest, la plupart sont se sont données eux-mêmes. La phodétruits par les champignons. »

Cornelius Augusti effectuait ses énorme. Et on ne l'a pas vu. On est construisaient leur vie, lui redon- ché qui risque d'en changer la na-prises de vue tous les jours de passé à côté de millions de négatifs naient sa cohérence grâce à ces ture. Aussi a-t-il décidé de créer un

7 heures à 22 ou 23 heures. Puis il développait. Il commençait ses tirages le matin à 4 heures et trouvait encore le temps d'archiver systématiquement. Il notait la date, le lieu, les circonstances, le type de pose de chaque photo, et y ajoutait ses propres remarques. «Il doit cette minutie à son éthique protestante (méthodiste) et à la formation de comptable reçue à Bobo-Dioulasso, entre 1950 et 1955. La conjugaison de ces deux éléments lui a fourni une motivation au-dessus des autres, estime le chercheur. On peut reconstituer pratiquement heure par heure son activité quotidienne. J'ai prélevé huit années de son travail (tous les cinq ans, à partir de 1959), soit vingt mille négatifs que j'ai classés, après avoir tiré les planches contact. On peut estimer qu'il a pris aux alentours de cent soixante quinze mille clichés. On en aurait donc un peu plus de la moitié. C'est un monument de la photographie. »

Entre les mains de l'anthropologue, cette production devient un objet et un instrument d'études pour l'analyse de l'évolution de la société, dans un moment où Korhogo passe de quelques milliers d'habitants à plus de cent mille. « Cela permet un travail pionnier, une innovation méthodologique majeure. On peut enfin étudier l'Afrique se sont données eux-mêmes. La photographie africaine a un siècle. C'est Cornélius Augusti effectuait ses énorme. Et on ne l'a pas vu. On est

Régis Debray, la photo est un vecteur essentiel de la modernité, le cinéma a suivi, puis la télévision. L'image photo est première. »

Jean-François Werner: « La photographie africaine a un siècle. C'est énorme. On est passé à côté de millions de négatifs que l'on n'a pas vus »

« De nombreux chercheurs sont maintenant convaincus qu'il existait une tradition picturale en Afrique. Certains masques ne sont pas seule-ment ceux d'ancêtres ou de génies, mais représentent des individus. La photo a été une grande rupture. Elle a commencé à toucher les notables, puis s'est mise à circuler partout. Il y a des albums dans toutes les maisons. Les toxicomanes de Dakar re-

que l'on n'a pas vus. Comme l'a noté albums. Ils montraient comment îls pouvaient s'intégrer. L'image photo est ambivalente : elle est à la fois objective et manipulable à merci. L'une des toxicomanes devenait une princesse en boubou dans le studio. Elle parvenait à créer une image favorable d'elle-même. »

Le chercheur s'insurge coutre la manière dont Seydou Keita, Malick Sidibé et maintenant Cornélius Augustt ont été propulsés au rang d'artistes en Occident: «Ce sont d'abord des artisans consciencieux et des commerçants. L'artiste est des deux côtés de l'objectif en Afrique. Le photographié joue un rôle très ac-tif dans la mise en scène, et le photographe peut n'être qu'un simple enregistreur. La sociologie de la découverte de la photographie africaine est troublante. Les négatifs sont sélectionnés par des experts blancs, transportés à Paris ou à New York où l'on en tire de belles images qui reviennent ici. S'agit-il encore d'images africaines ? Souvent, on ne sait même pas comment les photographes tiraient. Cela me gêne. Je montre les tirages originaux de Cornélius, un éventail très large de sa production, qui n'obéit pas seule-ment à des critères esthétiques.»

Jean-François Werner manifeste ses craintes de voir la photographie africaine devenir la victime de sa récente reconnaissance. A la fois dans la dispersion des collections et dans leur altération par le mar-

fonds Augustt pour préserver l'essentiel des négatifs. « Cela a été l'occasion de mettre en œuvre un projet pilote de sauvegarde du patrimoine africain. Il faut exploiter scientifiquement ce fonds et permettre à Cornélius d'en vivre. Il le mérite. Ce qu'on ramasse, c'est pour lui, pour qu'il ait une vieillesse décente. Il a fallu trouver des protections juridiques, un financement africain. Il y a une convention avec l'Orstom qui assure la garde des archives, plus une association de droit ivoirien pour protéger et gérer le fonds. Il y a encore dix ans de travail au moins avant d'en arriver à un ar-

chivage électronique.» Les Rencontres de Bamako ont eu un effet pervers en donnant un coup de projecteur sur cet art ignoré. Des collectionneurs privés se jettent sur l'affaire, palent des prospecteurs qui rachètent les négatifs. « C'est un problème, soutient Jean-Prançois Werner. Il ne faut pas recommencer avec la photographie ce qu'on a fait avec les statues africaines qui sont plus nombreuses aux Etats-Unis et en France que dans leur pays d'origine. Les photo-graphes de studio étalent ruinés. Ils ne pouvaient pas entrer en compétition avec les jeunes photographes ambulants. Cornélius allait repartir аи Ghana, il songeait à jeter ses négatifs et à les brûler, comme beau-coup l'ont fait. C'est un miracle. Il a eu de la chance, et moi aussi. »

TROUPE DE LA VILLE DE DALIAN LOCATION COMMUNE Jean-Paul Ameline, commissaire général de l'exposition « Face à l'histoire » au Centre Georges-Pompidou

## « Le bouleversement de la représentation de l'histoire est capital pour chacun de nous »

Après « L'art et la ville » et « Fémininmasculin », le Centre Georges-Pompidou à Paris continue son bilan d'un siècle de vie artistique avec « Face à l'histoire, ». Cette ambitieuse exposition thématique, qui ouvrira jeudi

phonographie de ressaire de pre

Toda's des col

a race a controle

- Teme

1 10 21 Az

1.55

 $S_{m}(x) = g(x)$ 

- 200

19 décembre, réunit, au cinquième étage (1933-1980) et sur la mezzanine (1980-1996) du Centre, quelque quatre cent cinquante œuvres de deux cents artistes du XX siècle. Un catalogue détaillé et accompagné de nom-répond ici à nos questions. Il explique notam-

tellectuels et moraux. Jean-Paul Ameline, conservateur du Musée national d'art moderne, commissaire général de l'exposition, ment pourquoi les œuvres sélectionnées sont datées à partir des années 30 et souligne que le propos de l'exposition est de montrer comment les artistes expriment délibérément une

vision de la situation politique.

« L'idée et la réalisation de l'exposition « Face à l'histoire » vous reviennent. Comment est venu ce projet?

 Il répond à la nécessité de faire aujourd'hui, en France, une exposition mettant en regard l'artiste moderne et l'histoire de son temps. Depuis quelque temps, les Allemands, les Anglais, les Américains en ont fait, pas nous. Dans les années 70, c'était plutôt l'inflation; depuis, à une ou deux exceptions près, notamment celle du Musée d'art moderne de Saint-Etienne, nos institutions ont négligé la réflexion sur la relation des artistes aux événements marquants de leur époque. Je crois que cela tient à une attitude particulière à la France : Fartiste qui a un regard sur l'histoire est très vite assimilé à l'artiste propagandiste. militant, simplificateur, dont le travail, en fin de compte, n'est pas très artistique. On veut bien concéder à certains d'entre eux des bons sentiments et même des idées politiques, mais on se méfie. Ailleurs, il en va autrement. En Allemagne, par exemple, le rapport de l'art et des intellectuels à la société est tel qu'on ne se pose pas

ce genre de question. Votre exposition traite-t-elle de l'engagement de l'artiste? Mon propos n'est pas forcément l'art militant engagé, encore qu'il y ait des artistes engagés qui solent très importants et très intéressants. Il s'agit de montrer com-

ment les artistes expriment délibé-

rément une vision de la situation

politique. Depuis les années 30, la

relation art-histoire est, selon mol,

permanente, et s'exprime avec des numces plus on moins fortes, selon les pays et le moment.

- Pourquoi commencer Pexpoultion dans les années 30 ?

- Parce qu'il y a eu un basculement dans les années 30. Beaucoup d'artistes ont eu le sentiment que l'histoire se retournait contre eux. C'est évident en Allemagne et en Russie, un peu moins en Italie. C'est vrai pour l'Europe centrale, pour l'Espagne... Les ar-tistes se sont retrouvés face à l'histoire, je pourrais presque dire malgré eux. Ce n'était pas forcement la vocation de Picasso de faire Guernica. Pourtant il l'a fait. Et son tableau fait date.

» Je crois que dans les années 30, l'artiste moderne découvre que l'histoire peut détruire l'art modeme, le mettre en cause si fortement que l'artiste peut ne plus avoir la possibilité de travailler, de s'exprimer, et que sa vie elle-même peut être menacée. Ce sentiment

Un catalogue exemplaire

que l'histoire peut le détruire est évidemment très fort dans les années 30-40. La plupart des artistes ont voulu y répondre. C'est cette de l'artiste face à l'histoire a réponse qui m'intéressait. Mais je ne voulais pas m'en tenir à cette période, parce que, selon moi, après 1945, l'artiste a continué à être porteur d'une vision du

monde qu'il devait défendre.

- Comment vous y êtes vous pris pour organiser ce parcours? - Nous ne pouvions pas être exhaustif, évidemment. Nous avons pris des moments particuliers. Pour la guerre d'Algérie, par exemple, nous montrons un ta-bleau de Matta, La Question, des affiches lacérées de Hains et Villegié, le tableau collectif antifasciste qui a été fait à Milan en 1961 par Baj, Erro, Jean-Jacques Lebel et Recalcati, et qui a été saisi aussitôt par la police et restitué en 1988... Ce sont des regards d'artistes sur la guerre d'Algérie. En contrepoint, nous présentons les photos

Match sur l'Algérie. - Vous avez dit que la vision elle-même une histoire liée à Pévolution de Part. - Prenons les années 30. On volt très clairement qu'il y a des points

communs entre les artistes européens, qu'ils viennent du suréalisme ou de l'expressionnisme. Le poids du grotesque dans la représentation de l'histoire y est très fort. On y trouve aussi un formidable développement de la photo et du photomontage, quel que soit le camp dans lequel les artistes se trouvent. Dans les années 60, on a un autre phénomène commun: c'est le poids de la photographie d'actualité considérée comme l'expression du pouvoir, dont l'artiste s'empare pour en faire autre chose, avant de s'en séparer à nou-

- Y a-t-li, dans Perposition, des artistes qui s'écartent de la

figuration? - L'exposition tient compte des débats autour des réalismes et des abstractions. Pour l'après-guerre, nous présentons une salle consacrée à la série des Otages, de Pautrier. Le va-et-vient des artistes par rapport aux images d'actualité est le deuxième sujet de l'exposition. On n'a pas l'habitude de confronter l'image de l'histoire portée par l'artiste aux autres images de l'histoire, essentiellement des images photographiques. Si on pense à la tête d'Hitler, on pense à une photo d'Hitler. Quand on pensait à Napoléon III, on pensait encore à un rableau. Ce bouleversement de la

représentation de l'histoire est capital non seulement pour l'artiste, mais pour chacun de nous. Mais l'artiste l'a pris de plein fouet: l'image de l'histoire, avant, c'était lui; ça ne l'est plus au XX siècle. C'est quelqu'un d'autre.

- Vous présentez donc simultanément des photographies d'actualité et des tableaux.

- Au cinquième étage, pour la période 1933-1980, nous présentons beaucoup de revues qui ont popularisé très fortement l'actualité. Pour les années 80, qui sont exposées sur la mezzanine, il n'y en a plus. Chris Dercon, directeur du Musée Boymans de Rotterdam chargé de cette section, ne fait pas confiance aux reportages : il pense qu'ils ne représentent plus l'histoire, et que c'est l'artiste luimême qui exprime l'événement.

- Cette coupure dans l'exposition ne risque-t-elle pas de nuire

à son esprit ? - J'espère que ce ne sera pas gênant pour le public. Les deux expositions se complètent : celle du 5º étage est plutôt le regard d'une équipe. L'autre est un regard particulier sur les années 80. Je ne crois pas qu'on puisse avoir un regard rétrospectif sur la période contemporaine. Pour moi, ce regard ne peut être qu'assumé par une seule personne, je pense aussi qu'il fallait que cette partie soit confiée à quelqu'un d'extérieur à la France : dans les années 80, en France, ce rapport à l'histoire n'a pas été au centre des préoccupations. »

> Propos recueillis par Geneviève Breerette

Le catalogue édité à l'occasion de l'exposition renoue avec la tradition des sommes collectives que furent jadis, au Centre Pompidon, Paris-Moscou, Paris-Berlin, Les Réalismes et Vienne. Il s'ouvre sur plusieurs essais entre philosophie et critique, parmi lesquels ceux de Jacques Rancière, « Sens et figures de l'histoire », de Régis Michel, « La défaite de la peinture », et de Laurent Gervereau, « Un art sans histoire ». Ainsi sont indiqués les enjeux intellectuels et moraux. « On est toujours dedans, c'est-à-dire piègé, truqué, manipulé, etc., sans aucune apparence d'en sortir un jour », écrit ainsi, sans illusions, Régis Michel. Les quatre parties qui suivent détaillent en de nombrenses contributions les épisodes du récit et visitent tous les théâtres de Phorreur, de l'Espagne au Vietnam, d'Oradour à Vukovar. Il s'agit là d'un travail exemplaire, concu et exécuté pour durer et donner à réfléchir (620 p., 500 fil., 420 F).

## Les artistes au présent de la tyrannie

RÉVOLUTION dans les esprits: mages au carré d'Albers et l'école Un esprit ingénu pouvait alors, l'art retrouve son temps. Il y a pen, organiser une exposition comme « Pace à l'histoire » n'eût pas été Ni matériellen même intellectuellement, pour me raison and tient aux modes et anx usages:

parce qu'il aurait paru inacceptable, il y a vinet on dix ans, de s'interroger en de tels termes sur l'art du XX siècle. La pensée de l'art contemporain telle qu'elle se définissait alors ne l'annait pas toléré.

Elle avait d'autres méthodes,

d'autres dogmes.

Un, en particulier, a pesé violemment sur la réflexion, un dont le règne s'achève à peine – il n'est même pas certain qu'il soit tout à fait achevé et qu'il ne reste pas des nostalgiques. Ce dogme affirmait l'autonomie de l'évolution artistique depuis le début du siècle, depuis qu'étaient apparues des cenvres sans sujet identifiable, sans représentation lisible, depuis une certaine phase du cubisme en 1911 et le surgissement de l'abstraction peu après. Le raisonnement était simple, d'une simplicité si pure qu'elle aurait pu sembler suspecte: puisque le tableau et le bronze ne figurent plus un fragment du réel tête ou paysage, femme nue ou bâtaille -, la peinture et la sculpture n'entretiennent plus guère de rap-ports avec l'époque de leur création. Qui se risquerait à chercher le signe d'une causalité entre l'abstraction géométrique de Mondrian, qui aspire à l'intemporel et à la transcendance, et les années 20 et 30 à Paris? Qui reconnaîtrait la trace d'une liaison entre l'évolution de Kandinsky et l'évolution du léninisme dans son pays natal? Personne, évidenment. Ces artistes se tenaient à distance de leurs contemporains, écart qu'ils payèrent en indifférence, mépris et proscriptions. Ainsi de Malevitch en URSS, ainsi du Bauhaus détruit

par les nazis. Ecart donc, émancipation, rupture : l'esthétique se développe selon sa logique propre, des premières formulations abstraites teintées de religiosité vers de plus en plus de rigueur, de géométrie, de couleur plate - vers les Hom-

in y with a

du monochrome qui a prospéré peut-être, croire à la fin de l'Hisdans les années 60 et 70. Cette évolution procède par suppressions rait plus rien de grave dans un grand-mère vers 1940. Mauvaise ses éléments matériels, un support, une surface, un cartel dans la salle d'un musée. Ainsi l'œuvre finit-elle par dire son dernier mot et par avoner qu'elle n'est qu'un objet doné de queiques qualités matérielles. D'un sens extraesthétique, d'une considération qui ne relèverait pas d'une autocritique du pictural et du scuiptural par euxmêmes, il ne saurait être encore question.

En la personne du critique Clement Greenberg, ce mode de pensée a trouvé aux Etats-Unis son théoricien et son généalogiste. De Cézanne, tenu pour l'ememi de la troisième dimension et le primitif du géométrisme, jusqu'à Stella et au minimalisme, la ligne était droite. Ceux qui ne se trouvaient pas sur sa trajectoire, le Picasso de Guernica ou Beckmann, étalent voués à l'effacement, condamnés pour anachronisme et obstination figurative. Il y avait une direction, il y avait un progrès : tout allait bien.

LES ILAVAGES DE L'USURE

« Face à l'histoire » annonce la défaite de ce formalisme. « Engagement, témoignage, vision », énu-mère le sous-titre de l'exposition. Autant de notions qui n'avaient plus cours dans un système fondé sur la séparation de l'art et de l'époque. Autant de notions qui se précipitent à nouveau au premier plan. Pourquoi? Sans doute parce que le formalisme - esthétique de la forclusion et du mutisme - a tourné dans la dernière décennie au ressassement académique. Toujours le même discours justificatif, toujours les mêmes procédés d'exécution, toujours la même légende blanche: à force de répétition mécanique, l'usure a fait ses ravages. Nul ne sait se défendre longtemps contre la lassitude et

Mais il y a d'autres raisons, historiques, politiques, idéologiques, morales. Le formalisme s'est maintenu tant que l'histoire contemporaine se réduisait à l'équilibre calculé de deux terreurs égales et opposées et au rêve d'une société planétaire prospère et uniforme, quelle que soit la couleur de cette uniformité, ronge ou gris argenté.

toire, cette absurdité. Il ne se passeent l'objet à monde pacifié, organisé, planifié dans un monde distrait par la n'est pas belle, vraiment pas. consommation et fasciné par la circulation des images vides. Plus d'histoire, donc plus d'art qui s'en inquiète: quoi de plus logique en effet? Il se trouve que, depuis un peu moins de dix ans, notre présent a nom Bosnie et Algérie, Tchétchénie et Tibet. Il se trouve qu'il parie de purifications etimiques et de populations déplacées, d'intégrismes

forcenés. La France d'aujourd'hui ressemble de plus en plus à sa

Conséquence : il n'est plus déconseillé de lire Adomo et Benjamin. Il n'est plus interdit de rappeler, par exemple, qu'en 1936 ce dernier écrivit un essai dans lequel il rapprochait cubisme et dadaisme, d'une part, révolution technique et consommation de masse, de l'antre. Il n'est plus interdit de se demander ce que peut faire, ce que

doit faire un peintre ou un photographe par temps de tyrannies dures ou molles - et comment il pourrait s'y prendre pour inventer cantes sans tomber dans la prédication. Dénonciations, satires, allusions, ellipses, symboles, chroniques, colères, sarcasmes, plaintes: ce furent des solutions pour le passé, ce sont des solutions pour le présent. Il était urgent de les montrer à nouveau. Elles vont

Philippe Dagen

#### Un projet de loi vise à empêcher la fuite des œuvres d'art

CULTURE vient d'achever la rédaction d'un projet de loi destiné à empêcher le fuite des «trésors nationaux » au-delà des frontières (Le Monde du 3 décembre). Matignon en a reçu une copie, ainsi que certains des collègues de Phillipe Douste-Blazy: le ministre du budget, celui de la justice et celui des affaires européennes. Cette loi est destinée à remplacer celle

dn 1= janvier 1993. Selon le texte actuel, seuls les objets classés ne peuvent quitter le territoire, et leurs propriétaires

œuvres non classées est libre. Néanmoins, au-delà d'un seuil financier, défini selon des catégories (peintures, sculptures, archéologie, livres, etc.), cette exportation est soumise à la délivrance d'un certificat de sortie. Ce certificat peut être refusé par la direction des musées de France (DMF). Dans ce cas, la DMF a trois ans pour acheter, ou faire acheter, l'objet en question. Au terme de ce délai, si la DMF ne s'est pas portée acquéreur, le certificat est automatiquement ac-

sont alors habilités à recevoir des cordé. Devant l'exode massif qui THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD JOUER AVEC » AUGUST STRINDBERG

> POSSE BY SCHOOL LUC BONDY necoes Richard Peduzzi ROLAND ÁMSTUTZ, EMMANUELLE BÉART Françoise Brion, Thierry Fortineau PASCAL GREGGORY, CHRISTINE VOUILLOZ

LOCATION FEETWAL 01 46 07 34 50 - 01 42 96 96 94

LE MINISTRE DE LA indemnités. L'exportation des s'annonce, le ministère propose un texte beaucoup plus contraignant. Il comprend physicurs volets. Celui qui concerne les objets classés est inchangé : ils n'ont pas le droit de quitter la France. En revanche, le classement peut être étendu, d'office, à des ensembles mobiliers « cohérents » (salons. boiseries, cheminées) avec obligation de maintien dans les lieux et impossibilité de démembrement. Le classement peut également

viser une collection, mais avec l'accord des propriétaires. Pour les objets non protégés, le certificat de sortie pourra être refusé par la DMF si celle-ci estime qu'il s'agit d'un « trésor national ». Ce refus pourra être renouvelé autant de fois que la demande en sera faite. Sans indemnité de la part des pouvoirs publics. La jurisprudence du Conseil d'Etat semble constante sur ce point. L'objet dont le certificat aura été refusé sera inscrit sur une liste de « trésors nationaux » que l'Etat aura le droit de préempter en vente publique (comme c'est le cas aujourd'hui), mais aussi dans les ventes de gré à gré.

La loi est plus souple sur un point : les objets importés en France depuis moins de cinquante ans pourront être réexportés sans certificat. Ce projet de loi, qui aurait l'aval du premier ministre, pourrait être soumis au Parlement au printemps de 1997.

Emmanuel de Roux

#### Intermittents: journée nationale d'action le 19 décembre

LA FÉDÉRATION nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et l'action culturelle-CGT a appelé, hundi 16 décembre, comédiens et techniciens intermittents du spectacle à une nouvelle manifestation à Paris, jeudi 19 décembre, à partir de 14 h 30. Un défilé sera organisé par la CGT de l'Hôtei Matignon, siège du premier ministre, au CNPF, 31, avenue Pierre-In de Serbie. La CGT demande toujours un « calendrier précis » de négociations entre les syndicats et le CNPF, alors qu'une prorogation de quatre mois de leur régime particulier d'assurance-chômage (au-delà du 31 décembre 1996) a été obtenu. Le 19 décembre est prévue la demière réunion des partenaires sociaux sur la future convention générale d'as-

Le 16 décembre, une délégation d'une cinquantaine d'intermittents du spectacle de la région normande s'est rendue à Rouen, au conseil régional de Haute-Normandie, où ils se sont entretenus avec le président Antoine Rufenacht, maire (RPR) du Havre, A Caen, une dizaine de membres de la Coordination des professionnels du spectacle de Basse-Normandie occupaient toulours les locaux de la Cornédie. A Nantes, une cinquantaine d'intermittents du spectacle expulsés le matin des locaux de la direction régionale des affaires culturelles des Pays-de-la-Loire ont entrepris l'après-midi d'occuper ceux de la direction départementale du travail et de l'emploi.

DEPECHES

**■ BIBLIOTHÈQUE FRANÇOIS-**MITTERRAND: l'intersyndicale de la Bibliothèque nationale de France (BNF) a dénoncé, lundi 16 décembre, les « dysfonctionnements » de l'établissement et le manque de personnel. L'intersyndicale (CFDT-CGT-FEN-FSU) s'est élevée contre « le recours massif à l'emploi précaire et à des personnels non qualifiés ». Selon les syndicats, un tiers des 560 postes prévus pour 1996 a été gelé, et aucune création supplémentaire n'est prévue pour 1997. « Nous fonctionnons en effectif, ce qui va créer des problèmes d'accuell et de sécurité », a estimé une déléguée CFDT. « Sur les 2 500 personnes employées à la BNF, 44 % ne sont pas titulaires », a-t-elle ajouté. Les syndicats se plaignent aussi du « retard » de l'informatisa-■ CINEMA: le Syndicat national

des techniciens de la production cinématographique et de télévision (SNTPCT) appelle a un rassemblement « pour l'emploi », mercredi 18 décembre à 9 h 30, devant le Centre national de la cinématographie à Paris, pour protester contre le « louage d'équipes étrangères » et « les coproductions bidon ». Ce rassemblement doit coincider avec une réunion de la commission d'agrément (Le Monde du 8 décembre). Un rapport vient d'être remis au ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, proposant une réforme de la procédure d'agrément et une concertation est prévue avec les professionnels. Le film Secrets et mensonges, de

Mike Leigh, a été couronné meilleur film de l'année 1996 par l'Association des critiques cinématographiques de Los Angeles, dont le paimarès annuel est percu comme une indication des prochains Oscars. Mike Leigh a reçu la Palme du meilleur metteur en scène et Brenda Blethyn celle de la meilleure actrice. Jeudi 12 décembre, les critiques new-yorkais avaient choisi Fargo, de Joel Coen, comme meilleur film de 1996 et Lars von Trier, réalisateur de Breaking the waves. comme meilleur metteur en scène (AFP.)



Photographies, documents, dessins sont exposés à l'hôtel de Rothschild

PETER BEARD est d'abord un personnage fascinant, beau et racé, sorte de héros d'un siecle perdu, qui passe une bonne partie de son temps au Kenya, dont la ferme est proche de celle de Karen Blixen, L'auteur d'Out of Africa a d'ailleurs légué ses archives à cet artiste inclassable qui a fréquenté Warhol et Bacon et qui tient, depuis près de quarante ans, une chronique africaine: photographies, textes, documents de toutes sortes, carnets, livres, dessins... A l'hôtel de Rothschild, qui accueille ce journal de bord, le spectateur ne sait où donner de la tête tant les images sont assemblées, coi-



lées, repeintes, juxtaposées, affichées, surchargées de commentaires d'une écriture ample et tourmentée. Travail épique, mais aussi documentaire: Beard décrit les effets de la surpopulation des éléphants sur l'environnement ainsi que les relations complexes entre l'homme et l'animal.

\* Centre national de la photographie, hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer, Parls-8. Mª George V. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 janvier. Tél.: 01-53-76-12-31 et 01-53-76-12-32. 15 F. Photo Poche, 144 p., 60 f.

#### **UNE SOIRÉE À PARIS**

Pierrejean Gaucher New Trio Fondé en 1993, le New Trio de Pierrejean Gaucher a permis au guitariste de s'échapper en soliste et d'affirmer son gout pour le mélange des styles les plus divers. Sa guitare est acoustique ou électrique, les synthétiseurs lui donnent de nouvelles sonorités. Avec Daniel Yvine: (basse) et André Charlier (batterie), une autre

idée du trio. Aulnay-sous-Bois (93). Espace Jacques-Prévert, 134, rue Anatole-France. 21 heures, le 17. Tel.: 01-48-68-00-22. Entree libre. Accords pour la Bosnie Jordi Savali (viole de gambe) et Pierre Hantaï (clavecin) jouent, au profit de l'Association de soutien aux musiciens bosniaques, des œuvres de Diego Ortiz, John Bull, Sainte-Colombe et Bach. Théâtre Nanterre-Amandiers, grande salle, 7, avenue Pablo-Picasso. 97 Nanterre, RER Nanterre-Préfecture, 20 h 30, le 18.

T&L: 01-46-14-70-00. 60 F et 140 F. **Gallon Drunk** 

Basé à Londres, ce groupe de six

musiciens emmené par James Johnston (chant, guitare, claviers et harmonica) présente son quatrième album, in the Long Still Night. Cette formation joue une musique à l'énergie brute, quelque peu funky, qui lui a valu l'amitié de Nick Cave. En première partie, Metal Molly. Arapaho, 30. avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13. M. Place-d'Italie. 20 heures, le 17. TEL : 01-53-79-00-11.

De 80 F à 90 F. L'Intervention, de Victor Hugo Ecrite en 1866 dans le mois qui suit la rédaction de Mille francs de récompense, la pièce de Victor Hugo L'Intervention ne sera publiée qu'en 1951 et créée en 1964 par Patrice Chéreau. Bénédicte Ardiley - qui fut notamment l'assistante d'Anatoly Vassiliev, de Jean-Luc Boutté et de Marcel Bluwal - signe comédie en un acte. Avec l'acques Sereys, Céline Samle, Coraly Zahonero, Laurent Rey. Comédie-Française, Studio Théâtre, Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoll. Paris 14. Mª Polais-Royal. 18 h 30, du mercredi au dimanche. TEL: 01-44-58-98-58. De 45 F à 80 F.

#### THÉÄTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

Aragon par Caubère :

d'après Louis Aragon, mise en scène de Philippe Caubère, avec Philippe Cau-bère et Michel Macias (accordéoniste). Café de la danse, 5, passage Louis-Phi-lippe, Paris 11°. Mº Bastille. Les vendredi 20 et samedi 21, à 19 h 30 ; les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30. Tél. : 01-48-05-40-88. De 80 F\* à 240 F. Jusqu'au 22

de Victor Hugo, mise en scène de Bénédicte Ardiley, avec Jacques Sereys, Céline Samie, Coraly Zahonero et Laurent Rey.

Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoll, Paris †\*. Mº Palais-Royal, Louvre. A partir du 18 décembre, Du mercredi 18 au dimanche 22, les jeudi 29. à 18 h 30. Tél. : 01-44-58-98-58. Durée : 1 heure. De 45 F\* à 80 F. Jusqu'au 30 janvier. Le Peintre et ses modèles

d'après Henry James, mise en scène de Simone Benmussa, avec Catherine Sellers, Nicolas Vaude, Maxence Mailfort, Pierre Tabard, Stéphanie Fagadau et Nino Del Prete.

Comédie des Champs-Elysées (petite salle), 15, avenue Montaigna, Paris &. Mº Alma-Marceau. A partir du 18 dé-cembre. Du mercredi 18 au samedi 21, le mardi 24, à 20 h 30 ; le dimanche 22, à 15 heures : le mercredi 25, à 16 h 30. Tél. : 01-53-23-99-19. Durée : 2 heures. 75 F\* et 180 F. Jusqu'au 30 mars.

Le Virage, une farce de Tankred Dorst, mise en scène de Pierre Vincent, evec Erick Auguste, Patrice Jufff et Laurent Claret. Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Ouincampoix, Paris 4º. Mº Châtelet-les lailes, Rambuteau. Du mardî 17 au dîmanche 22, à 21 heures, Tél. : 01-48-59-67-39. Durée : 1 h 15. 60 F\* et 90 F.

SÉLECTION

Les Affaires du baron Leborde d'Hermann Broch, mise en scène de Simone Amouyal, avec Jacques Bonnaffé, Didier Sauvegrain, Catherine Gendois, Yvan Duruz, Sandrine Dumas, Rodolfo de Souza, John Michael Barris, Gilles Groppo et Philippe Richard. Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 🤁 Mº Opére. Le mardi. à 19 heures ; du mercredi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-47-42-67-27. Durée :

ingels in America, l'intégrale de Tony Kushner, mise en scène de Brigitte Jaques, avec Marie-Armelle Deguy, Francis Frappat, Jane Friedrich, nziska Kahi, François Loriquet, Daniel Martin, Patrick Rameau, Roland Sassi, Clémence Boué, Hervé Maronju et Michel Ruotolo.

Les affaires du

rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers Le mercredi 18, à 19 heures ; les jeudi 19 et vendredi 20, à 20 heures ; le samedi 21, à 15 heures et 20 heures ; le dimanche 22, à 14 heures et 19 heures. Tél. : 01-48-34-67-67. Durée : 3 heures. De 70 f° à 130 f. Dernières.

Année des treize lunes de Rainer Werner Fassbinder mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Alpha Atangana, Charles Berling, Jean-Claude Bolle-Reddat, Raymond Burger, Alain Fromager, Dominique Jacquot, Rhida Jebali, Fany Mary, Jacques Mi-chel, Sylvie Milhaud, Michèle Oppe-not, Jean-François Perrier, Katja Rupé, Roland Sassi, Martine Schambacher et Olivier Tinsel.

Grande Halle de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19º. Mº Porte-de-Pantin. Les mardi et mercredi, à 20 heures, Tél.: 01-40-03-75-75, Durée : 1 h 45. 120 F\* et 150 F. Dernières. Le Cirque Plume

de Bernard Kudlak, mise en soène de l'auteur, avec Alexandre Demay, Valé-rie Dubourg, Michèle Faivre, Valérie Garçon, Jean-Marie Jacquet, Pierre Ku-diak, Alain Mallet, Robert Miny, Rachel Ponsonby, Patricia Reynier-Peugniez, Jacques Schneider et Brigite

Parc de la Villette (Espace chapiteau). avenue Corentin-Cariou, Paris 19. Mº Porte-de-la-Villetta. Du jeudi au samedi. 🛊 20 h 30 : le dimanche. 🛊 15 heures. 76L : 01-40-03-75-75. Durée : 1 h 45. 110 F° et 140 F. Jusqu'au 30

La Danse de mort d'August Strindberg, mise en soine de Metthias Langhoff, avec Bérangère Dautun, Muriel Mayette, Jean Dautremay, Céline Samle, Gilles Privat et lean-Baptiste Malartre. Comedie-Française, salle Richelleu, Z,

rue de Richelieu, Paris 1º. Mº Palais-Royal. Les mercredi 18, samedi 21, lundi 23, è 20 h 30. Tel. : 01-44-58-15-15. Durée : 2 h 45. De 30 F à 185 F. Jusqu'au 30 décembre.

d'Adel Hakim, mise en soène de l'auteur, avec Jean-Quentin Châtelain. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Du marull au laudi. à 20 h 30. Tél. : 01-48-13-70-00. Durée: 1 h 20. 70 F° et 110 F. Der-

François Truffaut Correspondance d'après François Truffaut, mise en scène de Marie-Paule André, avec Ro-bin Renucci et Marie-Paule André. Théâtre du Rond-Point Champs-Elysées. Zbis. avenue Franklin-Roosevelt. Paris 8. Mº Franklin-D.-Rooseveit, di 17, jeudi 19, vendredi 20, a Tel.: 01-44-95-98-10. Durée: 1 h 15. De 80 F\* à 160 F. Demières.

d'Anne Quesemend, mise en scène de l'auteur, avec Anne Quesemand et Laurent Berman. La Vielle Grille, 1, rue du Puits-de-l'Ermite, Peris 3-, Mª Monge. Les jeudi et vendredi, à 21 heures ; le semedi, à

décembre 96 – janvier 97

16 heures et 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-47-07-22-11. Durée : 1 h 15. 80 F\* et 100 E Jusqu'au 29 décembre.

Jouer avec le feu d'August Strindberg, mise en scène de Luc Bondy, avec Roland Amstutz, Emmanuelle Béart, Françoise Brion, Thierry Fortineau, Pascal Greggory et Christine Vouilloz

Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10°. Mª La Chapelle. Du mardi 17 au vendredi 20, le mardi 24, à 21 heures; le samedi 21, à 17 heures et 21 heures. Tél.: 01-46-07-34-50. Durée : 1 h 20. De 60 F\* à 140 f. Jusqu'au 8 février La Jouwet d'une filission

d'Alain Gerber, mise en scène de Phi-lippe Berling, avec Daniel Kenigsberg. Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9°, Mº Opé ra. Le mardi 17, à 19 heures; Du mercredi 18 au samedi 21, à 20 heures ; le dimanche 22, à 16 heures. Tél.: 01-47-42-67-27. Durée : 1 h 15. 90 F\* et 120 F. Jusqu'au 18 janvier. de Rainer Werner Fessbinder, mise en

scène de Marie Hermès, avec Odile Roire, François Chodat, Jean-Pierre Ducos, Jean-Michel Bonnarme, Marce Jeanne Bretonnière, Valérie Choquard, Jean-Pierre Falloux et Olivier Hermel. Théâtre de la Huchette, 23, rue de la Huchette, Paris St. Mt Saint-Michel. Du mardi au samedi, à 21 heures. Tél. : 01-43-26-38-99. Durée : 1 h 30. De 80 F\* à 160 F. Jusqu'au 4 janvier.

Long Island de Pascal Rambert, mise en scène de l'auteur, avec Marianne Amy, Kateli Aubert, Benjamin Baroche, Goulven Boivin, Guillaume Cantillon, Virgile Coignard, Leurent Delvert, Céline Figueréo, Karine Geslin, Yann Jaouen, Fanny Lebecq, Christophe Lichtenauer, Julia Masini, Stéphane Mélis, Maud

Merboni et Céline Pitavy.

Ménagerie de verre, 12-14, rue Léchevin, Peris 1º-. Mº Permentier. Du mardi
au samedi, à 20 h 30. Tél.: 01-43-38-33-44. Durée : 1 h 55. 60 F\* et 80 f. Der

Long voyage du jour à le nuit d'après Eugène O'Nelli, mise en soène d'Alain Françon, avec Jean-Paul Roussilion, Catherine Ferran, Jean-Yves Dubols, Bruno Putzulu et Claudie Guillot. Comédia-Française, Théâtra du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris &. Mª Saint-Sulpice ou Sèvres-Babylone. Les merdi 17, mercredi 18, vendredi 20. samedi 21. à 20 h 30 : le leudi 19, à 19 heures ; le dimanche 22, à 16 heures. 76l. : 01-44-39-87-00. Durée : 3 heures. De 65 F\* à 160 F. Jusqu'au 29 décembre.

de Maria Calles de Terrence McNally, mise en schne de Roman Polanski, avec Farmy Ardant, Anne-Julia Audray, Nathalie Labry, Alexandre Laiter et Jeff Cohen. Théâtre de la Porte Saint-Martin, 16, boulevard Saint-Martin, Paris 10. Mª Strasbourg-Saint-Denis. Du mardi au vendredi, à 20 h 45 ; le samedi, à 17 heures et 20 h 45; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-42-08-00-32. Durée : 1 h 45. De 110 F à 280 F. Jusqu'au 30

TOUR

Tance-

100 g 2

and a profit of

... > Ma

1<sub>12</sub> 268

72.046

. . . .

9.5

3.334

Peer Gynt d'Henrik Ibsen, mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Christophe Bouisse, Olivier Cruveiller, Claude Duparfait, Jean-Marc Eder, Philippe Fretun, Philippe Girard, Blanche Giraud-Beauregard, Yedwart Ingey, Evelyne rah Karbasnikoff, Flore Lefeb vre des Noëttes, Stéphanie Rongeot, Christophe Vandevelde, en alternance Lucie Jousse et Mélodie Puren, Lisa Erbès (violoncelliste) et Georges Gagne-

Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. Du mardi 17 au ven-dredi 20, à 20 heures ; les samedi 21 et dimanche 22, à 16 heures. Tél. : 01-41-32-26-26. De 80 F à 140 F. Jusqu'au 19

Les Trompettes de la mort de François Tilly, mise en scène de l'au-teur, avec Maryline Even, Josiane Sto-leru, Eric Guérin et la voix de Jenny

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20. Mª Gamber Les mardi, Jeudi, vendredi, samedi, 🛦 21 heures; le mercredi, à 12 h 30 et 21 heures; le dimanche, à 16 heures. Tél.: 01-44-62-52-52. Durée: 1 h 30. De 110 P\* & 160 F. Jusqu'au 12 janvier. Ve-t'en chercher le bonix

et ne reviens pas les mains vides de et par Julien Bureau, Mathieu Bauer et Sylvain Cartigny. Cité internationale (Théstre), 21, bouleyard Jourdan, Paris 14. RER Cité-universitaire. Le mardi 17, à 20 h 30. Tél. : 01-45-89-38-69. Durée: 1 h 30. De 55 F\* à 110 F. Demière

Les Vies antérieures de Guy Shelley, mise en sciene de l'auteur, avec Berta Dominguez D., Carlos Ferrer, Cassandre Hornez, Augusto Lunel, Tatiana Scall et Guy Shelley.

Espace Acteur, 14 bis, rue Sainte-Isaure, Peris 18. Mr Simplon, Jules-Joilfrin. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le nche. à 16 heures. Tél. : 01-42-62-35-00. De 40 F\* à 100 F. Jusqu'au 18 Les Vilains

d'après Ruzzante, mise en scène de Marjorie Nakache, avec Brigitte Buc, Stéphane Casenobe, Didier Castello, Léa Drucker, Gilles Dyrek, Ahcen Goul-mane, Xavier Marcheschi, les voix de Philippe Vieux et Pierre-Stéphane Studio-théâtre, 19, rue Carnot,

93 Steins. Du jeudi 19 au samedi 21, à 20 h 45. Tél. : 01-48-23-06-61. Dunie : 1 h 20. De 50 F à 90 F. Demières.

d'Edna O'Brien, mise en scène d'Anne Marie Lazarini, avec Alexis Nitzer, Mar tine Pascal et Pascaline Pointillart. Théâtre national de Chaillet, 1, plats du Trocadéro, Paris 16º. Mª Troc Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le di-manche, à 16 heures. Tél. : 01-47-27-81-15. Durée : 1 h 15. De 80 F\* à 160 f. Jusqu'au 28 décembre. (\*) Tarifs réduits.

## CINEMA

NOUVEAUX FILMS

ALASKA Film américain de Fraser C. Heston, avec Thora Birch, Vincent Kartheiser, Dirk Benedict, Charlton Heston, Duncan Fraser, Gordon Tootoosis (1 h 49). VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1=. VF: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1°; Rex, dolby, 2 (01-39-17-10-00); eorge-V, dolby, 8°; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13° (01-47-07-55-88; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14\* (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); Les Montparnos, dolby, 14\* (01-39-17-10-00; reservation: 01-40-30-20-10); Paler, dolby, 18 (réservation : 01-40-30-20-10); La Gambetta, dolby, 20° (01-46-36-10-96; réservation : 01-40-30-

AU REVOIR, A JAMAIS (\*) Film américain de Renny Harlin, avec Geena Davis, Samuel L. Jackson, Yvonne Zimā, Craig Bierko, Tom Amandes, Brian Cox (1 h 50). VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby,

1er; UGC Rotonde, dolby, 6e; UGC Dan-ton, 6e; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8°; Gaumont Opéra Français, dolby, 9° (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13° (01-47-07-55-88; reservation; 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15-(01-45-75-79-79); 14 Juillet-sur-Seine, lolby, 19° (réservation : 01-40-30-20-

LA COURSE AU JOUET Film américain de Brian Levant, avec Arnold Schwarzenegger, Sinbad, Phil Hartman, Rita Wilson, Robert Conrad, VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby 1"; Gaumont Marignan, dolby, 8" (ré-

servation : 01-40-30-20-10). VF : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1"; Rex, dolby, 2 (01-39-17-10-00); UGC Montparnasse, 6°; George-V, dolby, 8°; Paramount Opéra, dolby, 9° (01-47-42-56-31; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12•; UGC Gobelins, dolby, 13°; Miramar, dolby, 14° (01-39-17-10-00; reservation: 01-40-30-20-10); Mistral, dolby, 14\* (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15\*; Le Gambetta, dolby, 20\* (01-46-36-10-96; réservation: 01-40-30-20-10).

DET, UNE PETTTE FILLE Film iranien d'Abolfazi Jalili, avec Hossein Saki, Zinab Barbondi, Mahmoud VO: 14-Juillet Beaubourg, 3s (01-42-77-

14-55); Espace Saint-Michel, 54 (01-44-

Film américain de Francis Ford Coppo-

la. avec Robin Williams, Diane Lane, Jennifer Lopez, Brian Kerwin, Fran

Drescher, Bill Cosby (1 h 53). VO: UGC Ciné-cité les Halles, doiby, 1"; UGC Odéon, dolby, 6°; Gaumont Marignan, dolby, 8" (réservation : 01-40-30-20-10); George-V, dolby, 8-; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 134 (01-45-80-77-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LE PLUS BEAU MÉTIER DU MONDE im français de Gérard Lauzier, avec Gérard Depardieu, Michèle Laroque Souad Amidou, Ticky Holgado, Guy Marchand, Daniel Prévost (1 h 45). UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1"; Rex. dolby, 2º (01-39-17-10-00); UGC se, dolby, 📭 : UGC Odéon dolby, 6°; Gaumont Ambassade, dol-by, 8° (01-43-59-19-08; réservation : 01-40-30-20-10); George-V, THX, dolby, 8" ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8" (01-43-87-35-43 ; réservation : 01-40-30-20-10); UGC Opéra, dolby, 9°; Les Nation. dolby, 12 (01-43-43-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bas-tille, dolby, 12°; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13\* (01-47-07-55-88; réservation : 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réserva-tion: 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14 (01-43-27-84-50; reservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (01-45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15<sup>a</sup> (01-48-28-42-27; réservation: 01-40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16\* (01-42-24-46-24; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Maillot, 17°; Pathé We by, 18° (réservation : 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19 (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20° (01-46-36-10-96; reservation: 01-40-30-20-10). LA ROBE

Film hollandais d'Alex Van Warmerdam, avec Henri Garcín, Ingeborg El-zevier, Olga Zuiderhoek (1 h 43). VO: Le Balzac, dolby, 8º (01-45-61-10-60); La Bastille, dolby, 11º (01-43-07-48-60); Sept Parnassiens, 14\* (01-43-20-32-

SURVIVING PICASSO

Film américain de James Ivory, avec Anthony Hopkins, Natascha McElhone, Julianne Moore, Joss Ackland (2 h 05). VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40; réservation : 01-40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2° (01-47-70-33-88; réservation : 01-40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, dolby, 6° (01-43-25-59-83; réservation : 01-40-30-20-10); Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8\* (01-43-59-04-67; réservation : 01-40-30-20-10); Majestic Bastille, dol-by, 11° (01-47-00-02-48; réservation: 01-40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12\* (01-43-43-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13º (01-47-07-55-88; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alé-sia, dolby, 14° (01-43-27-84-50 ; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (01-45-75-79-79): Bienvenúe Montparnasse, dolby.

GERBER - BERLING - 10 dec 96 / 18 janvier 5 Athénée विश्वीतिक *व्या* ion 01 47 42 67 27 15 (01-39-17-10-00 : réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18\* (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juil-

Baron Laborde

BROCH - AMOUYAL - 10 dec 96

Le Jouvet d'une illusion

let-sur-Seine, dolby, 19 (réservation : SÉLECTION ASPHALT TANGO de Nae Caranfil avec Charlotte Rampling, Mircea Diaconu. Florin Calinescu. Constantin Co-

timatis, Catalina Rahaianu, Marthe Franco-roumain (1 h 44).

VO: Latina, & (01-42-78-47-86);
Images d'ailleurs, 5° (01-45-87-18-09).

AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES

avec Kati Outinen. Kari Vaananen. Elina Salo, Sakari Kuosmanen, Markku Peltola, Matti Onnismaa.

landais (1 h 36). VO: Saint-André-des-Arts I. 6º (01-43-8-18); Saint-Lambert, 15' (01-45-32-91-68). TEZ VALETX DE L'INNOCEILL

de Jean-Pierre Améris, avec Bruno Putzulu, Elisabeth Depar-dieu, Jean-François Stévenin, Michèle Laroque, Julia Maravai.

Laroque, Julia Maraval. Français (1 h 30). 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3° (01-42-77-14-55); 14-Juillet Hautefeuille, dol-by, 6° (01-46-33-79-38); Sept Parnassiens, dolby, 14\* (01-43-20-32-20). LE BOSSU DE NOTRE-DAME de Gary Trousdale et Kirk Wise dessin animé Américain (1 h 30). VF: UGC Ciné-cité les Halles, doiby, 1"; Rex (le Grand Rex), dolby, 2\* (01-39-17-10-00); UGC Danton, dolby, 6\*; UGC Montparnasse, dolby, 6°; Gaumont Marignan, dolby, 8° (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8°; Paramount Opéra, dolby, 9° (01-47-

42-56-31; réservation: 01-40-30-20-

10); Les Nation, dolby, 124 (01-43-43-

04-67; réservation: 01-40-30-20-10);

UGC Lyon Bastille, dolby, 12"; UGC Go-

belins, doiby, 13°; Gaumont Parnasse, doiby, 14° (reservation: 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14º (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15' (réservation : 01-40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15°; UGC Maillot, 17°; Pathé Wepler, dolby, 18° (réservation: 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur Seine, dolby, 19º (réservation: 01-40-30-20-10); Le Gambetta, THX, dolby, 20º (01-46-36-10-96; réservation: 01-

Theatre Louis Jouvet

LES CENDRES DU TEMPS de Wong Kar-wai, avec Leslie Cheung, Tony Leung Kar-Fal, Brigitte Lin Ching-Hsia, Charlie Young, Tony Leung Chiu-Wai, Maggle Hong Kong (1 h 31). VO : Racine Odéon, 6 (01-43-26-19-68;

eservation : 01-40-30-20-10). LA CHAMBRE TRANQUILLE de Rolf De Heer, avec Chloe Ferguson, Phoebe Ferguson, Celine O'Leary, Paul Blackw Australien (1 h 35). VO : Epée de Bois, 5º (01-43-37-57-47). FOR EVER MOZART

de Jean-Luc Godard, avec Madeleine Assas, Bérangère Allaux, Ghalya Lacroix, Vicky Messica, Frédéric Pierrot, Harry Cleven Franco-suisse-allemand (1 h 20)

Franco-susse-aremand († n zu). UGC Ciné-cité les Halles, doiby, 1"; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6" (01-42-22-87-23; réser-vation: 01-40-30-20-10); Le Balzac, dolby, 8° (01-45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, dolby, 11° (01-43-57-90-81; réservation: 01-40-30-20-10); Escurial, dolby, 13\* (01-47-07-28-04; réservation: 01-40-30-20-10). GO NOW

de Michael Winterbottor avec Robert Carlyle, Juliet Aubrey, James Nesbitt, Sophie Okonedo, Berwick Kaler, Darren Tighe.

VO: 14-Juillet Beaubourg, doiby, 3° (01-42-77-14-55); Europa Panthéor (ex-Reflet Panthéon), 5° (01-43-54-15-04); Elysées Lincoln, dolby, 8° (01-43-59-36-14); Escurial, dolby, 13\* (01-47-07-28-04; réservation : 01-40-30-20-(01-43-20-32-20).

RMA VEP de Olivier Assayas avec Maggie Cheung, Jean-Plerre Léaud, Nathalle Richard, Antoine Baser, Nathalie Boutefeu, Buile Ogier. Francais (1 h 38).

Epée de Bois, 5º (01-43-37-57-47) ; Denert, 14 (01-43-21-41-01); Le Cinéma des cinéastes, 17" (01-53-42-40-20). de Martin Sullk,

avec Roman Luknar. Zuzana Sulajova. Marian Labuda, Jana Svandova, Franco-slovaque (1 h 40). VO : L'Entrepôt, 14° (01-45-43-41-63). JE N'EN FERAI PAS UN DRAME de Dodine Herry,

avec Philippine Leroy Beautieu, Julian Benedikt, Wolfgang Wimmer, Bernard Schmidt, Patricia Herry. Français, noir et blanc (57) Reflet Médicis II, 5 (01-43-54-42-34). IUOE

de Michael Winterbottom, avec Christopher Eccleston, Kate Winslet, Liam Cunningham, Rachel Grif-fiths, June Whitfield, Ross Colvin Turnbull.

Britannique (2 h 03). VO : Gaumont les Halles, dolby, 1e (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2° (01-47-70-33-88; réservation : 01-40-30-20-10); Action Christine, dolby, 6 (01-43-29-11-30); Les Trois Luxembourg, 6 (01-46-33-97-77; réserva-tion: 01-40-30-20-10); UGC Champs-Elysées, dolby, 8°; La Bastille, dolby, 11° (01-43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13° (01-45-80-77-00; réservation: 01-40-30-20-10); Sept Parnassiens, dolby, 14° (01-43-20-32-20). LE PEUPLE DE L'HERBE

de Claude Nuridsany et Marie Peren-

Français († h 15).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1";
Bretagne, dolby, 6" (01-39-17-10-00; néservation: 01-40-30-20-10); L'Arlequin, dolby, 6 (01-45-44-28-80 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8 (01-43-59-19-08; réservation : 01-40-30-20-10); UGC Triomphe, dolby, tion: 01-40-30-20-10); UGC Maillot. 17°; Pathé Wepler, dolby, 18° (réserva-tion: 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19 (reservation: 07-40-

30-20-10). NOS RINERAILLES (\*) de Abel Ferrara.

avec Christopher Walken, Chris Penn, Isabella Rossellini, Benicio Del Toro, Vincent Gallo, Paul Hipp. Américain (1 h 39).

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1e (01-40-39-99-40 : réservation : 01-40-30-20-10); Gaumont Opéra impérial, doiby, 2\* (01-47-70-33-88; réservation : 01-40-30-20-10); 14-Juillet Hautefeuille, doiby, 64 (01-46-33-79-38); UGC Rotonde, 6°; UGC Danton, 6°; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8° (01-47-20-76-23; ris-servation: 01-40-30-20-10); UGC riomphe, dolby, 8°; 14-Juillet Bastille, 11º (01-43-57-90-81; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13 (01-47-07-55-88; réser-Vation : 01-40-30-20-10) - Gaumont Alésia, dolby, 14º (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15\* (01-45-75-79-79); Pathé Wepler, dolby, 18° (réserva-tion: 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19º (réservation: 01-40-

30-20-10). LA PROMESSE de Jean-Pierre et Luc Dardenne, avec Olivier Gourmet, Jérémie Renier, Assita Ouedraogo, Rasmane Ouedrao

Belge (1 h 33). 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3\* (01-42-77-14-55); Saint-André-des-Arts I, 6 (01-43-25-48-18). LA RENCONTRE de Alzin Cavalie

Français (1 h 15).

Maria da

Saint-André-des-Arts I, 6º (01-43-26-48-RONDE DE FLICS A PÉKIN de Ning Ying, avec Li Zhanho, Wang Liangui, Zhao

Zhiming, Liu Yingshu. Chinois (1 h 42). VO: Reflet Médicis II, 5º (01-43-54-42-LA SERVANTE AIMANTE

de Jean Douchet. avec Catherine Hiegel, Jean-Yves Du-bols, Alain Pralon, Claire Vernet, Nico-

las Silberg. Français (2 h 46). Grand Action, 5° (01-43-29-44-40). de Robert Kramer, avec Jacques Mertial. Laure Duthill

Betsabée Haas, Eliane Boisgard, Jac-queline Bronner, Aline Pailler. Français (1 h 12). VO: Studio des Ursulines, 5º (01-43-26-19-09). 14-Juillet Beaubourg, 3\* (01-42-

REPRISES

THE CONNECTION de Shirley Clarke, avec Warren Finnerty, Jerom Raphel, Jim Anderson, Carl Lee, Barbara Winchester, Roscoe Browne Américain, 1961, noir et blanc (1 h 30).

VO : Epée de Bols, 5º (01-43-37-57-47). (\*) Films interdits aux moins de 12 ans.

■ TÉLÉVISION: le président de

France Télévision, Xavier Gouyou Beauchamps, vient de

procéder à une série de nominations, à France 2 et France 3. Jean-

Charles Paracuellos a été nommé

directeur commun de l'audit et du

contrôle interne des deux chaînes. Cet ingénieur a commencé sa car-

de revenir à France 3. Martine

Taïeb lui succède à l'audit de

France 3. Sylvain Anchini, qui

Cinquième depuis 1994, a été

nommé directeur de l'équipement

et des nouvelles technologies. Ro-

ger Gicquel - homonyme de l'an-

cien présentateur du journal télé-

visé - a été nommé directeur

régional de France 3-Rhône-Alpes

en remplacement d'Yves d'Hérou-

ville, qui occupera les fonctions de

directeur du développement ré-

gional. Henri False, qui occupait

ce dernier poste a été nommé di-

recteur commun des études et de

la perspective de France 2 et

France 3.

CÂBLE : la chaîne de divertis-

sement Disney Channel sera dis-

tribuée en option sur les réseaux

câblés de la Lyonnaise Communi-

cation et de France Télécom. La

chaîne Disney Channel est déjà

présente sur le bouquet numé-

rique de programmes CanalSatel-

lite. Elle est diffusée à Taïwan, en

Australie et au Royaume-Unf. Dis-

ney Channel Moyen-Orient doit

RADIO: la station FM Radio

Classique, entièrement consa-

crée à la musique classique et à

l'information économique, sera

diffusée, en clair, via CanalSatel-

lite, bouquet de programmes thé-

matiques de Canal Plus. La re-

transmission de Radio Classique

être lancée au printemps 1997.

The state of the s

Big. The Chair Survey

March Carry Sources Com-

Ber militaren et par

\$ 1.75

# $\mathbf{x}_{t}^{-\mathbf{x}_{t}} = \mathbf{x}_{t}^{-1} \mathbf{x}_{t}^{-1} \mathbf{x}_{t}^{-1} \mathbf{x}_{t}^{-1} \mathbf{x}_{t}^{-1} \mathbf{x}_{t}^{-1}$

# 20.50

LE JOUR DE GLOIRE Film de Jacques Besnard, avec Jean Lefebvre, Pierre Tornada (1974, 105 min). 4880 Au moment de la Libération, une colonie allemande est immobilisée dans un petit village à cause d'un pont

## 22,35

LE MONDE DE LÉA Paul Amar en « médiateur ». 0.20 Echec et Mat. Tëléfilm (0) de josé Maria Sanchez. [2/2] (85 min). 1722418 « Le Professeur » a pu

Les soirées

20.00 Envoyé spécial. Les nonveaux chefs : Plan rouge : Crack Gospel ; Post-scriptum : Peths

des cinq continents. 22.00 Journal (France 2).

20.35 Les Ailes de France. La Caravelle.

21.25 Agathe de Catane,

21.30 Perfecto.

23.50 Viva A la recherche de la Swatch ne

Planète

L45 et 2.25, 430, 450 TF1 mit. 1.55 No. 62 2.6., 4.50 IFI INC. CONTROL OF THE CONTROL OF T

s'enfuir en Italie où il se fait passer pour un

(80 mln).

sur le câble et le satellite

1.48 André Mairans, la légende de siècle. Documentaire. [2/4] Viva la Muerte. 3.60 Les Congrens des bols. Documentaire. 3.55 24 heures d'info. 4.05 Météo. 4.10 Crocodile ballon. Documentaire (rediff.). 4.20 La Compète. Trahison. 4.50 Chip et Charly. Boszo chef de gang (20 min).

# Luc Bondy, Pascal Gregorry, Thierry Fortheau, Sandrine

1712031

la pupille des yeux de Dieu.

d'Alain Cavaller. L'illusionniste.

22.30 C'était hier. [10/13] Le retour de la peux.

23.30 Sud Maroc, de sable

Paris Première

21.00 Jean-Edern's Club.

21.55 et 1.50 le J.T.S.

20 h Paris Première.

22.30 Le Temps des gitans W Film d'Endr Kusturica (1988, xo., 135 min). 3510138

et d'écailles. 0.25 Tomi Ungeres. La sombre séducite du fascisme.

72.15 Postraiks

20.00 et 0.45

Divertissement présenté par Alexandra Kazan, Joe Cocher, trwités: Joe Cocher, Tany Joe White, Fred Biondin (55 mis). 1995484 0.00 Journal, Bourse, Météo. 0.20 Le Cercie de mimuit.

Théâtre et cinéma.

#### Au sommaire de Cinema Étoiles, des entreixens avec Sondrine Veysset, réalisatrice de Y aura-t-il de la neige à Noël, et avec Paul Vecchiali, réalisateur de Zone franche. Invinte : Emostavelle Start. 0.35 Saga-Cités, Magazine. Le Rwanda (rediff.). 1.00 Sidamag.

France

Supervision

20.30 L'Ecume des jours III Film de Charles Belmont

22.20 Comme les oiseaux. Aue Moolque Loudières, Pairick Dupond, Yvette Charvist, Maruel Legis. 23.50 Un animal,

(1968, 110 min).

des animaux

Ciné Cinéfil

2030 La Rabouilleuse

1.20 Capitame Futilio. Serie. La fin de Garibaldi. 2.05 Husique graffici. Ma-gazine. Musique de charabre. Sonate en la mineur opus 31 de E. Grieg. Le MV de bourdon de Rimski-Korsakov, par Laétitia Himo (visionacile) et Nadia Himo (plano) (20 min).

Bensoussan (50 min). 0.15 Interview de Jérôme Savary. (20 mln). 0.35 Meurtre dans un iardin anglais (The Draughtman's Contract) Film de Peter Greenaway (1982, v.o., rediff.,

## 2.15 John Cleese. Série. [1/8] (rediff., 30 min).

Ciné Cinémas Canal Jimmy 21.00 Friends.
[2/2] Celui qui retrouve son prige.
21.25 Le Pughtif.
La seconde vue.
22.15 Chromique de la route. 20.30 Si lọin, 

# 1.00 La Folle Histoire

(1967, 95 rale). 22135676 Série Club 20.45 Le Club. 20.50 Les Champions

#### (Les Arrivistes) E film de Louis Daquin (1959, N., 115 min). 3965038 22.75 Des hommes sont nés (Boys Town) 21.40 et 1.35 L'Age heureux. Côté jardin. (1938, N., v.o., 90 min). 22.30 Chasse an crime. 23.55 Une fine mouche (Libeled Lady) Film de Jack Corway (1936, N., v.o., 100 min). 23.50 Sam Cade.

# 23.15 Star Trek:

The Next Generation.
L'« Enterprise » en folie (u.o.).

29.55 Parth 2. L'homme de ses rêves. Eurosport 20.00 Boxe thailandaise.

#### 21.00 Boxe. En direct de Loodres. Combat international paids coqs: Johanny Armaiur (GB)Lyndon Mershau. (120 min). 2051 Le nouveru visage d'Emile Bodes. 23.00 Snooker (90 min). 23.00 Toutes griffes dehors. Le

## 2.00 Colture roub. Magazine (rediff.). 2.30 Best of 100 % français. Réceion des metileurs clips français. 4.20 Hot forme. Magazine (rediff.). 4/5 Jazz 6. Magazine (rediff., 55 min). Les films sur les chaînes

européennes RTL9 28.30 Karaté Kid 2. Film de John G. Avlidsen (1989, 115 min), avet Ralph Macchio. *Karaté*. 22.25 Les Comancheros. Film de Michael Curtiz (1961,

100 min), avec John Wayne. Western. 8.20 La Mystérieuse Mine Cheney. Film de Franz-Joseph Weld (1962, 90 min), avec Life Palmer. Comédie dramatique. TMC

20.35 Les Aventures de Chatran. Film de Matanori Hata (1986, 80 min). Aventures. TSR 20.35 Allò maman, c'est Noël. Filos de Tour Ropelewski (1948, 100 min), avec John Travolta. Corrédie.

## TPS commercialise ses programmes numériques

Les actionnaires de ce nouveau bouquet « populaire et bon marché »

inaugire la concurrence sur le mar-

Les abonnés pourront directe-

vité totale, en 1997, des films de

Arte

19.00 Don Quichotte. Dessin a

nous persons (30 min). 20.30 8 1/2 journal.

LA VIE EN FACE :

PAROLES DE GRÈVE

COMEDIA : JÉRÔME SAVARY ET

LE GRAND MAGIC CIRCUS

21.40 Nina Stromboli ou Le Démon de midi.

Lomburd (110 min). 27
23.25 Treme and d'aventures et d'amour,

Pièce écrite et mise en soène par Jérôme Savary, avec Jérôme Savary, Michel Dessarrat, Maxime

Le Grand Magic Circus.

Documentaire de Colette Godard et Georges

[10/39] La montagne de Morena

France-Algérie : les blessures ouvertes. 29.00 Archimède. Archéologie génétique ; Pourq

Les cheminots de la gare d'Austerlitz, à Paris, filmés pendant leurs assemblées générales lors des grèves de décembre 1995. Formidable

MARDI 17 DÉCEMBRE

14.00 Plongée sous-marine en Polynésie fran-

Un documentaire qui retrace les différentes étapes de la nouvelle Bibliothèque nationale de France François-Mitterrand, depuis l'annonce du projet jusqu'à son

15.00 La Bibliothèque nationale de France.

15.55 La Cinquième: c'est à vous. 16.00 Les Mervellles de l'univers. 16.30 Le Corps humain. 17.00 Jeunesse. 18.00 Himoire personnelle de la littérature française. Aragon. 19.15 L'Obuf de Co-

La Cinquième

pavante du catologue Sony-Columbio, dont aveun titre ne sera sur CanalSatellite l'un prochain ». Dès le

UNE OFFRE ATTRACTIVE

devra revendiquer 175 000 abounés à la fin de 1997. Pour ne pas rester un bouquet virtuel faute de moyens d'accès, TPS a commandé 40 000 décodeurs numériques à la Sagem. Toutefois, les premiers boîtiers numériques Viaccess ne seront pas distribués avant le 1e janvier 1997. Ils seront

Dès le 8 janvier, les boîtiers numériques doivent être fournis au rythme de 5 000 par semaine. TPS lancera «un deuxième appel d'offres » au début de l'année 1997, pour la fourniture d'un nouveau

stock de décodeurs numériques

M 6

12.25 La Petite Maison

dans la prairie. Série. 13.25 Père en fuite.

(100 min). 973865 15.05 Drôles de dames. Série.

16.50 Telé casting. Magazine 17.05 et 3.30 Paites

Saces. 18.05 Mission impossible.

Série, La cible.

19,54 Siz minutes

20.35 E = M 6 innior.

LE CONTINENT

D'après une nouvelle de

science-fiction d'Edgar Rice

Burroughs (le père de Tarzan), la suite du Sixième continent.

PAROLE DE FEMME

Une jeune femme sur le point de se marier est violée par un voisin. Après bien des héstations, elle parte plainte,

mais le procureur rejette le dossier. Passé le désarroi, elle

de la gioire (rediff.).

entame un dur combat...

0.10 Les Documents de Zone interdite.

OUBLIÉ E E

avec Patrick Wayne (1977, 95 min).

22.30

19.00 Code Quantum. Strie.

d'information.

20.00 Une nonnou d'enfer.

comme chéz vous. Invités : François Feldr

Tiliéfim de John Nacolei Imac Donna Mills

rière à l'ORTF, puis était devenu responsable financier de FR 3 et la Sagem, Philips devrait être sur les de l'Agence France Presse avant rangs pour fabriquer ces boltiers. De son coté, Téléciel, réseau de distribution de TPS, a aussi passé était directeur technique de La commande de 20 000 décodeurs Viaccess auprès de Grundig. Ils devraient être livrés dès la fin du mois

de mars. Avant d'être lancé, TPS aurait rencontré un écho favorable auprès des téléspectateurs. « Sans attendre le formulaire officiel d'abonnement à TPS, des magasins avaient chacun en commande, avec des arrhes, plusieurs dizaines de réservations d'abonnements », signale un res-ponsable de Téléciel. Espace Plus, revendeur de matériel satellite et d'abonnements, installé en région parisienne, a fait imprimer et publier, avec un certain succès, dans la presse spécialisée, un bulletin de réservation pour TPS. Un frémissement que la campagne de promotion prévue à l'antenne des chaînes

Les opérateurs de ce bouquet espèrent une réussite rapide de leur entreprise. Ainsi, tous les actionnaires se sont engagés à rester dans le tour de table, voire à souscrire à une augmentation de capital, si TPS engrange 200 000 abonnés en dixhuit mois. Toutefois, une clause de sortie permet aussi à certains actionnaires de quitter le navire si le seuil de souscripteurs n'est pas atteint dans les délais ou si 1,5 mil-

liard de francs ont déjà été investis.

#### par satellite débutera à partir de ianvier, a annoncé CanalSatellite.

Radio

France-Culture

20.30 Archipel médecine.

22.40 Nuits magnétiques.

20.00 Le Rythme et la Raison. Jean-Claude Carrière. L'école des Bouffes du Nord [2/5].

BOSSA.

8.05 Da jour au lendemain. Georges Haldas (l'Echac ferrile). 0.48 Miusique: les cinglés du music-hall Orchestre Fumière et ses Boys. 1.00 Les Nuits de France Culture (rediff). Heures vénitiennes; 2.55 Perspectives sciencifiques. La réserve géologique de Digne; 4.34 La matinde des autres. La Marais potevin; 5.55 Lieux de mémoire. Le carchiteat ciriouses.

France-Musique

15.35 A le rencontre

les explorateurs.

18.15 jungle show.

En clair jusqu'à 20.35

18.35 Nulle part ailleurs.
invités : Zazie, Stéphane
Zagdarsid ; Diabologum.

CÉRÉMONIE II Film de Claude Chabrol (1995, 105 min). Une bourgeoise engage une bonne à tout faire qui lui

semble être une vraie perle malgré son côté tachurne. 22.26 Flash d'information

MY LIFE Film de Bruce Joel Rubin, avec Michael Keaton, Nicole Kidman (1999, v.o., 114 min). 9305088 Le potron d'une agence de publicité, atteint d'un cancer, raconte sa vie sur une vidéocussette, à l'intention de

son enfant à naître. 0.25 Partir avec National Geographic.
Documentaire de John B.
Bradar, Les petits secrets de la Maison Blanche (rédiff, 45 min).

# 1.10 La Malédiction

#### Radio-Classique 20.40 Les Soirées

8.00 Des notes sur la guitare. Couvres de Brouwer, Eben, Mortel, Traditionnelles peruvien, Montoya. Traditionnelles andalou. T.00 Les Nuits de Prance-Musique.

J Les Soirées
de Radio-Classique.
Les concerts Bach-Abel.
Somete n° 2 BWV 1028 de
Bach : Symphomie op. 10 n° 1
d'Abel : Sextuor en ut M. de
Bach : Samson, extraits du
2° acte de Haendel ;
Ouvesture d'Adriano in Siste<sup>n</sup>
de Bach ; Symphonie n° 31 k.
297 "Paris" de Mocart ;
Sonate pour pianoforte op. 17
n° 5 de Bach ; Correctio pour
filtre op. 6 n° 1 d'Abel. 22.35 Les Soirées... (Suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir.

■ Ne pas manquer. ♦ Sous-titrage spécial pour les sounds et les

#### à Ivan Levaï à la revue de presse matinale de France-Inter NICOLAS POINCARÉ, grand re- caré ne fera pos la même chose, et porter à la rédaction de France-Innous comptons sur son coup d'azil de fo, présentera la revue de presse de reporter x Prance-inter tons les jours à 8 h 30, Depuis le départ d'Ivan Levai, à partir du 6 janvier 1997, succé-

Nicolas Poincaré succède

devenu directeur de l'information dant ainsi à Ivan Levaï, qui avait de La Tribune, la revue de presse quitté ses fonctions en octobre, a était assurée par différents journaannoncé, hındi 16 décembre, la dilistes de la station. La nomination rection de la rédaction de la station de Nicolas Poincaré intervient alors publique. qu'un climat de grogne règne à Ra-Agé de trente-quatre ans, Nico-las Poincaré est journaliste à Radio-France. L'absence de remplacement de titulaire du poste était rédio-France depuis dix ans. Il a socgulièrement dénoncée. Dans un cessivement travaillé tract recent, la gestion du pro-Radio-France Provence, Radioblème de la revue de presse était

France Lyon, France-Inter et

Prance-Info (depuis 1988). Il a cou-

vert de nombreux événements en

France et à l'étranger, comme en

Bosnie, en Tchétchénie ou au

Rwanda, les deux putsch à Moscou

et les élections américaines. Nico-

las Poincaré a reçu cette année le

Prix Bayeux récompensant les cor-

respondants de guerre et, pour la

deuxième fois, le Grand Prix du

journalisme de la Communauté des

radios publiques de langue fran-

la rédaction de France-Inter, «il

était important de recruter quel-

au'un à l'intérieur de Radio-France,

car nous ne voulions pas d'une star

venue d'ailleurs », a-t-il déclaré à

l'AFP. « Nous avons eu une quin-

zaine de candidatures extérieures,

mais il faut savoir utiliser les talents

de la maison. On tenait par-dessus

tout à affirmer que notre rédaction

est libre et pluraliste », a-t-Il ajouté.

Pour Jean-Luc Hees, «il ne s'agis-

sait pas de trouver un contraire ou .

une copie d'Ivan Leval, Nicolas Poin-

Pour Jean-Luc Hees, directeur de

çaise (CRPLF).

TF 1

12.50 A viral dire.

Magazine. 13.00 Journal, Métés.

13.40 Les Feux de l'amous

Feuilleton. 14.35 Côte Obest, Série.

15.30 Côte Ouest. Série.

La vie quotidienna. 16.25 Une famille en or.

La tête dans les étoiles

L'image du jour. Tiercé.

16.55 Club Dorothée.

18.10 Le Rebelle. Série.

La vie n'a pas de prix. 19.00 L'Or à l'appel, jeu.

19.50 et 20.45 Météo.

20.00 journal.

jugée « calamiteuse » par les syndicats CDFT, le SNJ et le SNJ-CGT. Selon les signataires, le constat est alarmant: « Un PDG aux abonnés absents, un directeur de la rédaction de France-Inter désavoué, une rédaction écœurée et en colère et une antenne et des auditeurs laissés en intérim pendant plusieurs semaines. » Le personnel estimait qu'en matière de « développement des antermes, gestion des personneis et résistance au pouvoir politique », Radio-France a ces demiers temps « régressé ». Les signataires s'en prennent notamment au projet de Radio-Jeunes, « aujourd'hui réduit aux 15 millions de francs alloués par la tutelle alors qu'il en faudrait 40 millions ». Ils craignent désormais que le budget propre de Ra-

dio-France soit amputé, ce qui est

juge «inacceptable». Enfin, «ia

violente diatribe» du député RPR

Michel Péricard coutre les journa-

listes du service public, et notam-

ment ceux de France-Info, est res-

tée, selon les syndicats, « sans

France 3

13.30 Keno. Jeu. 13.35 Parole d'Expert I

14.30 Le Quart d'heure

de Paut pas rêver. 14.46 Magazine du Sépat

16.10 Secrets de famille.

17.45 je passe à la télé.

pour un champion. Jeu 18.50 Un livre, un jour.

L'Art de la prose, .

de Gustave Lanson 18.55 Le 19-20

20.30 Tout le sport.

UN CHAMPION

22.35 Journal, Météo.

**COULEUR PAYS** 

Au sommaire de Cînéma

POUR

23.05

20.05 Fa si la chanter. Jeu

**SPÉCIAL QUESTIONS** 

Demière finale des Masters de

16.40 Les Minikeums.

ati gottvernement: En direct de

de l'information.

12.10 to 12-78

14.58 Questions

réponse de la présidence ».

France 2

12.10 et 17.20, 22.45

12.15 Pyramide. jeu. 12.55 et 13.40 Météo.

14.50 Le Renard. Serie.

16.05 et 5.10 La Chance

16.35 Des chiffres

17.25 Cest cool I Série

invité : Jean Marais. 20.00 Journal, Météo.

aux chausons.

et des lettres, lou

17.55 Hartley, corurs à vif. 18.45 Qui est qui ? jeu.

19.15 Bonne muit les petits. 19.25 et 2.30 Studio Gabriel.

L'ARBRE DE NOEL

Un mélodrame mais bien

22.40 Les films qui sortent

interprété.

22.55

TARATATA

Film de Terence Young, avec Bourvil, William Holden (1969, 110 min). 611582

le lendemain dans les salles de cinéma.

Un livre, des livres. Le Trompe-l'ail, de Patrick Mauries.

Série, Affaire Goos,

a mort ne collie ries 15.50 Tiercé. A Vincennes.

tudes relatifs à sa viabilité et à la qualité de son offre de programmes, Télévision par satellite (TPS), bouquet de chaînes numériques par satellite né à la mi-avril, commercialise ses abonnements depuis le 17 décembre. Les décodeurs qui permettront la réception mois de janvier. Ce bouquet, Prance Télécom), M 6, la Lyonnaise des eaux et la Compagnie huzem-bourgeoise de télédiffusion (CLT),

était jusqu'à présent seul. général de TPS, refuse d'engager la d'« originalité »,

sans avoir à souscrire, au préalable, accès en exclusivité à cinq studios

# espèrent séduire 200 000 abonnés en dix-huit mois

# APRÈS plusieurs mois d'incerti-ndes relatifs à sa viabilité et à la deuxième fenêtre de diffusion ciel de navigation Open TV ». Outre per l'offre de films de TPS.

des programmes seront livrés an contrôlé par TF 1, Prance Télévision entreprises (France Télévision et ché français de la télévision payante, un secteur où Canal Plus

hitte avec la chaîne cryptée: « TPS est concurrent de CanalSatellite grâce à son offre de cinéma ». Désormals résigné à faire son deuil du football de première division, exclusivité de la chaîne cryptée, TPS a choisi le cinéma pour attirer les abounés. Challenger de CanalSatel-lite, TPS est obligé de faire preuve

ment souscrire aux trois chaînes de cinéma Cinéstar 1 et 2 et Cinétoile, au service de base (Le Monde daté 15-16 décembre). Pour donner du crédit à la qualité à l'offre cinéma, Cyrille du Peloux précise: « TPS a américains sur sept. » Outre « MGM et Paramount, TPS a obtenu l'exclusi-

## ianvier 1997, les studios Disney devraient venir, officiellement, renfor-

Mais Cycille du Peloux, directeur

# Avec la qualité de ses films, TPS

table aussi sur ses bas tarifs pour séduire des abonnés. « Notre positionnement est d'être populaire et bon marché», annonce le numéro deux de la société. « L'offre tout TPS (chaînes thématiques et chaînes cinéma), vendue 130 francs, devrait être très attractive en termes de prix », prévoit-Il. Pour accompagner son lancement, TPS proposera quatre mois d'abonnement gratuit à compter du mois de réception du décodeur numérique. Mais, pour pouvoir crier victoire et s'approcher de son concurrent CanalSatellite,

principalement destinés à la loca-

hertziennes doit permettre d'ampli-

Canal + ► En clair jusqu'à 13.35 12.30 La Grande Famille. 13.35 Les Demoiselles

de Rochefort III III Film de Jacques Demy (1947, 120 min). 908

de divers aspects du monde contemporain...

16.05 Milliardahre malgré lui Film d'Andrew Bergman (1994, 100 mln). 6342251

17.45 > 11 était une fois...

## 20.30 Le journal du cinéma.

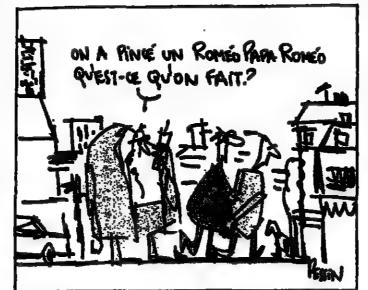
19.30 Concert.
En direct de Rudollillem II
Prague, par l'Orchestre
symphonique de la Radio da
Prague; dir. Libor Pesel.
Ceuvres de Dvoral.: Le Pigeon
des bols, poeme symphonique
op. 110, Martinu : Concerto
sour haudois et petit. pour hauthois et petit orchestre, Jana Brozion (hauthois), R. Strauss : Alnai parlait Zarathoustra. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Pire, Lauba. ivo Janssen (piano). 814765 Jarssen (piano).
23.07 Atout choeur.
Excreit du concert donné le 22 décembre 1995 à Stutigart, par le Criceur de la Radio de Stutigart, dir. Marcus Creed.
CEuvres de Britten: Hymne à la Vierge, Davies: O Magnum Mysterhum, Bax: Macer ora Falium, Poufere: Quatre motests pour le temps de Nori.

## Le Quai des Orfèvres sous l'œil des caméras

Cet été, une équipe du magazine « Le Droit de savoir » a pu filmer à la Police judiciaire. Un reportage précis sur le quotidien de la PJ et des silences qui en disent long

LE SAINT DES SAINTS policier parisien s'est laissé filmer pendant deux mois. Cet exercice de transparence télévisuelle sans précédent au 36, quai des Orfévres offre cependant d'éloquents silences. Pas un mot sur la tourmente provoquée, en plein tournage, par l'« affaire Foll-Tiberi », quand le patron de la PJ parisienne, Olivier Foli, a ordonné à ses policiers de ne pas assister le juge Halphen lors de la perquisition du 27 juin au domicile des époux Tiberi. Pas une image sur les dossiers « sensibles » traités à la sous-direction des affaires économiques et financières de la PJ parlsienne. Pas d'« actu », non plus, sur l'enquête qui mobilise aujourd'hui la brigade criminelle : l'attentat contre le RER de Port-

Comme si on y était, les techniques du « rouleau compresseur » et « de l'escargot » sout pourtant remarquablement thustrées par l'équipe du « Droit de savoir ». Sans commentaire superflu. le reportage reflète les rythmes du travall de P), ses interminables attentes et ses accélérations subites. On entend la « chansonnette » des interrogatoires, quand l'enquêteur déstabilise le suspect en lui soufflant le gros mensonge qu'il allait dire. On ressent la montée d'adrénaline du « chasseur » qui, son talkie-walkie dissimulé dans un emballage de sandwich, surveille des maîtres-chanteurs à travers la grille d'une porte cochère. On sourit en voyant le commissaire en tenue banalisée, polo et bermuda, se



précipiter sur les racketteurs pris l'enveloppe à la main. On consuite les fichiers. On croise un aliéné en fugue, une femme battue, un trafiquant de drogue - « Vous touchez le RMI et vous vous habillez en Armani >-, petites et grandes misères de la vie parisienne.

La mort, omniprésente dans le monde policier, est au rendez-vous des caméras. Mais on n'identifie pas de cadavre, car le parquet de Paris s'v est formellement opposé. Dans la salle des liaisons radio, on surprend les messages - cet homme est-il bien « Delta Charlie Delta » décédé? « Comme les chirurgiens, on s'habitue au sang », commente un policier. On pénètre dans un appartement, théâtre d'une « mort suspecte ». On observe les coups de craie autour des traces de sang, le mitraillage photographique, la poudre de perlimpinpin sur les verres à la recherche d'empreintes digitales. On découvre les promesses de la modernité via la police technique et scientifique (test ADN, microscope à balayage électronique...).

POUVOER INQUISITORIAL

Dans cette visite guidée du « 36 », on gravit les cinq étages, toujours sans ascenseur, qui conduisent aux brigades centrales. Au quatrième, un filet est tendu dans le vide depuis que Nathalie Ménigon, l'activiste d'Action di-recte, a tenté de sauter par-dessus la rambarde. A tous les étages, le vouvoiement est de rigueur pour les « patrons ». Dans le bureau du chef de la brigade criminelle, on remarque aussi les petits fauteuils où des générations d'assassins se sont assis. Aux plus illustres d'entre eux, les enquêteurs réservent « le coup de la moquette » (un entretien avec le patron). Le sujet est, au fond, inépuisable, et les soixante-dix minutes de l'émission s'acquittent de leur mission avec honnêteté, au prix de quelques longueurs, en valorisant le travail policier sans excès d'esprit Seule une femme de ménage

évoque, entre bon sens et feinte tronie, « les héros de la crime ». La question du formidable pouvoir inquisitorial de la PJ n'est pas mentionnée, à peine aperçue lors d'une perquisition qui met un appartement sens dessus dessous. On entend Oilvier Foll admettre qu'une enquête « déshabille les gens ». Mais « Le Droit de savoir » n'en dit. pas davantage sur les liaisons établies avec le ministre de l'intérieur ou le préfet de police de Paris, qui n'interviennent pas à l'écran. L'autorisation de tourner au Quai avait pourtant été donnée à Charles VIIleneuve par le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré.

Erich Inciyan

★ « Le Droit de savoir » : Quai des Orfèvres, TF 1, mercredi 18 décembre, à 22 h 55.

## Confidences par Agathe Logeart

encombrant: 116 pages pour 59 francs, moins de 2 francs la page si l'on a bien calculé. C'est bien gentil de la part de notre premier ministre d'avoir ainsi pensé à nous à quelques jours de Noël, ce moment damné où l'on se creuse invariablement la tête à la recherche de cadeaux à mettre au pied du sapin. Matraqué d'une chaîne à l'autre dans un bel ensemble digne de la sortie du dernier Sylvester Stallone (« Comment Alain sort le beau peuple de France d'un tunnel en feu »), le lancement de l'ouvrage que le premier ministre vient de commettre est sans doute l'un des exemples les plus réussis de campagne de promotion qu'il alt été donné à voir Entre nous, puisque c'est le titre de l'ouvrage que nul ne peut désormais ignorer, a eu les bonneurs de tous les canaux habituels de publicité même pas claudestine que sont devenus les journaux télévisés, LCI, TF 1 (où l'auteur en chair et en os était invité), Prance 2, FR 3, et sûrement quelques autres, sans compter les radios, où l'on nous l'annonçait dans la foulée.

Il est vrai que c'est, si l'on en croit les commentateurs, la première fois qu'un premier ministre en exercice ouvre ainsi son coeur au peuple qu'il est chargé de gouverner. Même s'il n'est pas sûr, au vu des extraîts qui nous out été lus, que la littérature y gagne beaucoup, ce fait sans précédent est d'une troublante originalité. Quelle prise de risque, en effet i Quelle perche tendue aux moqueurs et aux sceptiques de tout poli qui gardent en mémoire le

« droit dans mes bottes! » de la période maudite des appartements familiaux de la rue Jacob, « la mauvaise graisse » des fonctionnaires ou «le moins de 1 franc » jeté à la figure des sala-riés de Thomson. Fallait-il qu'il se sente mal aimé, pour se lancer ainsi dans les confidences et tenter, comme on se jette à l'eau pour se sauver soi-même, de reconquérir une opinion qui tord le nez dès qu'on prononce son «Mort au con! (...) J'étais visé,

· III

100 100

1. 1. 1. 1. 1

2.022

17,000,000

1.000

 $\lambda_0 \to 0$ 

7.5%

A September 1

S 4 44

A Sept. Pile

£ \_\_\_

. .

FOU

1240

16 2

IN BINCH!

sans aucum doute. » C'est ainsi que commence le livre, où Alain juppé rapporte les propos peu amènes d'une jolie passante bordelaise qu'il croisa un jour dans la ville dont il est le maire, et qui lui donna, paraît-il, piqué par le frais minois de la dame et son langage hardi, le besoin de s'expliquer. L'expression, on en prend sans risque le pari, ne va pas manquer de le suivre à la trace. Allez, après cela, interdire les gros mots aux enfants quand l'exemple vient de si haut ! Consterné, on peinait à suivre ses efforts pathétiques pour nous convaincre de l'aimer ou, à défaut, de le comprendre. «Ce qui est sûr, c'est que j'en prends piein la gueule », poursuit la confession sur ce ton olé olé qui se vent très « peuple », en vérité, et fait beaucoup pour désa-craliser l'image déjà bien ébréchée de notre premier ministre. A le voir ainsi, sous l'œil gommand de PPDA, patauger dans ses états d'âme et étaler son spieen, on se dissit que, hélas pour lui et pour nous, s'il s'y prend de la sorte, il n'est pas sûr que cela soit

Radio

22.00 Com

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Jean-Claude Carrière [3/5].

jean-Claude Carnere (372). 20.30 Antipodes. L'antiropologie et le site.

1/ordivopcioge en le ma.
21.32 Correspondances.
Des nouvelles de la Belgique,
du Canada et de la Susse : la
lastice en Belgique. Avez Joan
Ladiffer, professor de
philosophie à l'Université
cattelique de Louade.
22.00 Communanté

des radios publiques

de langue française.
Histoire de la photographie au
Canada : la commune de l'ari
photographique.
22.40 Noiss magnétiques.
Zapata à Paris.

Zapata à Paris.

8.05 Din jour an lendensaiz. Pierre Drachine (Fin de conversation). 0.48 Minsique: Les Chaglés du minsichail. Orchestre Fumière et ses Boys. 1.00 Les Nuïts de Prance Culture (rediff.). Les Chemins de la connaissance : L'Ecole normale supérieure aux tournants de Passone; 2.31 L'Colf de Colomb. La grénouille tricolore; 2.40 Nuïts magnétiques. Portrait de Tonino Guerra; 3.54 Entretiens. Carlos Puentes; 5.19 Tribune des critiques. Max jacob.

France-Musique

20.30 Concert Sauvage. En direct du Corum de Montpellier. Par l'Orch philarmonique de Mon

22.30 Musique pluriel.

Bedura E floury:
Méditation poétique, pour
violon et orchestre op.M.
Gérard Poulet: violon.
Orchestre de l'association d
Concerts Colonne, dir. Pieri
Dervaux. François Sayle:
Erosphère. Pro rouge

Erosphère, Eros rouge (extrait) réalisé dans les studios de l'INA-GRM.

0.00 Jazz vivant. Le trio de Jest-Michel Pic. 100 Les Nuits de

Radio-Classique

de Radio-Classique. Le Festval de Sabbourg. Behra, de Richard Strauss, sur un övret de Hugo von Hofmannstali, A. Vernity:

Homanestabl, A. Varaty: (Ejektra); M. Mödi: (Clytemnestre); H. Hilbrecht: (Crystothemis); E. Wächter: (Crystothemis);

(Oreste); ), King : (Egisthe); Tugonio Franc : (le précepteur d'Oreste). Par le chosur de l'Opéra de Visnate et l'Orchestre phil. de Visnate, di Herbert von Karajan.

22.45 Les Soirées... (Suite). e200 Les Nuits de Radio-Classiques.

20.40 Les Sohrles

George Gershwin: Porgy and Bess (à l'occasion de sa repris à l'Opéra de Paris).

23.07 Musicales comédies

#### TF 1 France 2

12.50 A vrai dire. Magazine. 13.00 Journal, Météo.

13.36 Femmes.

13.40 Les Feux de l'amour. 14.35 Côte Ottest. Série.

15.35 Super Club Dorothée. Les années fac ; Conan Faventurier ; Power

17.35 Karine et Ari, Serie.

Série. Moody River. 19.00 L'Or à l'appel.

19.50 et 20.45 Météo.

20.50

**POUR LA VIE** 

Deux couples participent à de

Jean-Philippe Lustyk, Philippe

(85 min). 1944780 Durant deux mois l'équipe de

avec Günther Strack

1.40 et 3.25, 4.05TF1 esit. 1.55 Raid contre la maña. Téléfilm, avec Michele Placido, Patricia Millardet. [2/6] (re-diff., 90 min). 8479068 3.35 Cas de di-

vorce. Série. Vandame contre Van-dame (rediff.). 425 et 5.10 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 5.05 Musique. Concert (10 min).

ilm de Heinz Schink,

Droit de savoir a suivi les

Risoli, Didier Gustin,

22:55

enqueteui Orfèvres.

LE DROIT

DE SAVOIR

0.20 Le Pigeon.

multiples épreuves sous les yeux

13.50 Derrick, séria, Johanna. 14.30 Y'a pire ailleurs. 14.58 Questions 14.55 Le Renard, Série, La morte

du parc. 15.55 et 5.20 La Chance aux chansons.

[1/2] Retour en tango. 16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu. 17.30 C'est cool ! Série. 17.55 Hartley, coeurs à vif.

12.15 Pyramide. jeu.

12.55 et 13.40 Météo.

13.00 journal.

18.45 Quí est quí ? jeu.

19.20 Bonne nuit les petits. Comme tomon.

19.25 Studio Gabriel

invité : Hugues Aufray. 19.55 et 20.50 Tirage du Loto.

20.00 Journal, A cheval,

Premier téléfilm d'une série de

ion. A la suite de la mort

d'un camarade, une jeune fille découvre la foi chrétienne. Belle interprétation mais scénario

0.20 Journal, Bourse, Météo. 0.40 Le Cercle de minuit. Magazine. Vivant.

Robert Frank (70 min).

1.50 André Malraux, la légende du siècle, Documentaire, [34] La cathé-drale retrouvée, 2.40 Présence protes-tante, Magazine (rediff.), 3.40 Ortho-doxie. Magazine (rediff.), 3.40 24 heures d'imité, 3.50 Métifo, 3.35 Accé-lération verticale. Documentaire, 4.10

Outremers. Documental France 3 (rediff., 70 mln).

Pascal Comelade, Boris Charmatz, Bernard Manciet,

Magazine. Vivant. Invités : Jan Fabre,

quatre sur le thème de la

**CA SE DISCUTE** 

20.55

22.30

69390505

MYLÈNE

#### France 3 12:10 Le 12-13

de l'information. 13.30 Keno. Jeu. 13.35 Les Minikeums.

au gouvernement. Assemblée nationale.

16.10 Secrets de famille. 16.40 Les Minikeums. 17.45 C'est pas sorciez L'or c'est for I (rediff.).

pour un champion. Jau. 18.50 Un livre, un jour. Le Diable par la oueue.

de Paul Auster. 18.55 La 19-20 de l'information.

19.10 journal régional. 20.05 Fa si la chanter. jeu. 20.30 Tout le sport. 20.45 Consomag. Magazine.

ÉTATS D'URGENCE

du siècle ». Armaques en vout genre. Reportages : Armaque au soleif ; Armaque express ; 35-15 Armak ; Aux bons soins de maître Dang ; etc.

(95 min). 22.25 Journal, Météo.

UN SIÈCLE

D'ÉCRIVAINS

Documentaire de Benoît Jacquo Jerome David Salinger (45 min).

23.40 Libre court, Court

L'auteur de L'Attrape-cœur est l'un des hommes les plus secrets

métrage de Jacco Groen,

0.00 Les Quatre
Dromadaires. Sur la piste

de l'aigle. 0.55 Capitaine Furillo. Série.

Voyage inconfortable.

1.45 Musique graffiti. Magazine. Di-vers. *Préludes* (13 à 34) de Chopin par Prédéric Lagarde, plano (20 min).

Solina (20 min). 9436418

720341

22.55

qui soient.

Arte

[11/39] Dulcinée du Toboso. 19.30 7 1/2. Magazine. Les trésors de la honta, la

spoliation des biens julfs.

20.00 L'Invasion des crabes rouges. Une curiosité de file Christons dam l'Octan indien. Documentaire de M. Breuning et R. Marei

MERCREDI 18 DÉCEMBRE

12.00 Mag 5 (rediff.), 12.30 Va savoir. Les super-chiens. 12.55 Attention semé. 13.00 Antarctique.

Charcot. 13.30 Passe-partout. 14.00 L'Esprit du

sport. PSG. invités: Leonardo, Rai, Ricardo (rediff.).

Téléfilm de Jean Herman, avec Gilles Ségel,

17.00 Jeunesse. Celulo ; 17.25 Alf ; 18.00 L'étoffe des ados (rediff.). 18.30 Le Monde des animaux.

Dans la collection Les Grands Détectives.

La Cinquième

15.00 Les Faucous (rediff.).

Alain Motet (60 min).

#### (1990, 30 min). 20.30 8 1/2 journal.

19.00 Don Quichotte. Dessin animé.

LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : LE DESTIN DE LASZLO RAJK

Documentaire de P. Rotman (60 mln). Ministre de l'intérieur de la République iniens de l'après-guerre visant à « purger » le

## 21.45

MUSICA: ISAAC ALBENIZ 21.45 Iberia: l'histoire d'Isaac Albeniz. rtaire (1996, 55 min).

La vie du compositeur catalan. 22.40 Homero Francesch joue Albeniz. Concert. Suite espagnole nº 1 pour piano d'Isaac Albeniz
9968383 (35 mln). 996838 Le pianiste urugayen interprète cette suite composée en 1866.

23.15 Gasparone 🔣 Film de Georg Jacoby, avec Marika Rölds (1937, N., v.o., 90 min). 0.45 Les Aventures de Hadji Baba **II** 2200383

Film de Don Weis (1954, v.f., 95 min). 2000277 Rediff. du dimanche 15 décembre 2.20 Histoire d'un prince devenu borgne et mendiant. Court métrage de F. Mizilhe [1 et 2/2] (1996, rediff., 20 min). 8 8326383

#### Canal + ► En clair jusqu'à 13.35

12.20 La Petite Maison

The Mask; Creepy Crawlers: Les rock amis ; Robin des Bois kunior : Hurricanes; Gadget Boy;

Highlander. 16.35 et 0.40 Rock express. 17.05 et 2.10 Faites comme chez yous.

invités : Eduardo, Paradisio. 18.00 Mission impossible, vingt ans après.

Série. Cow-boy. 19.00 Code Quantum. 19.54 Six minutes

d'information 20.00 Une noumon d'enfer. 20.35 Ecolo 6. Magazine. Métiers d'art et ressources

#### 20.50

MANIPULATION MEURTRIÈRE

[1 et 2/2] (190 min). Une jeune femme divorcée, mère d'une petite fille, est assossinée. Les inspecteurs chargés de l'enquête interrogent successiver l'ex-mari puis l'amant de la défunte. Convaincus de leur innocence, ils s'intéressent à la femme de ce dernier, au courant des infidélités de san époux. Mais celle qui est devenue une coupa

l'heure du meurtre. 0.00 Secrets de feinmes. Magazine (C). La tatouée. A, fille des lies. (40 min). 1.10 Best of pop-rock. 2.55 Tutio. Magazine (rediff.). 3.25 Les Tribus du Lobi. Documentaire. 4.00 jeux et Combats. Documentaire. 4.35 E = M 6. Magazine (rediff., 25 min).

possède un solide alibi pour

## 27.00

12.30 La Grande Famille

15.15 La Ferme

13.35 Décode pas Bunny.

avec les chimpenzés.

da mauvais sort.

de John Schlesinger

(100 min). 490 16-55 Football américain.

17.45 ▶ 11 était une fois...

18.15 jungle show. ► En clair jusqu'à 21.00

18.95 Nulle part ailleurs.

20.30 Le Journal du cinéma.

les explorateurs.

Invités : Tonny Wheeler ;

Alain Southon et Geoffrey

(rediff., 50 min). 1813470

SAUVEZ WILLY 2 Film de Dwight Little (1995, 95 min). Deux ans après s'être lié d'amitié avec l'orque Willy, le venu lui rendre visite.

22.35 Flash d'information.

#### 22.45

LA HAINE # # Film de Mathleu Kassovitz (1995, N., 94 min).

Les jeunes d'une cité de banlieue ont pris la haine du système. Ce film, ment « travaillé » en noir et blanc, exprime le point de vue de ces jeunes avec une révoite sincère 0.20 Sauvage et Bean 🗷 🛍

(1984, rediff., 90 mln). 1.50 Prédéric Rossif,

la beauté et la violence du monde. Magazine. (rediff., 55 min). 9: 2.45 Surprises (15 min).

#### Les soirées sur le câble et le satellite

1781161

20.00 Faut pas rèver.

21.00 L'Hebdo.
Touble or not courte.
Le coup de poing Américain.
21.55 Mézéo des cing continents. 22.00 Journal (France 2). 22.35 Bons baisers

25.30 Philismions. La maladie de Parkinson. 0.30 Solt 3 (France 3).

Planète 20.35 ▶ Balthus, de l'autre côté du miroir. 21.50 Tokyo brûle-t-elle? 22.15 Les Ailes de France. La Caravelle.

23.10 Agathe de Catane. la pupille des yeux de Dieu. 23.55 Portraits d'Alain Cavalier.

L'Eusionniste.

0.10 C'était hier. (10/13) Le retour de la peur. **Paris Première** 

20.00 et 23.25 20 h Paris Première. de Paris modes.

21.55 et 1.55 Le J.T.S. 22.25 Roger Pierre et Jean-Marc Thibauk. Enregistré à l'Olympia en 1990 (60 min). 0.20 Urban Species. Concert (35 min). 63117529 France Supervision

20.30 Trait pour trait. 20.55 La Légende des sciences. [1] Guerlr (55 min). 69817789 nemera en concert. 22.35 La Pabrique dii corps humain.
[1/3] La chair et la cire.
23.40 Giselle.
Ballet enregistré à la Scala de
Milan. Avec Alessandra Ferri,
Massimo Murru (90 min).

Ciné Cinéfil

s'est échappé **E E E** Film de Robert Bresson (1956, N., 95 min). 3190876 **22.05** America America **B. B.** Film d'Eia Kazan (1963, N., v.o., 165 min).

20.30 Un condamné à more

#### Ciné Cinémas

20.30 Les Trois Fugitifs Film de Francis Veber (1989, 95 min). 318
22.05 Aguirre, la colère 319223 de Dieu in in in Film de Werner Herzog (1972, v.o., 90 min). 2548215

Série Club 20.50 Flash. Rien ne va plus. 21.40 et 1.35

Le Trésor des 22.30 Chasse au crime. 23.00 Les Champions. 23.50 Sam Cade. Coffres-forts (50 min).

#### Canal Jimmy

20.30 Star Trek : The Next Generation.
L'« Enterprise » en folle.
21.15 Quatre en un.
Spécial USA. 22.05 Chronique

de mon canapé. 22.10 Seinfeld. 22.30 Priends. [2/2] Celul qui retrouve son singe. 22.55 Fawity Towers.

رعا

Eurosport 19.55 Basket-ball. En direct, Chami (125 min). 22.00 Football.

23.30 The New Statesman.

#### Les films sur les chaînes européennes

RTBF1 21.15 Nikita. Film de Luc Beason (1990, 120 min), grec Anne Parilland. *Policier*.

RTL9 22.23 NI dien ni maître. Plim de Graham Baker (1992, 90 min), avec John Stamos. Action. 0.10 Un soldat mandit. Plim de Ted Kaplau (1953, 90 min), avec Peter Hooten. Guerre. TSR

21.00 Les Diamants sont éterneis. Film de Guy Hamilton (1971, 120 min), avec Sean Councry. Espionnage.

▶ Signalé dans « Le Monde Télévision factio Multimédia » On peut voir. Ne pas manquer. dassique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentandants.

## Polémique médecins-Sécurité sociale sur le « rationnement des soins »

LA GRÈVE est en passe de devenir une arme d'usage courant chez les médecins ou, du moins, pour certaines de leurs organisations. Incapables de se faire entendre du gouvernement, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la Fédération des médecins de France (FMF), le Syndicat des médecins libéraux (SML) et une quarantaine de coordinations départementales ont appelé les praticiens à une nouvelle journée de grève des soms, mercredi 18 décembre, pour protester contre la réforme de la Sécurité sociale, et en particulier contre les sanctions financières prévues en cas de dépassement de l'objectif de dépenses voté par le Parlement (+1,3 % en 1997). Le président de la CSMF, Claude Maffioli, a annoncé que cette grève - la troisième depuis la mioctobre – est destinée à « simuler une situation envisageable »: le dépassement de cet objectif avant la fin de l'amée.

وردد.

19-18-19-19-19-20-20-2

at a disc Page 2

Committee to the Committee of

2,500 200 100 2000

 $\mathcal{A} = \{a, \dots, a^{n}\}$ 

 $s=(q_{2}, \gamma_{2}) \circ r_{2} \circ r_{2}^{2} \circ f_{2}$ 

\* 18 1 STE

27 April 27 155

May 19 - 12 10 745

Sugar a state

1.2.1

 $u=q^{-1/2}\cdots r^{-1/2}$ 

 $(\varphi_{i}, \varphi_{i}) \geq (\varphi_{i}, \varphi_{i})^{\frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2}}$ 

A ...

Les syndicats hostiles au plan Juppé out demandé aux médecins d'apposer dans leur cabinet des affiches expliquant qu'une fois « les quotas des consultations et des médicaments » atteints, ils seront « contraints d'arrêter de travailler ». A moins de le faire à perte, puisque les dépassements devront être reversés aux caisses. La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) a vivement réagi, lundi, soulignant que ces informa-tions, « délibérément erronées », sont « de nature à créer et entretenir chez les patients et les médecins une inquiétude totalement injustifiée ». Ni la réforme de la Sécurité sociale ni la CNAMTS « ne prévoient de fixer un nombre limité d'actes par médecin ou de lui împoser une queiconque limitation individuelle de son activité, qui pourrait le conduire à fermer son cabinet en fin d'année ».

De plus, le patron de la Caisse nationale, Jean-Marie Spaeth (CFDT), a écrit au président du Consell national de l'ordre des médecins pour contester son analyse des sanctions prévues à l'encontre des praticiens. Au professeur Bernard Giorion, qui juge ces pénalités « inacceptables », il répond que le mécanisme retenu ne vise « nullement à les sanctionner, qu sens moral du terme», mais à « obliger les partenaires conventionnels à mesurer les résultats de leur politique ». Il rappelle que les caisses s'inscrivent « dans le strict respect » de l'ordonnance du 24 avril 1996 sur la médecine de ville, qui prévoit le reversement, mais aussi une « provision pour revalorisation d'honoraires » en cas de respect de l'objectif par les médecins. Selon une note de la CNAMTS, les dépenses de médecine libérale (honoraires, prescriptions) ont progressé de 2,8 % sur les dix premiers mois de l'année, alors que le taux retenu pour . 1996 par le gouvernement a été fixé à 2,1 %.

The state of the s

# Le gouvernement fait pression pour annuler l'allégement de l'ISF

Les députés se prononceront mercredi sur l'impôt sur la fortune

de rebondissements, l'affaire de l'impôt sur la fortune (ISF) devait connaître, mardi 17 décembre, de nouveaux développements. Voté par le Sénat le 26 novembre, l'allège-ment de cet impôt pour un millier de gros contribuables constitue le principal dossier de la commission mixte paritaire (CMP) réunie mardi an Palais-Bourbon.

Composée de sept députés et de sept sénateurs, cette commission est chargée de rédiger une version commune nux deux Assembléss du projet de loi de finances pour 1997. Comme la majorité tout entière, les quatorze membres de la CMP étaient, au moment de se réunit, divisés sur l'amendement sénatorial qui prévoit le replafonnement de l'impôt sur le revenu et de l'ISF à 85 % du revenu pour les plus gros patrimoines (14,9 millions de franca), ce qui représenterait une perte de recette de 250 millions de francs. Après plusieurs revirements, les

députés RPR et UDF semblaient pencher en faveur de l'amendement du Sénat (Le Monde du 13 décembre). Parmi les sénateurs et les députés de la CMP, une majorité pasait également devoir se prononcer dans le même sens. Toutefois, l'un de ses membres, jusqu'ici clairement favorable à l'allégement de l'ISF (Le Monde du 29 novembre), Jean-François Coppé (RPR), expliquait, luncii, qu'il « avait un peu bougé ». Proche d'Alain Juppé, membre

APRÈS un mois de polémiques et de la «task force» chargée de défendre la politique du premier ministre, le député de Seine-et-Mame indiquait qu'il ne défendait plus l'allègement, puisqu'il avait reçu de Jean Arthuis, ministre de l'économie, l'assurance que la correction apportée à l'ISF par les sénateurs serait prise en compte dans une prochaine réforme globale de la fiscali-

> DAMS LE NUIS CLOS DE LA CMP Devant l'ampleur prise par la po-lémique au sein de la majorité, il est évident qu'on préférait, à Matignon comme à Bercy, que le débat trouve une conclusion discrète dans le huis clos de la CMP mardi. Philippe Auberger (RPR), rapporteur général du budget au Palais-Bourbon, confirmait, mardi, que le gouvernement avait « exercé de fortes pressions » sur les membres de la CMP pour qu'ils repoussent l'amendement des sénateurs, auquel le député de l'Yonne est lui-même hostile. Il n'est donc pas exchi que le changement d'attitude de M. Copé ait donné le signal d'autres revirements au sein de la

Cinq membres de la commission, sur quatorze, sont entrés en réunion avec l'intention affichée de s'opposer à l'amendement du Sénat. Avec la votx de M. Copé, cela faisait stz. Il en fallait deux de plus pour que l'allègement de l'ISF soit repoussé.

Pierre Méhaignerie (UDF), pré-

commission des finances de l'Assemblée, s'apprêtait, en cas de blocage, à avancer une solution de compromis. Partisan déclaré de l'amendement du Sénat qui, selon lui, favorise l'emploi, mais conscient qu'une telle mesure est « difficile à expliquer à trois millions de chômeurs », l'ancien ministre devait proposer à la CMP que le replafonnement de l'ISF « ne soit applicable qu'au capital investi dans des entreprises afin de protéger à tout prix l'ou-

Si la CMP ne parvenait pas à un accord, la majorité transporterait ses quarelles, mercredi, dans l'hémicycle du palais Bourbon. Quelque quatrevingts députés RPR, au moins, avaient en effet annoncé, lundi solt, leur intention de déposer un amendement de suppression de l'amendement du Sénat. Sous l'impulsion d'André Fauton (Calvados) notamment, ces députés, parmi lesquels figurent nombre de séguinistes, réclament du gouvernement l'autorisation d'amender le texte de la commission mixte paritaire s'il devait comporter le replafonnement

Outre qu'ils jugent la mesure poli-tiquement « désastreuse », ils estiment, par principe, que les « élus de la nation » - les députés - ont été privés d'un débat et d'un vote en séance publique sur une disposition importante de la loi de finance.

Fabien Roland-Lévy

### sident de la CMP et président de la M. Tiberi refuse aux socialistes un audit sur la gestion des sociétés d'économie mixte à Paris

«À L'HEURE où les affaires font vacilier le système municipal, le débat sur la nébuleuse des sociétés d'économie mixte parisiennes permet d'en explorer une des facettes », a estimé Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste, hundi 16 décembre au Conseil de Paris. lors du débat sur les sociétés d'économie mixte (SEM). Les socialistes parisiens ont réclamé qu'un audit portant sur chacune des SEM soit demandé à la chambre régionale des comptes.

Les vingt-trois SEM de la Ville de Paris réalisent un chiffre d'affaires de 7,4 milliards de francs et emploient près de 4 000 personnes. En 1995, elles out versé 346 millions de francs de dividendes à la Ville de Paris. Divisées en trois secteurs - aménagement, construction et gestion d'immeubles, prestation de services -, elles connaissent des activités allant de l'aménagement de zones comme les terrains Paris rive gauche à la construction et à la gestion de logements, en passant par le chauffage urbain, la gestion de la tour Eiffel, la gestion des eaux et des parkings, etc. La plus ancienne date de 1923 et la participation de la Ville dans leur capital varie selou les cas. En présentant le rapport des mandataires dans les conseils d'administration, Jean-Antoine Giansily (CNI), adjoint au maire de Paris chargé du contrôle des SEM, a souligné la valeur de leur patrimoine, qui leur permet d'avoir une bonne cote auprès des banques, et leur apport en matière d'investisse-

Jean-Michel Bezat

Tous les orateurs ont donné acte a Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, d'avoir organisé ce débat, réclamé depuis de longues années. Les attaques de l'opposition ont porté sur trois points : le contrôle, le risque financier et le nombre de SEM. Les socialistes, qui qualifient les SEM de « zone franche politicoéconomique, caractérisée par un déficit manifeste de transparence », regrettent en particulier le manque d'informations dont ils disposent. « Secret », a martelé Daniel Markovitch (PS), en énumérant les différentes pièces dont il n'a pas pu obtenir la communication à la Semidep. « Nous ne siégeons ni dans les commissions d'appel d'offres, ni dans les commissions d'attribution de logements », a ajouté Christophe Caresche (PS), en demandant « s'il est vrai que les SEM sont contraintes de sélectionner les entreprises au sein d'une liste limitative établie par la Ville de Pa-

Le risque que les garanties d'emprunts consentis aux SEM feralt courir aux finances de la Ville a donné lieu à une passe d'armes entre Camille Cabana (RPR), grand argentier de la Ville, et

Jacques Bravo, le financier du groupe socialiste. Au nom du Mouvement des citoyens, Georges Sairre a stigmatisé la finalité des SEM, « qui sont le bras séculier de la Ville, servant à modifier en profondeur, dans un but politique, la population et l'urbanisme parisien ». Comme d'autres orateurs, il a réclamé la diminution de leur nombre : la survivance de certaines d'entre elles aurait pour seul objectif de conserver voitures de fonction, chauffeurs et secrétariats à leurs dirigeants. « Le sujet est difficile, grave et très important », a déclaré d'emblée, le balladurien, René Galy-Dejean, maire du 15º arrondissement, à qui le RPR avait confié le soin d'intervenh. Président durant trente ans de la Semea 15, aménageur du Front de Seine, et auteur d'un livre sur le sujet, M. Galy-Dejean s'est fait tour à tour polémiste, économiste et politique. Evoquant la « démesure parisienne » et le « vertige » qui a pu saisir certains dirigeants de SEM, le maire du 154 a décrit les forces et les faiblesses des SEM, à travers plusieurs exemples, avant de dégager les questions posées par leur fonctionnement : difficulté du contrôle de leur activité, présence nécessaire de représentants de l'opposition dans les consells d'administration et choix des directeurs qui, selon lui, devraient être recrutés dans le privé plutôt que dans la haute administration parisienne. Enfin, M. Galy-Dejean a estimé qu'« une SEM n'a pas vocation à se perpétuer par tous les moyens » ; il a plaidé pour « une réduction du nombre des sociétés, par disparition pure et simple ou fu-

En rappelant «sa volonté de clarté et de transparence totale », M. Tiberi a indiqué que le nombre des SEM a déjà été réduit, notamment par la fusion ou la dissolution de plusieurs d'entre elles. En ce qui concerne la demande d'audit exprimée par les socialistes, le maire de Paris a estimé: «La Chambre régionale des comptes est tout à fait indépendante. Je me suis toujours refusé de près ou de loin à lui donner des instructions ou à faire pression sur elle. >

Françoise Chirot

#### UN MACINTOSH POUR TOUS POUR LES ÉTUDIANTS CONFIGURATION COMPLETE Macintosh Performa 5260 12 800 CD 6320 12 1,2 GO 6990<sub>Fb: 8430F</sub> CD8x MODEM UNE OFFRE PRETE À L'EMPLOI 1 ordinateur Macestosh Performa 6320. I ecran couleur 14 - Apple multifrequence: POUR LES PMI-PME Performa 6400/180 3 clavier AppleDesign - 1 imprimante couleur Apple StyleWriter 1500. Livre avec ClarisWorks 0.0 et un ensemble 16 1,6 GO CD8x + ecran Apple 151 AV COMPUTER BENCH ayec abonnement GRATUIT

	OURSE EN DIRE		15 LEM	ONDE	
Cours relevés le mardi 17 décembre, à 10 h 15 (Paris)					
PERMETURE' DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EU	ROPÉEN	NES		
Tokyo Nikkei 20422 +0,40 +2,74 Horik Kong Index 12937,50 +1,20 +29,39		Cours au 16/12	Var. en % 13/12	Var.en% fin 95	
Tokyo, Nikkei sar 3 mois	Paris CAC 40	2222,57	+0,87	+18,73	
2/2 2	Londres FT 100	101	_	+5,91	
The state of the state of	Zurich			+19,12	
	Milah MIB 30		1	+15,03	
	Franciert Dax 30	2841,53	+1,49	+26,07	
	Brunelles			+12,42	
	Suisse SBS		_	+2,93	
	Madrid Ibex 35			+25,95	
	Amsterdam CBS		~	+ 28,05	

Tirage du Monde daté mardi 17 décembre 1996 : 503 969 exemplaires.

# La guerre des arbres

par Pierre Georges

QUESTION: jusqu'où va nicher l'euroscepticisme? Réponse: jusque dans les pommiers normands. Deux députés de Grande-Bretagne, Teresa Gorman, de la branche conservatrice, et David Young, de la branche travailliste, ont pris leur plus belle plume pour dénoncer au Guardian le scandale des scandales: l'affaire du gui subven-

Les deux parlementaires, en effet, en sont arrivés à une conclusion tragique. Selon eux, Bruxelles subventionnerait les vieux pommiers de Normandie, chenus et stériles. Et les arboriculteurs normands - pas fous, ces Normands - récolteraient la seule chose que ces arbres pourraient encore produire : le gui. Un vieux gui de Normandie, un gui pas aussi guilleret que le gui anglais, mais un gui d'exporta-

Alnsi ce gui d'Eurocratie envahirait-il massivement le marché du sud de l'Angleterre, à des prix défiant toute concurrence et notamment celle du gui indigène. Surtout dans la mesure où la production locale reste limitée. Les arboriculteurs britanniques, gens pragmatiques, estiment assez volontiers que la vocation première d'un pommier est de produire des pommes. D'où leur tendance à condamner et remplacer les pommiers qui s'obstinent à ne

plus exercer leur office. Pas de vieux pommiers, pas de gui. Pas de gui, pas d'an neuf! Nous autres, savons cela d'éternité : c'est avec les vieux arbres que l'on fait de l'an neuf. Et nos ancêtres les Gaulois n'hésitaient pas, au sixième jour de la lune. à envoyer leurs druides grimper aux arbres, chênes, pommiers, poiriers, saules et bien d'autres espèces, pour l'opération serpette d'or! Donc, voici que les deux députés ont engagé la jolie guerre du gui.

Ils prônent le boycottage. Ne nous embrassons pas sous du gui français. Ils sont navrés mais déterminés. Et, comme dit M= Gorman, «tant pis pour la perte de ces moments intimes ». A la guerre comme à la guerre.

Arbres toujours. L'association Robin des Bois, surgeon de Greenpeace, part en guerre contre la Bibliothèque François-Mitterrand. Ce n'est pas que cette association, dont on imagine qu'elle a son siège social en forêt de Sherwood, alt quelque chose contre la culture. Mais manifestement elle a des préventions contre les « crimes » écologiques commis au nom de la

Pour les gens de Robin des Bois, le crime est avéré, constitué: la TGB, en son insatiable appétit, a dévoré des forêts entières. Non pour faire les livres, mais pour les abriter. Elle a mangé par centaines, par milliers d'hectares, des espèces précleuses de bols exotiques. Et de citer ainsi les 110 000 mº de double placage pour les volets intérieurs en okoumé du Gabon. Et d'évoquer le mobilier, les parquets, les doublages en doussié du Cameroun. Et d'évaluer à 8 000 hectares la forêt amazonienne dégradée, l'écosystème dévasté, pour fournir les 8 hectares de planchers et de marches

Ces espèces étaient-elles protégées? Ne l'étaient-elles pas? En tout cas in bataille in ansai fair rage. Et les gens de Robin des Bois ont fêté l'inauguration à leur manière en baiancant un texte indigné. « Paris Métropical ». Et sur ces bois dont on fait les autels de la Culture.

## Six membres de la Croix-Rouge assassinés en Tchétchénie

GROZNY. Six employés du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été assassinés, dans la nuit de lundi à mardi, dans la localité de Novy Atagui, au sud de Grozny, a annoncé mardi 17 décembre le CICR, qui a suspendu immédiatement toutes ses activités en Tchétchénie. « Cing membres du personnel médical et un administrateur, tous étrangers, ont été tués. Il est possible qu'il y ait d'autres victimes parmi le personnel tchétchène », a déclaré Victoria Catliff, porte-parole du CICR à Moscou. Les six employés, qui travaillaient dans un hôpital récemment ouvert, ont été tués à bout portant par arme à feu, lorsque des inconnus se sont introduits dans la maison où ils vivaient, a affirmé l'agence russe Itar-Tass. Le premier vice-premier ministre tchétchène, Moviadi Oudougov, a qualifié cet acte de « provocation contre le fragile processus de paix ». - (AFP, Reuter.)

#### Grève fortement suivie dans les transports publics régionaux

LA GRÈVE des transports publics - qui devait avoir lieu mardi 17 décembre dans plus de 25 villes, Paris exclu, suite à un appei national de la CGT pour revendiquer la retraite à 55 ans et la réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures sans perte de salaire - était fortement suivie dans de nombreuses municipalités. A Marseille, seuls 10 % des bus circulaient, tandis que trois rames de métro sur quatre restaient dans les dépôts. A Lyon, Lille, Strasbourg et à Bordeaux,le mouvement, cependant, était peu suivi.

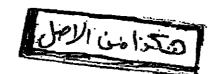
A Rouen, nous indique notre correspondant Etienne Banzet, un accord entre la direction des Transports en commun de l'agglomération de Rouen (TCAR, filiale de la CGEA) et le syndicat CGT de l'entreprise est intervenu mardi 17 décembre. Il devait être soumis au personnel mardi matin, en vue d'une reprise du travail. L'accord prévoit un plan de réduction du temps de travail de 38 heures à 34 heures, payées 37 en 1997, puis payées 36 en 1998, avec, en contrepartie, l'embauche de 80 chauffeurs. La CGT a accepté une réduction des temps de pause de 30 à 25 minutes. La direction proposait également le paiement de la moitié des jours de grève sous la forme d'une prime versée à l'en-

#### Corine Lesnes lauréate du prix Lazareff

NOTRE COLLABORATRICE Corine Lesnes a reçu, lundi 16 dêcembre, le prix Lazareff-Press Club de France, pour son article « Marinette d'Argenteuil », publié dans la page « Horizons » du Monde du 25 mars. L'article brossait le portrait de Marinette Revillon, journaliste passionnée de « locale », qui a consacré sa vie aux faits divers, avant de mourir assassinée en janvier.

Le prix Lazareff, présidé par Philippe Labro, est décerné depuis 1988, par une vingtaine d'anciens collaborateurs de Pierre Lazareff à France-Soir. Il avait été attribué en 1992 à une autre collaboratrice du

[Née le 7 décembre 1957, à Valenciennes, Corine Lesnes est entrée au Monde en 1986, comme reporter aux informations générales, avant d'être nommée grand reporter en 1991. Diplômée de l'Ecole des hautes études commerciales et du Centre de formation des journalistes, elle a travaillé à l'Agence France-Presse et a été correspondante de Libération et de Radio-France internationale en Turquie.]





# 



QUATRE-VINGT-ONZIÈME ANNÉE

**MERCREDI 18 DÉCEMBRE** 

PRÉSIDENT D'HONNEUR : P. GUILLEM - PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL : P. PEUGEOT

#### Performances et pérennité: l'épreuve des chiffres

Six cent mille sociétaires et assurés, 2 100 collaborateurs sur toute la métropole et l'outremer. Un chiffre d'affaires dont la croissance moyenne annuelle est de 18 % sur les cinq demières années portant à presque 6 milliards de francs les cotisations 1996. Une expérience et une expertise de plus de quatre-vingt-dix ans. Les chiffres de La Mondiale, grande société d'assurance mutuelle créée en 1905, sont éloquents.

Cette croissance des cotisations ne pèse pas sur la rentabilité qui, avec un résultat de 185 millions de francs en 1995, demeure parmi les premières du marché. Parailèlement, les actifs ont crû de 22 milliards à 35 milliards de francs. Dernier signe de cette solidité financière : une marge de solvabilité régulièrement supérieure à la moyenne de la profession, et qui se situe à l'heure actuelle à plus de trais fois le minimum réglementaire.

#### ■ La Mondiale notée catégorie A par Standard & Poor's

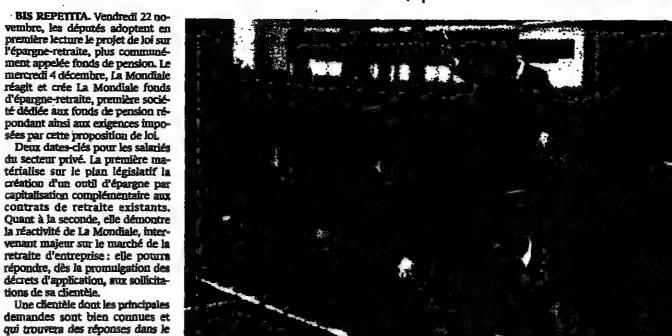
Depuis saptembre 1996, Standard & Poor's, analystes financiers d'outre- Atlantique parmi les plus réputés, ont noté La Mondiale dans les assureurs de catégorie A. La Mondiale est la première société mutuelle d'assurance française à obtenir un tel dessement dans un secteur particulièrement concurrentiel.

Dans leur commentaire, les analystes de l'agence de notation soulignant successivement la qualité du management de La Mondiale, son expertise technique, sa stratégie de niche dans les produits du long terme comme la retretta, le moritant très satisfaisant de ses provisions et enfin le niveau élevé de sa marge de solvabilité. En bref, Standard & Poor's jugent que « la capacité de La Mondiale à faire face aux engagements envers les assurés est

Dans un monde financier de plus en plus compétitif et instable, la pérannité et la solidité des opérateurs deviennent des critères de sélection de plus en plus déterminents aux yeux des épargnants dont l'objectif principal est la sécurité de leur placement. Cela est encore plus flagrant dans l'assurance-vie, car les assurés une durée de plus en plus longue, pouvant couvrir plus d'un demi-siècle. La notation octroyée par Standard & Poor's donne aux sociétaires de La Mondiale la

## Le Sénat donne son feu vert à la création des fonds de pension : La Mondiale est déjà prête

Un acteur de référence, spécialiste des retraites collectives



devrait répondre au souhait de certains sans dénaturer l'objet de ce nouvel outil qui est de se constituer une rente viagère. Enfin, l'enveloppe fiscale consacrée au plan d'épargne-retraite devrait favoriser son démarrage. Avec 13 % de part de marché et 57 000 entreprises clientes, La Mondiale se devait de compléter son offre en proposant des plans d'épargne-retraite. Cette mission est confiée à sa filiale La Mondiale fonds d'épargne-retraite créée sous la forme juridique d'une société anonyme. Elle bénéficiera du savoir-faire et des acquis technologiques de sa maison mère en termes d'offres produits et de gestion financière.

Enfin, sur un marché où les marges seront faibles La Mondiale met à la disposition de sa filiale ses systèmes informatiques de gestion. Cette importante économie d'investissement va permettre à La Mondiale fonds d'épargne-retraite de veiller en priorité à l'augmentation constante de sa marge de solvabilité qu'elle veut la meilleure du marché. Ce critère est fondamental dans le cadre d'une activité fonds de pension car il est le garant de la capacité du fonds à faire face aux engagements pris vis-à-vis des as-

## Comment La Mondiale a dynamisé le marché de l'assurance-vie

SUR LE MARCHÉ des assurances de personnes, et plus particulièrement sur celui de la retraite individuelle et collective, La Mondiale, face à la banalisation de l'offre, a su se différencier.

tions de sa clientèle,

cadre de cette proposition de lol.

En effet, celle-ci permet aux sala-

riés comme aux entreprises

d'adhérer librement et de moduler

leurs investissements en fonction

de l'évolution de leur pouvoit

d'achat ou de leurs résultats finan-

clers. La sortie partielle en capital

Dès 1965, La Mondiale lance le premier régime de retraite à cotisations définies qui, trente ans plus tard, apparaît à tous comme une évidence. Aujourd'hui, l'emergence de nouveaux risques rend insuffisant ce seul complément de retraite. C'est pourquoi La Mondiale a inventé la retraite flexible. Grâce à ce concept novateur, tout saiarié peut décider librement, lors de son départ à la retraite, de la couverture soretraité, notamment en cas de dépen-

Autre souci : la mondialisation des affaires entraîne celle des carrières, ce qui pose le problème de la couverture sociale. et notamment de la retraite des salariés internationaux. Pour combler ce vide, La Mondiale a développé une gamme de solutions permettant de prendre en compte la

diversité des situations Dès 1972, La Mondiale apporte, dans le domaine du financement des passifs soclaux, une solution financièrement et fiscalement optimisée aux entreprises désirant couvrir leurs passifs sociaux indemnités de fin de carrière ou retraite maison. Leader sur ce marché, La Mondiale a depuis développé une ingénierie tant actuarielle que juridique et financière. A l'aide d'outils spécifiques, l'entreprise se tage de son contrat. Dans la période de lancement des fonds d'épargne-retraite, cette ingénierie financière ne pourra que renforcer le positionnement de La Mondiale sur ce nouveau marché.

Ce sens aigu de l'innovation développé par La Mondiale caractérise également toute la gamme de solutions individuelles épargne, retraite ou protection de la per-

C'est ainsi qu'en 1989, La Mondiale a été la première compagnie à introduire sur le marché français la couverture des maladies graves comme le cancer ou l'infarctus. Cette réponse a été depuis intégrée dans toutes les offres de La Mondiale, et notamment dans les régimes de prévoyance col-

Cette expertise s'accompagne d'une exigence permanente dans la qualité des sercomme de leurs salariés.

Au jour du lancement des fonds d'épargne-retraite, ce critère devient déterminant : au-delà de la compétition entre gestionnaires financiers, c'est la qua-

lité et la pérennité de la gestion adminis-

trative des contrats qui feront la satisfac-

tion des salariés et donc de leur entreprise.



# Patrick Peugeot: « N'assurer que l'homme, c'est notre force »

cidentales modernes repose sur le principe fondamental de l'humanisme : l'homme est leur préoccupation première. C'est à son bonheur et à son épanouissement que doivent tendre les forces vives de la société. Que peut donc apporter un assureur à

l'homme au fil de sa vie ?

Une perspective. Car l'homme ne change pas. Ce sont ses besoins de protection, donc d'assurance, qui évoluent. D'abord parce qu'il vit plus longtemps. Ensuite parce qu'il vit mieux. Enfin parce qu'il vit différenment dans une société dont les valeurs changent (on se marie de moins en moins, ce qui pose le problème de la couverture sociale des femmes) et où le travail devient de plus en plus précaire. C'est le rôle de l'assureur-vie de l'accompagner dans les différentes phases de sa vie en hi offrant des solutions souples et adaptées.

La société moderne ne permet plus de compter, autant qu'avant, sur son entourage pour assurer sa propre survie. La solidarité qui liait la famille, le clan, le village, la tribu, disparaît peu à peu. Aujourd'hui, l'as-surance-vie s'y substitue.

A notre époque de mutations profondes où l'incertitude fait partie du quotidien, La chose simple. A un moment déterminé, il est

à chacun de se livrer sereinement à ses occupations. La Mondiale possède un atout supplémentaire : c'est une société d'assu-

La mutualité, qu'est-ce-que cela veut dire? Tout simplement la mise en commun



des risques de l'assurance àssociée à celle des bénéfices : c'est l'assurance par les hommes pour les hommes. Non pas l'homme au service du profit, mais le profit au service de l'homme.

L'analyse des besoins d'assurance dans des domaines aussi divers que la prévoyance, la santé, l'épargne, la retraite, la transmission de patrimoine n'est pas une

LE PONCTIONNEMENT des sociétés oc- Mondiale apporte cette sécurité qui permet essentiel de faire le point des garanties acquises au plan professionnel mais aussi au plan personnel face aux différents aléas de l'existence. Identifier les besoins non couverts ou insuffisamment couverts et profiter des opportunités fiscales ou sociales est essentiel. C'est l'affaire des professionnels.

C'est pourquoi La Mondiale dispose d'un réseau de conseillers capables de proposer aux particuliers, aux entreprises, aux professions libérales, les solutions les plus adaptées à leur situation, et de faire évoluer ces solutions tout an long de leur vie. Une entreprise mai conseillée est une entreprise moins compétitive. Un particulier insuffisamment couvert met en danger sa famille.

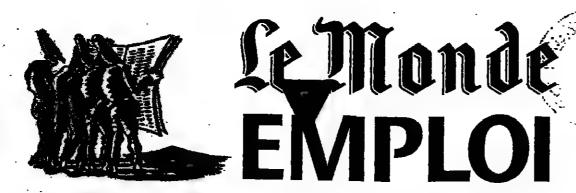
La qualité du service et du suivi que nous devons à nos sociétaires et clients est notre préoccupation constante. La force de La Mondiale réside dans la capacité de ses équipes à être à l'écoute des besoins de

Pour plus d'informations : 03 20 67 37 37 La Mondiale 22, bd Malesherbes **75008 Paris** 

PUBLICITE

DOSSIER

Pyramides des âges : entreprises et salariés ont du mal à vieillir ensemble en France pages IV et V



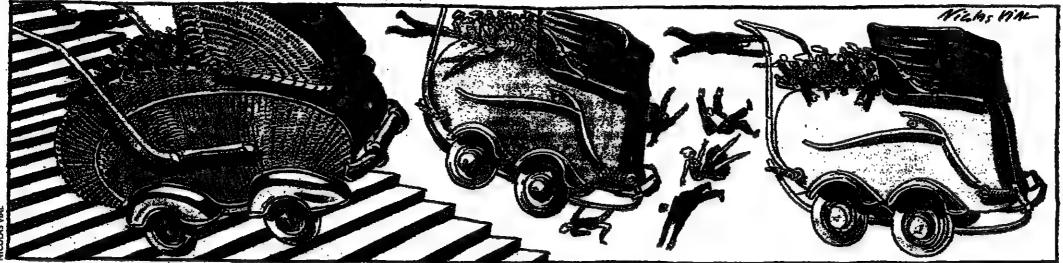


de la page VI à la page XII

« LE MONDE EMPLOI > **DU 8 JANVIER** Rythmes de travail

DAN5

MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1996



lls se révoltent contre la remise en cause de leur régime. Celui-ci est adapté à la précarité de l'emploi

ccupation de théâtres, manifestations devant le siège du CNPF: régulièrement, le dossier des intermittents revient sur le devant de la scène. L'origine de la mobilisation est toujours la même : quand les partenaires soclaux se retrouvent pour négocier tion Unedic d'assurance-chômage, qui arrive à échéance tous les deux ou trois ans, le CNPF tente de remettre en question le mode d'indemnisation particulier des professions du spectacle et de l'audiovisuel. L'argument utilisé est, lui aussi, invariable, puisqu'il est, ful aissi, invariante, pusqu'il g'appule sur la permanence d'un déficit, les 619 millions de francs de cotisations, isolées, donnant lieu à 2,8 milliards de francs de presta-

tions versées en 1995, par exemple. Spécifique, le régime est en effet dérogatoire à la règle commune, appliquée aux autres salariés. A condition d'avoir travaillé l'équi-

Les intermittents du spectacle en précurseurs

valent de 507 heures au cours des mode de gestion pour les entredouze derniers mois, un intermittent a la garantie de disposer d'une allocation, pendant un an, s'il n'a pas d'activité. De plus, ses droits sont réactivés dès qu'il a, à nouveau, atteint son quota annuel. Ce qui fait dire à beaucoup que le d'un revenu minimal permanent entre deux représentations ou

Fondé sur les annexes 8 et 10 du règiement interne du régime d'assurance-chômage, qui datent res-pectivement de 1964 et de 1969, le dispositif est demeuré marginal pendant une longue période. Il n'a pris son essor que dans les armées 80, à une époque où émerge l'exi-gence de la flexibilité dans les milleux patronaux.

Coincidence ou pas, il se développe surtout à partir de 1986, quand s'amorce la privatisation de l'audiovisuel, et devient alors un prises de spectacles qui, outre les . artistes, l'étendront aux techniciens. La précarité de l'emploiétant amortie, celle-ci s'est répandue dans tous ces métiers qui en ont fait leur règle de vie, parfois à leur corps défendant. La peur des ment les intermittents, car il n'est pas toujours facile d'effectuer les fameuses 507 heures. Là où il y avait des effectifs permanents étoffés, comme dans les centres dramatiques nationaux ou les grands théâtres, il ne reste plus que des équipes réduites.

Tout cela conduit à plusieurs effets pervers. De fait, la prise en charge par l'Unedic est intégrée dans le calcul comptable, et la durée ou le montant des cachets s'effectue en fonction du quota. Ainsi, les répétitions ou les jours de repérage sont inclus ou exclus, selon les cas, pour arriver au plus près du

seuil fatidique. A l'inverse, on peut également estimer que le recours massif à la précarité, via l'intermittence, a permis le maintien de l'équilibre économique dans ces domaines, eux aussi confrontés à la crise. Si les poids lourds du secteur en profitent largement, survie. On peut même affirmer que la vitalité de la création, en France, hri est redevable. Et, sur le plan de l'emploi, on peut tout aussi bien considérer que l'existence des in-termittents favorise, par ailleurs, la présence de 400 000 salariés permanents des métiers du spectacle, de l'audiovisuel et de la culture, dont les cotisations Unedic ne sont pas évaluées, et qui, sinon, seraient

moins nombreux. Il n'empêche que, moyen déguisé de soutien à un secteur d'activité, au même titre, de ce point de vue, que l'abattement de 30 % pour les journalistes, le régime des

intermittents pose problème. En étant assis sur les cotisations sociales, ce sont les contributions des salariés et des employeurs du privé

- Un statut profitable aux grands du secteur soucieux de développer la flexibilité par Clarisse Fabre
- 🔻 L'enjeu est au-delà de la question sociale par Olivier Piot
- ▼ Une subvention farancée par les cotisations salariales par Alain Lebaube
- ¥ La spécificité du régime en questions par Marie-Béatrice Baudet

La tension est permaner

pour ces journaliers

des temps modernes par Philippe Baverel ♥ S'aguerrir à la peur du lendemain

par Francine Aisicovici Lire pages il et ili

tion. Or, s'agissant d'une mission d'intérêt général, utile pour la collectivité nationale, ce dévrait être à l'Etat d'intervenir par le budget du ministère de la culture et à l'ensemble des Français d'y participer par l'impôt. Puisqu'il y a nécessité de répondre à une situation particulière, due aux caractéristiques d'un domaine essentiel pour tous.

la fiscalité serait mieux adaptée que les caisses de l'Unedic.

On pourrait aller plus loin dans le raisonnement. Involontairement, les métiers du spectacle et de l'audiovisuel font figure de précurseurs dans l'expérimentation de la précarité dans l'emploi. Avec les annexes 8 et 10, ils ont obtenu les outils indispensables à sa gestion et disposent d'un système qui agit comme un amortisseur. Faut-Il le leur supprimer, à un moment où, précisément, l'ensemble des autres salariés du privé sont à leur tour affectés par les conséquences de la précarité montante et de la flexibiilté? Au contraire, on pourrait soutenir que le régime particulier devrait être généralisé pour s'adapter aux aléas de l'emploi précaire. Intérimaires, contrats à durée déterminée répétitifs et autres statuts atypiques auralent tout à y gagner. Mieux, tous ceux qui se lancent dans la création de leur propre emploi, à l'image des travailleurs indépendants, des ingénieurs-conseils et des consultants, et qui souffrent des mêmes quand ils attendent entre deux missions, trouveraient là une façon de maîtriser les à-coups de leur activité. Cela pourrait enfin susciter de nouvelles vocations et, partant, aider au développement de l'em-

Mais le précédent des intermittents montre aussi les limites d'une telle hypothèse. Un premier obstacle serait d'ordre financier. Le second viendrait du risque de propagation accélérée de la précarité, puisque celle-ci serait rendue plus supportable.

Alain Lebaube

Les Dossiers de la DARES n°5-6 Familles professionnelles: données de cadrage



documentation

"Une mine de renseignements pour explorer les mécanismes qui régissent le marché du travail..." A. Lebaube

Le Monde 11/12/96

Une publication du Ministère du travail et des affaires sociales

75344 Paris Cedex 07 Téléphone 01 40 15 70 00 Télécopie 01 40 15 72 30 3615 ou 3616 la doc (1,29 F/mn)





INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

The Link Between Continents Since 1980

Masters and Doctorate in International Management

Master of Business Administration in International Management

UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO

- Programme intensif de 12 mois, recrutement multinational. Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

International Executive Master of Business Administration

- **COMPATIBLE AVEC VOS ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES**
- 620 h de formation intensive en management international :
  - 10 séminaires à PARIS : 240 h
  - 280 h en juillet/août à SAN FRANCISCO et/ou NEW YORK

RIA. School of Managem 148, rue de Grenelle 75007 Paris Tél. : 01-45-51-09-08 - Fax : 01-45-51-09-08 NIA 114 Sansome St. San Francisco CA 94104 Tél.: (415) 397-2000 - Fax: (415) 397-2052 E-Man : IUA @ IUA.EDU



## Un statut profitable aux grands du secteur soucieux de développer la flexibilité

Remplacer des permanents par des intermittents est une aubaine dont certaines entreprises ne se privent pas

ourquoi créer un emploi stable, alors que le statut de l'intermittent du spectacle et de l'audiovisuel permet de diminuer le coût du travail tout en garantissant à l'intéressé un « filet de sécurité» ? Pourquoi travailler davantage, une fois qu'on a effectué les 507 heures de travail nécessaires à l'obtention de la couverture sociale? « Certains font la course aux 507 heures et, ensuite, ne cherchent plus forcément du travail », observe Henri Poirier, secrétaire général adjoint du Syndicat national des artistes et des professionnels de l'animation et de la culture (Snapac), qui appartient à la CFDT. Toutefois, tous les intermittents ne sont pas indemnisés au titre du chômage.

Pour être excessives, ces observarions résument le débat sur un statut dont les effets pervers sont dénoncés de part et d'autre. Le recours de plus en plus fréquent aux intermittents du spectacle et de l'audiovisuel - dont le nombre a augmenté en cinq ans - amène à se demander si, dans certains secteurs, un mode de gestion par la précarité n'est pas en train de se généraliser. Plus qu'une nécessité, le système devient une aubaine et le lieu de prédilection des « petits arrangements ». Si. à la signature d'un contrat, l'intermittent a déjà réuni suffisamment d'heures de travail pour être couvert, il arrive que les emploveurs ne déclarent pas toutes les heures de travail, notamment les répétitions. « Inversement.

met pas d'atteindre les 507 heures nécessaires et que l'intermittent arrive en fin de droits, la négociation est ouverte: l'employeur accepte de déclarer des heures supplémentaires fictives, en échange d'une diminution du cachet de l'artiste », poursuit le secrétaire zénéral adjoint de la Snapac, par ailleurs comédien à la retraite.

D'autres dénoncent aussi la si-

riétés sont aniourd'hui intermittents, mis à part de rares îlots comme la Comédie-Française, où ils sont salariés permanents. Certains se souviennent qu'au milieu des années 70 il existait encore des troupes permanentes dans quelques centres dramatiques nationaux ou dans des maisons de la culture. Le développement de l'intermittence est plus récent

#### Le dernier des Mohicans

Dans le milieu de l'audiovisuel, où l'on fait largement appel aux intermittents, la SFP (Société française de production), qui a encore le statut d'établissement public, fait figure de dinosaure. Elle compte plus de 1 000 salariés permanents représentant 147 métiers : truquistes, cameramen, preneurs de son, costumières, etc. Ceux-ci relèvent de différentes conventions collectives, selon leur activité

La SFP fait partie des privatisables, mais a du mal à trouver des candidats à sa reprise, tant son image apparaît désuète. Face aux entreprises privées de l'audiovisuei qui out recours à l'intermittence comme à un mode de gestion flexible, le statut de ses salariés est considéré comme un handicap. D'ailleurs, certains des repreneurs possibles posent le changement de statut des employés de la SFP comme un préalable à toute discussion

La SFP possède toutefois son volant d'intermittents (entre 180 et 200 personnes), ce qui a représenté, en 1995, 41 000 journées.

tuation d'extrême précarité des intermittents au chômage vis-àvis des employeurs, lesquels ne sont pas toujours incités à respecter la législation sociale en termes de durée et de conditions

Les situations sont très variables selon le domaine professionnel et le secteur d'activité. Par exemple, la quasi-totalité des comédiens et des artistes de va-

chez les techniciens, mais, d'une manière générale, le phénomène se répand dans des métiers de plus en plus nombreux, sans qu'ils soient toujours liés directement aux arts et spectacles.

Il est évident que dans certains milieux comme le théâtre, le recours aux intermittents peut être une condition de survie. C'est le cas du Théâtre de l'Est parisien, le TEP, fondé en 1960 par Guy Rétoré. L'établissement, qui, jusqu'au début des années 80, pouvait salarier une troupe pendant toute une saison, fonctionne aujourd'hui avec seulement onze permanents et une équipe technique réduite au strict minimum : un directeur technique et deux régisseurs, son et lumière. Dans ce théâtre où la subvention n'a pas été actualisée depuis 1990, on fait appel à des techniciens et des machinistes intermittents pour le montage et le démontage des

« C'est comme si nous étions sur une pente de plus en plus glissante, souligne Guy Rétoré. Si notre activité parvient à survivre, nous en voyons sans cesse d'autres disparaître. »

Changement de décor à Disneyland Paris, qui emploie envi-ron 10 000 employés, dont 1 500 à 2 000 salariés du spectacle. «La plupart ont des postes stables, et nous avons très peu recours aux intermittents, pour la bonne raison que nos spectacles se déroulent en continu », assure-t-on à la direction de la communication.

La situation est encore plus complexe dans le secteur de l'audiovisuel. Il subsiste encore quelques bastions comme la Société française de production (SFP), où la plupart des salariés sont permanents, mais les sociétés privés recourent largement aux intermittents. Dans ce contexte, la SFP estime que les sociétés privées peuvent afficher des prix de revient inférieurs de 25 % à 30 %.

# L'enjeu est au-delà de la question sociale

Jean-Pierre Vincent, directeur du Théâtre des Amandiers, juge l'actuel dispositif essentiel

Théâtre national de Strasbourg (TNS), administrateur de la Comédie-Française de 1983 et 1986, puis directeur du Théâtre des Amandiers (Nanterre) depuis 1990, Jean-Pietre Vincent a eu à maintes reprises l'occasion de se frotter aux rouages économiques du monde de la culture. En juillet 1992, Jack Lang, alors ministre de l'éducation nationale et de la culture, le sollicite pour rédiger un rapport sur la situation des in-

C'est donc en connaisseur qu'il suit, depuis plusieurs semaines, les événements qui secouent le monde du spectacle.

« L'Intermittence a connu un développement considérable depuis 1986, précise-t-il. La politique culturelle de l'Etat a d'abord très largement favorisé la création artistique en suscitant une profusion d'initiatives. Les privatisations dans l'audiovisuel, ensuite, ont conduit à des suppressions de postes de permanents et à un recours accru aux

incontestablement, l'augmentation du nombre d'intermittents ces dix demières années est une conséquence directe de stratégies de rationalisation et de réduction des coûts dans bon nombre de structures du spectacle. «Si vous prenez les cinq théâtres nationaux subventionnés par l'Etat, poursuit-II, pour des raisons d'allègement de structure, ils font, depuis plusieurs années, appel à des intermittents, alors que leur fonctionnement traditionnel reposait sur des perma-

Faut-il en conclure que l'intermittence n'est au fond qu'une forme de précarité parmi tant d'autres, comparable, par exemple, à l'intérim, et utilisée comme instrument de flexibilité? « Non, car les périodes sans emploi font partie intégrante des activités culturelles, précise Jean-Pierre Vincent. Surtout, ces périodes sans emploi ne sont pas sans activité pour les intermittents : un danseur doit entretenir son corps en permanence, de même qu'un acteur doit travailler sa voix, etc. Autrement dit, la production artistique ne se limite pas aux périodes liées à un travall rémunéré. Sans couverture Assedic adaptée, la création ellemême est rendue impossible. »

C'est bien en imaginant les conséquences qu'aurait un éventuel remaniement du mode de couverture Unedic des intermittents que Jean-Pierre Vincent tient à mettre en évidence le rôle que joue ce statut aujourd'hui dans le secteur culturel. «A côté

ncien directeur du de l'art, disons, institutionnel (les opéras, les théatres nationaux, etc.), subventionné directement par l'Etat et représenté par des grosses siructures, s'est développé tout un tissu vivant qui n'a que trois moyens pour survivre : les aides financières décentralisées (régions, départements, villes), le produit des recettes -

souvent minces - et les Assedic. » « Le mode de couverture des intermittents permet aujourd'hui à ces petites structures - les compagnies de danse ou de théâtre, les orchestres, les équipes du jeune cinéma, etc. – de vivre, car elles n'ont pas à supporter le coût de salariés permanents trop nombreux. Or ce sont elles qui entretiennent la richesse de la création artistique, explique le directeur du Théâtre des Amandiers. « Prenez ia danse moderne. Il s'agit d'un des fanions de l'art français, mais le salaire moyen des danseurs est aujourd'hui dérisoire. La solidarité interprofessionnelle joue - via le système Unedic un rôle déterminant pour la survie des danseurs. Deuxième exemple: le Théâtre des Amandiers a aujourd'hui deux machinistes permanents. Or pour les spectacles li nous en faut régulièrement neuf fois plus... Nous ne pouvons que faire

appel à des intermittents. » La richesse et la vitalité des petites équipes artistiques - soutenues par le savoir-faire des métiers techniques - représentent donc une force vive qui contribue au dynamisme culturel. Mieux, ce sont elles qui en assurent le renouvellement. « Une politique culturelle centralisée ne peut pas encadrer cette capacité de renou-Pierre Vincent. Celle-ci est à l'œuvre dans le terreau des petites structures, mais reste imprévisible; personne ne peut savoir à l'avance d'où surgira telle idée ou telle inno-

#### SAELLY TV CYLLINE

« Ergin, toutes ces petites entités jouent aujourd'hui un rôle fondamental dans l'éducation artistique des jeunes. Par le blais d'une myriade de partenariats avec les collèges ou les écoles, les petites troupes, les associations ou les compagnies permettent l'éveil à la culture de milliers d'enfants. Il serait tout de même suicidaire de se couper de ce dynamisme alors même que les budgets de la culture sont de plus en plus serrés. » De nombreux professeurs d'enseignement supérieur constatent, de leur côté, que les filières artistiques attirent de plus en plus de jeunes.

« il y a une vingtaine d'années, les parents d'un jeune qui souhaitait entrer en art lui conseillaient de s'assurer d'abord une formation classique en priorité pour se garantir un métier, souligne Jean-Pierre Vincent. Aujourd'hui, les jeunes eux-mèmes se rendent compte que les diplômes classiques ne sont plus une garantie pour avoir un emploi. Ils sont donc plus nombreux à se lancer directement dans des formations artistiques. » L'économie de la culture doit donc se préparer à les accueillir sur le marché du tra-

Dynamisme et renouvellement de la création, éveil et formation des jeunes, survie d'un foisonnement d'artistes et de métiers : tels sont donc les enjeux qui gravitent autour de l'actuel statut des intermittents. «La disparition des petites structures artistiques conduira inéluctablement à une paupérisation des artistes et à une concentration autour des plus grosses entités qui seules pourront survivre. Il suffit de regarder la pauvreté de la création artistique de pays comme la Grande-Bretagne ou l'Italie pour mesurer le danger qui nous

« Nous avons le mérite d'avoir réussi à développer jusqu'ici une politique d'Etat sons esthétique d'Etat, en préservant ce que Georges Bataille appelait la "part maudite" des dépenses, conclut Jean-Pierre Vincent, mais l'indépendance et la richesse de notre création passent aussi par la préservation des structures éclatées dont la clé de voûte est précisement le statut des intermittents. »

Olivier Piot

## Une subvention financée par les cotisations salariales

rée comme le premier mécène de France ou comme le premier employeur pour les métiers du spectacle, de la culture ou de l'audiovisuel. Indiscutablement devenu un outil d'aide indirecte à ce secteur d'activité, le mode particulier d'indemnisation des intermittents a aussi transformé le rôle du régime d'assurance-

De système de mutualisation pour tous les salarlés cotisants du privé, en cas de perte d'emploi, il sert, dans le cas de ces professions, de caisse de garantie pour un revenu minimum permanent et renouvelable, dès lors que sont effectuées 507 heures de travail dans l'année, ou leur équivalent. Pris en charge entre deux représentations, deux concerts, deux tournages, etc., les bénéficlaires se comportent le plus souvent comme s'ils disposaient d'un droit de tirage continu pour ce qui représente, à leurs yeux, un complément de salaire différencié. En 1995, ils auront ainsi été 39 900 à percevoir 2,8 milliards de francs d'allocations, à comparer

sation des intermittents

du spectacle au chômage

u choix, l'Unedic doit être considé- avec les 619 millions qu'eux-mêmes, et leurs employeurs, auront versés. Si le dispositif n'est pas contestable, en raison de la spécificité de ces métiers aléatoires et cycliques, où la carrière est faite de bauts et de bas, il n'en reste pas moins qu'il est exorbitant du sort

> Pour les salariés du privé, l'indemnisation par les Assedic s'établit en fonction de la durée de cotisation et se trouve limitée dans le temps. Retrouver un emploi permet le cas échéant de reconstituer des droits, mais selon des modalités révisées; ce qui n'est pas vrai pour l'intermittent, seul le niveau pouvant être modifié, éventuellement, à partir du montant

des cachets reçus. Pour l'intérim, dont le fonctionnement est également particulier, les taux de cotisations ont été relevés pour tenir compte de la précarité. Dans le bâtiment et les travaux publics, une caisse mutuelle spéciale permet d'indemniser les interruptions de chantier pour cause d'intempéries. Une telle solution aurait pu ètre envisagée pour le spectacle, mais ceux qui en avaient eu l'idée y ont vite renoncé. Cela aurait

abouti à confier la gestion paritaire de ce type d'institution à la CGT, extrêmement ma-

Mais la situation créée par ce régime d'exception, par ailleurs nécessaire à la profession, pose aussi un problème de fond. Celui de l'assiette retenue pour son financement. En l'état, le système d'indemnisation des intermittents du spectacle, déficitaire on l'a vu, repose sur les cotisations sociales des salariés et des employeurs du seul secteur privé.

En bonne logique, et s'agissant d'une subvention déguisée à une profession, il devrait être pris en charge par le budget national et être alimenté par l'impôt. Le soutien à la culture et au spectacle étant jugé d'intérêt général, profitant à l'ensemble des citoyens et pas seulement aux cotisants de l'Unedic, la dépense devrait figurer dans l'enveloppe du ministère de la culture. D'où l'attitude ambiguë de Jack Lang, hier, confronté au dossier en juillet 1993 pendant le Festival d'Avignon, et de Philippe Douste-Blazy, aujourd'hui.

# La spécificité du régime en questions

sont régies par deux textes dérogatoires au régime général de l'Unedic. L'annexe 8 concerne les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel, tandis que l'annexe 10 gère les artistes du spectacle et techniciens des entreprises du spectacle. Lorsqu'un intermittent est en fin de contrat - imaginons que ce dernier se termine le mardi 17 décembre 1996, « la date anniverpour reprendre l'expression consacrée -, il doit justifier au cours des douze mois précédents de 507 heures de travail pour être indemnisé; à défaut, il ne sera pas pris en charge par l'Unedic. Les 507 heures donnent droit à une année pleine d'indemnisation. En principe. Car les intermittents ne restent pas inactifs pendant un an, la grande majorité retravaille, le déclare à l'Unedic, ce qui ampute d'autant leur indemnisation. Une fois en fin de droits. l'intermittent pourra les rouvrir s'il peut à nouveau justifier de 507 heures dans les douze mois écoulés.

Certains intermittents sont payés en « cachets ». L'Unedic, qui raisonne en termes d'heures travaillées, les convertit selon deux critères. Lorsque l'intermittent a travaillé moins de 5 jours de suite chez le même employeur, chaque cachet dit « isoké » sera convertible en 12 heures. Lorsque c'est 5 jours et plus, chaque cachet dit « groupé » vaut

QUELLE INDEMNISATION ? L'image de l'acteur qui vit grassement aux crochets de l'Unedic en ayant travaillé une ou deux fois dans l'année est fausse. Les indemnités sont plafonnées. Pour les artistes et techniciens du spectacle, le salaire de référence (la période choisie est celle des douze derniets mois de travail) pris en compte pour l'indemnisation ne peut pas dépasser 1 780 francs par jour. Les calculs de l'indemnité journalière sont identiques pour tous ces intermittents relevant de l'annexe 10 (31,3 % × salaire de référence journalier + 58.35 francs). En aucun cas ce montant ne peut dépasser 75 % du salaire de référence et ne peut être en deçà de 142,24 francs pendant la période d'indemnisation à taux normal. L'indemnisa tion maximale mensuelle est donc, pour ces professionnels. d'environ 15 000 francs.

Les calculs pour les Intermittents relevant de l'annexe 8 (pro-

fessionnels du cinéma et de l'audiovisuel) sont différents. Ils s'appuient non pas sur un salaire de référence, mais sur un barème fixé pour chaque métier par la chambre des producteurs et exportateurs de films français, selon

les conventions collectives. Pour les deux annexes, il faut aussi tenir compte de la dégressivité. A la différence du régime général, où l'allocation chômage décroft tous les quatre mois, celle des intermittents du spectacle baisse une seule fois dans l'année, de 20 % pour les moins de 50 ans et de 10 % pour les plus de 50 ans. Si l'indemnisation minimale s'établit à taux normal pour les deux annexes à 142,24 francs, lorsque la dégressivité s'applique, c'est un taux plancher de 92,21 francs qui est pratiqué (un plancher qui peut être majoré, sous certaines conditions, à 127,82 francs pour les chômeurs de plus de 52 ans). L'intermittent inscrit aux Assedic a accès à l'assurance-maladie et cotise pour sa retraite. Celui qui est en decà des 507 heures ne bénéficie d'aucune protection sociale.

Le dispositif est critiqué à plusieurs titres. Parce qu'il est onéreux, d'abord. Le secteur du cinéma-spectacle a cotisé en 1995

qu'il a bénéficié de 2,8 miliards de francs de prestations. Ce rap port paraît exorbitant, mais il doit être relativisé. Ces chiffres reflètent la seule situation des intermittents indemnisés - ce qu'ils cotisent, ce qu'ils percoivent-, mais ne tiennent pas compte des sommes versées an régime - général cette fois-ci - de l'assurance-chômage par les salariés du secteur culturel qui ont des emplois à temps plein. L'Unedic affirme ne pas pouvoir isoler ces

statistiques. L'image de l'intermittence est aussi polluée par toute une série de dérives dont une partie a pu être corrigée lors de la seule réforme importante des annexes 8 et 10 (protocole du 25 septembre 1992). Les règles favorisent ainsi ceux qui ne déclarent pas correctement leur poursuite d'activité une fois qu'ils ont atteint les 507 heures. De même, certains employeurs continuent à ne pas payer leur part patronale de cotisation quand ils embauchent des intermittents, ou le font en retard. Certains vont même jusqu'à créer des officines payantes dont le seul but est de « tirer le maximum » du dispositif de l'Unedic. C'est, entre autres, pour assurer un meilleur

contrôle qu'un centre spécifique

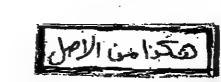
pour 619 millions de francs, alors du traitement des intermittents a été installé à Annecy.

#### À QUAND UN RÉGLEMENT? Le système actuel d'indemnisa-

tion des intermittents était valable jusqu'au 31 décembre 1996. Leur mobilisation a décidé Philippe Douste-Blazy, le ministre de la culture, à proroger jusqu'en avril 1997 le dispositif, pour laisser quatre mois de discussions supplémentaires aux partenaires soclaux. Plusieurs pistes sont avancées. La première consisterait à céder le dossier au ministère de la culture en faisant appel à l'impôt, et non plus aux cotisations salariales, pour financer le dispositif. Deuxième possibilité, faire basculer les intermittents dans le régime général - plus restrictif -avec pour conséquence probable la fin de toute indemnisation pour des milliers d'intermittents

(39 900 indemnisés actuellement). Les négociations reprennent le 19 décembre au siège du CNPF avec pour toile de fond un élément financier que les intermittents ne manquent pas de mettre en avant: l'Unedic affiche aujourd'hui, après des années de déficit cumulé, 11 milliards de francs d'excédents.

Marie-Béatrice Baudet



## La tension est permanente pour ces journaliers des temps modernes

Il faut courir après le « cacheton », afin de réussir à décrocher les fameuses 507 heures, sésame de l'indemnisation

echniciens de plateau de spectacles vivants, régisseurs lumière, preneurs de son, opérateurs de prises de vues à la télévision ou au cinéma, chefs-machinistes, comédiens, habilleuses, maquilleuses, danseurs, compositeurs... Quol de commun entre toutes ces professions, si ce n'est l'extrême précarité des statuts? Une précarité qui fait dire à Patrick, cameraman de trente-quatre ans: « Socialement, nous sommes revenus au Moyen Age. Nous travaillons comme des journatiers. »

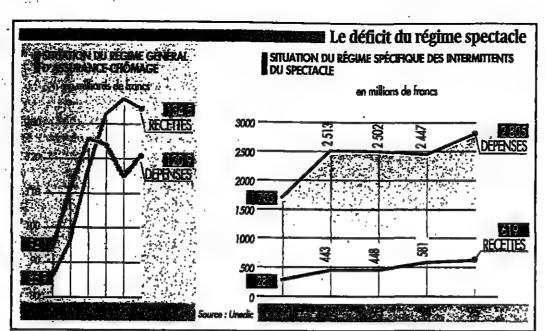
Journaliers des temps modernes, engagés dans une perpétuelle course aux cachets : quelle que soit leur spécialité, technique ou artistique, cette formule revient sur leurs lèvres comme un leitmotiv. A les écouter, l'angoisse de «ne pas avoir effectué son compte d'heures avant sa date anniversaire » - c'està-dire de ne pas avoir travaillé 507. heures au cours des douze derniers mois, seuil fatidique à atteindre pour bénéficier de l'assurance-chômage - est inhérente au statut d'intermittent.

D'autant que le mode de calcul du temps de travail effectué donne lieu, d'après les principaux intéressés, à bien des abus, spécialement dans des métiers où quiconque songerait à revendiquer la semaine de trente-neuf heures, voire la fournée de huit heures, passerait pour un hurluberlu.

Technicien de plateau spécialisé dans la « variété timérante », Marc, vingt-huit ans, blouson noir et casque de moto à la main, explique que la plupart de ses jour-nées passées à « installer, puis démonter les décors, les lights et la sono » commencent généralement à 8 heures et se terminent le lendemain vers 3 heures du matin, pour un cachet de 1000 francs net en moyenne par jour.

Extensibles à souhait, les journées de travail peuvent aussi se démultiplier, sans être forcement 507 heures, ni même rémunérées : Dans les boîtes de production, seuis les jours de tournage sont comptés. Tout le temps passé en amont, en repérage, comme en aval, en dérushage, n'est pas payé. Résultat : depuis le 31 mars, jour de ma date anniversaire, j'ai dû travailler six mois, mals je n'al officiellement réalisé que 200 heures. Je suis donc loin du compte des 507 heures à réaliser avant le 31 mars », déplore ce cameraman qui a pourtant dix

ans d'expérience. De la même façon, chez les musiciena, les danseurs ou les comédiens, le temps dévolu aux répétitions est fréquenment passé en pertes et profits : « Les employeurs ne déclarent que les représentations. Or, pour préparer quatre soirs de concert, il faut bien six jours de répétition, à raison de six heures par jour, pour lesquels je ne suis pas rétribuée », témoigne Françoise, une violoniste de trente-quatre ans, spécialiste du répertoire des «gratuitement» une pièce qui de-



XVIII et XVIII siècles. Emmitouflée dans un grand manteau noir et une écharpe orange vif, la jeune femme poursuit : « Et je ne parle pas du temps passé à rechercher des partitions dans les bibliothèques, à monter des gammes, à travailler mon instrument. Discipline indispensable car inutile de vous dire

vrait être jouée en région parisienne en janvier : « Comme les petites compagnies n'ont pas les moyens de payer, c'est grâce aux Assedic que nous pouvons répéter. Résultat : sans indemnités-chômage, nous ne pourrions plus répéter et donc plus travailler. C'est pourquoi nous flippons en permanence à

#### Un secteur hétérogène

Plus de 400 000 personnes, soit près de 2 % de la population active occupée, travaillent dans le secteur de la culture. Les industries culturelles (livre, presse écrite, audioviosuel) constituent la branche la plus importante (205 000 personnes). Le spectacle vivant et les activités artistiques tiennent le rang de deuxième employeur (100 000 actifs), puls vient la conservation du patrimoine (45 000 emplois, dont plus de la moitié dans les musées et les monuments historiques). Enfia, 50 000 personnes travaillent dans l'architecture (y compris Furbanisme).

L'hétérogénéité du champ culturei se traduit parfaitement dans la diversité des statuts rencontrés. Les intermittents - 39 900 indemnisés, auxquels il faut ajouter ceux qui n'obtiennent pas les fameuses 507 heures - représentent une minorité. Un sixième des personnes employées dans le secteur, sont des salariés de l'Etat ou des collectivités territoriales. (Ce taux atteint 80 % pour la conservation du patrimoine.) Un quart sont non-salariées. On les retrouve principalement dans les petites structures : l'architecture, les activités artistiques et,

que, si l'on se pointe dans un orchestre sans avoir suffisamment travaillé, on ne sera pas rappelé. »

Boucles d'oreille et cheveux auburn. Alexandre, vingt-deux ans. sorti du conservatoire de Toulouse, essale de vivre de la danse depuis trois ans, mais n'a pas réussi à atteindre le précieux quota de 507 heures cette année, même s'il a passé beancoup plus de temps en répétitions : « Je travaille pour des petits théâtres de province qui paient au lance-pierre, reconnaît-li tout de go. Pour mon dernier spectacle, qui n'a bénéficié que d'une représentation à Calais, le 24 novembre, j'ai touché 800 francs brut, 632 francs net, alors que nous avions répété toute une semaine. ».

Les répétitions non rémunérées sont aussi le pain quotidien des comédiens. Ainsi Jacques, trentehuit ans, répète-t-il actuellement

l'idée de ne pas faire nos

507 heures. » Le seufi des 507 heures n'étant visiblement pas si aisé à atteindre, on comprend mieux, dans ces conditions, pourquoi le projet de suppression du régime spécifique d'assurance-chômage des intermittents a suscité une véritable levée de boucliers : le rattachement des artistes et techniciens du spectacle et de l'audiovisuel au régime général de l'Unedic les obligerait à justifier d'un minimum de 676 heures de travail au cours des huit demiers mois pour prétendre aux allocations- chômage. Relever la barre à un tel niveau aboutirait, de fait, à exclure bon nombre d'intermittents du bénéfice de toute

#### indemnité de chômage. PÉRIDDES D'INACTIVITÉ

Par-delà la comptabilité très boutiquière des heures de travail, le quotidien des intermittents s'organise autour d'un mode de vie très spécifique. Passer son temps à « courir après le cacheton », comme ils disent, n'a rien d'une sinécure. « On travaille au jour le jour, au gré des propositions, résume Alain, opérateur de prises de vues en télé et vidéo. Il arrive que nous n'ayons rien à faire pendant plusieurs semaines ou, au contraire. que deux propositions se télescopent: là, îl faut savoir gérer diplomatiquement son empêche-

De l'avis général, les périodes d'inactivité sont les plus dures à vivre. Sans emploi depuis fin novembre, Yves, cadreur pour TF 1. Eurosport et plusieurs boîtes de production, dont les cachets journaliers oscillent « entre 900 et 2 000 francs », évalue son salaire net moyen à 11 000 francs mensuels: «Je vis très bien mon job quand je travaille. Mais je le vis très mal quand je ne travaille pas. En fait, je me pose des questions, je me demande toujours de quoi demain sera fait. Heureusement, je n'ai pas d'enfant. Enfin, heureusement... », se reprend-il, un soupçon de regret dans la voix. Rançon de cette flexi-

bilité à outrance, rares sont ceux qui osent partir en vacances plus d'une semaine, « la conscience tranquille, sans interroger frénétiquement son répondeur tous les jours ». « On est constamment sous pression, confie un jeune cameraman, père de famille. Partir en vocances, c'est prendre le risque de passer à côté d'une opportunité. Il m'est déjà arrivé de rentrer de Bretagne pour une journée de travail, non pas pour le cachet - dont le montant correspondalt au tarif du trajet aller-retour en train -, mais juste pour arriver à mes

Facteur aggravant de précarité, certains intermittents se plaignent aussi de pratiques de « copinage ». Chef-operateur six jours par mois à Canal+, pour l'émission « La grande familie » notamment, Pascal, trente-deux ans, casquette vissée sur la tête, confie : « Ce qui est très flippant, c'est que ce métier fonctionne beaucoup par copinage. Aucune situation n'est jamais acquise: tout peut toujours être remis en cause, pour peu que quelqu'un

autres cachets ne sont évidemment que d'un piètre secours lorsqu'il s'agit de louer un appartement ou d'obtenir un crédit bancaire. Comme dit Patrick, trente et un ans, crâne rasé, barbe naissante sur col camionneur: « Dire qu'on est danseur, ça ne fait rêver personne... et surtout pas les

Philippe Baverel

## S'aguerrir à la peur du lendemain

Anita Perez, une monteuse exigeante malgré les difficultés

'est une professionnelle règne l'obscurité. Les monteuses ne sont pas connues. Anita en fait le constat avec simplicité. Dans ce métier, il faut « savoir être humble. Nous sommes des collaborateurs de création, pas des créateurs ». Au cours de ses vingt années de carrière, elle a travaillé sur des longs métrages et des documentaires, à l'INA (Institut national de l'audiovisuel) notamment.

Elle a « de plus en plus almé » ce métier, « Chaque nouveau montage est une rencontre avec d'autres personnes, un autre univers, » Mais c'est un métier « usant », « Quand on a des périodes de creux, sans perspective, on se demande ce qu'on va devenir. Je connais des personnes qui ont fait une école de cinéma, quinze ans de carrière, et

n'ont plus rien. Ca fait très peur. » Si, au cours d'un passage à vide, elle était sollicitée pour monter des « produits », où on lui demandait seulement de « couper-coiier », en serait-elle capable? De toute façon, pour ce type de projets, « on ne fait pas appei à des gens comme moi, qui ont de l'expérience et une capacité à résister aux

Par chance, elle a toujours travaillé suffisamment d'heures, « et même plus », pour pouvoir bénéficier du régime des intermittents. durent, en moyenne, buit semaines. Entre deux contrats s'écoulent d'une semaine à quatre mols. « Je n'en n'ai pas horte. C'est Inhérent au métier. Je travaille avec des réalisateurs qui ont eux-mêmes des trous d'activité. »

Comment décroche-t-elle des contrats? « En général, on m'appelle. Il m'arrive de prendre molmême contact, principalement avec des réalisateurs. Je leur demande où en est le projet dont ils m'avaient

#### APPRENTISSAGE

Fruits de leur précarité, CDD et vailler dans le cinéma. Mais pour des «raisons matérielles», les portes de l'idhec (institut des hautes études cinématographiques, aujourd'hul la Femis) lui sont restées fermées. Travaillant pendant toutes ses études, elle a décroché une licence de lettres modernes et un DEUG de chinois. En fait, elle se destinait à l'enseignement. Jusqu'à ce qu'elle rencontre des monteurs qui s'étaient formés sur le tas.

Du coup, elle « change d'orientade l'ombre. Dans les tion » et s'engage dans le parcours salles de montage, où d'« apprentissage classique » du travaille Anita Perez, montage: en 1977, stagiaire, « rémunérée », tient-elle à préciser, sur des longs métrages pendant un an et demi, puis assistante, durant trois ans, et enfin chef monteuse. « Des que vous débutez comme stagiaire avec un chef monteur, il vous rappelle si le montage s'est bien passé. » De même, des « fidélités » se créent entre les réalisateurs et les cheis monteurs.

#### MUTATIONS TECHNOLOGIQUES

Deux mutations technologiques ont bouleversé le montage : l'apparition du support vidéo, en 1983-1984, puis l'introduction de l'ordinateur, de plus en plus présent depuis trois ans. C'est la technique du montage numérique. Des machines très coûteuses, qu'il faut rentabiliser. Les monteurs ont pu se former grâce au fonds d'assurance-formation Afdas, « accessible si l'on a travaillé cent trente jours au cours des deux dernières années ». Un critère

« correct », estime Anita. Cependant, le montage numérique, qui permet « de tout faire », a son revers. Ainsi, il a, lui aussi, comme le documentaire vidéo, conduit à une baisse du volume de travail. Et à « la remise en cause des équipes de montage complètes ». De plus, « beaucoup de producteurs, au mépris de la qualité, s'ap-Les montages qu'elle réalise puyant sur une méconnaissance du montage et des machines, imposent des temps de montage de plus en plus réduits », dénonce-t-elle. Des producteurs emploient désormais de nouveaux mots comme « produits », « cible », « calibrage », etc. On est loin des discours officiels sur l'« exception culturelle » française, dénonce-t-elle!

Anita n'est pas du genre à baisser les bras. Syndiquée à la CGT depuis ses débuts, elle est aujourd'hut responsable fédérale de la Fédération nationale des syndicats de l'action culturelle (FNSAC) CGT et vice-présidente pour l'Eu-rope du MEI (Media Entertainment international), regroupement mondial de techniciens et réalisateurs du milieu culturel. Au quotidien, elle se bat, négocie Même si les conditions de travail se sont dégradées, je continue à travalller dans un secteur, le documentaire, où la qualité compte encore ». tenant à préciser qu'elle ne travaille pas sur des sitcoms, par

Francine Aizicovici

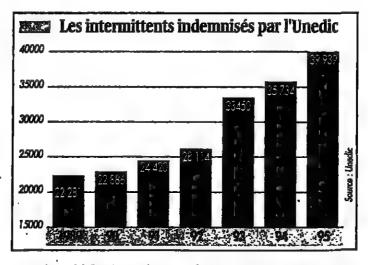
#### Repères

 Le dossier est récurrent. La spécificité des métiers d'intermittents, qui s'explique par la nature de leur activité, a été prise en compte par l'Unedic dès 1964 pour les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel et à partir de 1969 pour ceux des entreprises du spectacle. Ce sont à ces deux dates qu'ont été créés deux protocoles – cités arriound hui comme les annexes 8 et 10 – dérogatoires au droit commun de l'assurance-chômage.

La mobilisation des intermittents est sensible tous les deux ans, lors du renouvellement de la convention eénérale de l'assurance-chômage. Les partenaires sociaux en charge de cette négociation, soucieux lorsqu'il y a un déficit -, de trouver le maximum d'économies possibles avant de décider d'augmenter les cotisations qui pèsent sur la feuille de paie de l'ensemble des salariés, font la chasse à tout ce qui plombe le

Le CNPF ne manque alors jamais de souligner le déficit du régime spécifique des intermittents du spectacle.

 La question n'a jamais été réglée de manière définitive, en dépit des nombreux rapports réalisés à la demande des pouvoirs publics. En 1992, Jean Marimbert, aujourd'hui directeur des relations du travail, et à l'époque maître des requêtes au Conseil d'État, réalisait à la demande de Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, une note d'étape sur « les conditions de travail et d'emploi des intermittents du



spectacle », suivie le même mois par un rapport de Jean-Pierre Vincent, directeur du Théâtre des Amandiers En novembre et décembre 1992,

Bernard Faivre d'Arcier, directeur du Festival d'Avignon, a dirigé une concertation nationale sur « les conditions de travail et d'emploi des professiormels du spectacle » qui a donné lieu, en mars 1993, à la création d'un Conseil national des professions du spectacle. De même, il existe aujourd'hui un observatoire des emplois culturels au sein du ministère de la culture. Au fil des années et des conflits, les pouvoirs publics qui - en théorie ne peuvent intervenir dans les négociations Unedic (organisme paritaire patronat-syndicats), ont malgré tout pesé sur le sort réservé aux intermittents. Soit en

demandant la réalisation de rapports à des personnalités et experts, soit en prenant des initiatives comme vient de le faire Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture qui a obtenu une prorogation du statut actuel jusqu'en avril 1997. Il est sûr que le jeudi 19 décembre, date de la prochaine négociation Unedic, sera une jou<del>rnée</del> de forte mobilisation. Diverses actions « spectaculaires » sont d'ores et déjà prévues à Paris. Toulouse, Marseille et Saint-Brieuc. Manifestations, occupations de lieux symboliques devraient s'ajouter à certaines annulations de spectacles Fait rarissime, la direction de la Comédie-Française a annulé le 10 décembre, les représentations dans les deux sailes – Palais-Royal et le Vieux-Colombier – en solidarité avec les intermittents qui manifestaient ce jour-là.

#### Jouez et gagnez au

# SUPER QUIZZ!

10 téléphones portables Philips\*

d'une valeur de 2 000 F (frais de câblage et abonnement inclus)

3615 LEMONDE

## Entreprises et salariés ont du mal à vieillir ensemble en France

Les pyramides des âges sont déformées par la multiplication des départs anticipés. L'absence de jeunes se fait cruellement sentir

alette, champignon nu-cléaire ou toupie ventrue, peu importe l'image, après tout. Beaucoup d'entreprises sont en train de découvrir les conséquences néfastes, pour leur avenir, de pyramides des âges excessivement déformées. On ne compte plus celles qui, lors de la présentation de leurs bilans sociaux, affichent des moyennes d'âge élevées, de 42 ans, voire de près de 45 ans, ou qui révèlent que la moitié de leurs effectifs, au moins, ont

Comme dans un mauvais film, le scénario de cette histoire était pourtant écrit dès les prémices. Depuis plus de quinze années, et pratiquement sans discontinuer. les entreprises ont eu beaucoup recours aux mesures d'âge pour résoudre leurs problèmes de sureffectifs et traiter des restructurations successives. En utilisant les préretraites à fortes doses, que celles-ci soient financées par le Fonds national de l'empioi (FNE) ou supportées par le régime d'assurance-chômage, elles avaient trouvé là le moyen indolore de pratiquer des coupes claires. D'autant que les syndicats, les salariés et les premiers concernés étaient rarement opposés à cette solution.

Au contraire. Résultat, une tranche d'age fut décimée : celle des 55 ans et plus. Au point que, actuellement, moins de 40 % seulement de ceux qui font valoir leurs droits à la retraite viennent de quitter un emploi. Mais en se débarrassant des plus

vieux, tout en freinant l'embauche de jeunes, parfois pendant de longues années si elles étaient en difficulté, les entreprises prenaient le risque de voir leur maind'œuvre vieillir.

Au début, à l'exception des moins de 25 ans, tout le monde y trouvait son compte. Aspirée brutalement vers le baut, la génération suivante, dite « inoxydable » maintenant qu'elle aborde la qua-rantaine, réalisait un gain hiérarchique évident. C'est la suite qui est moins heureuse. Cette génération tient désormais les rênes, et pour longtemps, puisque c'est la même qui, la première, aura à subir l'impact du relèvement de l'âge de la retraite. Nombreuse, parce qu'elle est constituée des enfants du baby-boom et que son arrivée sur le marché du travail a coincidé avec l'ultime vague des embauches massives, elle fait figure de chape qui empêcherait la respiration. Dans dix ou quinze ans, à l'inverse, son départ en préretraite provoquera un vide que l'absence de recrutements équilibrés ne

viendra pas compenser. Chez les cadres, le phénomène est amplifié par le fait que, à l'age de la maturité professionnelle, les « quadras » ne sont pas, ou peu, tentés par la mobilité. Une stabilité qui s'explique par la crainte du chómage. Bloqués dans leurs ascensions, les jeunes diplômés se voient contraints aux changements d'entreprise pour trouver une issue et, par suite, exacerbent une concurrence par le niveau de formation initiale. Les techniciens

et les bac+2 fout doublement les trais de la situation. Déqualifiés dans l'emploi ou maintenus dans leur rang d'origine, ils peuvent dif-ficilement espérer une évolution et s'en estiment frustrés.

DÉCLES CHEZ LES CHYRIESS

Mais c'est chez les ouvriers que les dégâts commençent à se faire vraiment sentir. Toujours en première ligne, appelés à répondre à des évolutions technologiques rapides, soumis à des exigences de productivité, les salariés d'âge mûr sont fatigués, usés et, parfois, prématurément vieillis. Un dossier de l'Anact (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, nº 218 d'août 1996) montre l'importance de cette question nouvelle, et pourtant prévisible. Au contraire de ce qui se passe dans d'autres pays, dont le Japon, le cas des postes de travail en fin de carrière n'est pas traité pour des raisons qui tiennent à la démographie des entreprises.

Dans ce contexte, la lettre adressée cet été au gouvernement par Jacques Calvet et Louis Schweitzer, au nom de PSA et de Renault, ressemble à un aveu. Après quinze années de recours systématique aux cessations anticipées d'activité et de limitation drastique des embauches de jeunes, les deux groupes automobiles découvrent que leur force de production est vieille, que 50 % de l'effectif aura 50 ans en l'an 2000, et qu'ils ne disposent pas, en conséquence, de la performance nécessaire pour résister à la concurrence étransère.

Ayant persisté dans une seule orientation, ils sont conduits à se tourner, une fois de plus, vers les pouvoirs publics pour demander une aide. Il leur fandrait 30 milliards de francs pour envoyer en préretraite 40 000 salariés agés de plus de 50 ans et recruter 14 000

La morale de cette succession d'erreurs est affligeante. Parce qu'elle révèle une série d'incohérences. A l'instar de PSA et de Renault, nombre d'entreprises qui out cédé à la drogue douce des prétetraites n'out nien vu venir et se lamentent trop tard, après avoir perdu le savoir-faire des anciens, de ne pas avoir assez de jeunes. Elles n'ont pas anticipé, alors qu'une pyramide des âges harmonieuse suppose une attention de tous les instants et qu'on s'y prenne bien en amont pour effectuer les corrections de cap. En appeler au soutien de l'Etat pour se sortir de ce mauvais pas, en allant encore plus loin dans la logique précédente, ne fait qu'ajouter à la confusion.

Surtout, cela vient en contradiction avec l'allongement de l'âge de la retraite, sans parier de l'espérance de durée de vie moyenne qui augmente d'une année tous les quatre ans. Cela coincide mal, enfin, avec la récente décision de la cour de justice européenne qui a considéré que l'usage des préretraites FNE pouvait être un avantage anticoncurrentiel et, donc, assimilable à une subvention.

## Les « quadras » dans le collimateur

La préretraite utilisée pour leurs aînés quinquagénaires les guette à leur tour

nés dans la période qui a suivi la Libération, les « quadras » ont fait irruption sur la scène du travail au cours de la décennie 70. Au début des années 80, leur embauche a été synonyme de renouveau, de dynamisme, et les entreprises les ont courtisés. Les « baby-boomers » out accédé à la vie professionnelle au moment où les nouvelles technologies commençaient à s'imposer. Ils sont les premiers à qui elles ont été enseignées, ou bien ils s'y sont mitiés, sans rechigner, dès leur arrivée au travall. Avec eux, le passage à l'ère de l'informatique n'était pas un problème, ils en fai-

saient leur affaire. Bref, c'était le jour et la nuit avec la génération précédente, que ce passage avait rudement éprouvée et qui ne s'y était que partiellement adaptée. Assez vite. ces « anciens » avaient donc été priés de prendre une préretraite, un peu humiliante mais confortable, qui avait permis aux cadets d'accéder précocement aux postes

à responsabilités. Dans la foulée, portées par l'informatisation, les restructurations s'étaient multipliées et les embauches s'étaient faites de plus en plus rares. Et l'on en est arrivé ainsi, progressivement, à la situation actuelle de fort déséquilibre entre les couches d'âge présentes dans l'entreprise : avec, d'un côté, une hypertrophie de celle qui va approximativement de quarante à cinquante-cinq ans - les quadras, pour faire court - et, de l'autre, ine importante sous-repi

tion des jeunes. Cette situation a une série de conséquences négatives, qui sont d'autant plus préoccupantes que, pas plus du côté des patrons que du côté des salariés, on ne s'est préparé à y faire face de manière

constructive. Pour les dirigeants, l'affaire est une population beaucoup trop coûteuse et insuffisamment souple et adaptable. « Ils ont, dans l'ensemble, rempli la mission pour laquelle on comptaît sur eux, c'est-à-dire faire redémarrer les entreprises, commente Jean-François Carrara, responsable de développement au cabinet Algoe Management. Mais ils ont pris de l'age... » Autrement dit, dans un pays où les rémunérations continuent à croître à l'ancienneté et où les salaires à l'embauche ont baissé, ils colitent nettement plus cher que les plus jeunes, que l'on voudrait bien leur substituer.

IA CONCLUMENCE DES JEIMES «En outre, poursuit Jean-Francois Carrara, la fluidité qu'introduisaient naguère les démissions a disparu, car chacun s'accroche à o. P. Tout est figé, cristallisé. » Même les

ommes et semmes plus diplômés sont touchés, comme le constatent les chasseurs de têtes: s'ils sont nombreux à envisager un changement, presque tous reculent finalement

au moment de sauter le pas. Quant au manque d'adaptabilité incriminé, il est moins technique - les quadras savent le plus souvent entretenir leurs connaissances - que culturel : rigidité dans la conception qu'ils ont de leur rôle et de l'évolution de leur carrière, difficulté à accepter les changements qui leur sont proposés... « A quarante-cinq ans, certains sont décidés à ne plus bouger et à attendre la préretraite, n'hésite pas à dire Henri Gruhier, directeur adjoint des ressources humaines (DRH) à l'Institut français du pétrole. Et l'on ne peut plus compter sur l'argent pour les stimuler, car ils ont atteint la rémunéra-

tion maximale. > Se voyant nombreux à être de même niveau, ils ont perdu tout espoir de progression biérarchique, et leur principal souci est devenu de résister à la concurrence des plus jeunes. Tout cela fait que la génération des quadras est désormais dans le collimateur pour les licenciements ou les

mises à l'écart. A cela, nombre d'entre eux rétorquent par une sorte de rupture morale dont témoignent toutes les enquêtes récentes. Ainsi celle de la Cegos sur « Le devenir de la fonction cadre pour les dix ans qui viennent » (1995) qui, explique Jacques Teboul, directeur du département management, révèle « une divergence forte » avec les dirigeants. Les caures de cette tranche d'âge se sentent menacés, rejetés : « Dans le meilleur des cas, on se sépare d'eux à l'amiable en leur payant leur départ. Et, dans le pire, on fait tout pour se débarras-set d'eux.

#### ALITES VOIES

Il en résulte un renforcement claire: les quadras constituent des tendances qu'on leur reproche: « des comportements extrêmement défensifs et conservateurs », une fixation sur l'expertise technique au détriment de l'animation d'équipe qu'ils craignent polarisation sur la progression hiérarchique (à 76 %). Et, chez 67 %, la décision de se désolidariser de la stratégie de leur entre-

Dans un tel contexte, le recours à la préretraite est une fois de plus l'issue la plus facile. Voilà piusieurs années que les entreprises ont pris conscience de la perte de substance qu'elle provoque. Mais toutes, ou presque, continuent à y faire appel, allant même parfois jusqu'à fabriquer des retraites internes qu'elles financent elles-

Et pourtant d'autres voies sont possibles, si l'on en crolt des consultants comme Geneviève Le Callennec ou Charlotte Farcot, d'Eos Couseil, cabinet en outplacement, ou encore des responsables de ressources humaines comme Michel Perez, de la société

Pour Charlotte Farcot, qui a une longue expérience de DRH, « si les entreprises décidaient de prendre un minimum de temps pour réfléchir à la façon dont elles pourraient développer la mobilité en leur sein, entretenir l'employabilité de leurs personnels, c'est clair qu'elles pour-

raient faire beaucoup ». Il est vrai qu'elles ont peu de visibilité pour orienter ces politiques. Vrai aussi que l'éducation reçue par leurs quadras les a mal préparés à accepter d'évoluer horizontalement en changeant d'activité. Mais le manque de flexibilité qu'elles imputent à ces derniers est souvent exagéré : « Du prêt-àpenser dont il faut sortir! », s'exclame Michel Perez.

En fait, si l'on en croit Dominique Thierry, délégué général de Développement et Emploi, « le problème tient surtout à ce que les entreprises n'ont pas encore élaboré la politique salariale et de développement de carrière qu'appellent les évolutions actuelles ». La question reste à creuser.

M.-C. B.

## La facilité du recours à l'Etat dans l'industrie automobile

trons respectifs de PSA (Peugeot, Citroën) et Renault - ont demandé à Matignon, dans une lettre datée du 16 juillet 1996, la mise en place d'un « plan d'exception » visant à faire partir en préretraite leurs ouvriers de plus de cinquante ans. Fidèle aux exigences de compétitivité, de productivité et de rationalisation qui sévissent dans l'automobile depuis près de vingt ans, le plan soumis au gouvernement, et dont le coût a été évalué à 30 milliards de francs, vise à s'affranchir des contraintes liées au vieillissement des salariés et à la structure de la pyramide des âges dans

La moyenne d'age de l'ensemble des salariés des deux groupes oscille entre quarante-deux et quarante-cinq ans. D'ici à l'an 2000, «50 % de notre effectif sera âgé de plus de cin-quante ans », précisaient MM. Calvet et Schweitzer dans leur missive à Alain Juppé, justifiant ainsi la nécessité de voir partir en préretraite près de 40 000 salariés au cours des prochaines années en échange de l'embauche de 14 000 jeunes.

Par bien des aspects, l'argumentaire patronal paraît imparable : certaines usines européennes concurrentes - Fiat, Volkswagen, etc. - affichent des moyennes d'âge inférieures à treute ans en raison soit de délocalisations, soit de fermetures d'usines anciennes au profit de tion en «juste-à-temps», qui, couplée à l'ac-

ser les raisons pour lesquelles les constructeurs français se retrouvent aujourd'hui handicapés par la pyramide des âges. Difficile de remettre en cause un moindre recours aux plans sociaux: entre 1982 et 1995, l'effectif de l'automobile française a baissé de plus de 85 000 salariés - dont près du tiers depuis 1990 -, frappant en priorité les salariés les plus âgés. Plans FNE, préretraites progressives (PRP)... Les fonds de l'Etat et de l'Unedic ont déjà largement été sollicités par le secteur automobile. Le tout accompagné d'un quasi-blocage du recrutement des jeunes sur la même période. Faut-il croire que ce soutien des deniers publics n'a pas suffi? « En réalité, les plans sociaux ont été trop doux sur toutes ces périodes », souligne un expert de l'industrie automobile.

Le problème posé aujourd'hui par le vieillissement des salariés du secteur est le résultat de deux évolutions combinées. La première concerne l'externalisation engagée depuis le milieu des années 80. Si, aujourd'hui, près de 70 % de la valeur d'un véhicule fabriqué en France provient de l'activité de sous-traitants, cette proportion était moitié moindre au début des années 80. Conséquence : de nombreux postes adaptés aux aptitudes des ouvriers les plus âgés ont disparu en usine.

La deuxième évolution est liée à la produc-

croissement permanent de la productivité, a conduit à une exigence plus forte en matière de polyvalence des ouvriers. Savoir occuper successivement quatre, voire cinq postes de travail différents est devenu une règle générale chez Renault comme chez PSA. «Ajoutée à la persistance de la pénibilité de nombreuses tâches de montage, cette exigence de polyvalence est un vrai problème pour les ouvriers les plus âgés », explique Serge Volkoff, directeur du Creapt (Centre de recherches et d'études sur l'âge et les populations au travail).

Les difficultés liées au vieillissement des salariés tiennent donc aussi aux choix stratégiques des constructeurs : rentabilité à court terme (externalisation), réorganisation du travail sur fond de compression des effectifs (polyvalence). Réclamer de l'Etat qu'il finance les conséquences de ces options révèle les pratiques auxquelles les industriels ont été habitués par les différents gouvernements successifs. La balle est à nouveau dans le camp de Matignon. Rien de très original, comme le prouve le passé. Reste le futur. Aujourd'hui, la catégorie la plus nombreuse dans les usines automobiles est la tranche d'âge des trente - quarante-cinq ans. Sommes-nous condamnés à voir le même problème se poser à nouveau dans quelques années?

## Les départs à 55 ans pèsent sur les retraites

de vie moyenne progresse d'un trimestre. Pour chacun d'entre nous, c'est la possibilité d'être actif et utile à la société plus longtemps. Seulement, et c'est un paradoxe, la durée de la vie professionnelle raccourcit, en raison de la multiplication des dispositifs de préretraite, dans le cadre de l'ASFNE (Fonds national pour l'emploi) dès cinquante-sept ans, de la préretraite progressive (PRP) et du chômage indemnisé à partir de cinquante-

En 1995, les seules mesures ASFNE et la PRP totalisaient 205 000 bénéficiaires, dont 50 000 nouveaux, tandis que 60 000 en-trées étaient comptabilisées au titre de l'assurance-chômage, selon le ministère du travail. Résultat : la France, avec les Pays-Bas, a connu la plus grande chute du taux d'activité des cinquante-cinq-cinquante-neuf ans, selon l'insec.

« C'est aberrant, humainement et socialement, dénonce Madeleine Guilleteau, secrétaire confédérale

haque année, l'espérance CFDT. Alors que les gens se sentent fessionnelle, due au départ anticipé parjuitement en forme, on les sort du travail. Et c'est la collectivité qui les prend en charge. D'un côté, les patrons gestionnaires des régimes de retraite disent que la retraite à sobunte ans, c'est trop tôt, poursuit-elle. De l'autre, dans leurs entreprises, ils cherchent quels sont les salariés de cinquante ans qui doivent dégager. > Souvent avec la complicité des syndicats, qui réclament des préretraites pour échapper aux licencie-

> C'est aussi en France, pays qui, visiblement, n'est pas à un paradoxe près, qu'une grande réforme du système des retraites, décidée par le gouvernement en 1993, augmente, progressivement, le nombre d'années de cotisations nécessaire pour percevoir une pension à taux plein. Cette durée atteindra cent soixante trimestres en 2003, contre cent cinquante en 1993, à raison

d'un trimestre de plus par an.

Première incohérence avec la di-

avec une entrée de plus en plus tardive des jeunes dans le monde du travail. Les carrières sont donc plus courtes, mais, et c'est la seconde incohérence introduite par cette réforme, la retraite est désormais calculée sur la base des vingt-cinq meilleures années au lieu des dix. L'augmentation étant, là aussi, progressive, soit une année de plus par an, de 1994 jusqu'en 2008. C'est cette mesure qui représente la plus grande économie sur les prestations retraite.

de l'entreprise, cumulé, d'ailleurs,

L'allongement de la durée de cotisation devrait, dans un premier temps, avoir un impact limité, car « la moitié des personnes qui prennent leur retraite ont cotisé durant quarante ans », remarque Michèle Tourne, directrice de l'actuariat statistique à la CNAV (Caisse travailleurs salariés). L'autre moitié, touchée, devra travailler plus longtemps pour obtenir une retraite à taux plein. Une projection réalisée minution de la durée de la vie pro- par la CNAV montre que, en 2015,

162 000 personnes seront concer-

Certes, les périodes de préretraite et de chômage indemnisé sont prises en compte dans le calcul des pensions de base de la CNAV, ainsi qu'une à cinq années après la fin de toute indemnisation, à certaines conditions. En revanche, le montant des pensions est affecté par ces périodes, puisqu'il est le reflet des revenus, et que l'indemnisation Assedic, tout comme la préretraite, est toujours d'un montant plus faible que le salaire. En outre, les périodes au RMI ne sont pas validées par la CNAV.

Des effets sont déjà sensibles. Selon une enquête « vérité-retraite » que vient d'effectuer l'Agirc (retraite complémentaire des cadres) auprès de 10 000 nouveaux retraités de 1994, dont 46 % étaient au chômage ou en préretraite avant de quitter la vie active, leur retraite, en 1995, était en moyenne équivalente à 76 % de leur dernier salaire net, soit 5 points de moins en cinq ans.

En principe, la réforme de l'assurance-vieillesse n'a pas d'effet sur les retraites complémentaires, qui sont versées non pas en fonction d'un nombre de trimestres d'activité mais selon le montant des cotisa-

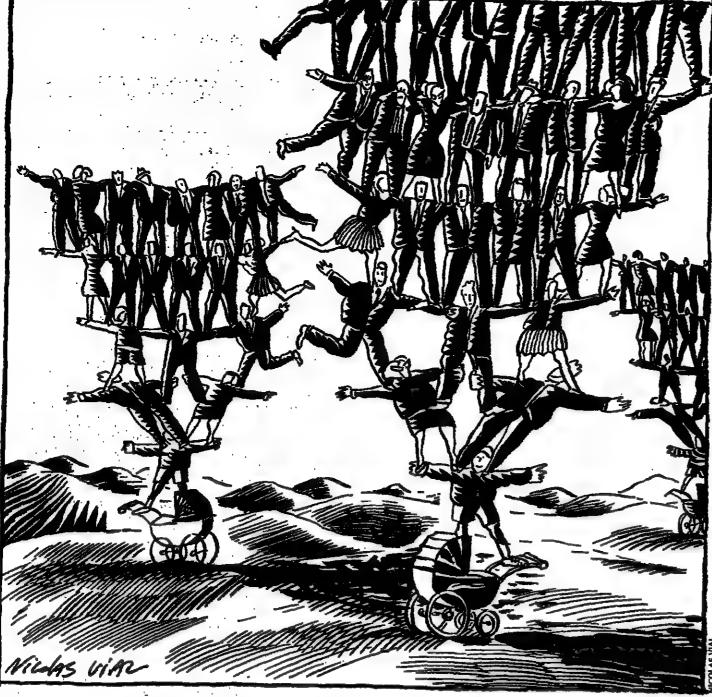
Qui plus est, durant la préretraite, les intéressés continuent à acquérir des droits, mais sans verser de cotisations. L'Unedic verse une contrepartie, pour le compte de ses allocataires, à l'Arroo et à l'Agirc. L'Etat aussi, pour les prére-traités FNE. En principe, du moins. Car depuis 1984, date à laquelle l'Etat s'est engagé à le faire, les régimes n'ont rien perçu. La dette de l'Etal à l'Arroo s'élevait, fin 1995, à 2,9 milliards de francs, et à l'Agirc, à 950 millions de francs.

Ce bras de fer a conduit les partenaires sociaux, gestionnaires de ces régimes, à décider de ne pas valider les droits des salariés qui bénéficient du FNE à partir du le juillet 1996, tant que l'Etat ne se sera pas acquitté de sa dette.



Eplus jeur

11 163-466.



## Evoluer dans sa carrière, un casse-tête pour les plus jeunes

Les troupes de quadragénaires bien implantées dans certaines entreprises retardent les promotions internes de leurs cadets

promotion interne dans les entreprises ; elle peut même se transformer en barrage redoutable lorsque les places convoltées sont occupées par des quadragénaires en pleine forme. « D'autant que, dans la plupart des entreprises, les pyramides hiérarchiques se rétrécissent. Résultat : les postes à pourvoir sont beaucoup moins nombreux que par le passé », confirme Caroline Durand, responsable du service Perspectives à l'Association pour l'emploi des cadres (APEC). Facteur d'immobilisme aggra-

vant: le chômage, qui a considérablement réduit le turn-over. Aujourd'hui, les « quadras », comme on les appelle, y regardent à deux

ouvent la jeunesse «En fait, la question ne se pose agence (secrétariat administratif, «C'est déjà perceptible lors de l'enconstitue un obstacle à la pas de cette manière, en tout cas guichet, caisse…), le jeune homme, iretien d'embauche, affirme Chrispas en termes de génération, nuance Jacques Legendre, responsable du service Carrières à l'association des anciens élèves d'HEC. Lorsque les cadres viennent nous consulter, ils disent simplement qu'ils ne voient pas de perspectives dans l'entreprise où ils sont, et donc qu'ils cherchent ailleurs. » Phutôt que de se plaindre de l'absence de promotion, « les jeunes diplômés se retrouvent souvent, après trois, quatre ans d'expérience, en inadéquation avec leur domaine d'activité. Ils ne supportent plus le secteur où lis sont entrés, faute de proposition d'embauche plus intéressante, eux qui révaient de travailles, par exemple, dans la publicité... » Le nombre important de quadras en

#### Transferts à la japonaise

Les mesures d'âge ne sont guère prisées au Japon. Préférant privilégier la logique de « l'emploi à vie », les constructeurs automobiles . nippons, pour ne citer qu'eux, ont trouvé une réponse imparable au rieilliesement de leurs salariés : leur transfert vers d'antres activités à l'intérieur du groupe. Pour les membres des directoires, des mutations de fin de carrière sont prévues aux postes les plus élevés des entreprises sons-traitantes ou des filiales.

Pour les autres salariés, jugés moins productifs au-delà de cin-quante ou cinquante-cinq ans, les reclassements s'opèrent soit au sein du réseau de sous-traitants - exclusifs -, soit vers d'autres activités, moins éprouvantes : composants électroniques, aéronautique, maisons préfabriquées. Un groupe automobile transférerait même ses quinquagénaires vers des conserveries de crevettes...

« Les cadres confirmés ont tendance à reculer devant le risque que représente la période d'essai dans une autre société », analyse Christiane Maréchal, présidente du cabinet d'outplacement Lombard.

Si les causes d'insatisfaction professionnelle ne manquent pas sentiment d'avoir fait le tour du poste, salaire trop bas, difficultés relationnelles, voire incompatibilité d'homeur avec le supérieur hiérarchique... sans parler du chômage -, le handicap créé par la génération des cadres de quarante ans qui bouchent l'horizon des plus jeunes n'apparaît pas en tant que tel dans les doléances recueillies par les associations d'anciens des grandes écoles.

fois avant de changer d'entreprise. entreprise n'est pas le seul facteur susceptible de peser sur l'évolution de carrière de leurs cadets. En France, la suprématie accordée aux meilleurs diplômes se révèle un obstacle redoutable sur la voie de la promotion interne. « Plus qu'une question d'âge. c'est une question de diplômes. Lorsqu'on n'a pas le niveau bac + 5, le risque est grand de voir sa carrière bloquée vers trente ou trente-cinq ans », constate Christine Pomonti, responsable pédagogique à l'Ecole

supérieur de commerce de Lyon. L'exemple de Guillaume, entré il y a huit ans dans une banque avec un DUT finance-comptabilité pour bagage, est assez symptomatique. Après avoir exercé à peu près tous les métiers inhérents au travail en était devenue un sujet tabou.

qui émarge toujours à 170 000 francs brut par an, se

beurte à « un refus obstiné de toute évolution » de la part de sa hiérarchie. Selon lui, ce blocage existe perce que « la direction privilégie les diplômés de l'université Dauphine ou d'HEC ». Pour tenter de sortir de l'impasse, son employeur a fait appel à un cabinet d'outplacement. Guillaume en a logiquement déduit « que la direction préféruit son départ ».

Tout en constatant que l'âge des « outplacés » diminue (15 % ont moins de quarante ans), Christiane Maréchal, du cabinet Lombard, confirme cette prise de conscience propre à la génération de ceux qui ont la trentaine aujourd'hui: « Après cinq années d'expérience, Ils se posent plus de questions que leurs ainés, parce qu'ils veulent, dans un contexte difficile, être acteurs et auteurs de leur carrière. En outre, Is ont l'impression que l'entreprise ne les mène nulle part.» Surtout lorsque la société ne leur fait manifestement pas confiance.

Révélateur à cet égard est l'exemple de Marie, jeune ingénieur de trente-trois ans, embauchée il y a cinq ans pour lancer une nouvelle ligne de produits chez un éditeur de progiciels américain: « Quand un poste de management se libère, la direction procède systématiquement par recrutement ex-terne, sans même envisager l'éventualité de la promotion interne. » Résultat : après trois, quatre ans d'expérience, les salariés, constatant l'absence de toute perspective d'évolution, finissent généralement par quitter l'entreprise. A moins de miser sur une « évolution horizontale », en réussissant à élargir son champ d'activités à d'autres domaines de compétences. « Mais la mobilité horizon tale dans des filières d'expertise voisines est moins valorisée que l'évolution verticale », regrette

En fait, tout se passe aujourd'hui comme si la question de l'évolution de carrière des jeunes recrues, quels que soient les obstacles évoqués (âge, diplôme, etc.)

tretien d'embauche, affirme Christiane Maréchal. Comme les entreprises gèrent leur personnel à court terme, poser la question du plan de carrière à ce moment-là peut paraître déplacé. »

Si les modalités de gestion des ressources humaines ont beaucoup changé, la nouvelle génération est aussi très différente de la précédente dans son rapport au travall, comme le souliene Geneviève Le Callennec, présidente d'Eos Consell, cabinet d'outplacement : « Les Jeunes ne s'investissent plus dans leur job de la même manière que leurs parents. Surtout lorsqu'ils voient que les perspectives de carrière sont bioquées, qu'ils n'ont rien d'autre à espérer que le bénéfice de l'ancienneté, ils n'attendent pas dix ans pour chercher un autre poste. » Les jeunes désireux de progresser seraient alors confrontés à une alternative, celle de changer d'entreprise.

# Les banques dans une situation critique

Les baby-boomers recrutés dans les années 70 vont massivement partir à la retraite en 2005

champignon atomique. Les ouvertures de guichets, au début des années 70, ont donné lieu, à l'époque, à un recrutement en nombre de baby-boomers. « Auiourd'hui, l'àge moyen dans la profession est de quarante-trois ans, ex-plique Olivier-Robert de Massy, directeur des affaires sociales de l'Association française des banques

Ce viellissement apparaît anti-dy-namique, alors que les banques, confrontées aux sureffectifs, s'engagent dans la course à la compétitivité. A cela s'ajoute la perspective d'un « choc démographique » vers 2005, lorsque surviendront les départs massifs à la retraite. Désormais, il s'agit de faire face à un problème immédiat de restauration ou d'amélioration de la compétitivité, qui passe par une politique de contraction des effectifs, tout en préservant le moyen terme, c'est-à-dire en embauchant et en formant les cadres qui devront, d'ici à quelques années, prendre la relève. La quadrature du cercle, en somme, lorsqu'on sait que les départs naturels sont très

Depuis dix ans, les banques appar-tenant à l'AFB diminuent leurs effectifs de 2,5 % en moyenne par an. Un rythme qui devrait passer à 3 %, selon Olivier-Robert de Massy. Compte tenu du faible turn-over, elles agissent sur le recrutement qu'elles limitent an meximum, sans toutefois le tarir, et sur les plans de

départs volontaires.

A la Société générale, où la moyenne d'âge est de quarante et un ans, 55 % de la population se situent dans une fourchette de trente-cinq à cinquante ans. Ce qui veut dire que, sur une période de cinq ans, entre 2005 et 2010, si la retraite est toujours à sobrante ans, un tiers du personnel du réseau sera appelé à partir. Une hémorragie.

La direction mène donc, depuis six ans, une politique de gestion de l'emploi qui tient compte de ce phénomène. «On ne peut pas modifier une pyramide des des en un ou deux ans, avec une seule mesure. Si on veut obtenir des résultats tangibles, il faut au moins cinq à sept ans, et il faut recourir à un ensemble de mesures » prévient Alain Py, directeur des ressources et relations humaines à la Société générale.

La Société générale a choisi de diminuer sensiblement les recrutements, sans les assécher complètement pour préserver l'avenir. Alors qu'à la fin des années 80, elle embauchait de 1 000 à 1 500 personnes par an, aujourd'hul, elle en recrute 500 par an, essentiellement des diplômés de l'enseignement supérieur bac + 5 ou des cadres ayant trois à ctoq ans d'expérience.

Parallèlement, elle a mis en place une série de mesures tenant compte de la pyramide des âges. Ainsi, en 1993-1994, lorsqu'elle a favorisé les départs volontaires dans le cadre d'un plan social, elle n'a ouvert le dispositif qu'aux agents se situant dans le ventre de la pyramide, les 35-

a pyramide des áges des banques a des allures de été prises, comme les congés sabbatiques, les aides à la création d'entreprise ou le temps partiel, elles ont vers ce public. « Notre objectif. précise Alain Py, était de faciliter la libération de postes pour améliorer la gestion de carrière des jeunes et assurer le

renouvellement des générations. » Dans les années 90 à 92, dans le cadre d'un accord sur la gestion prévisionnelle de l'emploi, la Société gé-nérale a également favorisé les départs en préretraite. En 1996, elle a utilisé le dispositif « pré-retraite contre embauche », l'ARPE (300 personnes concernées). Un dispositif nul pour l'emploi, mais qui privilégie le moven terme sur le court terme.

A l'avenir, les banques aimeraiem pouvoir recourir aux pré-retraites FNE afin d'étaler les départs et éviter ce phénomène d'hémorragie qu'elles redoutent. En attendant, l'AFB a fait ses calculs. Si le temps partiel se développait dans les banques, s'il concernait en cinq ans de 10 à 20 % des effectifs, cela réduirait le nombre d'heures de travail pour les gens en place de l'équivalent de 6 000 emplois et permettrait d'améliorer la rentabilité ou de recruter davantage.

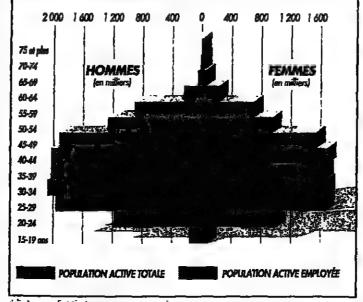
« Dans les deux cas, cela se réperfirme Olivier-Robert de Massy, qui sant le paramètre de la retraite progressive. Les petits ruisseaux faisant

les grandes rivières. Cela dit, les gagnants de cette pyramide au profil ventru sont blen les jeunes cadres de trente ans qui peuvent, quant à eux, espérer une

Catherine Leroy

#### Repères

 Figurant soft dans le bilan social, soit dans certains rapports internes aux entreprises. la pyramide des âges est en général élaborée par les services du personnel ou les directions de ressources humaines (DRH), à partir des dates de naissance fournies par les salarlés lors de leur embauche. D'une façon générale, la pyramide des ages est construite sur la base des effectifs en CDI (contrat à durée indéterminée). Les personnels en CDD ou en intérim ne sont que rarement pris en compte. Quant aux salariés à temps partiel. ils sont souvent intégrés dans une pyramide dite « indifférenciée », partir du nombre d'emplois équivalent temps plein. L'indicateur le plus couramment utilisé par les entreprises reste celui de « l'âge moyen » du personnel. Mais cette moyenne présente l'inconvénient d'être peu précise le même résultat statistique peut cacher de fortes disparités et, surtout, d'être très peu sensible aux évolutions



Répartition de la population active

Enquête emploi du mois de mars 1994. Sur un total de 13 898 272 hommes (62,7%) et 11 238 326 femmes (47%), proportions d'actifs occupés y compris appelés et chièmeurs selon le Bureau International du Travail.

STRATEGIES MANAGEMENT Heari Vacquin et Yvon Minsjelbe Journée-Evénement Paris, 14 janvier, 9h-18h L'AMÉNAGEMENT-RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL Débats, Enjeux, Perspectives... Une Journée pour comprendre . Lavega L les Acteurs du terrain des Interlocuteurs Sociaux les Politiques et. 01 47 34 26 36 / 6s 01 45 66 50

Union Européenne de CIC

# Traders Sales

## L'Union Européenne de CIC révèle les talents.

L'Union Européenne de C.I.C vous offre un environnement de choix à la mesure de vos ambitions : elle aura pour vous la souplesse d'une structure jeune et la dimension d'une holding, la diversité de métier d'une banque d'affaires et les opportunités d'un des principaux groupes bancaires français. Nos succès sur les activités de marchés nous amènent à renforcer nos équipes d'opérateurs à Paris et à l'étranger.

Technique et pragmatique vous opérerez sur les différents marchés (taux, change et action) pour le compte de la banque et de sa clientèle. Vous mettrez toute votre énergie et votre sens de l'initiative à saisir les opportunités de

marchés et transformer les risques en résultats.

De formation supérieure de type grande école, Dauphine, école d'ingénieurs complétée par un mastère, vous maitrisez parfaitement les mathématiques financières ainsi que les mécanismes fonds. ainsi que les mécanismes fondamentaux de ces marchés. Si vous êtes débutant, vous avez nécessairement réalisé une mission ou un stage de longue durée en salle de

Sales juniors Vous commercialiserez, auprès d'une clientèle d'entreprises et d'investisseurs institutionnels domestiques et étrangers, nos produits obligataires et nos produits de change. Une première

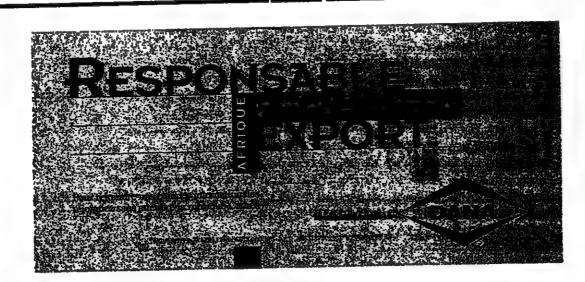
approche des produits de marché (mission, stage de 6 mois minimum en salle de marché) est souhaitable.

Sales seniors produits obligataires

Vous commercialiserez, auprès d'une clientèle d'investisseurs institution-nels, nos produits obligataires et dérivés. Vous avez à votre actif une expérience réussie d'environ 5 années dons la vente de produits de marché.

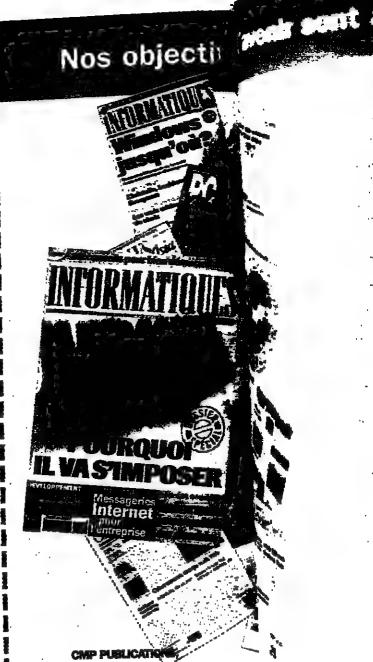
Vous possédez, pour ces postes a dominante commerciale, une formation initiale de type grande école ou universitaire, vous parlez anglais et mattrisez les mathématiques financières. La connaissance d'une langue supplémentaire sera un atout.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation + CV + photo), sous la référence «LMDAM», en précisant le poste choisi à : Union Européenne de CIC, Direction des Ressources Humaines, 4 rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02.



## Dirigeants

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils recoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



t rich original

TARE MENT !

Term man

egraphic error to opine some

「東京の大阪東 10gg 1988 日本 10gg

Rédactt Homme de vous traiter/:-

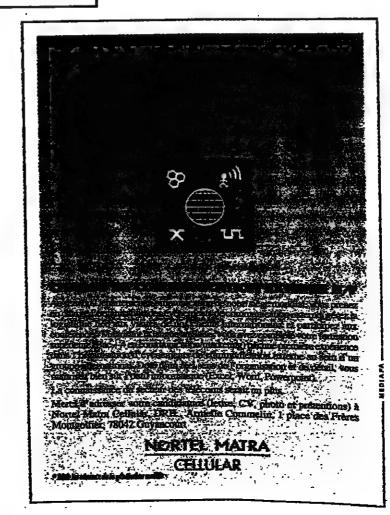
# Directeur des Achats

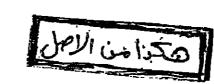
des gaz, recherche pour faire face (30% par an deput

Rattaché au PDG, il sera chargé de créer et développer cette fonction pour répondre à l'enjeu stratégique des achats.

- ▲ Il interviendra en phase de proposition et de réalisation pour améliorer la compétitivité de nos achats : • en développant la dimension internationale • en réduisant les coûts • en assurant une meilleure maîtrise du risque.
- ▲ A 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une solide expérience de la fonction achats chez un ensemblier ou un constructeur de biens d'équipement, où vous avez montré vos fortes capacités d'organisation, de management et de négociation et acquis une dimension internationale.
- Vous souhaitez relever un véritable challenge.

Pour ce poste basé à Lyon, merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 3 cours Albert Thomas, 69416 Lyon Cedex 03, sous la référence 55.4791/LM, portée sur lettre et enveloppe.





## Communication

## Conseil et Audit

## ur l'avenir sont ambitieux.



14 1.18 B.S. 5/1.5f.

(J

communication et de management. vos aujets avec partinence et mai au développement de votre titre. u marketing éditorial, votre ision du marché et votre connaisrsemble de ses acteurs vous confèrent e position d'animateur de débats. uivre les évolutions et répondre aux os lecteurs. Contribuant ainsi à ant di votre audience. A 30/40 ans re parcours vous a amené à gérer des riaum dans un contente de de l'information. Charisme, esprit plonté de transmettre un savoir vous de vous imposer dans ce poste. La l'anglais est indispensable. 727.90

#### ววแกลไรรรธ

Au sein d'une équipe de journalistes, vous serez responsable d'une rubrique que vous saurez ennchir et développer par la pertinence de vos articles. Véritable force de proposition de sujets, vous possédez une culture générale et une connaissance pointue des produits et des technologies de l'information. Excellent rédacteur, vous rédigez vos dossiers de laçon qualitative et attractive auprès d'un public de professionnels. A 30 ans environ, de formation supérieure, vous avez une connaissance parfaite des intervenants de votre secteur d'activité et une expérience significative dans un groupe de presse professionnelle. La maîtrise de l'anglais est un atout. Si la presse informatique vous passionne, salgissez notre opportunité. Piz.:?

Directeurs publicité/marketing Manager confirmé, vous évoluez dans un environmement hautement concurrential. Possedant une connaissance aigüe du marché publicitaire et de ses acteurs, vous saurez répartir les objectifs, véhiculer l'information et définir les plans de commissionnement. contribuant ainsi au développement de notre CA. Homme de terrain, votre seus de l'écoute et votre grande sensibilité marketing vous confèrent une approche client résolument strategique et visionnaire. A 30/40 ans environ, de formation supérieure bac+4/5 avec une expérience de 5 ans minimum, l'univers de la presse professionnelle vous est familier. La maîtrise de l'anglais est un atout, war.DP

#### Commerciaux

Vous commercialisez nos espaces publicitaires, auprès d'annonceurs et d'agences de publicité. Au delà de ce rôle, vous serez un véritable conseil en communication et interviendrez eu cœur de la relation entre votre publication et ses lecteurs. De formation supérieure (Bac + 4 minimum), vous justifiez d'une expérience de la vente d'espaces publicitaires ou de services. Votre connaissance de la presse professionnelle est un vrai atout. Votre esprit d'équipe, votre sens de l'analyse et de la synthèse associés à de réelles capacités relationnelles vous permettront de développer un véritable parienariat avec vos annonceurs. La maitrise de l'anglais est un atout, RERCX

Marci d'adressar votre domier de cundidature (letire, CV, photo et prétentions), en pr sur l'anvaloppe la référence choisie à Marquerite CIRET, CMP France, DRH. 14 rue de Bassano, 75783 Paris cedex 16.



#### **GEMINI CONSULTING**

"L'excellence n'est pas un acte, mais une babitude".

Avec plus de 1400 consultants et 22 bureaux dans le monde, Gemini Consulting est l'un des trois premiers cabinets internationaux de conseil en management, leader dans la conception et la mise en œuvre de programmes de transformation des entreprises.

Animés par le souci permanent d'apporter à leurs clients des résultats rapides et mesurables, les consultants de Gemini Consulting construisent avec eux un veritable partenariat, à tous les niveaux de l'organisation. Au sein d'équipes communes, ils mobilisent les énergies indispensables au renouvellement de la vision corporate, a la restructuration des fonctions et processus cles, à la revitalisation de l'esprit d'entreprendre, au développement des hommes et des compétences. ...

#### CONSULTANTS

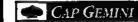
La croissance très rapide de nos activités vous offre l'opportunité de faire une carrière unique dans le conseil en participant à des projets majeurs pour nos clients.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, vous avez complété votre formation par un M.B.A. Parfaitement bilingue français-anglais, la maîtrise d'une troisième langue européenne est très fortement souhaitée.

Avec une première expérience de deux à cinq ans dans le conseil ou dans une entreprise d'envergure internationale, vous souhaitez mettre à profit et accroître vos compétences avec une dominante:

- Stratégie, Marketing et Management de l'Innovation
- Refonte des fonctions
- opérationnelles
- Management stratégique des systèmes et technologies de l'information
- Mobilisation et développement des Hommes.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae \* avec une lettre manuscrite à Simon Belugou, Gemini Consulting 153, rue de Courcelles, 75817 Paris Cedex 17.



Klenbaum und Partner (numéro 1 du borateurs et 400 MF de CA), assiste depuis humaines. La groupe recherche pour recrutement en Allemagne), groupe plus de 50 ans ses clients dans la gestion, ses activités en France un : international de conseil (300 colla- l'organisation et le conseil en rassources

## Consultant confirmé

Acé de 30/35 ans, de formation supérieure humaines et êtes aussi à l'eles dans un commerciales vous permetiront de mene. et, de préférence, diplômé en psychologie. cadre international : vous saurez vous la blun von minione. vous possédez impérativement une expérience d'au moins 6 ans, acquise aussi et dynamique. Après une formation à nos bien en entreprise qu'en cabinet consail, dans le domaine des ressources humaine ou de la formation. Vous conneissez parfaltement les particularités du marché

français du conseil en ressources

intégrer dans une équipe multiculturelle La maîtrise de l'anglain et de l'aliemand

Kienbaum

Conseil international en ressources humaine Certifié ISO 9001

méthodes, vos capacités relationnelles et K

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation et photo), sous réf. 37777, à Regina Cânchamps, Klenbaum SA, 13 bd Malesharbes, 75008 Paris.



#### Institute of Management Resources

Los Angeles - Mexico - Toronto - Manchester - Paris - Milan - Francfort

IMR est une société de conseil en management qui opère dans 12 pays avec 450 professionnels. Nous sommes reconnus comme des spécialistes du management du changement, avec comme objectif une amélioration de la performance des entreprises. Notre approche très participative dans le développement de solutions adaptées aux problèmes de nos clients, et le fait que nous mettions en place nos recommandations, a résulté dans une forte croissance de nos activités en Europe.

En conséquence, nous souhaitons étoffer nos opérations européennes avec des candidats bi-culturels (et. si possible, bi-nationaux) franco-portugais, franco-italiens et franco-espagnols. Après une phase de formation à nos méthodes en France, ces candidats pourront intervenir dans nos filiales étrangères. L'anglais est la langue véhiculaire d'IMR. Le partenariat avec nos clients et notre approche très pragmatique du conseil font que les personnes recherchées doivent :

- avoir une forte capacité d'analyse,
- pouvoir développer et mettre en place des actions concrètes avec nos clients,
- travailler en équipe.

Nous sommes intéressés par deux types de

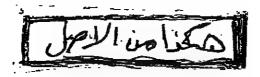
#### SENIOR/JUNIOR **CONSULTANTS**

Pour mettre en place, avec nos clients, les changements nécessaires à leur amélioration, yous devez avoir :

- entre 27 et 35 ans.
- 2 à 5 ans d'expérience en milieu industriet/commercial ou 1 à 4 ans 'expérience du conseil.
- une forte capacité de travail et un grand sens de l'adaptabilité,
- un sens du travail en équipe,
- une expérience réussie dans la mise en place de projets débouchant sur des améliorations

Veuillez adresser votre CV avec une lettre manuscrite et une photo obligatoire à :

IMR - Service du recrutement - 34, avenue de Messine - 75008 Paris, en précisant la référence du poste choisi.



## Gestion - Finance

#### GRAND GROUPE DE DISTRIBUTION

(plusieurs enseignes nationales, CA de 30 milliards de francs) crée, au niveau holding, le poste de

## Responsable Contrôle et Planification Financière

(corporate finance)

■ Rattaché au Secrétaire Général Groupe, vous assurez la synthèse des documents de gestion, vous établissez et suivez le plan financier et vous participez aux grands dossiers « corporate » du Groups, Diplômé(e) d'une grande école de commerce, vous avez impérativement travaillé, deux à quatre années, chez l'un des grands de l'audit anglo-saxon et, éventuellement, une à deux années, au sein d'une direction financière de Groupe.

■ Progression au sain de

la fonction ou vers une enseigne du Groupe.

■ Merci d'envoyer votre dossier en précisant la référence 37417 à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui nous le trensmettre.

Etablissement financier appartenant au ler groupe français d'Assurances Mutuelles recherche pour renforcer ses équipes un

## Ingénieur Financier H/F

Rattaché au Responsable du Département Etudes, yous serez chargé d'effectuer des études financières tant dans le domaine de l'assurance (en particulier les analyses actif-passif) que celui de la finance.

De formation ingénieur ou actuaire, vous avez de préférence une première expérience réussie dans ves domaines, acquise au sein d'un établissement financier, d'une hanque ou d'une compagnie

Ce poste situé au carrefour de la finance et de l'assurance, offre de réelles possibilités d'évolution

Une rémunération attractive est attachée à ce poste, basé à Paris, pour un candidat de valeur. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + prét.), sous référence H/895, à

COR'EX - 11, avenue Myron Herrick - 75008 Paris.



VUCHOT WARD HOWELL

#### HOLDING D'UN IMPORTANT **GROUPE DE SOCIETES**

Recherche

**POUR SON SERVICE** "PARAMETRAGE LOGICIEL PAIE"

#### UN CADRE

possédant une solide formation sur la paie et le droit social.

il aura pour mission:

- O de maintenir et faire évoluer les applications en matière de règlementation de paie
- O de conseiller et assurer la relation avec les différents utilisateurs (animation d'un club utilisateur interne)

La connaissance du progiciel SIGAGIP sera un atout supplémentaire.

Poste basé en région parisienne.

Envoyer CV, photo et prétentions (sous réf. nº 9059) à : LE MONDE Publicité 133, avenue des Champs-Elysées - 75409 PARIS Cedex 08

OIRE PHARMACEUTIQUE FILIALE D'UN GROUPE DE SANTÉ INTERNATIONAL notice très fort développement nous amène à rechercher un

## Contrôleur de Gestion

vous prendrez en charge avec autonomie les missions de contrôle de gestion de notre société qui, compte tenu de sa jeunesse et de son essor rapide, comportent une grande part de mise en place de nouvelles procédures, d'implantation de nouveaux systèmes de gestion et d'information et de lancement de nouveaux projets. Entre autre, vous assurerez la gestion d'un GIE et d'une société en participation et participerez à l'élaboration de leur plan stratégique.

diplômé d'une école de commerce (option finances), possédant une expérience d'environ 4 à 5 ans du contrôle de gestion en entreprise, ayant pratiqué un reporting anglo-saxon.

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil Stangate -11 avenue du Colonel Bonnet - 75016 Paris.



## Carrières Internationales

La Banque Interaméricaine de Développement (BID), une des plus importantes institutions régionales de développement dont le siège est aitué à Washington, D.C., invite les intéressés à soumettre

#### SPECIALISTE EN RESSOURCES NATURELLES SPECIALISTE EN DEVELOPPEMENT SOCIAL

leur candidature aux postes suivents pour son bureau en Heiti :

Fonctions principales :

- Assurer le dialogue avec les autorités gouvernementales, les unités d'exécution et les organismes privés dans le but-de développer des politiques et programmes du pays dans les secteurs agricole et environnemental (pour le Spécialiste en Ressources Naturelles) et sociaux, spécialement dans le domaine de l'éducation (pour le Spécialiste en Développement Social).
- Analyser et mettre en oeuvre des programmes de développement sectoriel, incluant leur renforcement institutionnel; concevoir et administrer des projets.
- Participer à l'identification, l'analyse, la négociation et l'administration des opérations. Identifier les activités afférentes au développement de ces opérations et les obstacles rencontrés; proposer des mesures visant à accélérer l'exécution des projets et l'accomplissement de leurs objectifs.

Conditions principales requises : -

- maîtrise, de préférence en agronomie et/ou irrigation (Spécialiste en Ressources Naturelles) et en éducation, sociologie ou administration publique (Spécialiste en développement Social);
- expérience, dans des pays en voie de développement, en programmation, élaboration de politiques, préparation et administration de projets d'agriculture, développement rural et irrigation (Spécialiste en Ressources Naturelles) et programmes d'éducation (Spécialiste en Développement Social);

 connaissance perfaite du français et bonne connaissance de l'espagnol et/ou de l'anglais. Envoyer les curricula vitae en double exemplaire à :

Banque Interaméricaine de Développement - GV/Halti/LM - Stop E-0507

1300 New York Ave., N.W. Washington, DC 20577 Seules les candidatures remplissant les conditions requises aeront prises en considération. La Banque encourage l'égalité des sexes dans ses pratiques d'emploiement.

## Conseil et Audit

### La réussite à ce poste constitue une voie d'accès à nos futurs postes de managers.

France - International

3-4 ans d'expérience

Notre groupe est un des grands mondiaux de l'alimentaire. C'est une expérience chez un des grands mondiaux de l'audit que nous recherchons.

Nos exigences sont à la mesure des opportunités d'évolution de carrière que nous vous offrons. HEC, ESSEC, ESCP...MBA poursuivez une carrière à la hauteur de vos ambitions et qui vous permettra au niveau de la holding du Groupe :

- de valoriser une première expérience d'audit de 3 ou 4 ans acquise de préférence
- d'intégrer un environnement international, de conseiller et d'assurer une assistance technique diversifiée (finances, comptabilité, gestion, organisation...) auprès de nos filiales France et étranger
- · de participer aux différentes études financières dont celles concernant les nouvelles acquisitions.

Anglais indispensable.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant sur lettre et enveloppe la réf. 14549 à Publipanel - 13 rue Rosenwald - 75015 Paris, qui transmenra.

#### AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE

- ANALYSTS
- ☐ CHIEFS OF OPERATIONS
- □ PROJECT MANAGERS

☐ TRAINERS

Notre client est un leader dans le domaine du conseil en

Sa croissance exceptionnelle l'amène a rechercher des professionnels expérimentes pour les postes cités ci-

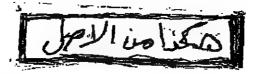
Seuls devront faire acte de candidature les professionnels possédant une expérience significative dans le conseil en productivité désirant améliorer leurs perspectives et augmenter leur potentiel de revenus.

Une maîtrise complète de la langue anglaise est essentielle et la connaissance d'autres langues européennes serait un plus. Les déplacements seront nombreux mais aucun déménagement ne sera

Pour ceux qui sauront atteindre leurs objectifs, les résultats seront extraordinaires.

Tous les dossiers de candidature seront traités dans la plus stricte confidentialité. Veuillez envoyer votre curriculum vitae en anglais à :

Réf. EXP/LF/2696, LITCHFIELD ASSOCIATES N.V., KRUISWEG 825 A 2132 NG HOOFDDORP, PAYS-BAS, Fax: (31) 23 5626737



REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1996 / IX

# Marketing - Communication



#### Senior **Etudes Quantitatives Ad Hoc**

Au sein de notre département Etudes Ad Hoc. vous : participerez à la définition de notre stratégie dans le domaine des

services et de l'institutionnel, élaborerez les projets et en assurerez le suivi commercial, prendrez en charge leur réalisation en vous appuyant sur l'ensemble de

nos prestataires.

Vous avez complété votre formation scientifique ou commerciale par une expérience de 5 ans, acquise en Institut ou chez l'annonceur dans les domaines concernés. Maîtrisent parfaitement les techniques d'études Ad Hoc traditionnelles, votre sens de l'innovation et votre capacité.

d'évolution vous attirent vers de nouveaux outile de Marketing Research. Ce poste est basé à Cergy. La maîtrise de l'anglais, de l'outil informatique et le goût du travail en équipe vous seront indispensables.

Merci d'envoyer lettre manuscrité, CV, photo et prétentions, en précisant la référence SEC/LM à : AC Nielsen, DRH, 9 avenue des Trois Fontaines, 95 007 Cergy Pontolse.



# Consultant senior

Accompagner les entreprises en communication interne et sociale

A g e n c e Première professionnel, le respect des pédagogue, il sait rendre sim-s p é c i a l i s é e agence sur hommes, de la créativité. ples les concepts les plus d u g r o u p e notre mar-ché, la com-recherchons est diplômé d'une et rigoureux, il allie esprit P u b l i c i s munication grande école (HEC, ESSEC,

de changement et de la néces- de la communication interne courant. Véhicule personnel. des équipes. Réorganisation, et/ou en agence. lui a permis Si vous vous retrouvez dans crise, redéploiement social, d'acquérir de sérieuses connaisimage interne, motivation, sances en organisation et dans ce cas, adressez votre évolution des métiers et des ressources humaines. Interlo- candidature (CV photo et compétences... nos interven-tions dans le domaine de compris dans le suivi commer-37325LM à Media System, la communication interne cial, il doit maîtriser parfaitement 6/8 impasse des Deux Cousins, exigent un grand savoir-faire l'expression écrite et orale. Bon 75849 Paris Cedex 17.

des ressources IEP...) ou l'équivalent bac humaines, nous accompagnons + 5, âgé de 35 ans environ. développer une carrière dans les grandes entreprises dans le Son expérience de 5 à 10 une grande agence qui lui domaine de la communication années, en tant que responsable saire adaptation des hommes et dans une grande entreprise

ples les concepts les plus complexes. Passionné, positif d'équipe et goût pour l'efficacité. Ambitieux, il veut demandera beaucoup. Anglais Résidence en région parisienne. cette annonce, et uniquement

GROUPE MEDIA SYSTEM

Société, porter la part de l'international à capable de relever ce

....

> 80%, tels sont les défis majeurs lancés pour l'an 2000. Si vous vous sentez défi, rejoignez le Département Merketing International d'une Société française leader dans son

## Chef de Produit Automobile

Ingénieur Mécanicien

Profil : Ingénieur mécanicien (Estaca, Sudria), vous avez acquis une expérience de 6 à 7 ans minimum dans un poste de responsabilité "terrain" (accessoires auto, pneus, batteries, constructeurs automobiles) dans un environnement international (anglais Indispensable, allemand apprécié), et vous vous passionnez pour le domaine de l'automobile.

Milesion: Nous vous confierone l'étude, le suivi et le développement des produits automobiles et de leurs marchés. L'en vital entre le Direction du Marketing, la Direction Technique et les différents services commerciaux, vous anticipez les besoins futurs des marchés et les transformez en specifications produits.

Ce poste est bissé à Aubervilliers (93).

Merci d'adresser un dossier de candidature complet (CV, photo, lettre manuscrite, prétermions de calaire) en indiquant la référence 14748 sur lettre et enveloppe à Publipanel - 13 rue Rosanwald - 75015 Paris, qui transmettre.

### Pour un cadre de plus de 50 ans Une mission de responsable marketing

Un équipementier industriel, leader sur son une forte capacité d'analyse et le sens de l'acmarché, renforce sa stratégie de services tion. Votre expérience du marketing de sernome, vous avez une personnalité affirmée, du charisme,

auprès de ses clients : maintenance, assistance, vices associés à des produits industriels est formation, documentation, etc. Vous serez incontestable. CDD de 18 mois. Région parile coordinateur responsable du marketing sienne. Merci d'adresser CV, photo, lettre et du développement de ces services. Auto- manuscrite, sous réf. 7506, à Hommes & Pompe, 75116 Paris.

**Hommes & Missions** Conseil en recrutement de cadres seniors

Missions, 145 bis rue de la

# Chef de Produit Logiciels EMEA\*

\* Europe Middle East Africa

Opportunité exceptionnelle pour un professionnel du marketing de prendre en charge le développement de l'offre logicielle du leader mondial de l'automatisation des transactions bancaires.

400 KF +

LA SOCIETE

 Société américaine présente dans le hard et le soft. ◆ CA 400 millions \$, 2 500 personnes dans le

monde, 5 filiales en Europe. Leader mondial de l'automatisation des

LE POSTE

Sous la responsabilité du directeur marketing

ntée à chaqu de la zone EMEA. assurez auprès de nos clients et de nos équipes la

on et la promotion de notre nouvelle stratégie

es du marché et les offres concurrentielles,

 contrôlez la mise en oeuvre de vos préconisations et analysez les résultats en terme de CA réalisé, de parts de marché acquises et de qualité des

jouez un rôle d'interface actif entre les équipes de développement, les évolutions des besoins recoeillis sur le terrain et prenez la responsabilité de la hiérarchisation des projets de développement.

PROFIL RECHERCHÉ

◆ Inginieur + MBA + 5/10 ans d'expérience profespuis de responsable marketing d'offres logicielles.

Capacités commerciales et relationnelles, force de

 Connaissances techniques pointues (Windows NT, UNIX, DOS, langage C), acquises dans l'environ-

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. 61205/LM à N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS, FRANCE



N B SELECTION LTD



Agence spécialisée dans la communication des ressources humaines (30 personnes - 16 MF de marge brute), Sources intervient aussi bien en communication de recrutement qu'en communication interne (audit, journaux, intranet...), sociale et corporate... Nous offrons à nos clients une palette unique de savoir-faire qui nous a permis de créer par exemple la première plaquette stage multimédia...

Aujourd'hui, pour notre activité recrutement, nous recherchons un

A 28/32 ans, votre solide expérience de la communication de recrutement vous a convaincu qu'il était nécessaire, dans un environnement en pleine mutation, d'innoyer et d'aller toujours plus loin dans le service, la qualité et la pertinence. Il ne s'agit plus seulement de répondre à des besoins mais d'anticiper des solutions : vous pensez, comme nous, que le premier métier d'une agence, c'est d'avoir des idées...

Sens de l'écoute et du contact, aisance rédactionnelle, esprit de synthèse, goût du management et rigueur de gestion... toutes ces qualités, vous souhaitez les exprimer au sein d'une structure souple qui vous permet de vous épanouir dans votre dimension stratégique.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence CGS à SOURCES Didier Brouat 108, rue Saint Honoré Elle sera traitée

Dirigeants



internationale. Vétérinaires développement de l'élevage st de l'agnoulture, évolué vers

En relation étrolle avec le Président, vous mettez en œuvre la politique définie par le

Consell d'Administration, en intervenant à différents niveaux : Management: A la fois animateur et coordonnateur, vous êtes le «chef d'orchestre» d'une équipe de 40 personnes que vous fédérez autour de nos projets. Développement : Vous optimisez nos relations avec les institutionnels et développez

les actions de parlenariat (laboratoires...) et de communication. Gestion : Vous sulvez le contrôle budgétaire, en collaboration avec le DAF. Parlatiement bilingue Anglais, vous possédez une expérience d'au moins 8 ans en tant que responsable d'une entreprise ou d'une association, qui vous a permis de maîtriser les relations géo-politiques et économiques Nord-Sud ainsi que le montage de dossiers financiers. Blen entendu, vous avez de réelles qualités humaines et une grande capacité à

dynamiser un groupe autour d'un projet. La rémunération est attractive. Merci d'adresser lattre manuscrite, CV, photo et pré-tentions s/ré£ LS/VSF à notre consell : TRIUMVIRAT - 23 A. avenue de Veyssières - 69130 ECULLY.

## Le Monde des Cadres



doubelle at suivont Agenteriologicale de successor plein - 184 3 cers (30 étudiente

# et de la Formation

Sous l'autorité du Directeur et du Directeur-Adjoint de l'École, vous animez et acordonnez les activités d'enseignement. A ce tière, vous avez la responsabilité directe de l'ensemble des enseignements et des mayens pédagogiques de l'Ecole (90 enseignants-chercheurs, 250 chargés de cours).

Vos activités comprennent notamment :

· une mission de définition de la politique de l'Ecole en matière de formation,

· l'arganisation de la scalarité et le suivi des résultats scalaires,

l'élaboration, le suivi et les modifications des programmes d'enseignement,

l'initiation et l'animation des innovations pédagogiques,
les relations internationales concernant l'enseignement (échanges et séjours d'étudiants à l'étranger, partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur),

 les formations et le devenir post-diplôme (mastères, études complémentaires, placement), · l'animation et la coordination des activités de formation professionnelle à destination des agents du Ministère de l'Industrie et des codres de l'industrie,

 une veille des nouvelles formations mises en place dans les autres écoles d'ingénieurs, plus généralement toutes actions destinées à améliorer la qualité de la formation et à promouvoir

les formations dispensées à l'Ecole. Ce poste conviendrait à un professeur de préférence expérimenté disposant de bonnes aptitudes au management et particulièrement intéressé par les aspects "contenu des enseignements" et "évolutions pédagogiques".

Le statut d'accueil est celui de Professeur des Ecoles des Mines.

Le poste, basé à Douai, est à pourvoir dès que possible, au plus tard pour la rentrée 1997.

Personnes à Confuctor :

M. COTTE, Directeur de l'Ecole - Tél. : 03.27.93.22.01. D. BOULNOIS, Directeur-Adjoint de l'Ecole - Tél. : 93.27.93.20.00.

#### responsable des «achats-services» H/F

GROUPE PHARMACEUTIQUE

E :

Nous sommes la fillale française (environ 2000 personnes) t'un très important Groupe Pharmaceutique international. Nos produits, issus de notre recherche, sont de notoriété

Rattaché à la Direction de la division pharmaceutique, vous animerez une équipe d'une dizaine de personnes.

Votre mission sera d'assurer dans le mellieur rapport qualité/prix et dans un souci de qualité optimale, nos achats de prestations hors production : manifestations extérieures, congrès, production de documents promotionnels, impression de protocoles, sous-traitances médicales, études de marché...

Agissant en conformité avec notre culture et notre stratégle générale Achats, vous serez le garant des règles et procédures que vous mettrez en place.

De formation supérieure, Ecole de Commerce, ou équivalent, vous avez une expérience d'Acheteur «Services et Prestations» (la connaissance du milieu pharmaceutique

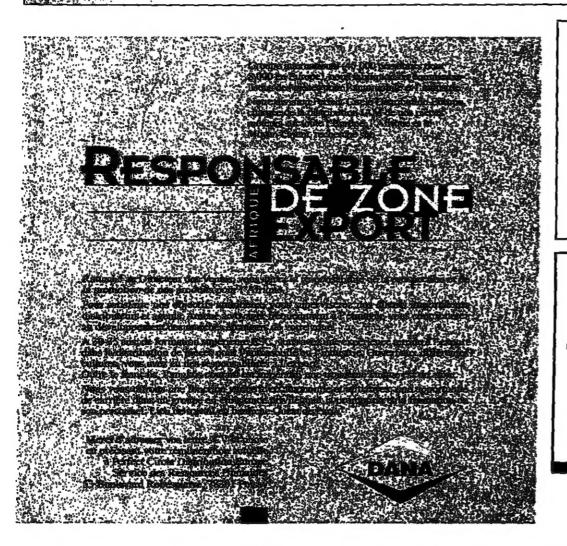
Manager et négociateur, vous avez un bon niveau d'anglais. Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions), sous la référence VR10, à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.



2, rue Louis David - 75116 PARIS 8, rue Duguesne - 69006 LYON



COGEPLAR





CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Budget: 1,2 MdF 1635 agents permanents 10000 intervenants pour 28 Délégations Régle

#### Le Directeur d'ine délégation interdépartementale

Vom aires de trabaje la formation de 100 000 agents territorinant forar-tis en 4 départaments et 1 500 collectivités à raison de 92000 journais foit mailon-staglaires réalisées en 1995.

Administrateur territorial, ingénieur en chef i quigosant la maiditio-naire d'Etat, détaché sur un emploi fonctionne, ilé secretaire, général d'une commune de 150 à 400 000 habitants, your fencilités d'une très bome connaissance du milleu territorial sit de la librimation pour adultes. Vos capacités de contacts, d'initiative et médicition, votre sent de l'organisation et des responsabilités font de vous un manager, capable de diriser, de promouvoir et d'animer une importante délégacapable de diriger, de promouvoir et d'animer une importante délégation. Pous pourres vous appayer sur une équipe de plus de 46 personnes dont \$6 cadres A.

Le poste est à pourvoir en lie-de-France.

Merci d'adresser candidature manuscrite, CV et photo, avant le 31.12.96, à M. le Président du C.N.F.P.T., 5 villa Thorèton, 75738 PARIS cedex 15.

### Chargé d'études statistiques

financement. (530 personnes). filiale d'une du risque et marketing est une activité que nous les plus pointues. pour notre compétitivité.

SCORES, nous ranforçons nos moyens et recherchons un collaborateur suscapable de

Entreprise de | L'étude sous tous les angles de nos fichiers d'une maîtrise de SAS, yous portez un intérêt afin d'optimiser nos processus d'évaluation soutenu aux techniques d'analyse des données

considérans comme de plus en plus importante Diplômé de l'ENSAE, de l'ISUP ou d'une 2 à 3 ans. La maîtrise de l'anglais serait un plus. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous la référence 646 à COMMUNIQUE, 50/54 rue Daté d'une solicie formation statistique et de Silly, 92513 BOULOGNE BILLANCOURT.

Métropole Lilloise

**Fonction Commerciale** 

Conseil en recherche de cadres et de dirigeants, nous intervenons essentiellement sur le marché "High Tech" (électronique, informatique, télécommunications...). Nous apportons notre savoir-faire professionnel tant sur le plan du recrutement que de l'évaluation de potentiel.

## Consultant Recrutement

De formation Bac + 5 (psychologue, CIFFOP, Sciences-Po, ...), vous avez une première expérience de 3 à 5 ans, acquise en entreprise ou en cabinet. Vous assurerez des missions complètes de recrutement : de la définition de fonction jusqu'à la sélection, en passant par l'analyse du marché des candidats potentiels.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous référence 652.96 CRITERE, 4 rue du Général Lanrezac, 75017 PARIS.



Le 1er janvier 1997, nous changeons d'année et Norman Parsons change de nom pour devenir...

#### ROBERT HALF FRANCE

Le groupe Robert Half International, coté à la Bourse de New York, est leader mondial du recrutement spécialisé depuis 1948 avec plus de 160 bureaux dans le monde. En France, nos consultants vous proposent un service spécialisé et personnalisé au sein de quatre divisions :

- Robert Half Finance et Comptabilité
- 🗷 Robert Half Informatique et Multimédia
- I Robert Half Juridique et Fiscal RHI Banque et Assurance

Robert Half France vous souhaite une année 1997 pleine de réussite professionnelle et personnelle.

> 39 quenue Pierre Ler de Serbie, 75008 PARIS T.E. 01 47 23 37 00 - Fex 01 47 23 38 00 e-mail: «norman@parsons. grotier.fr» site internet : http://www.roberthalf.com



## Responsable Vational Négociation

#### Implantations Relais Radiotélécommunications

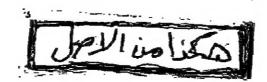
Opérateur Télécom de premier plan recherche pour le ment de son réseau mobile un Responsable National

Votre mission : vous intervenez auprès des grands comptes et sur les dossiers complexes. Vous négociez au niveau national avec des institutionnels, propriétaires privés, gestionnaires ... l'autorisation et les conditions financières d'exploitation d'un site afin d'y installer un relais de radiotélécommunications. Par ailleurs, avec le soutien d'architectes et de juristes, vous êtes amené à assister dans leurs démarches les négociateurs locaux en leur apportant un soutien d'expertise, des orientations ainsi que des outils méthodologiques.

Votre profil : âgé de 30-40 ans environ, de formation supérieure (Sciences Po, Sup de Co...), vous possédez une expérience significative de 5 à 10 ans comme Ingénieur d'Affaires ou Négocieteur de haut niveau, auprès de Grands Comptes privés ou publics. Administrations, Collectivités Locales ..., Habitué à évoluer dans un milieu technique, vos qualités sont la ténacité, l'esprit de persuasion et la diplomatie.

Mercl d'adresser votre lettre + CV + rémunération souhaitée sous réf. PA1296C, à notre Conseil, THE PARTINERS, 365 rue de Vaugrard, 75015 PARIS et de consulter la définition de fonction sur le 3617 RHPARTNERS (3,48 F/mn).

RH PARTNERS



REPRODUCTION THE PROTECT

eachtion bleed

terdeportemental is

enterfricht der bei ber betreite

minis frees "List. Tone on

ger Grijken av 11 j<del>eranse</del>

1 19 23373 (edep 1

atistiques

LE MONDE / MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1996 / XI

# Juristes - Ressources Humaines

ÎMPORTANTE SOCIÉTÉ DANS LE DOMAINE DE L'INGÉNIERIE DUTRAITEMENT DE L'EAU INTERVENANT DANS LE MONDE ENTIER SOUHAITE RENFORCER SA DIRECTION JURIDIQUE ET RECRUTE UN

## Juriste international

Au sein du service juridique, vous exercerez une fonction de conseil pour la passation et le suivi de contrats mais aussi en matière d'analyse d'appels d'offres.

Vous interviendrez dans la négociation, la rédaction et le suivi de l'exécution des contrats commerciaux, de sous-traitance, accords de partenariat, conventions entre associés. Enfin, vous gérerez les contentieux tant en France qu'à

Agé d'environ 30/35 ans, de formation en droit des affaires (DEA ou DESS), vous justifiez d'une expérience de 5 ans acquise en entreprise de dimension internationale ou en

Une banne pratique de l'anglais et de l'espagnol est obligatoire. Ce poste, basé en proche région parisienne est, nécessite des déplacements dans le monde entier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, photo et rémunération actuelle sous référence 105424 à EURO RSCG FUTURS 2, rue de Marengo - 75001 PARIS,



les mutuelles du mans assurances

LES MUTUELLES DU MANS ASSURANCES (9 000 COLLABORATEURS, 24 MILLIARDS DE FRANCS DE CA)

RECHERCHENT POUR LEUR DÉPARTEMENT JURIDIQUE, AU MANS, LEUR

## Responsable juridique H/F

Missions : pous assurez avec votre équipe de 12 collaborateurs, la sécurité juridique de la société dans le domaine de l'LARD :

 enimation et gestion du réseau des m · définition d'une stratégie judiciaire et juridique Profil : vous possèdez une compétence juridique de bon niveau (3 cycle) et une solide pratique, an juridiques est roquise aiusi qu'un excellent sens

ez voire dossier complet, en toute confidentialité, sous la référence LM9697712 à Interitu Personae, Juridique & Fiscal - 29 rue Drouot - 75009 Paris.

Intuitu Personai

#### de: Thomas le Carpentier

l'Export.

#### Réf. à rappeler : TCM 800

à : Un juriste d'environ 35 ans, troisième cycle en Droit privé éventuellement complété par un diplôme de JD ou IEP,... voulant mettre au service d'une industrie de pointe son expérience de praticien du Droit des affaires et des sociétés (Restructurations, filialisations,...), sa créativité, sa polyvalence (Droit communautaire, financier, fiscal,...) et sa pratique d'une ou plusieurs langues étrangères, dont l'anglais.

#### obj: JURISTE SENIOR

Un très grand groupe industriel multinational, leader dans un univers très technique (CA 65 milliards de FF), crée un poste à rapide évolution de Juriste Senior, auprès du Directeur Juridique Groupe. Conseil interne et support de la Direction Générale, il conçoit et participe à la rédaction et aux négociations de protocoles d'alliances, nationales ou internationales, de très gros projets de restructuration, dans un univers particulièrement complexe et changeant,... En outre, il joue un rôle d'interface avec les conseils extérieurs qu'il aura aidé à sélectionner sur toutes les questions juridiques qu'il ne traite

33. rue Cremieux - 75012 Paris - Tel : 01 44 75 52 00 - Fax : 01 44 75 52 01



L'Institut national des appellations d'origine recrute pour sa division par sélection sur dossie



#### Un juriste en droit public et/ou droit administratif

En licisan directe avec le chef de la division et en relation avec les avocats de l'institut, vous serez chargé du suivi du précontentieux et du contentieux (principalement administratif) concernant les appellations d'origine. Vous ourez une mission de conseil et d'assistance juridique interne et participerez à la rédaction de textes réglementaires relatifs oux appellations d'origine.

De tormation Bac + 5 en droit public/droit administratif, vous avez une bonne connaissance du droit communautaire; des qualités d'analyse et de synthèse, une aptitude au travail d'équipe, l'esprit d'initiative.

Une première expérience de juriste (de préférence dans le secteur agricale ou agro-alimentaire) sera appréciée. Les conditions d'accès au concours sont les suivantes : possèder la nationalité française et être agé au plus, de 45

ons au 1er janvier de l'année 1997. Traitement brut annuel : 133 250F + primes (possibilité de prendre en compte l'expérience professionnelle des

Merci d'adresser votre dossier : CV + copie des diplômes avant le 16 janvier 1997 à minuit (en mentionnant le référence : AURINAO) à l'ACOFA, 2 rue Saint Charles, 75740 Paris cedex 15

# Fiscaliste international

POUR LE DEPARTEMENT DES AFFAIRES FISCALES

Intégré à l'équipe de fiscalistes et en collaboration avec les départements spécialisés

en ingénierie financière et en financement de projets, vous apporterez votre expertise dans l'élaboration et l'analyse des montages internationaire. De formation supérieure, de préférence école de commerce avec une spécialisation en fiscalité, vous êtes âgé de 28 ans environ et disposez d'une expérience de 3 ans acquise au sein d'un cabinet fiscal international. Cette expérience vous a permis de développer de solides connaissances en fiscalité américaine.

Ce poste requiert à la fois une forte technicité et de très bonnes qualités relationnelles. Des déplacements à l'étranger sont à prévoir. (Réf. CM/FIS)

POUR LA DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES

Vous apporterez votre expertise dans le montage, la négociation et le suivi des opérations d'eurocrédit et de financement d'acquisitions françaises ou étrangères.

Vous répondrez aux besoins d'une clientèle internationale allant de la PME

à la multinationale en étudiant et en proposant des schémas de financements stucturés adaptés. Titulaire d'un troisième cycle universitaire juridique complété par un diplôme de droit anglo-sazon ou solicitor ayant reçu une formation de base en droit français, vous disposez d'une expérience de trois ans environ, acquise de préférence au sein d'un cabinet d'avocats.

De solides connaissances en droit des opérations financières, en droit des sociétés et des qualités affirmées de négociateur sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

La parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable. (Réf. CM/JUR)

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant la référence à Chantal Maria, Société Générale, Service du recrutement, Espace 21, 92972 Paris-La Défense Codex.

- Apec 45 000 collaborateurs dans le monde, 2 000 agences en France et plus de 500 implantations dans 70 pays, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, groupe international, est active dans tous les métiers de la banque et de la finance. ----



CONJUGUONS NOS TALENTS.

## CONSULTANT HIF

Spécialisés dans le conseil en recrutement de cadres par approche directe et par annonce, nous recherchons pour accompagner notre croissance un nouveau consultant.

Après une période de formation spécifique, vous serez responsable du développement et du suivi de vos clients en bénéficiant des moyens qu'offre notre structure et de notre méthodologie basée sur le professionnalisme et

A 30 ans, de formation bac+5, vous souhaitez valoriser une expérience réussie dans des fonctions opération-nelles (manager, commercial grands comptes, ingénieur, chef de projet...). Doté d'une forte personnalité, yous possédez un excellent relationnel et êtes attiré par une activité de conseil.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions s/référence GP, à GP International, Le Highway, 41, quai Fulchiron, 69005 Lyon.



4.1



Filiale française d'un important groupe multinational recherche son

# Directeur Juridique

Paris Ouest

Vous aurez pour mission de repondre à l'ensemble des questions juridiques posees à la Société. En charge de la gestion du secrétariat juridique d'environ 15 sociétés, vous interviendrez également en amont des opérations d'acquisition et de restruc-turation et devrez maîtriser les opérations classiques sur le capital des sociétés (augmentation, réduction, etc.).

Vous devrez en outre avoir de bons réflexes comptables et fiscaux. Vous interviendrez également auprès des opérationnels sur des dossiers français et internationaux principalement en matière de contrats commerciaux et de propriété industrielle (suivi des

Agé de 32/35 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS en Droit des Affaires et Fiscalité, DJCE), vous justifiez d'une expérience de 6/8 ans en droit des sociétés et droit des contrats acquise au sein d'un cabinet d'avocats et/ou d'une entrepri-

Votre capacité à répondre efficacement aux problèmes des opérationnels, vos qualités techniques et relationnelles seront des atouts majeurs pour réussir à ce poste.

La pratique de l'anglais (lu, écrit, parlé) est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle + n° de tél. à Christophe Duchatellier, Michael Page Tax & Legal, 3 bld Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 36.17 MPage (Cerniche 1.48F/Min) sous réf. CD15402

Michael Page Tax & Legal Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

spécialisée dans l'acquisition et la gestion de porte

Rattaché(e) au département des Acquisitions ou au département de la Gestion des Portefeuilles de créances immobilières, vous assisterez les asset managers dans leur prise de décisions. Votre travail consistera principalement à procéder à diverses simulations financières et à étudier des dossiers de créances immo-

Société en forte croissance, filiale d'une banque d'affaires,

Jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce ou 3ème cycle universitaire), vous êtes dynamique, impliqué(e), vos capacités d'analyse et vos qualités relationnelles vous permettront de vous intégrer rapidement et de réussir dans ce poste. Votre anglais est courant et vous appréciez l'utilisation de la micro-informatique.

Merci d'adresser CV + Photo + N° de tél + rémunération actuelle à Tristan de La Courtie, Michael Page Finance, 3 bld Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Carniche 3,48FMin) sous référence TDC15415

> Michael Page Finance Le spécialiste du recrutement Financier

Groupe industriel leader sur ses marchés (CA: 10 Mdf - 8000 pers.) recrute son

## Directeur des Affaires **Juridiques**

Au sein d'un groupe en forte croissance en France et à l'international intervenant sur différents marchés, vous êtes le garant de la sécurité juridique des opérations menées.

A ce titre, vous intervenez sur l'ensemble des opérations de croissance externe et de développement des activités du groupe. Vous assurez ainsi un rôle actif de conseil

auprès de la Direction Générale du groupe et de chaque entité opérationnelle notamment en droit des sociétés (opérations de structure), droit des contrats français et internationaux (concurrence, distribution, propriété industrielle....).

Agé de 35/40 ans, vous êtes de formation juridique supérieure idéalement

500 KF complétée par un diplôme comptable et financier. Aujourd'hui, vous justifiez d'environ 10 ans d'expérience acquise dans une entreprise industrielle ou au sein d'un cabinet d'avocats d'affaires.

La pratique courante de l'anglais est indispensable. La maîtrise d'une seconde langue (espagnol ou italien) est vivement

Merci d'adresser lettre man.+ CV + Photo + n° de tél + rémunération actuelle à Thierry Montécatine ou Stéphanie Dru. Michael Page Tax & Legal 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 36.17 code MPage. Corniche

AGRAGII SS réf. TM154009

Michael Page Tax & Legal Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Auditeurs, Contrôleurs de Gestion Donnez de nouvelles perspectives À votre cacrière et devenez...

## Consultant chez Michael Page

Pour accompagner notre forte croissance, nous recherchons des consultants de formation supérieure, ayant acquis une expérience de 1 à 3 années au sein d'une fonction financière, en entreprise ou en cabinet.

Après une période de formation à nos méthodes, vous développerez votre gortefeuille de clients et prendrez rapidement la responsabilité complète de missions de recrutement sur des postes variés.

Enthousiaste et tenace, vous avez envie de gérer des contacts à haut niveau et d'évoluer dans une structure exigeante et dynamique.

Si vous aimez les ressources humaines, souhaitez développer votre sens commercial et recherchez une forte autonomie :

Merci d'adresser CV + Photo + Nº de tél. + rém. actuelle à Hubert de Préval, Michael Page Finance, 3 bld Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex, ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Combb 1.48786) Sous réf. HDP31113

Michael Page International International Recruitment Consultants Paris Madrid Milan Amsterdam Disselds



Tax & Legal, Finance, Commercial & Marketing, Informatique, Ingénieurs & Production

3 Boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret cedex

Tel: 01 40 89 15 25 - Fax: 01 47 57 30 49 Londres Paris Amsterdam Düsseldorf Francfort Hong-Kong Sydney Singapour Madrid Milan

Consultez toutes nos offres d'emploi sur le 3617 code MPage

